1988-1993 : regards sur la législature

19

CINQUANTIÈME ANNÉE - Nº 14974

VENDREDI 19 MARS 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

« Nouvelle cuisine » chinoise à Hongkong

UN langage e refait son apperition à Pékin, que l'on croyait disparu depois la révolution culturella. Condamnant le projet de réformes démocratiques présenté par la gouverneur britamique de Hongkong, le régime communiste chinois vient successivement de quelifier M. Chris Patten de « danseur de tango», puis de « grand criminel devant l'éternité». D'un régime devant l'éternité à. U'un régime dont le pragmatisme, en matière d'écommie s'entend, est aans home au point de vouloir inscrire l'économie de marché dans sa Constitution, on ne s'attendait guère à un tel déchaînement verbel, qui plus est officiellament approuvé per M. Deng Xiaoping.

ते । त्याक्षा क

. The ang

. . .

47.1

.......

1.72

68 . . والمحتان

112 m 22)

2.0

19 19 mm

MAL ARE TO A STREET

Marie Alle Control

Company of the compan

E Miller

The Table 1 and 1

نثم

1:1 7

1.16

Et pourtant, les propes du pre-mier ministre, M. Li Peng, puis ceux, mercredi 17 mars, de M. Lu Ping, directeur du Bureau pour les affaires de Hongtong et de Macao, sont sans la moindre ambiguité : puisque l'administra-tion coloniale se refuse à interpréter le coopération prévue après le retour de Hongkong à la Chine en 1997 comme une soumission aux oukases de Pékin, k régime communiste a décidé d'installer sa propra administra-tion parallèle. En même temps, M. Lu admet que ces préparatifs cont déjà commencé il y a long-temps » dans la secret, clors même qua les deux gouverne-ments étalent censés œuvrer de

ME pouvant obtenir an douleaur qua M., Patten - soutenu par M., Major - cède à ses
exigences comme l'avait fait jusque là M- Thatcher; Pékin jatte
le masqua. Derrière le slogan
selon lequel il faut que ce soient
« les Hongkongais qui dirigent
Hongkong », la Chine veut en fait
mettre la main sur tous les
rousges d'un territoire fabuleusement riche. ment riche.

Au risque de montrer le peu de cas qu'il fait d'une coopération économique internationale pourtant si profitable à con pays, M. Lu a été jusqu'à mettre en garde les États-Unis à propos de leurs investissements à Hongkong, si jamais ils prensient des meaures de rétorsion contre la Chine. A un moment où Pékin négocie son retour au sein du GATT, un tal comportement laisse mal augurer de la pré-sence, dans cette instance internationale, d'un pays prêt à utili-ser le levier àcmomique pour assouvir ess embitions politi-

Capendent, personns n'a encore mis en doute la légitimité du retour de Hongkong à la Chine. Ce que M. Patten a voulu, c'est donner aux Hongkongais un minimum de garanties démocratiques et de représentation parlementaire avant la rétrocession. Pélén réplique qua, « puisque, pendent plus de cent ans, il n's été millement question de démocratie à Hongkong, le processus de démocratisation doit avoir lieu da manière graduelle ». Sans doute, mais, pour M. Lu, cette « manière graduelle » signifie en fait le rejet « sine die » de toute réforme. Capendent, personns n'a

JUSQU'A présent, M. Patten est resté ferme et digne, Londres aussi. Mais les pressions chinoless, et les tentatives de division de l'opinion et des décideurs de Hongkong se font de plus en plus bruteles. Jusqu'à cuand M. Patten pourait. Il réale. quand M. Patten pourra-t-il résister à cette « nouvelle cuisine » concurrente annoncée par M. Lu Ping? Dans un monde où la gestronomie jouit d'une réputation égalée seulement par la France. elle risque d'avoir un goût amer. Et les a cuisiniers a chinole sont passés, maîtres dans l'art du tranchoir...



Tandis que les négociations ont repris à New-York

Les Serbes continuent à défier l'ONU

Pour la huitième journée consécutive, les Serbes continuaient de bloquer, jeudi metin 18 mers, l'aide humenitaire internationale destinée à l'encleve musulmane de Srebrenice, où le général Philippe Morillon, chef des « casques bleus » en Bosnie-Herzégovine, se trouve toujours. A New-York, les négociations sur l'avenir de catte République ont repris dans une atmosphère de pessimisme due à la poursuite des attaques serbes contre les populations civiles de Bosnie orientale.

La mission impossible du général Morillon

par Yves Heller

Les Serbes ont amplement prouvé, en près de deux ans, qu'ils avaient de la suite dans les idées, que rien ne les arrêtait des lors qu'ils s'étaient fixé un objectif précis. Mais cette preuve n'avait jamais pris un tont aussi spectaculaire que depuis uoc semaine. Et si le général Philippe Morillon devait échouer dans sa tentative de faire plier les Serbes en les obligeant à ravitailler une enclave musulmane qu'ils s'apprétaient à liquider, son geste aurait eu, au moins, le mérite de clarifier les choses. Chef des

« casques bleus » en Bosnie-Her-

zégovine, le général Morilloc s'est «enfermé» dans Srebrenica au cœur de cette Bosnie prientale limitrophe de la Serbie, et que les Serbes veulent faire leur.

Depuis une semaine mainte nant, il cherche à assurer le libre passage de l'aide humanitaire dans cette enclave; un passage refusé, jusqu'à présent, par les forces serbes, Menaces, pourparlers assortis d'accords de principe, suppliques: rien n'y a fait, rico n'a encore pu faire puer la détermination serbe.

Lire la suite et l'article d'AFSANÉ BASSIR POUR page 4 et page 23 la chronique de DANIEL SCHNEIDERMANN Sans demander au second tour la réciprocité aux amis de MM. Lalonde et Waechter

Le PS appellera ses candidats à se désister en faveur des écologistes

17 mars, d'eppeler les candidats socialistes à se désister, au deuxième tour des élections Mondouis-sur-Loire le 17 février. L'ancien prelégislatives; en faveur des candidets écolo- mier ministre considère d'autre part que la gistes mieux placés qu'eux. Ce désistement, qui n'est soumis à aucune condition de réciprocité de la part des Verts et de Génération Ecologie, s'inscrit dens la perspective de le

par Patrick Jarreau

Le bureau exécutif du PS, convoqué dimanche 21 mars, appellera les candidats socialistes à se désister pour le second tour des élections legislatives, d'abord en saveur des communistes là où ceux-ci les auront devancés, ensuite en faveur des écologistes partout où ces der-

niers auront été mieux placés au premier tour. Le texte de cet appel a fait l'objet d'un accord mercredi 17 mars entre les principaux diri-geants du parti. MM. Lanrent Fabius, Michel Rocard, Lionel Jospin se sont consultés à ce sujet par téléphone. La thèse du « désistement unilatéral » pour les écologistes, là où il y aura lieu, face à la droite, l'a emporté sur celle qui

La Bundesbank baisse son taux d'escompte à 7.5 %

jaudi 18 mars an début banqua centrale du Danemark d'eprès-midi, una baissa de 0,5 % de son taux d'escompte, à 7,5 %. Le taux lombard reste, inchangé à 9 %. lui,

La Bundesbank a annoncé, Quelques minutes plus tard, la réduisait également da 0,5 % son taux d'escompte, à 10 %. (Lire nos informations

Les dirigeants du PS ont décidé, mercredi rénovation de la gauche, dont M. Rocard a esquissé les contours dans son discours de relence du PS passe par le dépert de son premier secrétaire, M. Febius, qui pourrait se voir proposer la présidence du futur groupe

soumettait ce désistement à une condition de réciprocité. Elle s'est imposée d'autant plus aisément que les derniers sondages publiables à la fin de la semaine dernière indiquaieot une baisse des intentions de vote pour l'Entente des écolo-gistes, qui réunit les Verts et Géné-ration Ecologie. Cette position a naturellement, au-delà de la finalité tactique de limiter autant que pos-sible l'ampleur de la victoire de la droite, une portée stratégique. En l'adoptant, le PS entend montrer qu'il accepte sans barguigner de reconnaître les écologistes comme une composaote majeure de la gauche à reconstruire face à la nou-velle majorité et dans la perspec-tive de l'élection présideotielle

et nos informations page 7, 8, 9 et 24

La Pologne moins catholique

Depuis la chute du communisme, l'Eglise perd du terrain en dépit — ou à cause — de l'activisme du clergé

VARSOVIE

de notre envoyée spéciale

e Peu importe que la Pologne soit capitaliste, peu importe qu'y règne la liberté d'expression ou le bien-être, ce qui importe c'est que la Pologne soit catholique. » S'il se trouve encore en 1993 de hauts responsables politiques, comme le vice-premier ministre Henryk Goryszewski, membre de l'Union chrétienne-nationale (ZChN, membre de la coalition gouvernementale), pour clamer baut et fort cette conviction, les Polonais, eux, paraissent de mnins en moins enthousiastes à la partager. Moins de quatre ans après la chute du communisme, dans laquelle l'Eglise, aux côtés de Solidarité, joua un rôle de premier plan, la bannière du catholicisme polonais

triomphant s'effiloche sérieuse-ment. Le taux de fréquentation des églises de Varsovie un mer-credi des Cendres a, certes, encore de quoi faire rêver plus d'un curé recueilli davantage d'opinions français. C'est pourtant une crise profunde qu'affronte aujourd'hui l'épiscopat polonais, une crise à laquelle il réagit, maladroitement, en se radicalisant, tandis que le fossé se creuse entre l'intelligentsia catholique libérale et les évêques les plus conservateurs.

Quelques indices donnent une idée du malaise : diminution da numbre d'inscriptions dans les séminaires, baisse de l'assiduité aux cours d'instruction religieuse à l'école, enquêtes d'opinion publique révélant qu'en moins de dix ans le prestige de la fonction de prêtre a considérablement diminué; pour la première fais ...

négatives que positives, et 59 % des personnes interrogées estimaient excessive son influence sur la vie publique. Si aléatoires soient-ils, ces chiffres traduiseot tous la même tendance, celle d'un doute croissant à l'égard du rôle de l'Eglise catholique en Pologne.

« Propagande des médias!», répondait récemment le cardinal Jozef Glemp au quotidien italien Avvenire. Nul ne cherche pourtant plus à cacher que deux courants s'affrontent ouvertement an sein du catholicisme polnnais.

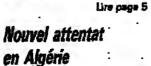
> SYLVIE KAUFFMANN Lire la suite page 4

La colère des marins-pêcheurs



Une manifestation était prévue jeudi 18 mars à Bruxalles, où se réunissait un conseil des ministres auropéens consacré à la pêche.

Cambodge : un entretien avec M. Hun Sen La chaf du régima de Phonm-Penh face aux pro-



Un membra du Conseil consultatif national assas-

chaines élections.

Lire nos informations page 3 Le Japon et l'accueil des réfugiés

Amnesty international reproche à Tokyn « de ne pae honorer ses obliga-

Lire page 5 l'article de PHILIPPE PONS



■ Au cabaret du néant, avec Hedayat - Histoires littérairea, par François Bott • D'autres mandas, par Nicole Zand • Le bilan d'un quinquennat pour Gallimard et le Groupe de la Cité. ■ Le feuilleton de Pierre Lepape : Michel Butor.

Pages 25 à 32

DEBATS

L'encien premier ministre Raymond Barre et la prési-dent de l'UAP, Jean Payrele-vada, dialoguant aur Ja thème de l'économie mixte.

Interminable

chômage

Vh. - Tous étaient touchés

A L'ETRANGER : Albina, 4,60 DA; Merce, 9 DH; Turisle, 850 rd; Aferragna, 2,50 CM; Ausriche, 25 ATS; Selgique, 45 FB; Carrete, 2,25 \$ CAN; Antièse-Réceion, 9 F; Côse-Stroire, 485 F CFA; Denomeric, 14 KPD; Espagna, 190 PTA, G-BL, 95 p.; Grèce, 250 CR; Irlands, 1,20 £; Iraile, 2 200 £; Losenbourg, 46 R.; Morrège, 14 KRN; Paya-Bas, 3 FL; Partugal, 180 esc; Sérégal, 450 F CFA; Subde, 15 KRS; Suisse, 1,20 £; Iraile, 2 200 £; Losenbourg, 46 R.; Morrège, 14 KRN; Paya-Bas, 3 FL; Partugal, 180 esc; Sérégal, 450 F CFA; Subde, 15 KRS; Suisse, 1,20 £; Iraile, 2 200 £; Losenbourg, 46 R.; Morrège, 14 KRN; Paya-Bas, 3 FL; Partugal, 180 esc; Sérégal, 450 F CFA; Subde, 15 KRS; Suisse, 1,20 £; Iraile, 2 200 £; Losenbourg, 46 R.; Morrège, 14 KRN; Paya-Bas, 3 FL; Partugal, 180 esc; Sérégal, 450 F CFA; Subde, 15 KRS; Suisse, 1,20 E; Losenbourg, 46 R.; Morrège, 14 KRN; Paya-Bas, 3 FL; Partugal, 180 esc; Sérégal, 450 F CFA; Subde, 15 KRS; Suisse, 1,20 E; Losenbourg, 46 R.; Morrège, 14 KRN; Paya-Bas, 3 FL; Partugal, 180 esc; Sérégal, 450 F CFA; Subde, 15 KRS; Suisse, 1,20 E; Losenbourg, 46 R.; Morrège, 14 KRN; Paya-Bas, 3 FL; Partugal, 180 esc; Sérégal, 450 F CFA; Subde, 15 KRS; Suisse, 1,20 E; Losenbourg, 46 R.; Morrège, 14 KRN; Paya-Bas, 3 FL; Partugal, 180 esc; Sérégal, 450 F CFA; Subde, 15 KRS; Suisse, 1,20 E; Losenbourg, 46 R.; Morrège, 14 KRN; Paya-Bas, 3 FL; Partugal, 180 esc; Sérégal, 450 F CFA; Subde, 15 KRN; Paya-Bas, 3 FL; Partugal, 180 esc; Sérégal, 450 F CFA; Subde, 15 KRN; Paya-Bas, 3 FL; Partugal, 180 esc; Sérégal, 450 F CFA; Subde, 15 KRN; Paya-Bas, 3 FL; Partugal, 180 esc; Sérégal, 450 F CFA; Subde, 15 KRN; Paya-Bas, 3 FL; Partugal, 180 esc; Sérégal, 450 F CFA; Subde, 15 KRN; Paya-Bas, 3 FL; Partugal, 180 esc; Sérégal, 450 F CFA; Subde, 15 KRN; Paya-Bas, 3 FL; Partugal, 180 esc; Sérégal, 450 F CFA; Subde, 1

Raymond Barre face à Jean Peyrelevade

a Jean Peyrelevade estima que « l'économie mixte est pour notre pays une nécessité provisoire mais de longue durée ». On voit, à travers plusieurs affaires récentes (Saint Laurent, Adidae...), qu'elle conduit à un mélange maisein entre Intérêts privés et intérêts publics. Ne faut-il pas, au contraire, abandonner au plus vite l'économie mixte?

- Raymond Barre : Il faut d'abord définir ce que l'on appelle une économie mixte. Comme éconamiste, je considère que toute économie moderne est une éconoeconomie moderne est une economie mixte, puisqu'elle comporte nécessairement l'interventinn de l'Etat. Celle-ci peut s'effectuer nntamment à travers le secteur public. La formule de M. Peyrelevade me paraît juste lorsqu'il dit qu'il y aura en France une économie mitte de les qu'il public. mie mixte de longue durée. Du mnins à vue humaine, l'intérêt natinnal exige que, dans certaines branches, la présence de l'Etat soit maintenue. Le provisoire pourrait

- Jean Peyrelevade: Lorsque je dis que l'éconnmie mixte est une nécessité, je ne pense pas à celle d'aujnurd'hui. Dans tout le secteur concurrentiel, je souhaite que l'Etat devienne minnritaire, qu'il y devienne un actionnaire comme les autres. Un certain nambre de modifications juridiques doivent y être réalisées pour accroître l'indé-pendance des mandataires sociaux. Dans ces conditions, les tentations d'interventionnisme nu de complicités que vnus évaquez disparaîtront peu à peu. Et la sus-picion qui les accompagne, souvent mal fondée, également.

- R. B.: Cette présence néces-saire d'un Etat actionnaire an comportement banalisé me parait répondre à trois faiblessea que M. Peyrelevade analyse fort bien dans son livre. Nons avans en France «un capitalisme pauvre», «un capitalisme lnsuffisant» et «un capitalisme trop faible » pour résister au vent du grand large. Ce sont là trois idées essentielles pour sontie du débat idéologique et rechercher les actions les plus opportunes pour consolider l'économie française.

» Les entreprises françaises man-quent de fonds propres. C'est notre principal problème. Nous n'avons pas d'institutions financières suffisamment puissantes capables de leur apporter les ressources néces-saires et de verrouiller leur capital de manière à empêcher que des intérêts étrangers n'en prennent le contrôle. Il nous faut en favoriser le développement, ainsi que celui de finds de retraite par capitalisa-tion. L'Etat doit aussi accompagner le capitalisme français pour qu'il soit capable de marcher sans bequille. Pour cela, et M. Peyrelevade le souligne, l'abandon du tabou de la majorité publique (les 51 % dans le capital) est indispen-

Quel dnit être le chemp d'intervention de l'Etat?

J. P. : Je n'ai pas de réponse définitive. Je propose seulement une méthode. Par rapport à la notion d'appropriation collective



basée sur la nécessité publique, l'extension du secteur public est

allée trap lain, bien au-delà de cette définition primitive. Plutôt

que de continuer à nnus affronter idéologiquement sur le diptyque nationalisation-privatisation, reve-nons aux sources et demandans-nous : qu'est ce que la nécessité publique? L'économiste peut ame-ner des réflexions, mais e'est aux

politiques d'avoir un débat sur le lieu où passe la frontière.

- R. B. : Taute la question est

effectivement de savoir quelle est l'étendue du sectent dans lequel doit se manifester la participation

publique. Si e'est un secteur public de la dimensina de 1981, je le trouve excessif, hypertrophie. En

revanebe, je etnis qu'il y a une discussinn à mener sur les condi-tions dans lesquelles la présence de

l'Etat pourrait être utile dans nn

certain numbre d'entreprises qui

seraient des entreprises mixtes. Je

crois que l'économiste peut contri-buer à éclairer le politique.

Raymond Barre:

«Qu'on en finisse

avec les statuts»

- J. P.: Il y a deux aspects. La questinn des manopoles, taut

d'abord. Il y a des monopoles plus efficaces que des structures écla-

tées. C'est le cas dès que vous avez des facteurs de production fixes extrêmement inurds (les centrales

nucléaires, le réseau de chemins de

nucleaires, le reseau de chemins de fer...). J'ai noté par exemple avec intérêt que les industriels britanniques n'ont pas tiré de l'éclatement de l'« EDF » britannique et de sa privatisation d'avantages sensibles en matière de prix. Deuxième enterior et le prix.

question : ces monopoles, s'ils dni-vent être conservés, doivent-ils être

Alors que la question de l'emploi est au cantre de la campagne électorale, le thème des privatisations - et, à travers lui, le débat sur le modèle de capitalisme - reste, pour l'instant, peu abordé. Il ne devreit pourtant pas manquer de l'être lorsque le nouvelle majorité aura à mettre en œuvre les privatisations právues dans sa plate-forme commune. Nous l'engageons ici avec la confrontation entre l'ancien premier ministre, M. Raymond Barre, at le président de l'UAP, M. Jean Peyrelavada. directeur du cabinat da M. Pierra Mauroy larsque celui-ci était à Matignon, auteur du livre Pour un capitalisme intelligent (1).

La France duit-elle s'orienter vers un capitalisme populaire, où la propriété des entreprises est largement répertie dans la population, à travers l'actionnariat direct? Doit-elle plutôt opter pour un capitalisme dans lequal de grandes institutions financières puissantes (banques, assurances, fonds de pension...) assurent l'intermédiation entre la population at les entreprises? Quels doivent être le rôle et la poids de l'Etat actionnaire ? Bien que sa situant politiquement dans des camps opposés, les deux débatteurs sa rejuignant sur de nombreux points. Européens convaincus, ils estiment que l'Etat actionnaire doit être un protecteur des entreprises vis-à-vis des convoitises étrangères.

la privatisation d'EDF. C'est la un cas très symbolique de la supério-rité d'un mnnopole public, qui a permis un effet de rationalisation maximal dont toute l'économie française a, par l'intermédiaire des tarifs, tiré bénéfice. A la nécessit mablique que vous évousez ceut en publique que vous évoquez peut en effet s'adjoindre un effort de rationalisatinn. J'ai connu une expérience de ce type avec la prise de participatinn de l'Etat dans Das-

sault en 1977. - Feut-il privatiser France

- R. B.: le n'exclurais pas une privatisation de France Télécom, mais j'avancerais ici avec précautinn. Si France Télécom, qui gagne beaucoup d'argent, continuait à en gagner, si cet argent pouvait rester dans l'entreprise plutôt que d'ali-menter les multiples damaines dans lesquels l'État a des besoins, ainrs nous aurions une entreprise bien dotée en fonds propres, et la présence de l'Etat protecteur financier ne se justifierait plus. Une pri-vatisation totale nu partielle? Ce serait aux gens de terrain d'en décider. Je serais cependant très attentif à ce que la mise du capital par une prise de contrôle discrète par des intérêts étrangers.

- J. P.: France Télécom est, à mes yeux, l'un des lieux nn la présence simultanée de l'Etat et d'un actinnariat privé est probable-ment à terme incantauraable. La construction des réseaux de base répond à l'intérêt général. Ils ne peuvent être bâtis sans que l'Etat ait une certaine capacité d'influence sur leur conception et leur développement. L'utilisation de ces réseaux, en revanche, doit donner lieu à une concurrence entre différents opérateurs libres de fabriquer les services qu'ils soubaitent et payant éventuellement un droit de sage à France Télécom.

- La privatisation de cartains services publics risque de provo-quer des réactions de rejet parmi les personnels de ces entreprises, una défense das

- R. B. : Vrziment, qu'nn en

finisse avec les statuts. L'économie française du vingt et unième siècle, si elle reste une économie à statuts, est définitivement condamnée au chômage endogène.

- J. P.: Il est vrai que le personnel des entreprises publiques est très attaché à son statut, de manière parfais irratinonelle. Je l'ai constaté en arrivant à l'UAP. Cela n'a pourtant pas de sons, s'agissant d'une entreprise du scoteur concurrentiel.

- M. Psyrelevade plaide pour un Etat ectionnaire modaste, silencieux, intelligent, échap-pent aux oparations politi-ciannas. N'y a-t-il pas la quel-que naivaté?

- J. P.: Je ne suis pas un bomme politique. Je suis un simple eitoyen. Mais permettez-mal un brin de philosophie palitique. La démocratie, e est quoi? C'est une lutte permanente pour contrôler, canaliser, cantonner ce que l'appei-lerais l'instinct de punvoir. Une finis votée, la ini est apposable à l'Etat lui-même. Il en ita ainsi si, pour l'Etat actinonaire, la Inireconnaît la nécessité d'un retonr au droit commun, notamment pour treprises dans lesquelles l'Etat a des participations. Il y aura bien sur toujours des tentations d'intervention, mais an moins l'appareil juridique orntégera davantage qu'aujourd'hui l'autonnmie des

personnes en question. - R. B. : Il fant constamment, dans le functionnement de l'Etat, introduire des dispositions qui en assurent l'impartialité, qui protè-gent ceux qui exercent le pouvoir de la tentation de céder à l'interventinanisme politicien. Je prendrai un exemple, la fameuse affaire des noyaux durs. La lui de privati-sation de 1986 dunnait au ministre des finances le soin de composer en dernier ressort et avec un pou-vnir discrétionnaire les anyaux durs des entreprises privatisées. Les Britanniques nat choisi noc autre formule, celle des enchères. Il faut savoir ce que l'nn veut. S'il y a un pouvoir discrétionnaire, on ne peut pas faire autrement qu'accep-ter que le pouvnir discrétinanaire exerce. Il est préférable d'adapter des dispositions assurant de plus grandes garanties d'impartialité.

- Pour l'un et l'autre, la prin-cipele justification de l'Etat actionnère, c'est qu'il doit être la protecteur des entreprises françaises à l'égard des convoi-tises étrangères. N'est-ce pas un nationalisme suranné?

- J. P.: Snyons sérieux. Nos entreprises manquent de fonds propres. Elles out un handicap supplé-mentaire, elles sont peu protegées. A l'occasion d'une enquête que j'ai faite pour écrire man livre chez nos voisins eurapéens sur la pro-tection des structures de propriété, j'ai été stupéfait par ce que j'ai découvert. En Allemagne, en Hullande, dans tous les pays scandi-naves, même en Italie ou en Suisse, les structures de propriété des grandes entreprises sont complètement protégées. Je o'ai pas réussi à trouver, dans cet ensemble de pays européens continentaux, no seut exemple d'OPA bostile réussie.

 R. B.: That pays doit, pour sauvegarder son identité, notion à laquelle je crois, conserver un certain numbre d'instruments qui définissent sa espacité d'action. Je sonhaite le premier que des partici-pations étrangères puissent s'ellectuer dans nos entreprises. Et si je suis favorable à l'ouverture du capital des entreprises publiques, c'est que je suis convaincu que ces entreprises ont interêt à passer des alliances avec des Européens pour faire lace à la compétition, qui est

devenue mondiale et globale.

» Mais une chose est l'ouverture du capital, autre chose est de voir nne entreprise d'intérêt national passer sous le contrôle d'un centre de décision qui est étranger, Quitte à apparaître natinnaliste, anti-européen, je ne suis pas prêt à renoncer à cette position. Nous ne pouvnas pas vnir par exemple notre plus grande compagnie d'as-surances (l'UAP) on notre princi-pele compagnie pétrolière (Est) pas-ser sous le contrôle d'une firme étrangère. Les Français ne l'accepteraient pas.

Jean Peyrelevade: « Gardons le contrôle de nos grands centres de décision »

Européans, vous êtes prêts à ebandonner la souversineté monétaire de la France à une banque centrale indépendente. Vous refusez qu'Elf nu Renault passent sous contrôle étranger. même européen. N'y-a-t-il pas là une contradiction?

- R. S.: Personnellement, je n'en vois pas. Nous ne renouçons pas à notre souveraineté monétaire. Nous unissons notre souveraineté et celle d'autres pays pour constituer une monnaie internationale, une monnaie unique, gérée par une banque centrale euro-péenne. Ce que nous cherchons, c'est de faire en sorte que les pays européens unissent leurs efforts pour disposer d'une monasie uni-que, seule alternative dans le monde de demain au dollar, mon-naie internationale. Cela est de l'intérêt de la France.

"> Pour ce oni concerne les entreprises, il y en a un certain nombre ciairement identifiables et individualisées pour lesquelles il naus semble préférable qu'elles restent sous le contrôle national. Il se peut que demain, face à la concurrence intercontinentale, nons soyons obli-gés de construire des groupes européens. Je serais le dernier, à ce mament-là, à m'opposer à ce qu'il y ait une lusion entre entreprises européennes ayant à lutter contre des «méga-firmes» de la région Asie-Pacifique ou du grand espace américain. Pour l'instant, conser-vons le contrôle des actifs dont

- J. P.: Ces entreprises européennes verront le jour. Mais, comme dans tout monvement de fusion, il est important qu'il se réa-lise dans des conditions équilibrées. Si nous entrons dans ce jeu de manière un peu naive, comme nous avons tendance à le faire aujourd'hui, en oubliant que toutes les structures de propriété de nos vnisius continentaux sont proté-gées, le jeu ne sera plus équilibré.

» La distribution du jen sur le continent est en fait telle que, en matière d'entreprises, la souveraineté ne peut pas être partagée parce qu'il y a des gens qui se pratégent énormément. Donc, il faut garder le contrôle de nos grands centres de décision, jusqu'à ce que le partage de la souveraineté snr les grandes entreprises devienne possible.

- R. B.: Gardons nos cartes avant de battre le jeu. - Dans un espace européen unique, dens una

mondiale globalisée, le contrôle d'une entreprise a-t-il encore un sens, une importance pour l'es-

- R. B. : Le marché unique ou le - R. B.: Le marche unique où le marché mindial ne finit pas disparaître les nations. D'ailleurs, l'article premier du traité de Mass-tricht indique que l'Union euro-péenne est une union de nations et d'Etats. Le marché mondial a fonctinnné et functionnera toujours avec des nations. Ce marché a ses règles et ses disciplines. Il com-porte ses dangers. On s'y adapte.

- J. P.: Les entreprises nnt, d'une certaine manière, une nationalité. Il n'y a pas vraiment de société multinationale véritablement multiculturelle, sans attachement à une nationalité. Quand IBM arrête un plan mondial de licenciements, la décision est prise aux Etats-Unis.

 En tenant compte des intérêts d'IBM, pes de ceux des Etats-Unis. La notion géographi-que de cantre de décision a-t-elle un sens?

- J. P. ; Oui, elle est une réalité très forte. Dans nos entreprises, nnus essayons tous de placer des étrangers dans nos états-majors. Il errangers dans nos trais-majors. In n'en reste pas moins qu'une entre-prise comme la nôtre (l'UAP), qui a son siège place Vendôme à Paris, a nécessairement dans ses décisions les plus microéconomiques une certaine visinn de l'intérêt national. Nous avans une préoccupatina majeure de protection una seule-ment de l'intérêt national, mais aussi de notre marché domestique. La délocalisation des centres de décision est un appauvrissement terrible pour les pays qui en sont

 La France a-t-elle besoin de patits actionnaires? Rejatez-vous l'un et l'autre le capita-Vous l'un et l'autre le septimisme populaire, pour certains l'instrument d'une participation des Français à la vie des entre-prises?

prises?

- R. B.: C'est une bonne chose que les Français soient actionnaires de leurs entreprises. Mais la réalité éconnnique d'aujnurd'hui, c'est que les actionnaires sont des investisseurs institutionnels, des grandes institutions privées. Regardez le poids des fonds de pensions dans a propriété des entreprises aux Etats-Unis. Que l'on fasse tous les efforts nécessaires pour intéresser les Français à la vie de leurs sociétés et surtaut que les entreprises tiennent compte des intérêts des actionnaires - en France, elles les ont trop souvent négligés, - c'est une très bonne chose. Mais ne faisons pas du capitalisme populaire une idée matrice. Je ne crois pas qu'elle corresponde aux structures du capitalisme financier contemporain. »

- J. P.: Nous avons besoin de petits actionnaires. Mais le meilfeur moyen pour qu'ils existent en grand nambre, na le constate à l'étranger, c'est qu'il y ait, à côté d'eux, des institutions financières puissantes : banques, assurances et fonds de pensions.

> Propos recueillis par ÉRIK IZRAELEWICZ

(1) Pour un capitalisme intelligent, Jean Peyrelevade, Grasset, 1993, 267 pages.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde Comité de direction :

ques Lacourne, gérent cteur de la publication Burso Frappat acrour de la rédection Jacques Guin recteur de la gesdon Manual Locbert secrétaire général

Rédecteurs en chef :

Yves Agnès Rope Herrer es-François

Deniel Verner.

Anciens directeurs : dert Serve-Méry (1944-1969) Jacques Feuvet (1969-1962) André Laurene (1962-1966) André Fontaine (1986-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL: 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEOEX, 15 TQ: (1) 40-85-25-25 Téleopleur: 40-85-25-39 ADMINISTRATION: 1, PLACE HUBERT-SEUVE-MÉRY 94852 IVRY-BUR-SEUVE CEDEX

- R. B.: Il ne me viendrait pas à l'esprit effectivement de proposer MAIRIE DE PARIS La Mairie de Paris et l'Étudiant organisent la "Pour parler de votre avenir, nous serons mieux au Salon à la Grande Halle de La Villette les 18, 19, 20 et 21 mars 1993 M Porte de Pantin RTI **TEtudiant** 104,31M Jane 12 yrande halls 36.15 LETUDIANT



Les rebelles de M. Charles Taylor seraient en déroute

Rien ne va plus pour M. Char-les Taylor, le chef du Front netional patriotique du Libérie (FNPL). L'étau de la force ouestafricaine d'interposition (ECO-MOG) se resserre inexorablement outour de lui. Les rebelles subissent défaite sur défaite et reculent face à l'offensive des « casques blancs », épaulés par leurs nouveaux supplétifs, les guérilleros du Mouvement uni de libération du Libéria (ULIMO), farouchement hostiles à M. Tayfor, et les AFL (Armed Forces of Liberie), formées de soldats de l'encien président assassiné. Samuel Doe.

ABIDJAN

correspondance

The state of the s

3 27

. 221.4

ATTENDED

. . at E ...

TOTAL .

mangan (m

the constitution

Il s'agit bien du début d'one déroute militaire, et noo pas d'un « repli tactique », comme a tenté de le faire eroire M. Norwond Langley, «ministre du com-merce» du «gouvernement» de M. Taylor, lors d'un passage à Abidjan, Sur le front est, la force ouest-africaine d'interposition et les AFL sont, à 90 kilomètres au sud-est de Monrovia, aux portes du port minéralier de Buchanan, le « poumon économique » da « Taylorland », par ou transi-taient les exportations du FNPL (fer, caoutchouc, bois).

Les « casques blancs » ont également reconquis l'aéroport interoational de Robertsfield et la localité de Harbel, au milieu de l'immense plantation d'hévéas de la compagnie américaine FiresSIERRA LIBERIA

tone. Au nord, les freedom fighters (combattants de la liberté) du FNPL sont soumls à la pression des combattants de l'ULIMO.

La ville de Kakata, à 55 kilomètres au nord-est de Monrovia, est tombée. Du eoup, le quartier général de M. Taylor, Gbarnga, est sérieusement menacé. Les stratèges du Mouvement uni de libération du Libéria s'apprêtent apparemment à attaquer cette

grosse bourgade poussiéreuse sur deux fronts, à partir de Kakata et de Voinjama, à la frontière gui-

> Une nouvelle faction rivale

En un an, M. Taylor - qui contrôlait 90 % du territoire libérien - a perdu les comtés de Grand Cape-Mount et du Lofa,

tière sierra-léonienne. Son opératinn «Octopus» (l'assant enntre la capitale, Mnnrovia, lance le 15 octobre dernier) s'est saldée par un cingiant échec. Il a dù se replier sur « ses terres », le comté da Nimba, où il recrute l'essentiel de ses combattants. Mais même dans cette région à proximité de la Côte-d'Ivoire, l'avenir ne s'annonce nas de tout repos pour lui depuis l'apparitinn d'une nouvelle faction rivale du FNPL, le Nimba

Redemption Council (NRC). Le blocus du « Taylarland », décrété par la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), commence, en nutre, à bandicaper sérieusement le FNPL. Les navires nigérians de l'ECOMOG surveillent étroitement la côte, et l'aviation bumbarde les principaux axes routiers - ce qui ne facilite d'ailleurs pas la tache des organisations humanitaires qui tentent d'acheminer vivres et médica-

La machine de guerre du FNPL est grippée, faute de carburant. « On en trouve, mais c'est cher et difficile», admet le «ministre du eommerce » de M. Taylor, qui explique sa présence en Côte-d'Ivoire par des « raisons de santé »!

Aussi, le chef d'état-major de l'ECOMOG, le géoéral nigérian Adetunji Olurin, savoure d'avance une victoire annoncée, en déclarant : «Tuylor se cache, Il est en detresse, nous allons bientôt

JEAN-KARIM FAUL

SENEGAL: en trois jours

Quatre-vingts indépendantistes. ont été tués :-

en. Casamance. Quatre-vingis hommes appartenant au Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC, séparatiste) ont été tués, entre le vendredi 12 et le dimanche 14 mars, au cours de six accro-chages avec l'armée sénégalaise, a-t-on iodique de sources sûres, mercredi 17 mars, à Dakar. Trois militaires ont été tués et seize bles-

Le plus important de ces accro-chages a eu lien dimanebe, à Badem, à une vingtaine de kilomè-tres de Ziguinehor, la capitale de la Casamanea l'arerégionale de la Casamance, lorsqu'une patrouille s'est trouvée face à un groupe d'hommes armés qui avaient installé un campement. Les militaires ont procédé peu après à un pilonnage, par avions, de la zone de Badem. L'armée se refusant à fournir toute indication sur ses actions en Casamance, aneun bilan officiel n'a été divulgué.

Recrudescence des accrochages

La semaine dernière, dix-neuf personnes, dont un soldat, avaient été tuées lors d'un affrontement entre militaires et rebelles. Le quotidien gouvernemental le Soleil avait d'antre part aunoncé lundi qu'un soldat et quinze membres du MFDC avaient trouvé la mort lors d'une fusillade, dimanche, dans la région de Bissine, à 50 kilomètres

Ces eix derniers accrochages portent à au moins cinq cents le nomtent a au mons cuid cents se non-bre de vietimes du conflit casa-mançais, depuis septembre dernier. L'affrontement le plus meurtrier entre l'armée sénégalaise et des bommes du MFDC, depuis l'apparition de la revendication indépendantiste en 1982, remnntait au 2 septembre. Il avait fait 52 morts (50 indépendantistes et 2 militaires) et 69 blessés à Kaguitt, non loin de la frontière avec la Guinée-

Le président Abdou Dinuf a annoncé mercredi « l'envoi de ren-forts militaires pour assurer la sécuations », tout en indiquant qu'il existait des «éléments d'un dialogue possible et construc-lif» avec le MFDC. «Il n'y o qu'une minorité de rebelles qui continue à agir avec violence contre les populations », 2-1-il estimé, lors de sa première conférence de presse depuis sa réélection, annoncée samedi. La recrudescence des accrochages entre l'armée et les indépendantistes confirme que la question séparatiste sera l'un de ses dossiers prioritaires. - (AFP, Reu**SOMALIE**: le général Aïdid ayant ajourné sa participation

Les travaux de la Conférence de réconciliation ont été suspendus à Addis-Abeba

tion nationale a été suspendue mercredi 17 mars, soit quarante-huit heures eprès son ouverture, le général Mohemed Farah Aidid, l'un des principaux chefs de factiona, ayant refusé d'y participer pour protester contre les incidents survenus la veille è Kisimayo (le Monde du 18 mars). La poursuite de la conférence dépend désormeia des conclusions d'une enquête des Nations unles sur ces com-

> ADDIS-ABERA de notre envoyé spécial

Le général Aïdid a suspendu sa participation aux ponrpariers jus-qu'à ce que le général Mobamed Saïd Hersi, dit «Morgan», gendre de l'ancien président Syaad Barre dont les troupes avaient attaqué mardi celles du colonel Omar Jess, allié du général Aldid, à Kisimayo - soit déclaré « à l'unanimité hors-

a CAMEROUN: plusieurs respon-sables de l'opposition interpellés. --Une vingtaine de personnes appartenant à l'Union pour le changement (coalition d'opposition) ont été arrêtées puis relâchées, mercredi 17 mars à Yaoundé, selon des sources informées. Parmi elles, figuraient M. Victorin Bieleu, président de l'Union des forces démocratiques pour le changement (UFDC), un ancien ministre, M. Garga Hadji, et l'un des anciens caciques du règime, M. Senghat Kuo. Leur arrestation a eu lieu à proximité de l'université, où ils s'étaient rendus pour discuter d'une manifestation prévue pour le lendemain. - (AFP, Reuter.)

MAROC: l'opposition s'organise pour faire libérer un dirigeant syndi-cal. Les partis politiques d'opposition viennent de constituer, avec les syndicats qui leur sont affiliés, une commission chargée de coordonner les campagnes en faveur de la libération de M. Noubir Amaoni, secrétaire général de la Confédération démocratique du travail (CDT) et membre du bureau politique de l'Union socialiste des forces populaires (USFP). M. Amaoui a été condamné, au mois d'avril 1992, à deux ans de prison ferme pour propos «diffamatoires» à l'encontre du gouvernement. Cette sentence svait été confirmée, au mois de janvier, par la cour d'appel de Rabat.

la lei par la conference ». Dans le même temps, la lorce d'intervention unifiée (UNITAF) a annoncé l'envoi d'une mission d'enquête. pour déterminer les responsabilités de chacun dans les combats de mardi, qui se sont soldés par l'expulsion de Kisimayo des partisans du eolonel Jess. Les Américains ont d'autre part annoncé l'envoi de

Selon des sonrces militaires, le rapport de l'UNITAF devait parvenir à Addis-Abeba jeudi, avec le nom de celui ou de ceux qui ont violé le eessez-le-feu, signé début janvier. « Les chefs de faction ont accepté de condanner celui qui sera condamne par les faits», a indiqué le responsable politique de l'Opération des Nations unies en Somalie (ONUSOM), M. Leonard Kapungo. Mais, dans les couloirs, les représentants des factions Darod (la famille elanique à laquelle appartient le général Morgan) nuançaient leur promesse.

500 bommes dans la ville portuaire

Pour l'Alliance nationale somalienne (ANS) du général Aïdid, il y a « conspiration ». « Depuis le

oiement des soldats belees et américains à Kislmayo, c'est la cinquième offensive de Morgan, s'exclame le secrétaire général du mouvement, M. Abdulkarim Ahmed. L'UNITAF ne réagit pas, sinon en désarmant nos alliès!». Les observateurs expliquent plut nt le succès militaire de M. Morgan par la difficulté, pour les buit cents parachu tistes belges et les cent « marines » sur place, de contrôler toute la

Rien n'indique que la conférence reprendra ses travaux à brève échéanee, ni que la réconeiliation soit en bonne vnie. Les responsables de l'ONU laissent, de temps à autre, deviner leur desenchantement. M. Kapungo a notamment paru antieiper un eehec eventnel de cette réunion en mettant d'emblée les Nations unies hors de cause. « Que vaulez-vous, a-t-il répété au cours d'un point de presse, lo Samalie c'est la Sama-

ALGÉRIE: nouvel attentat contre un dirigeant politique

Un membre du Conseil consultatif national a été assassiné

Troisième personnalité politique à être la cible d'un attentat en l'espace de quatre jours, le docteur Lazdi Flici, membre du Conseil eonsultatif national (CCN), a été assassiné par balles, mercredi 17 mars, dans son cabi-net de la casbah d'Alger où il dirigeait une association de défense de la vieille ville.

Après le meurtre de l'ancien

ministre de l'enseignement supé-rieur, Djilali Lyabes, et la tenta-tive d'assassinat, dimanche, d'un autre membre du CCN, M. Hafidb Senhadri, ce crime, imputé par les autorités aux islamistes extremistes, semble confirmer que eeux-ci sont résolus à s'en prendre non seulement aux membres des forces de l'ordre mais encore aux représentants du pouvoir (le Monde du 18 mars). Dans une cassette distribuée sous le manteau autour de plusieurs mosquées, un des principaux dirigeants islamistes, M. Omar Enimi, président fondateur du

Syndicat islamique du travail,

affilié au Front islamique du salut (FIS), dissous, demande à ses partisans de « tuer tous les agents du pouvoir » actuel, « même les peres de famille, les femmes et les persannes agees ». Phisieurs groupes islamistes auraient par ailleurs demandé à leurs militants de faire «le maximum d'agitation et d'actes hostiles ou pouvoir» dans les dix derniers jours du mois du ramadan. En janvier dernier déjà, le numéro deux du FIS, l'imam Ali Belhadi, qui purge une peine de dnuze ans de prison, avait fait parvenir à ses sympathisants une lettre affirmant que, s'il était en liberté, il « seroit sous les ordres d'Abdelkader Cheboui », chef des principaux maquis islamistes de l'Algérnis.

Créé en avril 1992 paur se substituer à l'Assemblée nationale dissoute, après l'annulation des élections législatives que paraissaient devoir remporter largement les islamistes, le Conseil consultatif national est particulierement dénancé par ces derniers. - (AFP.)

DIPLOMATIE

La proposition française d'un sommet extraordinaire du G7

Le gouvernement japonais ne cache plus son irritation contre M. Mitterrand

Après que la Maison Blanche eut jugé « peu probable », mardi 16 mars, la tenue d'un sommet extraordinaire des Sept suggérée par M. Mitterrand, le gouvemement ellemend a également rejeté cette proposition, ainsi que l'idée française d'orga-niser ce sommet dans la foulée de la rencontre entre M. Clinton ver début avril. L'Allemagne « ne s'invitera pasa à Vancouver, e déclaré M. Dieter Vogel, porteperole de la chancellerie. A Tokyo, les dirigeants japonais ne cachent plus leur irritation contre M. Mitterrand.

TOKYO

de notre correspondant

Le gouvernement japonais a nnn sculement rejeté la proposition de M. Mitterrand de tenir un éventnel sommet extraordinaire des Sept pays les plus industriali-sés à propos de la Russie, mais il a réagi avec une vivacité inhabi-(nelle aux déclarations du président français.

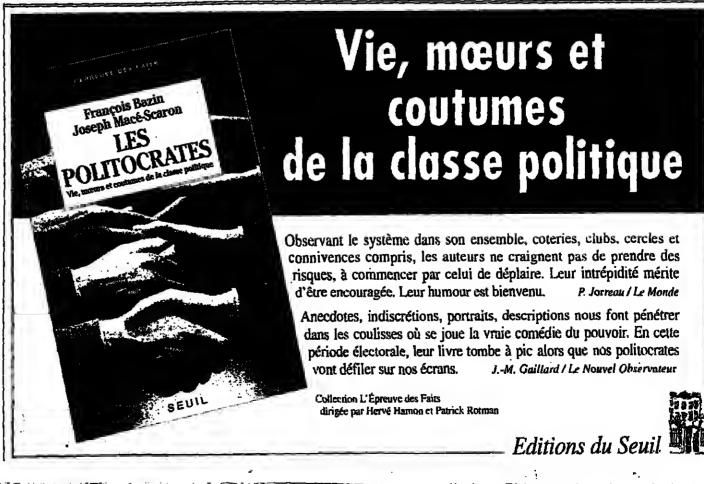
Les dirigeants japonais ont été doublement vexes par celles-ci : ils affirment ne pas avoir été eonsultés et estiment pour le moins déplacé de la part de M. Mitterrand de suggérer qu'une telle rencontre pourrait avoir lieu JEAN HÉLÉNE sans enx, alors qu'ils sernnt les hôtes du prochain sommet régu-

lier du mois de juillet. Au cours d'une conférence de presse mereredi, le porte-parole du gouvernement a qualifié d'« incompréhensibles » les déclarations faites à Moscou par M. Mitterrand. Il a déclaré qu'il appartenait au Japon de décider de l'opportunité d'une réunion

anticipée.

Les Japonais étaient déjà irrités dent français au cours d'une conférence de presse conjointe avec son homologue américain, le 9 mars à Washington. En réponse à une question sur le tenue d'un G7 extraordinaire, M. Mitterrand avait déclaré : « Je connais l'oppositlon japonoise. Peut-être le Jopon méconnoît-il dans les cireonstances actuelles l'importont évènement qui se déroule essentiel-lement en Europe. » Le président français a récidivé mardi à Moscou: «Si cette opposition persiste, pourquoi ne pas se réunir sans le Japon?»

Cité par la presse, un bautfonetionnaire du ministère des affaires étrangères aurait déclaré : « Si le président français prend une position en fleche, c'est guide par des considérations de politique intérieure et dans la perspective de lo défaite du parri socialiste nux élections, ofin de réaffirmet que la diplomorie reste un domoine



19

L'offensive serbe en Bosnie orientale pèse sur la reprise des négociations de New-York

Les négociations sur la Bosnie-Herzégovine ont repris mercredi 17 mars à New-York, dans un climat de grand pessimisme en raison de l'offensive que mènent actuelle-ment les Serbes contre les popula-tions civiles de Bosnie orientale.

Dans les milieux diplomatiques Dans les milieux diplomatiques proches des négociations, on espère que, sous la pression américaine, le président Alija Izetbegovic acceptera de signer le dernier volet du plan de paix de MM. Vance et Owen, qui prévoit le découpage de la Bosaie en dix provinces autonomes. MM. Vance et Owen, qui se sont entretenus jonguement avec se sont entretenus longuement avec es cinq membres permanents de ce Conseil seraient en revanche « netement moins optimistes a sur l'acceptation de la carte par les Serbes de Bosnie. La rénnion, mercredi, de MM. Vance et Owen avec seur dirigeant, Radovan Karadzic, n'a, selnn les diplumates, « abouti à

Mission impossible

« Ici, autour de moi, il y a des

milliers d'enfants qui courent un grand risque de mourir de faim si

les convois d'aide et de nourriture

ne peuvent pas arriver. Personne au monde n'accepterait une telle tragé-die s, a rappelé, mercredi 17 mars,

le général Morillon dans un appe

le général Morinon dans un appea aux Serbes, e La paix est en jeu. La paix frappe à la porte au moment même où je parle. La paix vous apportera ce que vous désirez dans le respect du droit de chacun à la liberté et la dignité (...) Faites confiance aux Nations uniex. Vous

savez très bien que nous ne sommes

pas vos ennemis. Comprenez que

La Pologne

Suite de la première page

moins catholique

Pour l'un de ces courants, mili-

tant, intégriste, l'Eglise doit jouer le rôle d'ordonnateur de la vie

publique; l'autre courant ouvert, libéral, refuse l'enfermement dans

un ghetto. La ligne de division passe par l'attitude sur les rapports entre l'Eglise et l'Etat, l'avorte-ment, l'instruction religieuse, le

ment, l'instruction religieuse, le respect des « valeurs chrétiennes», «Ces différences existaient auparavant, mais la liberté les a fait apparaître nu grand jour», relève Grzegorz Polak, journaliste catholique qui suit les affaires religieuses à Gazeta Wyborcza, l'organe le

plus critique de la tendance dure de l'Eglise. « Partout en Europe coexistent ces deux tendances du

catholicisme, rétorque Maeiej Letowski, président de l'association

catholique des journalistes, il est naturel qu'en Pologne on observe

Avec cette différence qu'en

Pologne, e'est le courant a mili-tant » - a fondamentaliste », disent

même ses détracteurs – qui détient le pouvoir dans la hiérarchie reli-

gieuse. Le malheur, dit Aunn Grabska, présidente du Club de

l'intelligentsia catholique (KIK), « e'est que les intellectuels ouverts ou diclogue sont en minorité».

Une initiative

da cardinal Glemp

colonnes de la presse catholique: le prestigieux hebdomadaire de Cracovie, Tygodnik Powszechny, que l'Eglise polonaise nvait réussi à imposer au pouvoir communiste en dépit d'une lourde censure, est désormais considéré par l'épiscopat

desormais consuere par impranga-comme un brillot gauchiste anquei les paroisses suppriment leur abon-nement. Les autres médias catholi-

ques sont soit ennuyeux à mourir soit d'une agressivité à décourager les plus grands adeptes du dialo-

gue. Le verdict des lecteurs est

L'aventure de Slowo Dziennik

Katolicki en dit long sur la soif de lecture religieuse des Polonais. Sonhaitant depnis langtemps la création d'un grand quotidieu

catholique, le primat, le cardinal Glemp, décida de reprendre Slowo Powszechne, un journal qui péricli-

tait. Et pour cause : ce quotidien

avait été quarante-six ans durant

l'organe de Pax, association catho-lique qui s'était largement discrédi-

tée en collaborant avec le régime

pleine déconfiture commerciale.

L'affrontement a gagné les

étrangères de la République fédé-rale yougoslave (RFY, Serbie et Monténégro), M. Vladislav Jovanovic, participera aux négociations. Il a déclaré à son arrivée : « Je ne suis ici que pour me rendre utile», en ajoutant que la RFY n'était pas partie au conflit. M. Jovanovie a nié toute participation des evions yougoslaves nux derniers raids aériens contre les villes de Bosnie orientale. « Ce sont des uffabula-tions pour obliger le Conseil de sécurité à adopter une autre résolution interdisant les vols au-dessus de la Bosnie », a-t-il déclaré.

Certains membres du Conseil ne caehent pas leurs inquiétudes à propos de l'offensive serbe. «Pendant que les Serbes finissent leur travail de purification ethnique, nous sommes là à montrer le poing», dit un ambassadeur. Selon lui, les Serbes accepterout le plan de paix quand ils auront raccroché la Bosnie orientale à la Serbie. Il se dit « dégoûté » par l'inaction du

c'est aussi pour vous, les Serbes, que

je suis venu à Srebrenica et que je

Les choses sont, aujourd'hui, claires. Au-delà de l'aspect pure-

général Morillon représente l'ONU, et son échec sera celui de l'ensem-

ble de la communauté internatio-

nale; ce sera une nouvelle preuve

que - par aveuglement on par

cynisme - cette communauté est « nue » devant la force, désarmée devant la barbarie, Déjà, l'officier

français a démontré que le béret bleu qu'il porte, symbole d'nn nou-vel « ordre mondial » tâtonnant,

n'avait rien de particulièrement

changer le titre - Slowo Pows-

zechne. «La Parole universelle».

devint le 22 janvier dernier Slowo

Dziennik Katolicki, « La Parole, quotidien catholique » - de nommer auprès de la rédaction conservée en

l'état un «assistant ecclésiastique» de l'académie de théologie, et de porter le tirage de dix mille à cent

mille exemplaires avec, dans le

sera un enterrement religieux »,

ment bumanitaire de sa miss

resterai ici.»

Conseil. « Dès que les Serbes ont compris que l'Occident n'avait aucune intention d'Intervenir militairement contre eux, ils ont gagné la guerre», estimot-il.

> Une résolution violée 465 fois

Dans une déclaration non contraignante, adoptée par consen-sus mercredi, le Conseil condamne sus mercred, le Conseil condamne les bombardements aériens en Bos-nie orientale. La résolution 781 interdisant le survol de l'espace nérien bosniaque a été violée 465 fois par les Serbes, affirme ce texte. Le Conseil demande nue « explication immédiate » anx Serbes bosniaques. A la demande des membres non alignés, il invite le secrétaire général à enquêter sur l'utilisation du territoire de la RFY pour le iancement de ces attaques

MM. Vance et Owen avaient espéré la collaboration de la Rus-sie, pour obliger le président serbe

influence sur les Serbes de Bosnie pour leur faire accepter le plan de une série de sanctions supplémentaires à l'encontre de Beigrade. Mais le représentant russe au Conseil de sécurité, M. Yuli Vorontsov, a expliqué que, étant donné les problèmes de M. Boris Elisine avec le Parlement russe, Moscon ne pourrait pas soutenir de nouvelles sanctions à l'encontre de Belgrade. Il a été décidé d'« évaluera la position du ministre des affaires étrangères de la RFY pendant son sejour à New-York, avant de prendre de nouvelles mesures.

Si M. Radovan Karadzic refuse de signer le plan de paix, des « sci-narios-catastrophes » deviendraient à nouveau envisageables, seion un diplomate occidental : ell serait alors très difficile de refuser la demande des Musulmans de lever l'embargo sur les armes.

AFSANÉ BASSIR POUR

impressionnant pour des chefs de guerre, locaux ou non, bien décidés à mener leur tâche jusqu'au bour. Car, même s'ils viennent à céder aujourd'hui ou demain, les Serbes auront «tenn » une semaine entière fece an monde, comme ils «tiennent » depuis près de deux ans face à tous les anathèmes.

Maintenant, on voit mal comment certains diplomates ou hommes politiques, en Europe notamment, pourront justifier que l'on condamne tont en ne sanctionnant qu'avec timidité - comme vient de le faire une fois de plus le Conseil de sécurité de l'ONU; que l'on designe les coupables mais que l'on continue à négocier avec eux. An moment même où, comme le dit le général Morillon, des enfants

des Nations unies, à New-York, on va prier les Serbes de bien vouloir accepter une carte de partage de la Bosnie-Herzégovine qu'ils ont déjà modifiée sur le terrain.

Co-président de la Conférence internationale sur l'ex-Yougoslavie, où il représente les Nations unies, M. Cyrus Vance a pn clamer baut et fort qu'il ne tolérerait aucune modification significative de son projet de carte. Mais pourquol s'attarder à un trait de crayon lorsque l'on peut changer impunément la réalité à coups de canon? Il y a beau temps que les Serbes ont compris que entre un stylo et un char d'assant, il valait mieux savoir miliser le second que le premier.

ultra-conservateurs du ZChN.

Cette crispation explique en partie

l'affaiblissement du catholicisme polonais. Même si Tublorité du

clergé paraît encore bien assise à la

campagne, l'introduction du caté-chisme dans les écoles en 1990, la

s'est soldée, en janvier dernier, par le vote d'une loi interdisant ITVG

sauf dans certains cas), le vote

d'une autre loi, au même moment demandant nux médias audiovi-

suels de respecter les « raleurs chrè-tiennes », l'attitude face au sida et, de manière générale, l'intervention-

nisme des autorités religieuses dans la vie publique, ont été coutre-pro-ductifs en ville. «L'Egiise est en

train de perdre la closse active des

trente quarante ans », admet Maciej Letowski. Pour d'autres

intellectuels, la Pologne s'était

acquis à tort l'image du pays de la ferveur religieuse, alors que le

catholicisme polonais était superfi-ciel et rituel, servant surtont à véhiculer l'opposition au commu-nisme, mais sans que les catholi-

ques polonais se privent de divor-

cer ou d'avorter - lorsque la loi le leur permettait encore.

Optimiste impénitent lorsqu'il

s'agit de l'Eglise, l'ancien premier ministre Tadeusz Mazowiecki,

grande figure de l'intelligentsia

catholique poionaise, « nourrit l'es-poir qu'on est en train de sortir de

cette passe très délicate». Entre deux missions dans l'ex-Yougosla-

vie, il observe que le cardinal

Glemp ne s'est pas opposé au com-promis élaboré par son parti, l'Union démocratique, sur l'avorte-ment (le projet de loi initial visait

à l'interdiction totale, sans aucune exception), et il relève dans les

déclarations de tel évêque - « assez hermétiques, reconnaît-il, même

pour un évêque polonais l'» - le signe d'« un approfondissement du débat au sein de l'épiscopat sur les relations Eglise-Etat ». Comme à la

belle époque avec les communistes, ces: intellectuels catholiques se prennent à épier d'obscurs signaux de libéralisation, à repérer les

noms des évêques plus ouverts que les autres («Zycinski, Dembouski, Pironek...») qui, le moment venu, assureront peut-être la relève à la conférence épiscopale.

Pour l'beure, les Polonaises en sont réduites à aller avorter, pour 200 dollars, à Kaimingrad ou en Slovaquie grâce à des «agences de voyage» d'un nouveau genre, et le pape continue de fustiger l'idéolo-

gie de l'argent et de la consomma-tion alors que les Polonais, fonçant tête baissée dans l'économie de

marché, ac pensent qu'à acheter et s'enrichir. La société se détourne de l'Eglise et «l'Eglise, observe pensivement M. Maznwiecki, ne s'en aperçoit pass....

YVES HELLER

certains évêques. Mais loin de pen-ser qu'il faut peut-être « faire différent's pour rattraper leurs outilles les maîtres à penser de l'Eglise ne songent pour l'instant qu'à «faire plus». La société polonaise souffre, assurent-ils, d'« une laïcisation bemoup trop forte». C'est la men-talité de forteresse assiégée, devo-nue « obsessionnelle » au sommet de l'Eglise, selon les libéraux. Toute critique est perçue comme une attaque des « forces obscures » par un ciergé d'autant plus sensible qu'il en avait perdu l'habitude: dans les années 80, le pouvoir communiste, en perte de vitesse, n'osait plus critiquer l'Église, et les laïes s'en abstenaient en raison du

La bataille de l'avortement

contexte politique.

Anjourd'hui, ele clergé semble percevoir les laïcs eomme une menaces, observe lan Turnau, un ancien de Tygodnik Powszechny. Résultat: le ton se dureit, jusque dans les lettres pastorales où, selon le sociologue Ireneusz Krzeminski, l'épiscopat adopte un langage qui était jusqu'ici l'apanage des leaders

premier numéro, un hommage à ce jour inexpliqué du cardinal Glemp à l'ancien quotidien de Paz. Fiasco total: un mois après son lancement, le « nouveau » journal n'osait même pas publier ses chiffres de vente. « C'était l'enterrement assuré, au moins maintenant ee

sourit Grzegorz Polak... Qu'un peuple réputé bigot dédaigne à ce point la presse catholique alors que les natres journaux se vendent bien commence, semble-t-il, à éveiller la curiosité de

Les fous de Dieu

de notre envoyée spéciale « On trouvait que le catholicisme dormait, alore on a décidé de le réveiller et de l'éduquer. » Ainsi naquit, en 1991 à Varsovie, à l'initiative du père Piwko, l'Ecole des lesders catholiques.

Pour l'instant, le succès n'est pes fulgurant : cinquante élèves, de dix-huit à ecixante ens, répartis sur un cursus de deux ans, viennent suivre à leurs frais quelques heures de cours dans les salles d'un bâtiment parois-sial, antre den tablee rudimentaires et des piles de livres iden-tiques. Mais e ils appliquent à le lettre les enseignements du vice-recteur, Stanisław Krajski, alors les chrétiena libéraux de Polagne ont encore quelques années de combat devant sur l « Notre formation, explique le professeur Krajski, de l'Acadé-mie théologique catholique, per-met de reconneitre dans chaque situation ce qui est en accord

Ça ne l'est pas, bien sûr. « Une femme qui est pour la liberté d'avorter ne peut pas être

avec le Christ et ce qui ne l'est

catholique, e'est même un cas d'excommunication ipso facto», assène le professeur Krajski, qui n'a pas querente ans. La peine de mort? Ca oui, e'ent en accord avec le Christ, qui, contrairement à une idée répandue, n'a jerneis dit «Tu ne tue-res point», mais «Tu ne tueres point un innocent.»

Le catholicisme «est en train de mourir en Pologne, mais e'est une banne tendence car comme dissit seint Paul, mieux veut être froid que tiède». Ceux qui l'ont tué, ce sont les intel-lectuels catholiques libéraux, d'« accord avec le communisme ». D'ailleurs, « les élites en Pologne sont athées ou athéisantes; les prêtres, dans leur majorité, sont de souche pay-

Si l'épiscopet a préféré garder ses distances avec l'Ecole des leaders catholiques, il n'est guand même trouvé un vicepremier ministre, M. Laczkowaki, pour venir y faire une conférence, «Vous me trouvez. radical? a'étonne le vice-recteur en nous recompagnant, Pour-tant avec vous, j'ai fait un

RUSSIE

«Appels» pour renforcer les pouvoirs présidentiels

de notre envoyé spécial

Alors que M. Eltsine n'a tonjours pas annoncé quelles solutions il comptait adopter pour résoudre la crise institutionnelle russe, de nom-breuses organisations et des conscil-lers directs du président lers directs du président ont demandé à celui-ci d'établir une demandé à celui-ci d'établir une « administration président lelle directe» sur le pays, é est-à-dire, en substance, de gouverner par oulezes, sans l'aval du Parlement. Dans un style et avec un unanimisme troublants, l'Union des écrivains, une organisation de Cosaques, l'Association des pilotes on le Syndicat des cheminots, après avoir qualifié de « coup d'État communiste» la dernière session du Congrès des députés, ont appelé le président à suspendre les activités parlementaires, à prépa-

une Assemblée constituante.
Selon le porte-parole de M. En-sine, le Conseil présidentiel, réuni mercredi, n aussi suggéré l'administration présidentialle directe. En revanche, rien n'a filtré de la réunion le même jour des six membres du Conseil de sécurité. L'un d'enz, le vice-premier ministre Serguel Chakhcordante dans ce concert de déclara-tions musclées: « Une chase doit être évidente pour tous : on ne retournera pas à répoque des mesures d'excep-tion, personne ne peut prendre de telles décisions, ni le Congrès, ni le président, ni personne, » M. Chakhraî a aussi assuré que M. Eltsine cherchait des partenaires pour former une coalition, notamment au sein d'un gouvernement remodeié.

M. lakovlev est plutôt satisfait des résultats du Congrès

Congrès des députés paraissent plus eatastrophiques » qu'ils ne le sont en réalité, a lancé l'aidéologue de la perestroïka», M. Alexandre lakovlev, mercredi 17 mara à Paris, où il était de passage pour la sortie de son livre le Vertige des illusions. Ce fidèle de M. Mikhail Gorbatchev estime en effet que; si l'autorité du président Eltsine souffert de la dernière crise politique en date, celle de ses adversaires du Congrès des députés en a pâti beaucoup plus encore, contrairement au gonvernement de M. Tchernomyrdine, qui a vu ses pouvoirs accrus. « C'est positif », n-t-il dit, car « tous les échecs aujourd'hui viennent d'une baisse de la production, et ce gouverne-ment veut la relancer». M. lakovlev pense, comme le courant « centriste» russe, que c'est aujourd'hui possèble, car, dit-il, lei dirigeants des entreprises, y compris beaucoun de ceux du complexe militaro-industriel; mont cessé de saboter les réformes ». Et il semble estimer

«Vu de France, les résultats du vernement - la dernière est la plus probable. Commentant la rencontre, mardi, des présidents russe et français, M. lakovlev a estimé que M. Eltsine e dramatise un peu », tout en trouvant cela normal, Concernant l'aide occidentale enfin, il a'est déclaré contre des crédits à l'« Etat » russe, mais pour secteur privé, prioritairement dans l'agro-industriel pour limiter les pertes de récoltes. « Mais, n-t-il déploré, les banques occidentales ne donnent pas de crédits pour ça, elles veulent garder le marché russe...»

'n GÉORGIE : Plus de cent cinquant morts en Abkharie, selon Thilisti. - Trois jours de violents combats entre forces géorgiennes et « séparatistes » abkhazes ont fait « au moins 155 morts » et « des centaines de blessés », a annonce mercredi 17 mars le ministère de la défense géorgien. Le chef d'Etat géorgien, Edouard Chevardnadze, en visite à Soukhoumi, a appelé à une rencontre urgente avec le profaire entrer des centristes au gou- sident Eltsine. - (AFP.)

TURQUIE: à l'occasion du Nouvel An kurde

Le PKK annonce un cessez-le-feu unilatéral

ISTANBUL

de notre correspondante

qu'entre les trois solutions qui s'of-

frent à M. Eltsine - laisser tout en

bataille contre l'avortement (qui l'état, préparer un référendant ou

« Mettons fin à cette guerre et passons aux négociations », a pro-posé, mercredi 17 mars, le diri-geant du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Oca-lan, qui a annoncé un cassez-lo-feu umlatéral du 20 mars au 15 avril la période da Nouvel An, ou Nevrouz - lors d'une conférence de presse tenue dans la Bekaa liba-naise. « J'espère que ee sera le début d'un processus de paix, d'amitié, et de fraternité historique entre les Turcs et les Kurdes », a t-il dit, confirmant ainsi les intentions qui lui étaient prêtées depuis quel-ques jours (le Monde du 17 mars).

Pour cette apparition publique exceptionnelle, Abdullah Ocalan, dit «Apo», avait abandonné l'uni-forme du combattant qu'il est depais 1984, pour le costume et la cravate du politicien qu'il espère devenir. Dans un entretien publié

par le quotidien arabe Al-Hayat, «Apo» a lancé un appel aux autorités turques : « Kurdes et Tures sont fatigués du bain de sang. Lais-sez-mol rentrer au Kurdistan [turc] en paix pour mener une action politique et entamer le dialogue entre

Les premières réactions des autorités turques ont été négatives. « Nous leur avons déjà dit qu'ils doivent sans conditions déposer leurs armes et se rendre à la justice indépendante et impartiale de l'État turc », a déclaré le ministre de l'intérieur, M. Ismet Sezgin. Mais la voix officielle du gouvernement n'a pas encore été entendne : le pre-mier ministre, M. Suleyman Demirel, qui avait déclaré qu'îl n'écarterait pas d'emblée des propositions, a refusé de commenter l'offre d'«Apo» uvant la réunion spéciale du conseil des ministres qui devait avoir lieu jeudi soir.

NICOLE POPE

EN BREF

D ALLEMAGNE : pelses de prison ferme pour les unteurs d'an actentat antisémite. - Un tribunal de Berlin a condamné respectivement à cinq nos et neuf mois de prison ferme et deux aus et neuf mois de la même peine, mercredi 17 mars, deux extrémistes de droite qui avaient commis l'été dernier un attentat à la bombe contre un monument juif et incendié un foyer de demandeurs d'asile un loyer de demandents à asité, a-t-or indiqué de source judiciaire. Le tribunal a estimé que les atten-tats avaient «porté (...) atteinte nux intérêts de la RFA» et qu'ils étaient d'autant plus graves qu'ils visaient des gens particulièrement « vulnérables » en Allemagne, les juis et les étrangers. - (AFP.)

I IRLANDE DU NORD : me seldat tue par na tireur isolé. - Un soldat britannique a été tué mer-SYLVIE KAUFFMANN | credi 17 mars lors d'une patronille

par un tireur isolé, dans le viliage de Forkhill, du comté d'Armagh, en Irlande du Nord, a-t-on appris auprès de la police. La patrouille u riposté, sans atteindre le tireur. -(AFP. Reuter.)

o SUEDE ; le premier ministre O SUEDE: le premier ministre obtient la confiance du Parlement. – M. Carl Bildt, le premier ministre suédois, chef du Parti conservateur, qui dirige un gouvernement minoritaire de centre droit, a obtenu mercredi 17 mars, par 172 voix contre 154 et 23 abstentions, la confiance du Parlement, qu'il avait sollicitée après le rejet de son projet de budget, nne semaine anparavant se Monde du semaine anparavant (le Monde du 12 mars). Les députés populistes de la Nouvelle Démocratie n'ont pas joint leurs voix à celles des sociaux-démocrates et des anciens communistes, contrairement à ce

Cambodge: un entretien avec M. Hun Sen

« Notre parti a le plus de chances de gagner les élections » nous déclare le chef du régime de Phnom-Penh

M. Hun Sen, premier ministre du régime de Phnom-Penh, estime que son Parti du peuple (PPC) e « le plus de chances » de remporter les élections organisées par l'Autorité provisoire des Nations unies pour le Cambodge (APRONUC) du 23 au 27 mai. En cas de victoirs, ajoute-t-il, le PPC proposera la formetion d'e un gouvernement d'union pour le reconstruction nationale» dont sere exclu le FUN-CINPEC du prince Ranariddh, l'un des fils du prince Sihanouk. En l'absence des Khmers rouges, qui refusent de participer au scrutin, le FUNCINPEC est le principal adversaire du PPC. M. Hun Sen estime, en revanche, que le prince Sihsnouk «doit jouer un rôle» au sain

de notre envoyé spécial

« Quelles sont les chances de votre parti de remporter les

- Il ne faut pas vendre la peau de l'ours, mais différents sondages récents montrent que notre parti a le plus de chances de gagner. Notre victoire peut constituer une réalité car la tendance est en faveur do PPC et elle va s'accentuer au fil

4.70 %

or water.

1...

A STOREGE

 $(x,y)\in \mathcal{X}_{k}$

. . . 43

En cas de victoire, envisa-

gez-vous la formation d'un gou-vernement de coalition avec le FUNCIMPEC?

 Le principe démocratique veut que la majorité forme, seule, le gouvernement. Mais, dans le cas du Cambodge, il faut tenir compte de la volonté de réconciliation nationale. Pour réussir, nous serons dooc peut-être appelés à inviter certains partis à travailler avec nous dans le cadre d'un gonvernement d'unico pour la reconstruc-tion nationale. Mais ces partis ne devront pas être alliés aux Khmers rouges parce que nous ne voulons pas d'un retour à un régime de génocide. Or le FUNCINPEC est contôlé, de la tête aux pieds, par les Khmers rouges.

- En janvier, vous avez dit que les Khmers rouges devraient être déclarés hors la loi. Le pen-

En raison des accords de Paris, les Khmers rouges demeurent une faction légale. Leur statut dépend donc du Conseil national suprême (CNS) et de l'ONU. En ce qui nous concerne, facte de pouvoir obtenir leur expulsion du processus de paix, nous ferons tout pour qu'ils soient déclarés hors la loi. Mais cela ne pouvra se réaliser qu'aurès cela ne pourra se réaliser qu'après

Existe-t-il encore une solution politique au conflit cambod-gian?

- Un échec politique mettrait en évidence le grand échec de FONU an Cambodge. Ce n'est pas possi-ble. Il appartiendra au futur gou-



vernement élu de régier le pro-blème posé par les Khmers rouges. Mais, dans la région, il y a des précèdents. En Thallaode, co Malaisie et, encore mainteoant, aux Philippines, il a fallu des années, parfois trente ans, ponr mettre fin à des rébellions. Après les élections, nous ne pourrons plus admettre qu'un parti légal fasse dissidence et cootrôle une partie du territoire national.

- Vous n'envisagez donc qu'une solution militaire?

prises. La plus importante sera le développement social et économique des campagnes pour diminuer l'influence des Khmers rouges. Il faudra également prendre des déci-sions politiques afin de les isoler. La solution militaire ne doit être

« L'anarchie se développe »

 Lee Khmers rouges ayant refusé d'appliquer les clauses militaires de l'accord de Paris, le Cambodge connaît une « paix » armée. Ne risque-t-on pas de voir l'anarchie se développer?

- Depuis plus d'un an, l'anarchie se développe. Les acres de bandi-tisme se multiplient. En ce momeot, avec la coopération de l'APRONUC, nous menons uoe campagne pour confisquer les armes illégales. Ce n'est pas facile, mais on parviendra à contrôler la libration de la contrôle de situation. Toot pays qui a conou uoe longue période de guerre en subit peodant longtemps les séquelles. C'est d'autant plus difficile au Cambodge que les Khmers rouges refusent de déposer leurs

- L'APRONUC vous accuse d'intimider vos adversaires élec-

- La critique n'est pas fondée. L'APRONUC o'écoute qu'une par-tie, ce qui fausse son jugement. Nous n'avous aucun intérêt à sabo-ter les élections. De la même façoo, nous n'avons pas lanec d'a offensive générale » en février, comme l'APRONUC l'a annoncé tout en sachant très bien que nous nous sommes limités à des actions

*L'APRONUC n'est pas contente quand je dis que ses hommes fuient devant les attaques des Khmers rouges en abandon-nant les populations. Elle devrait plutôt nous remercier de défendre les territoires où se tiendront les élections. Encore récemment, des Vietnamiens ont été uses par des Vietnamiens ont été uses par des Khmers rouges dans la province de Siem-Réap. Des Khmers rouges ont même pillé des locaux de l'APRONUC. Nous défendons même les gens de l'ONU, et nous sommes accusés de violer l'accord de paix. Devrions-nous nous retirer chaque fois que les Khmers rouges

~ Le prince Sihanouk avait préconisé une elliance antre le PPC et le FUNCINPEC. Puisqua cela ne s'est pas fait, quel rôle peut-il jouer?

Le prince Sibacouk contique de jouer un rôle important dans le processus de paix. Maigré ses pro-hièmes de santé, il ne ménage pas ses efforts. Uce alliance entre le PPC et le FUNCINPEC a été son ardent désir et, si elle ne s'est pas faite de sir et, si elle ne s'est pas faite, ce n'est pas de sa faute. A nos yeux, les geos du FUNCIN-PEC sont des Khmers rouges et ont pour objectif commun avec les Khmers rouges de s'opposer à cous. En tant que père de la patrie, le prince désire unir tous les partis

politiques. Que ce soit réalisable est une autre affaire.

~ Comment jugez-vous l'ac-tion de l'APRONUC?

- Les pouvoirs accordés à l'APRONUC étaient suffisamment étendus. Ce qui lui a manqué, ce soot l'audace et le courage d'être ferme à l'égard des Khmers rouges. L'APRONUC a le pouvoir de déclares ses formes sur tout le retri-L'APRONUC a le pouvoir de déployer ses forces sur tout le territoire cambodgien. Dans les zones
contrôlées par les Khmers rouges,
elle n'y est pas parvenue. En
revanche, elle oe manque pas d'audace chez nous. Elle a encore perquisitionné, le 3 mars, au domicile
de nos généraux à Battambang.
Elle fait preuve d'audace avec les
hons nas avec les autres. Quand hons, pas avec les autres. Quand nous critiquons l'APRONUC, elle nous accuse de propagande. Pour-tant, e'est notre libre droit d'expression. Quand l'APRONUC est contre nous, elle a toujours raison mème quand elle à tort.

- Sarez-vous à Phnom-Penh lors da le visite du secrétaire général de l'ONU, en principe le 7 avril, jour da l'ouverture de la campagne électorala?

- Peut-être pas. J'ai dit à mes collahorateurs que je serai en pro-vioce du 5 avril au 19 mai. Les gens veulent m'entendre parler. La perte d'uce jouroée de eampagne est une grande perte. Mais il y a d'antres membres du CNS pour accueillir M. Boutros-Ghali... ».

JEAN-CLAUDE POMONTI

JAPON : les lacunes de la politique humanitaire

Amnesty International reproche à Tokyo « de ne pas honorer ses obligations » en matière d'accueil des réfugiés

a accusé le Japon de «ne pes honorer ses obligations internationales » en matière d'accueil des réfugiés elors que « des pays qui n'ont pas ses ressources se montrent plus généreux». Amnesty accuse Tokyo de « ne pas garantir aux demandeurs d'asile une procé-

de notre correspondant

La modification dans la hiérarchie de la puissance entraînée par la fin de la guerre froide donne aux tance qu'éclipsait auparavant la primauté des considérations militaires. Cette couvelle doone confère à l'ascension du Japon un relief particulier : d'un pacifisme réactif dans un cootexte de confrontation, il est convié à passer à un pacifisme actif en contribuant davantage à l'équilibre mondial.

Contrairement à la participation de troupes oippones aux missions de paix des Nations unies, l'assistance bumanitaire est un domaine qui ne suscite pas de controverse mais dans lequel Tokyo paraît pourtant eo retrait. Le Japon est certes présent sur la «scène huma-

Islande

CROENLAND

nitaire». Mais, à l'eane du succès médiatique du mouvement huma-niteire en Occident, il semble replié sur son égoïsme national. La seule «visibilité» nippone dans ce domaine est M= Sadako Ogata, haut-commissaire de l'ONU pour les réfugiés (HCR). La campagne pour son élection, il y a deux ans, avait été assortie d'engagements financiers accrus au HCR qui n'ont été que partiellement satisfaits.

Le Japon est moins actif sur le plan bomanitaire qu'il ne l'est en matière d'aide au développement (11 milliards de dollars en 1991). Sa contribution au HCR plafonce avec à peine 10 %, loin derrière les Etats-Unis et la CEE. L'arrivée de M= Ogata a néanmoins été suivie d'une donation de 14 millions de dollars du patronat (Keidanren), et un fonds a été mis à sa disposition

ICELANDAIR

Islande:

le secret le mieux

gardé de l'Europe

propose de découvrir

ALANTOURS vous

votre ISLANDE"_

location de 4 x 4,

à cheval, circuits

randonnées à pied,

accompagnés avec

hébergement à l'hôtel

Voyages individuels.

Dans un rapport publié marcredi 17 mars, Amnesty International due setistalsante pour faire valoir leurs demandes et cite les cas de non-renouvellement du permis de sélour de contestataires chinois de facto expulsés. Des Birmans risquent de subir le même sort, poursuit Amnesty qui rappelle que « respecter les droit fondamentaux des réfugiés [...] relève d'une obligation du droit international ».

> Seloo le ministère des affaires étrangères, le Japon est en outre le pays contribuant le plus au pro-gramme de l'ONU en faveur des réfugiés iodochinois (89 millions de dollars en 1991). Il a d'autre part fonrni 27 millions en 1992 (19,6 millions en 1993) aux réfugiés somaliens, s'ajoutant aux 100 millions destinés aux forces de maintien de la paix.

La grande lacune de sa politique humanitaire tient à sa contribution en personnel. Les Japan Overseas Cooperation Volunteers, créé eo 1965 sur le modèle du Peace Corps américain, participe à des pro-grammes d'assistance médicale, agricole et technique. Depuis 1965, 12 000 Japonais ont été envoyés à l'étranger, mais le Japon reste peu présent sur le terrain.

La faiblesse des trois cents ONG

Le système de l'emploi à vie, qui rend difficile la reinsertion, décou-rage les salariés et risque de com-promettre leur carrière, dissuade les médecins. L'opinion japonaise n'est pas insensible aux problèmes bumanitaires. Tant le HCR que la nouvelle représentation au Japon de Médecins sans frontière (MSF) ont fait l'expérience d'une généro-sité parfois emouvante. «Il y a des médecins prêts à partir mais qui ne trouvent pas le cadre adéquat », ajoute M. Dominique Leguillier, représentant de MSF à Tokyo.

Les contributions volontaires à une aide d'urgence par un prélève-ment sur les intérêts des comptes postaux (la plus importante pargne: 14 000 milliards de doilars) témoignent d'on sens de la solidarité popolaire : dix millions de personnes y participent et, un an après sa création en 1991. 2,3 milliards de yeus avaient été

La timidité relative de l'action

humanitaire japonaise s'explique aussi par la faiblesse des organisations non gonvernementales (ONG). Bien on'il n'air plus la vigueur des années 1970, le mouvement associatif reste puissant, mais il est tourné davantage vers les problèmes internes. Mal organisées, souvent contestataires, les trois cents ONG manquent de fonds. M. Kazuo Nukazawa, charge de l'assistance internationale au Keidanren, estime qu' « elles ne font pas preuve d'imagination : submergées de demandes, elles donnens aux a professionnels » des fonds ».

Une reconnaissance réciproque des ONG el da ponvoir se fait jour néaumoios et le gouvernement commence à les subventionner (un milliard de yens en 1992).

Le Japoo a un autre handicap dans sa politique bumanitaire : il n'est guere exemplaire en matière d'accueil des demandeurs d'asile. Il n'a signé la convention de l'ONU sur les réfugiés qu'en 1981. Par la suite, il n fait passer de 500 à 10 000 son quota de réfugiés. Mais la procédure est si décourageante qu'ils ne sont que 8 500 (avec seu-lement on a permis de séjour »), pour la majorité indochinois, et 200 seulement bénéficient du statut

Les difficultés d'assimilation dans une société qui passe pour homogène sont une raison invoquée pour expliquer les réticeoces nippones. Un argument qui, sur un fond de vérité, est anssi spécieux : lorsqn'il s'est agi de faire venir des Coréens de force travailler pour le Japon impérial, la question oe s'était pas posée. Aujourd'bui, il y a près de cinq cent mille immigrés clandestins, et Tokyo devra un jour préciser son attitude covers ces nouveaux arrivés.

Dans le passé, le Japon o'a pas ignoré le droit d'asile: des réfugiés célèbres, tels Sun Yat-sen, fondacélèbres, tels Sun Yat-sen, fonda-teur de la République chinoise, ou des nationalistes indiens s'exilèrent dans l'archipel. Bien que membre de l'Axe, il permit en outre à treate mille juifs fuyant l'Europe de se réfugier à Shanghaï. Aujour-d'hni, Tokyo fait implieitement savoir que les réfugiés de sont pas bienvenus, afin de ue pas créer de bienvenus, afin de ue pas créer de tension avec la Chine et d'éviter un afflux d'immigrés.

Le cas tragique de demandeurs d'asile chinois remis aux antorités de leurs pays témoigoe de l'extrême sensibilité oippone aux éactions de Pékin. Mais e'est l'importante minorité corecnne qui constitue le plus grand risque en cas d'assouplissement de la procé-dure d'accueil des réfugiés. L'exemple allemand a cu un effet négatif sur un éventuel relachement des

dispositions sur le droit d'asile. Si le ministère de la justice, qui décide du sort des demandeors d'asile, reste iotransigeant, anx effaires étrangères on paraît conscieot de l'image déplorable donnée à l'étranger : « Une attitude plus liberale s'impose », reconnaît

du JEUDI 18 mars au 31 MARS

sur les articles suivants... [Prix coutant deposes chez Mairres PINOT et FARRUCH Huissiers de justice à PARIST

'Chāles laine et cachemire garnis pompons Renard

Parkas microfibre intér. Renard col garni Renard

Trench coat intér. Lapin bardé Renard

Vestes Marmotte Manteaux Vison ranch 3/4 Renard argente Blousons Renard black

Manteaux Vison dark Manteaux Vison ianch

Vestes Moutan dare 3/4 Mautan dauble face homnies

3/4 Vison ranch femelle Manteaux Vison dark

3/4 Mouton double face 3/4 Vison black

Manteaux Vison Mahogani 3/4 Vison lunaraine

1450 PRIX COUTANT) 534F le Afin de satisfaire l'ensemble de la clientele ces châles seront vendus à l'unite)

3850 FRIX COUTALT> 1186 Pelisses inter Lapin col Vison 2390 PRIX COUTANT 1410F

7250 FIRRIX COUTALLY 3350F 10288 PRIN (COUTAGE) 4718F 13750" FRIX COUTSIAT > 6048F 18758 PAIX COUITANT 8468 F

-7850 PRID. COUT=1-7 2667 F 14200 PRIX COUTS: 7187 F Manteaux Rat d'Amérique -5250F PRIV COUTEVED 2050F 14208* FAIR ESÉRTIO 6750 F

4859F FRIX COUTANT 1423 F -6450 FRIX COUTANT 2430 F

7/8 Cuir plongé gainis Renord 5900 PRIV coérair > 2728 F 24850f FRV GUILLO-11610 F 16200 FEBRUSE 7160 F .6400 FREE COUTE -> 2230 F 17850 PRIX COUTAGE 6320 F 138501 PAIX COUTAND 6 000 F

16756 PRIX COCTUME 7090 F

FOURRURES GEORGE V

22,24 Avenue Hoche. Paris 8

Demnader la brochure ALANTOURS ISLANDE à votre agent de voyage ou 5, rue Danielle Casanova 75001 Paris Tel: (1) 42 96 59 78 Info minitel: 3615 code ALANTOURS



Les deux principaux suspects dans l'attentat de New-York sont inculpés d'homicide

Les deux principaux suspects arrêtée après l'attentat à la bombe do 26 février contre le Warld Trade Center de New-York, qui a fait six marts, ant été afficiellement inculpés d'homicide mercredi 17 mars par une cour fédérale de Manhattan. Ces inculpations ontéé notifiées par un «grand jury» été notifiées par un «grand jury» (chambre de mise eo accusation) à MM. Mohammed Salameh, un Jordanien de vingt-cinq ans qui avait loué la camionnette utilisée pour transporter le bombe, et Nidel Ayyad, vingt-cinq ans, un ingénieur chimiste américain, né au Koweit, qui avait accompagné le précédeot lors de la locatinn du véhicule et qui avait un compte bancaire commun avec lui. L'inculpation précise que les deux hommes ont agi « illègulement vulnatairement et en galement, valantairement et en connaissance de cause, nvec une intention criminelle». Ils sont passibles de peines de prison à perpé-

Un troisième homme, emi de M. Salameh, M. Ibrahim El Gabrowny, quarante-deux ans, a été quant à lui nfficiellement inculpé d'« obstruction à la justice » (il evait bousculé des policiers lors de la perquisition de son apparte-

CUBA: quatre prix Nobel de la paix demandent à M. Fidel Castro

de mettre fin à la répression. - Qua-

tre prix Nobel de la paix not

envoyé, mercredi 17 mars, une péti-

tion eu dirigeant cubain, l'exhortant à mettre fin à la répression politi-

que dans son pays et à autoriser les

inspections dans les prisons

cubaines. Selnn M. Ricardn Bufill,

président du Comité cubain des

droits de l'homme, dont le siège est à Miami, aux Etats-Unis, la lettre a été signée par l'ancien président du

Custe Rica Oscar Aries,

l'archévêque sud-africain Desmond Tutu et les pacifistes nard-irlan-

daises Betty Williams et Mairead

Maguire. Les uns et les autres font

part de leur « profonde inquiétude »

(1) Ae Monde

Edité per la SARL le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social: 620 000 F

Principaux associés de la société

Société civile « Les rédacteurs du Monde »,

« Association Hubert-Beuve-Méry

Société anonyme des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises.

M. Jacques Lesourne, gérant

Le Monde

PUBLICITE

ment) et de «fraude», car les enquêtenrs ont retouvé chez lui cinq faux passeports, dont oo ao nom de son cousin Sayyid Nossir. Ce dernier purge actuellement une peine de dix-sept ans de détention pour des faits liés à l'assassinat à New-Yurk eo 1990 du rabbio d'extrême droite Meir Kahane.

Un peu plus tôt dans la journée, un juge de Newark (New-Jersey) aveit déclaré juridiquement « expulsable » des Etets-Unis M. Omar Abdel Rahman, un religieux musulman de Jersey-City qui prêche régulièrement dans des mosquées fréquentées par les trois suspects. Le religieux egyptien dispose d'un délai de dix jours pour faire appel.

Trois Arabes soupçonnés d'être impliqués dans l'attentat ont quitté précipitamment les Etats-Unis peu eprès l'arrestation de M. Salameh, écrivait mercredi 17 mars le Wall Street Jaurnal. Manis de faux papiers, ils se sout rendus à l'aéroport Kennedy de New-York pour prendre le premier avino en partance pour l'Europe. Comme tous les vals étaient complets, ils ont les vols étaient complets, ils ont choisi finalement de partir en Afri-que du Sud. L'no d'eux serait

M. Mahmoud Abouhalima, un chauffeur de taxi proche de M. Salameh. Arrivé en Afrique du Sud, il aurait aussitôt pris un avion pour l'Allemagne, d'où il se serait rendu au Pakistan.

L'Autorité portusire de New Ynrk et du New-Jersey, proprié-taire do World Trade Center, a enfin indiqué mercredi que les promiers locataires de la tour ouméro deux, la moins touchée par l'explosino, pourront réintégrer leurs bureaux dès jeudi. Les deux tours avaient été fermées au public le 26 février. - (AFP. AP.)

M. Bill Clieton renonce pour l'instant à nommer un envoyé spé-cial en Ulster. - Le président Bill Clinton, célébrant pour la première fuis mercredi 17 mars la Saiot-Patrick à la Maison Blanche, en com-pagnie du premier ministre irlan-dais Albert Reynulds, s'est dit a prêt à faire ce qu'il pouvoit pour ramener in pnix en Iriande du Nord», mais a sussi annoncé qu'il rennaçait jusqu'à nauvel ardre à nommer un envoyé spécial ou un représentant en Ulster. - (AFP.)

devant la situation des droits de Phomme à Cuba. - (AFP.) D CANADA: avec Mar Kim Campbell à leur tête, les conserva-

teurs pourraient être recondults as ir, seinn us sondage. - Le parti conservateur ou pouvoir à Ottawa pourrait être réélu si Mª Kim Campbell, ministre de la défense, en prenait la direction en remplacement du premier ministre Brian Mulroney, démissionnaire, indique un sondage publié mer-credi 17 mars à Toronto. - (AFP.)

O COLOMBIE : les setorités acceptent les dernières conditionsposées par Pablo Escobar pour sa reddition. – Les autorités colombiennes ont accepté, mercredi

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE

·17 mars, les dernières exigences du chef dn Cartel de la drogue de Medellin, Pabin Escobar, pour se livrer à la justice, ce qui, aussitôt, a relancé les spéculations sur l'imminence d'une seconde redditinn du «baron» columbies de la cocaine. Dans un message parvenn aux services du procureur Gustavo de Greiff, Pablo Escobar e notam-ment demandé de pouvoir disposer dans sa prochaine prison d'noe ligne de téléphone privée pour communiquer avec sa famille au moins trois fais par semaine, d'une cuisine privée, pour lui et ses lieu-

tenants, per crainte d'un empoison-nement, et a réclamé aussi une protection spéciale pour ses parents les plus proches. - (AFP.) ADMINISTRATION:

PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

Reproduction interdite de tout article,

Tél. ; (1) 40-65-25-25 écopieur : (1) 40-65-25-99 Tel. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311F

PRINTED IN FRANCE

ISSN: 0395-2037

ents sur les microfilms et index du Monda au (1) 40-65-29-33

ABONNEMENTS

l, pince Habert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél.: (1) 49-60-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMB-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Vole normale y compris CEE aviou	
3 mois	536 F	572 F	790 F	
6 mois	t 038 F	t 123 F	t 560 F	
1-0	t 890 F	Z 086 F	Z 960 F	

* 15 MONDE > (USES - pending) is published deliy by \$ \$72 per per by e LE MONDE > 1, then Published Serve-Moy

* 415 MONDE > (USES - pending) is published deliy by \$ \$72 per per by e LE MONDE > 1, then Published Serve-Moy

* 94152 Moyer-Scine - France. Second clean postage pixel at Champian N.Y. 13; set additional seezing offices.

* POSTFASTER: Soul address changes to 1685 of NT Bis. (1) 16, Champian N.Y. 13; 17 ~ 1318.

**POSTFASTER: Soul address cleans suscession soul USA

**Ref to a domain suscession out USA

**Ref to a domain suscess suscession out USA

**Ref to a domain suscession out USA Changements d'adresse définités ou provisoires : nos abounés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur

Président directeur général : Jacques Lesourne Directeur général : Michel Cros, Membres du comité de direction : Jacques Guio. Philippe Dupuis. Isabelle Tsaidi. 15-17, rue du Colonei-Pierre-Avia 75902 PARIS CEDEX 15 Tel.: (t) 46-62-72-72 Telex MONDPUB 634 128 F Téléfax : 46-62-98-73. • Société filiale de la SARL le Monde et de Médius et Région Europe SA.

Le Monde TÉLÉMATIQUE Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

BULLETIN D'ABONNEMENT

301 MON B1 Durée choisie : 6 mois 🗆 3 mois 🛚 l an 🗆 Nom: Adresse: Localité: Pays:

Penille: avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'Imprir

A TRAVERS LE MONDE

CHINE

Augmentation du budget militaire de 12,5 %

Dans le projet de budget présenté lors de la session en cours de l'Assemblée nationale populeire. la part réservée aux forces armées augmente de 12,5 % pour atteindre 42,5 millarda de yuane environ l'équivalent en francs). Il e agit en réalité, selon notre cor-respondant à Példn, Francis Deron, du budget officiel, qui ne raprésente qu'environ le moitié des dépenses résiles des forceo ermées. Le ministre des affaires étrangères, M. Qien Qichen. a néanmoins affirmé que cette augmentation ne constituait pas « une menace a pour la région.

Dens son discours devant l'Assamblée, lundi 15 mars, le premier ministre, M. Li Peng, avait déclaré que la Chine deveit avoir « les meil-leures forces armées qu'autorise la situation actuelle s et que l'armée devait e constamment accroître son efficacité au combat et ses capacités défensives dens le querre moderne ».

ÉGYPTE

Dix islamistes et deux policiers tués à Assiout

Dix intégristes musulmans, dont un chef de la James islamiya, et deux policiers, unt été tués lors d'affrantamenta, mereredi 17 mars, à Assiout, en Heute-Egypte, au lendemain d'un attentet à la bombe, au Caire, revendiqué par cette organisation clandestine de Monde du 16 mars).

Neuf policiers ont également été blesséa lora de ces incidents, déclenchés par des opérations de ratissage des forces de l'ordre et qui ont permis l'arrestation de trante-cinq militants islemistes. La James islamiya, dirigés par Chelich Omar Abdel Rahmans, dont is nom a été évoqué dens l'enquête sur l'ettentat contre le World Trade Center, à New-York, a mis en garde, dans un communiqué, contre la possiblité d'autres attentats au Caire. - (AFP.)

L'attentat de Calcutta a fait plus de soixante morts

Seion le plus récent bilan de l'ettentat qui a eu lieu à Calcutta, dens la nuit de mardi 16 à mer credi 17 mars, au moins sobante personnes ant trouvé la mort et cent vingt-cinq ont été blessées l'e Monde du 18 mars). Pour le police, cet attentat, cui serait sens relations avec ceux qui avalent fait plus da deux cents morts la semaine demière à Bombay, pourreit être imputable à des malfaiteurs musulmans. La police n arrêté deux auspects, des gangsters musulmans au casier judicialre chargé. Pendant ce temps, les forces de l'ardre poursuivent leur enquête à Bombay, où le nambre de suspects interpellés est passé à sept. New Delhi compte également demander aux Emirats arabes unis extradition des deux principaux suspects, qui se sont enfuis à Dubai. - (APP, Reuter, AP, UPL)

Le Monde

PUBLICITÉ TOURISME-GASTRONOMIE 46-62-73-75

Davantage de civils et de musulmans dans le nouveau gouvernement

INDONÉSIE

Le président indonésien Suharto, réétu la marcredi 10 mara, a formé, mercredi 17 mars, un gouvernement dont plus de la moitié des quarante-et-un partefeuilles sant ranouvelés. Le nombra de ministres musulmane passe de vingt-deux à vingt-neuf tandis que celui des chrétiens recule de huit à trois. Par sifieurs la part des militaires passe de douze à hult. Si M. Ali Alatas conserve les affeires étrangères, les deux postes-clé de la défense et de la coordination des affaires économiques, finan-cières et industrielles, changent de tituleire : au grand ministère économique, M. Saleh Affif, précédemment ministre du plan, remplace M. Radiue Prawiro. A la défense, le général Edi Sudrajat succède au général Benny Murdani tout en conservant le commandement des forces armées où il remplace le général Try Sutriano, devenu vice-président .Dane les deux cas, les ministres étalent donnés sortente depuie longtemps, meis MM. Prawiro at Murdani, deux chrétiens considérés à la forte personnalité, sont remplecés par des musulmans. Enfin, le général Suaita Sudarman, précéemment ministre des postae et télécommunications, succède su général Sudomo à la Coordination des affaires publiques et de sécurité. - (AFP.)

IRAN

Explosion au domicile du «guide» de la République islamique?

Une expinsion s'est produite mercredi 17 mara au domicile du « guide » de la République islami-que d'iran, M. Ali Khameinel, dont mi ignore le sort, ont affirmé è Paria l'ax-président Abolhasaan Ban-Sadr et un dignitaire religieux chilte Iranien, l'ayarollah Mehdi Rouhani, Selon M. Banl-Sadr, il y aureit de nombreiot tués.

avec celles falsant état d'un nouveeu conflit de pouvoir su sain de a hiérarchie religieuse (le Monde du 19 février), ene sont qu'une invention de l'opposition», e déclaré un responsable de l'agence officielle IRNA. De leur côté, les Moudiahidines du peuple, principel mauvement d'apposition eu régime, ont formellement dément ces informations, après avoir contacté leurs sympethisante à Téhéran. - (AP, Reuter.)

ZAÏRE

M. Faustin Birindwa désigné comme premier ministre

Le conclave politique, réuni depuis le 9 mars à l'instigation du maréchel Mobutu, a déeigné comme premier ministre, mercredi 17 mars, M. Faustin Birindwa, en remplecement de M. Etienne Tshiedi, désavoué par le président

Comme M. Tahisekedi. M. Birindwa est l'un des fondateurs de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS, opposition), dont il n été exclu le 1" mars, eprès avoir été soup-conné de sympathies envers la présidence. Agé de cinquante ans, nrigineire du sud du Kivu, dane l'est du pays, il sveit été ministra des finances dans le premier gou-vernement Tshisekedi, en 1991. Il inuit du respect de nambreux membrea de l'opposition, qui lui avaient témoigné en privé leur soutien après son exclusion de

Dans les milieux informés, on souligne toutefois que le Haut Conseil de la République (HCR), instance législative de la transition, qui n'a pas participé eux traveux du conclave, devra entériner cette décision pour lui donner une véritable portée. - (AFP, Reuter.)

D CORÉE DU NORD : rencontre américano-nord-coréenne à Pékin. -Des diplomates américains et nordcorécns se sont rencontrés à Pékin, mercredi 17 mars, à l'initiative des Etats-Unis, pour tenter de résondre la crise ouverte par la décision de Pyongyang de se retirer du traité de unn-prolifération nucléaire (TNP). D'autre part, les Douze se sont déclarés mercredi « profondément préoccupés » par la décision prise par le régime du maréchal Kim Il-sung. Pour eux, les inspec-tions effectuées par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), et rejetées par Pyongyang, sont « d'une importance cruciale » pour le bon fonctionnement du TNP. - (AFP.)

O GUINER; an moins un mort dans des affrontements ethnim Des affrontements entre Peuls et Soussous unt fait un murt, de source officielle, ou deux scion des sources concordantes, et plusieurs blessés, mardi 16 mars, à 24 kilomètres au nord de Conakry. Selon la police, plusieurs personnes qui portaient des armes blanches unt été arrêtées. Une dispute autour d'une burne-funtsine, entre deux eunes filles peul et soussou, serait à l'origine des affrontements entre les deux ethnics -- (AFP.)

SE MORE SANS VISA



DEJEUNER" FRANCE INTER

avec Edouard Balladur

ÉCOUTEZ, ÇA N'A RIEN À VOIR.





Le tassement des intentions de vote en faveur des écologistes, révélé par les derniers sondages, a accru la crainte des dirigeants des Verts et de Génération écologie. A 15 % des suffrages exprimés, dans un scrutin dont l'enjeu et les modalités sont très différents des élections régionales de 1992 (où les écologistes avaient obtenu 14,7 % des voix), ceux-ci pourraient e'estimer satisfaits. Mais en deçà de ce seuil, le résultet de la nouveille Entente des écologistes passerait inévitablement pour un échec.

The state of the s

ane ja

a statistics.

5 A4 15 (2)

4000

4.4

are sales

.

La fin du francisi

4.75,94 -- --

482

tal garant to the "

A section of

98 (2 ··· · · · · · · ·

and the

ere 🛎 🖤

Anny in the

13.57

ନାର୍ଗ 🗸 ...

Il y e beaucoup de raisons pour expliquer ce tassement attendu. A l'approche du scrutin, nombre d'électeurs ont dû cesser de rêver, pour se détermigauche-droite. Lee rasponsables des Verts et de Génération écologie ont omis, d'autre part, d'afficher, au cours de la campagne, un programme commun, clair et cohérent. Les uns et les autres avaient annonce leur intention de faire de « le politique autre-ment». Mais de lâchers de ballons sur les bords de le Seine en défilé carnevalesque dans les rues de

ner, melgré tout, en function du vieux clivage un temps, dans les sandages d'opinion. Obsédé par la recomposition politique qu'il appelle de ses vœux, le président de Génération écologie e fait l'impasse sur le clivege fonoamentai qui sépare sa propre conception d'une société libérée des contraintes du temps de travail de celle des libéraux, pour lesquels la croissance économique demeure le seul moteur

La survie des «écolos»

Paris, et de descente du Rhône en bateau aux amicales retrouvailles - qui ne pouvaient tromper personne - de « Brice » et d'« Antoine » autour d'un gros gâteau d'emiversaire, on a eu le sentiment que «le refève», comme dit M. Lalonde, a eu surtout le goût de copier chez les autres le sens de le « politi-que-spectacle ».

Le côté rectilione de M. Weechter, pour lequel «l'écologie est une histoire d'amour», et le parcours quelque peu sinuecidal de M. Lalonde ont aussi contribué, sans eucun doute, è ce que les écoloploi. La eeule vraie victnire des écologistes, dens cette campagne, demeurera l'introduction du thème du partage du travail.

«Le rendez-vous manqué du PS remonte à 1983, quand ils ont choisi le franc fort contre le partage», a rappelé, mercredi, lors d'une ultime réunion organi-sée à Paris, M. Mamèra, avant d'ejouter que les istes ne sauraient accepter « la main tendue par M. Rocard tant que celle-ci serait meintenue par les menottes du Parti socialiste». «Le véritable big bang, c'est naus qui l'avans apparté», juge Mª Andrée Buchman, l'une des porte-perole des

Verts. Presque tous, chez les écologistes, sont prêts à jouer ce jeu-là, qu'il leur faudra bien - s'ils veulent survivre - favoriser d'une manièrs ou d'une autre. Une défaite, en numbre de elèges à l'Assemblée nationale, ne serah pour eux qu'accessoire. Plus important est, pour les «écolos», le volume de voix obtenues, qui, fidélisées, pèseraient sensiblement dans la balance du second tour de la prochaine élection présidentielle

 Nous ne sommes pas pressés, il ne peut y avoir de décistemente particuliera», a prévenu M. Mamère. « Pour l'essentiel», comme dit M. Waechter, il n'y aura pae d'accord entre les deux tours. Mala, dans le détail, on connaît déjà quelques-une des candidata devant leequels lee représentante locaux de l'Entente des écologistes pourraient être priés de s'effacer : M. Michel Rocard dans les Yvelines (dont M- Dominique Voynet e souhaité publiquement, mercradi soir à Dols, la réélection), M. Michel Delebarre dens le Nord, M- Marie-Noëlle Lienemann dans l'Essonne, M. Bernard Stesi dans la Mame. A charge, bien sûr, de revanche.

JEAN-LOUIS SAUX

19

La concurrence entre candidats se réclamant de l'écologie

La querelle des étiquettes sera tranchée par le Conseil constitutionnel

Les écologistes n'aiment pas le concurrence quand elle empiète sur leur fond de commerce. Il est vrai que, parmi tous ceux qui tentent de profiter d'une vague porteuse, cer-tains n'ont pas cherché à marquer leur différence. Bien au contraire. Ainsi est apparue une Génération verte, en sigle étrangement ressem-blant à celui du monvement de M. Brice Lalonde, Ainsi les dissidents de Génération écologie, qui ont formé avec M. François Donzel l'Union pour l'écologie et la démocratic, rappellent dans leur tract que celui-ci est «cofondateur avec Brice Lalonde de GE».

Les dirigeants des mouvements qui se vondraient les seuls détenteurs du label, ont pensé qu'un bon proces pouvait être une arme du combat politique. Les représentants des Verts et de GE, lorsqu'ils ont decouvert i rivaux, ont donc décidé de s'adres-ser à la justice, en demandant la mise sous séquestre des bulletins de vote et des professions de foi des candidats Génération verte, et, dans certains cas, de ceux de l'Union pour l'écologie et la démocratie. Ils ont saisi, par la voie du référé, c'està-dire par une procédure d'extrême urgence, les présidents des tribunaux de grande instance compétent.

Dans un premier temps, celui de Ponts un premier temps, ceiu de Pontnise, le 12 mars, ct celui d'Amiens, le 13 mars au matin, leur ont donné raison. Mais le préiet de l'Orne, lorsque fut saisi, le 14 mars, le tribunal d'Argentan, a déposé un « mémoire de déclinatoire de compétence». C'est là une procédure peu courante, mais qui permet an représentant de l'administration de faire valoir à la justice civile qu'elle n'est pas compétente dans un domaine qui, d'après fai, ne relève que de la justice administrative. Si les juges civils contestent cette décision (ce qu'encun d'entre eux n'e encore fait en la matière), c'est le tribunel des cardits instance réunistribunal des conflits, instance réu sant des membres du Conseil d'Etat et de la Cour de cassation, qui tranche. Les autres préfets, confron-

tés au même problème, ont réagi de la même manière, ce qui e amené MM. Lalonde et Cochet à affirmer que ceux-ci evaient agi sur ordre du ministère de l'intérieur, ce que M. Quilès e démenti dans un com-

L'argumentation des préfets repose sur un principe fondamental du droit qui veut qu'un juge oe puisse intervenir en référé que dans un domaine où îl est compétent au

Un vide juridique

Or, en vertu de la Constitution, senl le Conseil constitutionnel est juge de « la régularité de l'élection des députés». Le tribunal des conflits a eu l'occasion de rappeler, en 1989, dans une affaire où les représentants officiels de l'UDF reprochaient à un candidat d'utiliser reprochaient, à un candidat d'utiliser ce sigle sans leur accord, qu'il est a de principe qu'il n'appartient pas aux tribunaux judiciaires d'interferer dans les opérations électorales de nature politique ou dans leurs préli-minaires, dont le contentieux appar-tient au seul juge de l'élections. La même année, il a d'ailleurs précisé autil n'appartient pas aux juridion qu'il n'appartient pas aux juridio-tions de l'ordre judiciaire d'enjoindre la suppression dans les divers docu-ments électuraux de mentions figu-rant dans une liste dont la candidature a été enregistrée».

Mais, comme il o'y e pas de pro-cédure de référé devant le Consei constitutionnel, le différend ne peut être tranché evant l'élection. C'est bien ce qui inquiète les Verts et GE, qui redoutent que les acontrefa-cons » dont ils s'estiment victimes ne trompent les électeurs et que cela ne les empêche, dans de nombreux cas, de franchir la barre leur permettant de maintenir leurs candidats au second tour. Ils menaceot done de demander l'annulation de toutes les

En attendant, ils ont écrit, mer-eredi 17 mars, au président du Conseil constitutionnel pour lui

demander d'intervenir suprès du ministère de l'intérieur afin qu'il cédure du « déclinatoire de compétence». En effet, celle-ci, formellement, ne peut intervenir que si la compétence appartient à la juridic-tico administrative, et il n'est pas certain que le Conseil constitution-nel y soit assimilé. Mais suivre ce raisonnement reviendrait à laisser les tribunaux civils prendre, éven-tuellement, des décisions de séquestre de bulletins, que le juge de l'élec-tion annulerait par la suite, mais trop tard. A l'évidence, il y a bien un problème juridique.

Cette difficulté ne peut pas être réglée avant les élections. M. Robert Badinter a répondu à M. Lalonde pour lui rappeler que le Conseil n'avait « aucune compétence pour intervenir avant les élections ». Les Vents et GE en ont déduit que les préfets n'avaient pas le droit d'empêcher la justice civile de se prononcer, et estime done que M. Paul Quilès a commis «une faute lourde dans l'exercice de ses fonctions», ce qui pour eux le rend

THIERRY BRÉHIER | conseil régional de Nord-Pas-de-Ca-

PERSONNALITÉS EN CAMPAGNE

Marie-Christine Blandin, la pédagogue

La présidente du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, qui n'est pas candidate à un siège de député, vient en aide à ses amis

eice consiste à animer une table ronde sur le partage du travail evec, entre autres invités, MM. Pierre Méhaignerie, président du CDS, et Paul Marchelli, président de la Confédération générale des cadres (le Monde du 5 mars), « Tiens, ça, je ne l'ai encore jamais fait!» Ce n'est pas, en effet, l'une des spécialités de Mª Marie-Christine Blandin, jeune professeur de sciences naturelles, propulsée, il y a moins d'un an, à la tête de la région Nord-Pas-de-Calais, Alors, pour introduire le débat, Mª Blandin a recours à ce qu'elle sait faire de mieux : la pédagogie « Vous vous souvenez des années 60? Elles étaient marquées par l'appétit. On quittait les campagnes pour découvrir l'eau chaude au robinet, les noisettes dans la pate à tartiner. Les chômeurs passaient alors pour des seignants. Et aujourd'hui, on en est

Depuis qu'à la fin février elle e été libérée du souci de faire passer son premier budget, la présidente du

«Alurs, qu'est-ce que je dois lais est appelée à la rescousse pour faire?» Ce jour-la, à Rennes, l'exer-soutenir les principaux responsables soutenir les principaux responsables des Verts, engagés dans la bataille des législatives, Au nom de la règle, encore sacro-sainte dans son mouve ment, du non-cumul des mandats, elle n'est, elle-même pas candidate.

> «Ce n'est pas un handicap d'être une femme»

Après Rennes, où se présente l'un des quatre porte-parole des Verts, M. Yves Cochet, elle est allée sou-tenir M. Dominique Voynet dans le Jura. Puis M. Antoine Waechter lui e demandé de faire un détour par Ungersheim (Haut-Rhin) pour un petit déjeuner evec les délégués syndicaux des mines de potasse.

« Marie », car c'est ainsi qu'on appelle « la présidente », a cédé de bonne grâce. Le 8 mars, Journée internationale de la femme, elle est arrivée, seule, à l'aéroport de Bâle-Mulhouse. Un mineur l'interroge sur la reconversion. Elle parle de forma-tion, tout en précisant : « Vous êtes benucoup mains vulnérables que nous. » Le Nord, ce Nord qu'elle a confronté à d'autres pauvretés, ne la quittera pas de la journée.

A Neuhof, une cité populaire de Strasbourg, après un trajet à vive allure effectué dans le BMW fort peu écologique d'un sympathisant alsacien, «Marie» écoute encore, plus qu'elle ne parie. Des femmes immigrées, au foyer paroissial de la Résurrection, racontent leur double vie d'exclusina : « Dès le jour de notre naissance, on est déjà considéré comme une calamité. » Mas Blandin, qui fut professeur pendant trois ans en Algérie, répond simplement : « Les Polonais ont souffert de l'exclusion davantage encore que la dernière vague d'immigrés » Plus tard encore, elle fait référence au Nord et sexe : « La mine et les brasseries étaient interdites aux femmes, le textile était interdit aux hommes.»

Venue soutenir les quatre femmes deux membres des Verts et deux de Génération Ecologie - qui se présentent dans quatre des neuf circonscriptions du Bas-Rhin, M= Blandin se voit inévitablement poser cette question par l'une d'entre elles : «Alars, ce n'est pas trop dur?» Non, vraiment, elle oe fait l'abjet d'aucune agressivité, de la

part de ses edversaires politiques, hormis parfois M. Carl Lang, président du groupe du Front national dans l'assemblée réginnale qu'elle

Une lettre de M. Alain Rist (Verts)

dans la huitième circonscription de Seine-et-Marne, nous écrit, à la suite de notre article intitulé : «Le Vert et le député « de terrain » (le Monde du 16 mars) :

Je suis qualifié d'aancien maoisten, ce que je ne peux accepter. La confu-sion vient sans doute de ma participation, de 1971 à 1977 environ, à un regroupement intitulé Gauche ouvrière et paysanne (GOP), qui s'est essentiellement attaché au soutien au Larzac et à Lip, ainsi qu'à d'autres hntes plus locales à cette époque. Le terme «maoïste» rappelle,

essentiellement, la Gauche proléta-

M. Alain Rist, candidat des Verts rienne (GP), beaucoup plus connue, qui mettait en œuvre des pratiques proches du terrorisme, même s'il s'agissait souvent d'un terrorisme plus s'agssait souveir d'un terrorisant plus symbolique que récl. J'ai toujours combattu ces pratiques et l'idéologie qui les sous-tendait, au sein et à l'extérieur de la GOP.

Je souhaite que les lecteurs du Monde ne risquent pas d'être victimes de la même confusion et que cette précision leur soit apportée avant le premier tour des élections.

premier tour des elections.

[Les lecteurs du Monde apprécieront la unise na point de M. Bist à la hunière du communiqué que l'Osganization communiste Ganche ouvrière et paysanne, à laquelle Il ladique avoir «participé», avait publié après

la mort du président de la République popu-laire de Chine, Mao Zedong (le Monde daté 12-13 septembre 1976): « Nous salonus la mémoire de président Miso Ta-toung (ortho-graphe en vigueur à l'époque), grand dirigeant du profétarint international, des mations et propiets avantaire. du problemint International, des autous et propies opprimés. Pour affinare notre volunté de transformer soire peine en une détermination encore plus grande et en houming au caumrade Mao Tse-toung, nous appelous les révolutionunires, les ternaliteurs su rassemblement de la place de la République, cament de la place de la République, cament part, pour Paneodote, qu'à lire la unise au point du candidat écologiste, Il semble hiem point du candidat écologiste, et différente à Paris.» On observera, d'autre part, pour Paneodote, qu'à lire la unise au point du candidat écologiste, chez moi, de la femme ou de l'écologiste, dit-elle. Pour moi, c'est une pur le même chose. C'est une nutre parole, plus concrète. Ce n'est pas un handicap d'être une femme. D'ailleurs, si les Verts avaient présenté un homme à la présidence de noire région, je pense que l'agressivité de ces messieurs aurait été blen plus tard. ~ P. J.J.

J.-L. S.

ERRATUM : Dans les éditions du Monde du mercredi 17 daté jeudi 18 mars 1993, l'annonce Nouvelles Frontières était erronée. Le Monde Publicité vous prie de bien vouloir l'en excuser. Les prix actuellement pratiqués sont ceux figurant dans l'annonce ci-dessous.

VOL ALLER RETOUR. DEPART DE PARIS

PRIX A CERTAINES DATES

Nouvelles Frontières. On ne vit que mille fois.

Et après la moiteur des sentiers tropicaux, siroter un lait de coco, face à la mer, sur la terrasse de votre Paladien, vous coûtera à peine plus cher que

votre séminaire d'ikebana.*

 Les Antilles avec Nouvelles Frontières, c'est aussi des séjours nu des circuits. avion compris, à partir de 4 005 F.

CONTACTEZ UNE DE NOS 150 AGENCES EN FRANCE TAPEZ 36 15 NF TELEPHONEZ (1) 41 41 58 58

Génération vert-de-gris

sont, en réalité, des sous-marins d'extrême droite. Après s'être fait enregistrer dans les préfectures sous l'étiquette du Rassemblement des démocrates et des républi-cains de progrès (le Monde daté des 7 et 8 mars), sobrante-neuf candidats aux législatives vont se présenter aux suffrages des électeurs avec des builetins de vote estampillée Génération verte. A y bien regarder, il s'agit plutôt d'une génération vert-de-gris dont l'inventeur ne veut aucun bien aux candidats de MM. Brice Lalonde et Antoine Waechter.

Parmi ces «écologistes» de la ringt-cinquième heure, on trouve, à Paris, M. Roger Johnstone, un mooniste qui est secrétaire général adjoint du groupe lepéniste du Parlement européen et qui figurait en douzième position sur la liste du Front national en 1989. Injoignable, cet homme cuitive la discrétion en politique. C'est pur hasard si M. Franck Landouch, candidat dans le Val-d'Oise, est présenté dans l'annuaire officiel du parti d'extrême droite (page 49) comme «photographe du Front national».

ils ont la couleur de l'écologie et Une : coïncidence veut que l'apparence d'écologistes mais ce M. Daniel Bézard, «écologiste» de

M. Daniel Bázard, «écologiste» de Seine-et-Marne, ait été candidat, au congrès de 1990, à l'accession au comité central de ce perti dont Il a défendu les couleurs dans plusieurs élections. Une coincidence identique concerne Mª Marie Rays qui se présente aussi en Seine-et-

Selon Génération Écologie, le mandataire des neufs candidats vert-de-gris de l'Essonne est un conseiller municipal du Front national, et un candidat parisien du même tonneau a donné comme adresse, à la préfecture, celle du siège de la secte Moon. Carrains candidats interrogés sur le sens de leur présence répondent qu'ils ont cordre de ne pas parier».

Les électeurs n'auront pas eu la chance de prendre connaissance du programme des écologistes vert-de-gris qui n'avaient pas accès à la cempagne officielle radio-télévisée, mais les contribuebles, en revanche, auront le bonheur de perticiper à leur finance-

Les «beurs» sous la bannière de l'écologie

Les jeunes issus de l'immigration sont quelques dizaines à se lancer dans la bataille, souvent sous l'étiquette des Verts ou de GE

Qui oserait encore les qualifier de «beurs»? S'il n'y evait la consonance de leur patronyme, les candidats issus de l'immigration passeraient presque inaperçus dans le paysage sans relief de ces législatives. Libérés du pesant débat sur l'immigration, qui, en les renvoyant à leurs origines, faisait d'eux les boucs émissaires des joutes électorales, les voilà vraiment entrés en politique, la vraie. «Ouj!, soupire Razak Fetnan, vice-président de l'association France Plus, c'est la première sois que la gauche et la droite ne jouent pas au ping-pong avec nous, et que nous sommes tran-quilles pour déboure des problèmes de fond au pays.»

A l'heure où le débat sur les banlieues tourne, à juste titre, sur la manière de relancer l'exercice de la citoyenneté dans les quartiers popu-laires, ils sont quelques dizaines à donner l'exemple en se jetant dans la bataille des législatives. Leur présence reste limitée mais elle est nouvelle dans un scrutin d'ampieur nationale. plus d'une centaine de candidats d'origine maghrébine (enfants d'im-migrés ou de barkis) ont été élus et elques-uns ont franchi la barre des régionales, voici un an.

Aux dernières législatives, en 1988, les Maghrébins brillaient par leur absence. A l'époque, les rescapés du mouvement beur s'échinaient encore à obtenir quelques strapontins sous la bannière des «grands» partis, le PS pour l'essentiel. Leur stratégie était simple mais ambiguë : des candidats maghrébins pour attirer le «vote maghrébin». Peine perdue. La réslité de ce vote «ethnique» est plus que douteuse en France et la plupart des dirigeants politiques restent persua-figeants politiques restent persuadés qu'un nom arabe sur une liste coûte plus de voix qu'il u'en rap-

Cinq ans plus tard, le divorce entre les «beurs» et les socialistes est consommé. Ils u'ont plus en tête Pidée d'un «quota» de Maghrébins, mais cherchent à faire de la politique «de droit commun». Comme si le dépit à l'égard du pouvoir socialiste leur avait fait franchir un pas décisif

Le parcours exemplaire de Zaïr Kedadouche

Si la gauche demeure largement leur terre d'élection, les «beurs» ont tiré les conséquences de l'incapacité des partis traditionnels à leur ménager de serait-ce qu'un espace d'ex-pression. Comme beaucoup de décus du gouvernement socialiste, ils ont trouvé asile chez les écologistes, par conviction ou par raison. Cela u'a
pas été sans quelques contorsions à
propos du droit de vote des étrangers
aux élections locales. Cette revendication est soutenne par les Verts mais non par Génération Ecologie (GE) où se retrouvent cependant d'anciens dirigeants de SOS-Racisme, Harlem

écologistes ont su donner, pour la première fois, une place non négligeable aux plus brillants des jeunes issus de l'immigration, dans des circonscriptions connues pour leurs quartiers «sensibles». C'est le cas de Zaïr Kedadouche et de Hayette Boudjemia en Seine-Saint-Denis, de Saadia Sahali et de Farid Bouali

Ce ne sont plus des «beuts», mais des jeunes militants politiques issus de milieux populaires. Fils d'Algérien? «Je suis né à Nanterre et ma famille a fait le choix de la France depuis 1904. Pourquoi ne présente-ton pas Poniatouski comme un Polonais?», dit Farid Bouali, suppléant (GE) du candidat Vert à Mantes-La-Jolie (Yvelines). «Pour les gens que je rencontre. je ne suis pas un beur mais rencontre, je ne suits pas un beur mais un écolo. Ils me parlent de leur cadre de vie. C'est ma grande victoire», confirme Zaïr Kedadouche, trentecinq ans, candidat de l'Entente des écologistes dans la circonscription d'Aubervilliers-La Courneuve-Le Bourget (Seine-Saint-Denis) dont le sortant est une élue commu-

Le parcours de M. Kedadouche est exemplaire. Fils d'éboueur grandi dans les bidonvilles puis les HLM d'Aubervilliers, militant associatif, éphémère sympathisant de France Pius, il a été footballeur professionnel, et professeur de technologie avant d'être admis au cycle préparation. toire à l'ENA, orientation qu'il a

en politique. Elu municipal de sa ville en 1989 et membre fondateur de Génération écologie dont il est anjourd'hui l'un des porte-parole nationaux, Zalr Kedadouche est conseiller régional d'Ile-de-France depuis l'an passé. Dans la Seine-Saint-Denis où il arpente cités et marchés, il pourrait être l'arbitre d'un duel PCF-FN, si le faible taux de participation dans les cités ne ren-dait hypothétique sa présence au second tour. En attendant, il apprend à mesurer la vivacité, et parfois la bassesse des coups portés contre hi, accusant un élu communiste d'Aubervilliers d'evoir lancé publique-ment cette devinette nauséabonde mais ciblée: « Quel est le comble pour le fils d'un éboueur? C'est d'être

« Héritiers de la classe ouvrière»

Hayette Boudjemia, ancienne vice-présidente de SOS-Racisme, reçoit son baptême du feu électoral dans un antre fief de la «ceinture rouge», Saint-Denis, on elle est candidate pour Génération écologie, face notamment an maire communiste sortant, Patrick Braouezec, et an fabinsien Henri Weber. Militante associative passée au politique, en même temps qu'Hadem Désar, candidat écologiste à Trappes (Yvelines), M= Boudjemia met en avant sa

connaissance des problèmes des cités où elle a toujours vécu : «Nous, jeunes des cités, nous sommes les héritiers de la classe ouvrière. Les politiciens doivent se rendre compte que nous ne nous tairons pas », lance-t-elle, excédée par les attaques dont elle fait l'objet.

Quant à l'association France Plus, elle aligne vingt-deux candidats à travers la France, chasunes ou gaulois s, comme Nourredine Heam à Dunker-que, Hugues Lemoine en Gironde ou Abderrhamane Tabet à Marseille. L'association présente aussi des can-didats dans des circonscriptions symdidata dans des circonscriptions sym-boliques, comme celles où sont pré-sents Michel Rocard, Louis Mermaz, Jean-Marie Le Pen, et les anciens responsables de SOS-Racisme, sa rivale. Après huit ans de lobbying pour la participation civique des beurs et des fils de haries, France Plus semble avoir tiré les conclusions de l'échec de sa stratégie de «place-ment» de ses militants auprès des partis politiques.

Ses candidats se présentent sous une étiquette autonome, «Ensemble aujourd'hui», et développent les thèmes généraux de la campagne de la gauche, avec, parfois, de surpre-nantes nuances. Candidat dans la première circonscription de Paris, Hassan Milai plaide pour le maintien de la sectorisation scolaire, et pour «une politique d'Intégration républi-caine dans le respect des droits et devoirs de chacun». A Marseille, Abderrhamane Tabet veut «interdire de construire des bâtiments de quare

permettant caux femmes de se consacrer à nos enfants et à la cellule familiale». A Dunkerque, dans la circonscription où se présente Michel Delebarre, Nourredine Henni invite à abriser ensemble le silence social (...) pour changer la vie».

Si les candidats issus de l'immigration out un point en commun, c'est de vouloir donner la parole aux populations des cités tou l'exclusion sociale et urbaine. Avant même la revendication du droit de vote aux élections municipales pour les etrangers, se pose le question de la participation civique des locatures des cités HLM. A Mantes-la Jolie, Farid Bonali, vingt-neuf ans, fait campagne dans l'immense ZUP du Val Fourré « où les partis politiques ne vont phis depuis longtemps et lais-sent le terrain au Front national». Militant associatif connu dans cette cité qui bat des records d'abstention, il souhaite que sa présence aux élec-tions législatives incite le Val-Fourie à sortir de sa réserve.

Cet autodidacte devenu cadre commercial a mis sur pied un «conseil de quartier» dans la cité, et se targue d'avoir fait inscrire mille quatre cents habitants, en 1992, sur les listes électorales. Entre deux cages d'escalier, deux «tractages», il pean-fine son discours, apprend à jouger ses adversaires, et rêve aux élections municipales de 1995, comme tout candidat qui se respecte.

PHILIPPE BERNARD



Construction d'un centre bancaire à Luxembourg-Kirchberg

de 130,000 m³ hors-sol et 160,000 m³ sous-sol avec parking souterrain de 132,000 m³ en 32 mois de calendrier débutant automne 1992.

Appel de candidatures

pour la réalisation en entreprise générale partielle des lots groupés suivants:

(I. B Courant faible (technique B)

- 1) Alarme-incendie
- 2) Système de gestion des chemins de secours 31 Installation de sonorisation (messages d'urgence)
- 5) Détection eau
- 6) Détection CO
- 71 Contrôle des émissions CO2, etc.
- 81 Càblage des réseaux de communication
- 9) Répartiteurs des réseaux de communication 10) Désenfumage
- 11) interphones
- 121 Horloges

II). Agencements intérieurs

- 1 | Travaux de chepes (54.000 m²)
- 2) Travaux de plátrage, enduits (11.500 m²) 3) Travaux de peinture (70.000 m²)
- 4) Serrurene, fermetures, barrières d'accès 5) Travaux de carrelage, dallage (21.000 m²)
- 6) Double-planchers (31.000 m²) 7) Faux-plafonds (39.500 m²)
- 8) Cloisona + finitions + habillage colonnes (28.500 m²)
- 91 Menuiserie bois (portes, armoires)
- 10) Cabines saniteires et vestiaires
- 111 Revêtements de sol souples (28.500 m²)

Les entreprises intéressées aux lots groupés II.B ou III. devront signifier leur intérêt par fax avant le 29 mars 1993

Banque Générale du Luxembourg S.A., Attn. Coordination Projet Kirchberg, 27, avenue Monterey à L-2951 Luxembourg, Fax (352) 4799-2521, qui les invitera à retirer le dossier de candidature. Ce dernier sera à retourner à le même adresse pour le 19 avril 1993 au plus tard.

Les convictions de Saadia Sahali

A l'emendre, Saudia Sahali est tombée très jeune dans la mamilte de l'écologie. A l'âge de dix ens, elle assiste impuissante à la démo-lition du evieux peys» de Sarrou-ville (Yvelines), un guartier popu-laire composé de vastes maisons anciennes où sile vit avec sa familie, d'origine algérienne, permi les Français st les immigrés. La nostelgie l'étrangle presque à louant dans les cours et les lardins individuels, l'ambience de village, le recisme ignoré, le rôle des grands-mères françaises » dans

son éducation de fille d'immigrés. La plupart des maisons du Evieux pays > ont été rasées, en 1975, per la municipalité com-muniste d'alors, pour laiseer la place à des immeubles. «On a fait exploser toutes les soliderités, les gens ont été expropriés, déracinés, se reppelle-t-elle. Ils se sont retrouvés en HLM.» Des HLM comme celles de la cité des Indes. qui ont été le théâtre d'affrontements, en 1991, après le meurire d'un jeune par un vigile de l'hyper-marché volsin.

« Défendre Pécole républicaine»

Près de deux décennies après la destruction du quartier de son enfance, Saadia Sahali, vingt-six ans, militante des Verts, est candidate de l'Entente des écologistes dans la circonscription des Yvelines où elle vit depuis son enfance, au nord-ouest de Paris. Elle se bat pour colonner le parole sur gens des quertiers », pour que l'autorouts A 14 et la nouvelle départementale 121 ne viennent pas détruire le cadre de vie. «L'es-sentiel du problème des banlieues à la dérive vient du fait qu'on n'écoute pas leurs habitants », estime cette fille d'ouvrier municipai, titulaire d'une maîtrise de sociologie urbaine et d'un troi-sième cycle d'aménagement et de développement local, aujourd'hui

bureau d'études spécialisé dans i question des banlieues.

Si la gauche avait accordé le droit de vote aux immigrés, con aureit gagné du temps, cer les jeunes seraient allés voter, mais aujourd'hui, c'est un faux problème», estime t-elle. À l'inverse elle salue le courage politique de Simone Veil, son personnage politique de référence, avec sa loi sur l'avortement : « Je lui dis merci pour la liberté des fernmes.»

Son propre itinéraire d'élève modeste mais modèle, son expérience de surveillante dans des établissements scolaires lui ont donné de solides convictions sur «l'école républicaine qu'il faut défendre», mais aussi sur la nécessité de modifier le système de nomination des enseignants e chefs d'établissement. «J'al vu des proviseurs qui avaient peur des élèves. Il faut nommer des professeurs volontaires dans les établissements difficiles, perfois trouver des gens qui sont prêts à

Longtemps animatrice de qui tier, Saedie Saheli a aussi participé à la création d'un groupe de travail sur le civisme, qui s'affiche comme un contre-pouvoir face au maire (CDS) de Sartrouville, Leurent Wetzel, dont l'inaptitude au dialogue avec les jeunes pendant les événe-ments de 1991 aveit été fort critiquée. Candidate des Verts soutenue par Génération Ecologie aux élections cantonales da 1992, la jeune militante avait surpris en obtenent 9,30 % des voix sur le canton de Sartrouville et près de 16 % dans la cité des Indes. Elle arpente aujourd'hul la circonacrip-tion, du Vésinst à Malsona-Laffitte, défendent « le droit au logement pour tous», « l'égalité des chances par l'enseignament» et «le solida-rité entre les générations». Des convictions trempées dans son enfance, au «vieux pays» de Sar-

M. Chrezet est condemné pour affiuvage. - Saisi en référé par M. Didier Berisni, maire (UDF-rad.) du vingtième arrondissement de Paris et candidat (UPF) dans la vingt et unième circonscription, le tribunal de grande instance de Paris e condamné, mardi 16 mars, M. Michel Chargat député (PS) de la capitale, pour nonrespect de la législation en matière électorale. Dans son ordonnance, le tribunal enjoint à M. Charzat de procéder à l'enlèvement des affiches collées de façon sauvage a sous astreinte de 500 F par infraction constatée», passé le délai de vingt-quatre heures nivant la notification du jugement.

M. Bariani a récemment subi

condamnation identique (le Monde daté 14 et 15 mars). O Polynésie française : M. Ven

elle à voter en faveur de Temeru. – M. Emile Vernaudon député sortant (mai prés) de Polyné-sie française, batin au premier tour dans la deuxième circonscription, a appelé, mardi 16 mars, à voter en faveur du candidat indépendantiste, M. Oscar Temaru, qui affrontera, le 28 mars, dans la première circonscrip-tion, M. Jean Juventin (RPR), prési-dent de l'Assemblée territoriale. Ce dernier a reçu le soutien de M. Alexandre Léontieff, député sortant, éliminé dès le premier tour dans la première circonscription, qui sou-



Le ministre de l'intérieur et de la sécurité publique, M. Paul Quilès, a installé mercredi 17 mars le Conseil supérieur de l'activité de la police nationale, dont les membres avaient été nommés la veille (le Monde du 17 mars). Instauré par un décret du 16 février 1993, le conseil est chargé d'émettre, « à partir des cas qui lui sont soumis, des avis sur le fonctionnement des sarvicas de la volice nationale dans ses relations avec le public » (le Monde du 11 novembre 1992 et du 20 février 1993). Les conditions de sa création ont fait l'objet de critiques émanant de l'opposition et de certains secteurs de l'institution poli-

Le Conseil supérieur de l'activité de la police nationale (CSAPN) vise à « lever les soupçons ou les doutes que les citnyens peuvent nourrir vis-à-vis de în police», a commenté M. Quilès, en installant la nouvelle autorité doot il avait prévu la création dans son « plan d'action pour la sécurité » du 13 mai 1992, Réunis place Beauvau, les dix-huit membres de ce conseil présidé par M. Roger Jac-quin-Pentillon, conseiller d'Etat honoraire, ont entendu le ministre présenter les grandes lignes de la mission confiée au CSAPN. «Sa nission est de dire la déontologie de l'activité de la police, a ajouté le ministre. Témoin placé à l'intersec-tion de la société et de sa police, le conseil doit être en mesure de véri-fier, d'attester que la force publique n'est pas détournée, que son objet reste bien la satisfaction des besoins de sécurité des citoyens. »

Demandé de longue date par des permande de iongre caue par des syndicats policiers soucieux de réconcilier la police et les citoyens, le conseil o'avait pas été, en lui-même, critique lors de sa création

Till the said of

député (RPR) Robert Pandraud. ancien ministre chargé de la sécurité dans le gouvernement de cohabitatinn entre 1986 et 1988, a contesté nne désignation qui intervient e à six jours des élections législatives ». Il est vrai que le code de déontologie de la police nationale nffre un précédent fameux : son décret de création avait été pris le 18 mars 1986, à la veille du retour de l'opposition aux affaires. De son côté, le Syndicat indépendant de la police nationale (SIPN), denxième force syndicale de la police en tenue, a regretté que le conseil ressemble à « un club très fermé et très « sélect » ayant un très lointain rapport avec le métier de policier de terrain».

Redoutant ce oouveau regard extérieur porté sur l'institutino pulicière, certains responsables craignent que l'efficacité des services ne nâtisse d'une transparence accrue. Ils a'effarouchent de la présence d'aussi ardents défenseurs des libertés que l'avocat Henri Leclerc. Le décret créant la nonvelle instance est pourtant un texte de compromis, moins novateur que l'avait souhaité le rapport confidentiel remis en 1991 au ministre de l'intérieur par le conseiller d'Etat Robert Bouchery (le Monde dn 19 mai 1991). Pour moitié, l'actuel conseil est ainsi composé de membres relevant du ministère de l'intérieur - doot six syndicalistes policiers et deux responsables des inspections générales (IGA et IGS) - et, pour le reste, de magistrats, d'avocats, de maires et de représeotants de la sociélé civile. Nombreux eofin soot ceux qui déplorent que le conseil ne s'intéresse pas au respect de la déontologie dans la gendarmerie, les douanes on encore les polices municipales.

La hante autorité dont la création a été décidée à la suite de l'assassioat du pasteur Douce, pourra aussi bien se pencher sur les «bavures» - l'action du pelnton des «voltigeurs» de la police pari-sienne, à l'intigine de la mort de l'étudiant Malik Oussekine en décembre 1986, par exemple - que sur des questions relevant de la police de proximité, comme l'accueil dans les commissariats ou les contrôles opérés sur la voie publique. Son instauration n'en

NOMINATIONS

M. André-Claude Lacoste devient directeur

Le conseil des ministres du mer-

lièrement appelé le «zin-zin». Au fil des ans, M. Michel Lavérie, qui devient aujourd'hui direc-teur général de l'Institut natinnal de l'environnement et du risque industriel (INERIS), s'est efforcé d'asseoir la crédibilité technique et l'indépendance du SCSIN et de la DSIN en matière de sûreté. Cette direction, qui s'est récemment illustrée par son rapport sur les conditions de redémarrage du surgénérateur Superphénix, dispose aujourd'hui de 170 personnes, dont une ceotaioe d'inspecteurs, pour suivre en permanence le parc des centrales uncléaires et combre

constitue pas moins, selon M. Quilès, «une rupture dans l'histoire de la police française ». A ses yeux, le CSAPN devra permettre à la police de « puiser su légitimité et su reconnaissance sociale auprès de la population, et non plus de l'Etat ». Pour être appréciée, a conclu le ministre, la force publique duit non seulement être efficace, mais «irréprochable au plan de la déon-

de la sûreté nucléaire française

d'autres installations, qui vont credi 17 mars a nommé M. Andréde la recherche à l'industrie, Claude Lacoste à la direction de la shreté des installations nucléaires (DSIN). A ce poste, il remplace M. Michel Lavérie, considéré [Né le 15 novembre 1941 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), M. André-Claude Lacoate est ancien élève de l'Ecole polytechnique (1960) et de l'Ecole supérieure des mines de Paris (1963). Cet ingénieur général des Mines, qui occupait depuis le mois de juin 1990 le poste de directeur général adjoint de l'in-dustrie, puis des atratégies industrielles, au ministère de l'industrie et du com-merce entérieur. a commencé sa carrière comme le père fundateur de cet nrganisme. Créée en 1991, la DSIN, qui est placée sous l'autorité conjointe des ministères de l'industrie et de l'envirocoement, est le fruit de la transformation do service central de sûreté des installations nucléaires (SCSIN), créé il y a une vingtaine d'années et fami-

an ministère de l'industrie et du commerce extérieur, a commencé sa carrière
en 1968 dans les mines de la région de
Valenciennes. En 1971, il devient chef de
l'arrondissement minéralogique NordPas-de-Calais et directeur de l'Ecole
nationale des techniques industrielles et
des mines de Douai. Sept ans plus tard,
il est chef des services de sécurité industrielle à la direction des mines, puls
secrétaire général de la direction de la
qualité et de la sécurité industrielle,
En 1985, il rejoint la direction générale
du développement régional de l'environnement industriel et technologique au
ministère de l'industrie, poste qu'il quittera pour occuper, en 1987, les fonctions
de chef du service d'action régionale i
pour la sécurité et la compétitivité industrielle et celles, en 1989, de chef du service de l'innovation et du développement
industriel et technologique à la direction
sénérale de l'industrie.

ÉDUCATION

Après la suspension de leur nomination au poste de professeur

Vingt-huit universitaires en appellent au Conseil d'Etat

des vingt-huit », les maîtres de conférences de droit et d'économie dont la procédure de nomination au poste de professeur a été suspendua dénoncent l'attitude du ministère de l'éducation

Les vingt-huit maîtres de conférences de droit et d'économie dont la procédure de numination au poste de professeur avait été suspendue par l'administration n'nnt pas l'intention de rester passifs. Jusque-là, ils n'avaient fait que subir les volte-face du ministère de l'éducatinn nationale qui, après avoir décidé de passer nutre aux avis négatifs du Conseil national des universités (CNU) sur leurs candidatures, choisissait de revenir sur leur numiostion pourtant annoncée par lettre numinative. M. Jack Lang, ministre de l'éduca-tion nationale, avait alors renvoyé la balle dans le camp des cinq sec-tions du CNU concernées (1), leur demandant de se réunir à nouveau pour étudier les dossiers complétés des candidats et rendre un nouvel avis d'ici le 15 mars (le Monde du

N'ayant aucune information officielle de la part du ministère, et considérant que le CNU « n'avait même pas rouvert les dossiers», les enseignants ont décidé de s'organi-ser sous la firme d'un « collectif des vingt-huit». Ils nat fait part, pour la quasi-totalité d'entre eux, de leur iotention de déposer individuellement no recours devant le Conseil d'Etat s'ils n'étaienl pas confirmés dans leurs fooctions de professeur. Il s'agit de faire annuier la décision de suspension de leur nomination et d'obtenir des dom-mages et intérêts pour ceux d'entre eux qui soot partis eoseigner en tant que professeur dans une nouvelle université.

gnants est pour le moins ubuesque. L'un d'entre eux assure deux cours à l'université de Clermont-Ferrand. où il a été affecté en tant que professeur, et un cours dans celle du Val-de-Marne (Paris-XII), nù il était maître de conférences. Tel autre se voit contraint d'abandonner l'nniversité de Marne-la-Vallée, nù il a mis sur pied depuis deux ans des enseignements et dirige une équipe de chercheurs, pour rejoiodre celle d'Orsay (Paris-XI) dont il dépend en tant que maître de conférences. « Nous occupons de fait deux postes sans être réellement affectés à aucun d'entre eux», a

« Comportement lamentable »

An-delà de leur situation personnelle, les « vingt-huit » veulent sur-tout dénnneer le « comportement inmentable du ministère». Paur eux, les membres du CNU ne sont pas en cause dans la mesure où leur rôle était de dunner un avis sur leur candidature. « Dans un Etnt de droit, unt-ils déclaré, lorsqu'un texte réglementaire est mauvals, on le change, Tant qu'il est en vigueur, on l'opplique. » Pour eux, il est extrêmement dummageable que le curps enseignant dans les disciplioes juridiques et éconnmiques soit composé d'une élite restreinte de professenrs et d'un groupe hypertrophié de maîtres de conférences.

Le ministère de l'éducation déclare « attendre les avis écrits du CNU et les résultats de la mission de réflexion sur cette procédure de recrutement pour se prononcer».

MICHÈLE AULAGNON

(1) Droit privé, droit public, science politique, sciences économiques et gestion.



Et si certaines remises servaient surtout à entretenir le flou sur le prix de vos lunettes?



58, RUE DE MIROMESNIL 75008 PARIS

DRUGSTORE ST LAZARE 15, RUE DE ROME **75008 PARIS**

36, RUE DE BEZONS 92400 COURBEVOIE

Selon un document officiel rédigé par les services de M. Joxe

La France a pris de nombreuses mesures de désarmement nucléaire en 1991 et en 1992

Pour la première fois, un document officiel rédigé par le ministère de la défense recense les initiatives prises unilatéralement par la France, en 1991 et 1992, en faveur de son désarmement oueléaire, sans, pour autant, qu'elle ait eu à participer oux accords START, entre les Etats-Uois et la Russie, de réduction de leurs propres ersenaux de dissuasion.

Ces mesures, dont certaines o'ont pas fait l'objet à l'époque de communiqués publics, figurent dans un bilan que M. Pierre Joxe appelé à la première présidence de la Cour des comptes - trace de son action de deox ans à la tête des armées.

Globalement, les crédits d'équipement affectés à l'armement oucléaire de la France sont passés de 32 089 millions de francs eo 1990 à 26 447 millions de francs en 1993, soit un déclin supérieur à 17 % sur quatre ancées eo fraocs

Daos l'ordre stratégique. d'abord, le gouvernement a mis en applicatioo ce qu'il a appelé « le principe de lo stricte suffisance», c'est-à-dire qu'il a limité les programmes, seloo le documeot de M. Joxe, a à quelques centoines d'ogives » au total. Aucnne autre précision o'est donnée, si ce o'est que le nombre des sous-marios oncléaires laoce-missiles, du modèle la Triomphant, sera définitivement limité à quatre unités et que le calendrier de leur fabrication a été étalé dans le temps,

La série des missiles Hadès limitée à trente exemplaires

Selon d'autres sources d'informatioo, il semble que le nombre de ces ogives oucléaires stratégiques eo ligne - tous systèmes porteurs confondos - soit aojourd'bui de quelque 450 têtes. De même, le Triomphant, qui est le premier de sera pas en service avant 1994. Le second, déjà baptisé le Téméraire, sera présenté aux essais officiels en 1997 et le troisième, qui devrait être commaodé en 1993, ne sera pas opérationnel avant le début du siècle prochain. Oo ignore la date

d'entrée en service du quatrième. Dans l'ordre des armes dites d'ultime avertissement (ou enciennement appelées pré-stratégiques, voire tactiques), ensuite, le gouvernemeot a pris toute une série de mesures qui visent à les retirer avant même la date prévue à l'ori-

Ainsi, les armes d'ultime avertissement (les bombes AN-52) qui équipaient les avioos Jaguar, Mirage III-E de l'armée de l'air et les Super-Eteodard de la marioe, oot été retirées du service et démantelées en 1991, au lieu de 1997. De même, les missiles sol-sol Pluton, dans les régiments d'artille-rie, ont été retirés du service et démentelés en 1992, au lieu de 1994. Enfio, la série des missiles Hadès a été limitée à trente exemplaires (au lieu de cent vingt), et le système n'a pas été déployé, mais il a été stocké dans un camp de l'armée de terre.

Seuls, dons l'ordre des armes d'ultime arvertissement, oot été maintenus des missiles aéroportés ASMP, qui équipent trois esca-drons de Mirage 2000 et deux flottilles de Super-Etendard.

Le document établi par les services de M. Joxe avant son départ du ministère retrace, enfin, les décisions qui ont abouti à la réductioo de l'alerte dans les forces oucléaires. Il est précisé, à cette occasion, que la marine a été autorisée à oc maintenir que deux sousmarins en permanence à la mer (au lieu de trois précédemment) et que l'armée de l'air a doublé les délais de réaction de ses avions porteurs d'uoe arme nucléaire. D'uoe manière générale, les exercices des forces nucléaires out été réduits de moitié de 1990 à 1993.

Il n'est pas fait meotion, en revanche, des conséquences de la suspension, interveoue eo 1992. des essais nucléaires en Polynésie. On sait néanmoins que, pour 1993, la subvectico attribuée par les armées au Commissariat à l'énergie atomique (environ 8,3 milliards de francs) a pris en considération les effets lies à un nouveau moratoire observé jusqu'à cet été.

J. l.

REPÈRES

BANLIEUES

Un lycéen armé ouvre le feu devant un lycée de Vitry-sur-Seine

Un lycéen armé d'un pistolat à grenailles e ouvert le feu sur un véhicule qui avait tenté d'enfoncer le portail de son établissement au moment de la récréation, mercredi 17 mara à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne), sens toutafoia faire de blessés. Le lycéen, ainsi que deux autres élèves du lycée d'enseignement professionnel « Las carrières», a été interpellé. Tous trois ont été relêchés, sur ordre du parquet, en fin d'après-midi. Celui qui possédait l'arma sera convoqué par le tribunal. Le proviseur, qui a porté plainte contre X pour la tentative de pénétration dans l'établissement, s'est déclaré « surpris » par la remise an liberté des trois lycéens et va en référer au rectorat. Les trois jeunes gens n'ont pas été edmis à reprendre lae cours, jeudi matin.

ENVIRONNEMENT

Les Verts contestent la nomination de M. Syrota à la tête du conseil général des Mines

Rendue publique lors du conseil des ministres du 10 mars, la nomination de M. Jean Syrote, PDG de la COGEMA (Compegnie générale des matières nucléaires), à la tête du conseil général des Mines - en remplacement de M. Raymond Lévy, ancien PDG da Ranault suscita une polémique entre les Verts et le ministère de l'industrie. Mr- Andrée Buchmann, porte-parole des Varts, a Immédiatement

dénoncé le « cumul scandaleux » de la présidence d'une société privée qui détient les clés de la filière nucléaire (l'uranium et l'usine de la Hague) et la vice-présidence d'un orgenisme public charge, antre eutres, de contrôler le bon fonctionnament des Instelletions

e On na peut étra an même tempe la contrôlaur at is contrôlé», dit-elle. Les Verts estiment qua ea cumul de fonctione est «illégal», aux termes de la loi du 13 juillet 1983, et qu'il présage mal du déroulement de l'enquête publique pour la ramise en route de Superphénix, qui sers ouverte

SCIENCES

Découverte d'une bactérie géante

La revue scientifique britannique Nature révèle dans sa demière édition, datée du 1B mars, l'existence d'un bectérie gigantesque, pratiquement visible à l'ceil nu car elle mesurn un demi-millimètra, soit une taille environ un million de fois supérieure à celle d'une bactérie banale comme Escherichia coli. Selon lee chercheurs qui sont à l'origine de cette annonce, Norman Pace et Esther Angert de l'université de l'Indiane (Etats-Unis) et Kendall Clements de l'université James Cook du Queenstand (Austrelie), catte bactérie, connue depuis un certain temps, avait, en raison de se taille, été clasaée parmi lee eucaryotea, des orga-nismes multicellulaires ce qui n'est pas le cae des bactéries. Ce nouvet organisme, qui a reçu le nom découvert dans le corps d'un poisson chirurgien pēché au large des côtes australiennes avec lequel il

COMMUNICATION

En Grande-Bretagne

Le directeur de la BBC sur la sellette

LONDRES

de notre correspondant

Quotidicocement alimeotée - depuis quinze jours - d'informa-tions et de rumeurs, l'«affaire John Birt» refuse de mourir. Elle rappelle à bien des égards la «traque» de l'ancien ministre, M. David Mellor, finalement obligé de quitter le gouvernement.

Les situations sont cependant bien différentes: M. Mellor était le héros malgré lui d'une banale his-toire d'adultère. M. Birt, lui, n'est «coupable» de rien. Disons qu'il a su babilemeot utiliser les arcaoes de la législation fiscale pour alléger sa feuille d'impôt.

Mais M. John Birt, directeur énéral adjoint de la BBC depuis 1987, devenu «ouméro un » depuis janvier dernier (il succède à sir Michael Checkland), n'est pas tont à fait un contribuable comme les autres. « Auntie » (taotioe), e'est-à-dire la BBC, est une institution. Comme la monarchie, elle est critiquée mais demeure sur un pié-destal. On attend de son directeur général qu'il soit à la hauteur de cette réputatioo. Or, il y a six ans, M. Birt a trouvé plus astucieux de se faire verser son salaire (environ 140 000 livres (1) par an, soit 95 600 fraoes par mois) sur la société qu'il avait fondée en 1980 avec son épouse Jane, la John Birt Productions Ltd.

Rien que de très normal : le contrat de M. Birt précisait sim-plement que celui-ci était employé comme « consultant free-lance» de la BBC. La « John Birt Productions Birt, - qui reçoit un salaire de 14 000 livres. Cette société permettait à ses (deux) employés de déduire certains frais professionoels: garde-robe, voyages, télé-pbone, journaux et livres, assu-rance, nettoyage, tickets de théâtre,

En conséquence, le salaire impo-sable de M. Birt figurait sur une tranche d'impôt bien moins doc-

Demandes de démission

Mais tout est rentré dans l'ordre, depuis... deux semaines. Le salaire de directeur géoéral de M. Birt (environ 150 000 iivres par an) est désormais déclaré comme celui de tout employé de la BBC. Les chif-fres les alors disease circulant sur les fires les plus divers circulent sur les «économies» ainsi réalisées par M. Birt. Celui-ci assure qu'elles n'ont pas dépassé la somme – déri-soire – de 810 livres. Mais le problème est moins arithmétique que de principe : tout cela est-il hono-

rable pour le directeur général de «Auntie»? Telle est la question à laquelle devront répondre rapidement les douze membres du conseil des gouverneurs de la BBC, eo sachant que leur propre présideot, M. Marmaduke Hussey, a autorisé et de facta couvert cet «arrangement» fiscal.

Alors que les demandes de

démission du nouveau directeur général – et de M. Husseys. – e multiplient, les membres du conseil de gestion, sinsi que les six journa-listes les plus infinents de l'an-tenne, viennent d'apporter publiquement leur soutien à M. Birt. Les qualités professionnelles de l'intéressé ne sont pas en csuse, an

u Uo nouveao directeur pour la Société de presse et d'édition an Cameroun. – Le ministère camerouneis de la commooication a désigné un nouveau directeur, M. Paui-Célestio Ndembiyembe, à la tête de la Société de presse et d'édition do Camerouo (SOPE-CAM), société éditrice du journal pro-gouvernemental Cameroun Tribune qui e vu sa diffusion chuter

de 100 000 à 10 000 exemplaires. M. Ndembiyembe remplace M. Joseph-Charles Doumba, secretaire général du comité central du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC, exparti uoique eu poovoir). Le

contraire. M. Birt est engagé dans uce profoode réforme interne. laquelle demande à chacun des sacrifices et de la... rigneur.

Certains disent même que ce sont ses opposants de l'« intérieur» qui «orchestrent » une campagne ponr faire tomber M. Birt et ses réformes. L'affaire est délicate à gérer : M. Birt reçoit les conseils de Sir Tim Bell, le «gourou» des relations publiques. Qui conseillait déjà M. David Mellor...

TAURENT ZECCHINI

(1) Une livre sterling - environ

Cameroun avait récemment interdit six journaux d'opposition, et empêché ootammeot la diffusion du Canard enchaîné (le Monde du 15 février). D'autre part, dans le domaioe de l'audiovisuel, un accord portant sur la formation, la coproduction et des « aides confraternelles » a été sigoé, lundi 15 mars, à Yaoundé, entre le directeur de la radio-télévision publique camerounaise, M. Gervais Mendo Ze, et le PDG de France Télévision, M. Herve Bourges, qui fonda et dirigea l'École supérieure interoationale de joornalisme de Yaoundé dans les années 70.

La puissance et le couple, Nouveou turbocompresseur à echangeur air-oir, 115 ch*. à 4000 tr/min. couple de 240 Nm à 2000 tr/min. Performance



Nouvelle Safrane 2,5L Turbo Diesel.

et souplesse.

Nous lui avons donné tout ce que vous espériez d'un motes

Le silence. Suspension penduloire du moteur. culasse renforcée. Absence de vibration. Le confort d'utilisotion. Disponibilité du couple ń bas regime. suspension pilotée electroniquement. direction i assistance variable. Vous êtes n bord de Sofrane.





3615 3616

Modèle présenté: Safrone 2,5 L dT RXE. Egulement disponible en versions RN et RT. Consommation aux 100 km





Les épines et les roses

Deux amies se détestaient d'amour tendre... Une comédie épatante signée d'une jeune réalisatrice britannique

ANTONIA ET JANE de Beebon Kidron

La beauté des laids se voit sans La beauté des laids se voit sans délais, disait Serge Gainsbourg; idem de celles des laides. Car Jane (Imelda Staunton), lunetteuse et complexée, fringuée comme un fauteuil sous sa housse, est belle sans le savoir. Elle adore Antonia (Saskia Reeves), qui elle est jolie, le sait, et en souffre, car rien n'est parfait. Jane dit très bien : « A parsait, et en soutire, car hen n'est parsait. Jaoe dit très bien : «A trois ans. Antonia me tapait dessus ; à huit, elle m'enterrait vivante ; à quinze, elle créait une société secrète et refusait que j'en sols membre. Inutile de vous dire que je la vénérais.»

Le ton est donné d'une comédie piquante et douce que la publicité s'obstine à placer sous la bannière tutélaire de Woody Allen, sous prétexte que l'une des amies est juive et que l'accessoire principal est uo divan de psychanalyste. Non, ce o'est pas du Woody Allen, c'est très anglais, féminin dans le bon sens du terme – autodérision et lucidité per de pleus rébesie met et lucidité, pas de pleurnicherie, -e est extrêmement bavard et bien joué, pleio de promesses quant à l'avenir de Miss Kidron, jeune personne précoce et déterminée. Photographe prisée dès l'âge de







Antonia ; Saskia Reeves

Les barreaux du futur

FORTRESS

quatorze ans, où elle fut l'une des seules à prendre des cliebés de la

«revolution des œillets» portu-gaise, elle a dejà réalisé deux autres films depuis Antonia et Jane, dont un à Hollywood, Used

People, avec Shirley MacLaine et Marcello Mastroianni...

se retrouver chaque anoée, pour

un diner, où elles arrivent en se

demaodant pourquoi elles sont venues, une fois de plus, avant de se tomber dans les bras et de se

raconter leurs vies décevantes et

contradictoires. L'action se déroule des années 60 à nos jours, les copines vicillissent à peine, le

décor autour d'elles change uo

On voit Jane, eurieuse de tout, ne se désespérant de rien, passer

de la méditation transcendentale à l'apprentissage de langues étran-

geres, faire assez souvent l'amour

avec application et sérieux, comme

tout, assumer son rôle de discjokey dans les soirées dansantes de la maison de retraite Golda-Meir, où une vieille dame la gave de

gâteaux au pavot qu'elle exècre...

Pendant ce temps, Antooia la blonde déprime, confirme que la beauté oe fait pas le bonheur et cultive ses peines de cœnr. Elle

finit évidemment par piquer le petit ami de Jane, et va jusqu'à l'épouser. Jane assistera au

De temps en temps Antonia el

Jane échappe à l'inévitable carcan du théatre filmé où il est volontalremeot enfermé, dérape jolimeot,

illustre avec uo humour tonique les angoisses existentielles de Jane. Un soir, elle allume la télé, tous

les programmes parlent d'elle, sa mère est loterviewée dans le cadre

d'une émissioo iotitulée « Les filles décevantes ». Ou celles d'An-

tonia. Elle va au cinéma, sur l'écran elle se voit, elle est ignoble, elle dénonce Jaoe à la Gestapo...

Mais à la fin, c'est l'amitie qui gagne, parce que l'amitié, c'est

plus fort que tout, ça résiste à tout. Même à l'amitié.

► La liste des salles où sont projetés les films sortis à Paris le 17 mars figure page 16.

D Mort de l'actrice américaine Helen Hayes. - La Miss Marple de la télévision, l'actrice américaine

de théâtre et de cinéma Helen

Hayes est morte le 17 mars dans l'Etat de New-York. Elle avait qua-

tre-vingt-douze ans. Elle avait reçu au cours de sa carrière deux Oscars

(einéma), un Emmy (télévision), trois Tonys (theatre) et un

Grammy (disque). Née en octobre 1900 à Washington, elle avait tenu son premier rôle à l'âge de einq ans dans une pièce sur la famille

royale britannique. Elle gagna son premier Oscar (meilleure aetrice) en 1931 pour son rôle dans The Sin of Madelon Claudet, un film

écrit par son époux, Charles Mae Arthur. Le deuxième Oscar (meil-leur second rôle) lui fut décerné en

1970 pour son rôle de passagère acariâtre dans Airport. Et elle gagna son Grammy en 1976 pour un dis-

que où elle avait enregistré le « Bill

of Rights», qui énonce les droits

fondamentaux des Américains.

Honneur rarissime: depuis 1955,

un théâtre de Broadway porte le

Cinéma francophone en Limousin.
 Sous le label « Francofilms », neuf films francophones sont présentés à

oière, coproductioo Belgique-Qué-bec), Sango Malo (Bassek ba Kobhio, Cameroun), La Sarrasine (Paul Tana,

Québec), Hyènes (Djibril Diop Man-bety, Séoégal) et Samba Traoré (Idriss Ouedraogo, Burkina-Faso). A quoi s'ajouterout une série de courts-métrages burundais et belges. Piu-

sieurs réalisateurs seront présents pour animer des rencontres, notam-

➤ Festival international de fran-

cophonie. 4 rue des Arènes. 87000 Limoges. Tél. : (16)

ment le Malien Adama Drabo.

55-32-32-68.

nom de Helen Hayes.

EN BREF

DANIÈLE HEYMANN

peu, cela suffit.

Done, deux amies se détestent d'amour tendre. Liées depuis l'enfance, elles ne cessent de se tirer dans les pattes mais s'obstinent à

de Stuart Gordon

Tout, tout pour le décor. David Copping, aidé de trois brillants messieurs des effets spéciaux, Paul Gentry, Tad Pride et Bob Clark, a inventé une forteresse bigh-tech, un cauchemar inhumain et chrome, une ruche d'esclaves terri-fiés qui s'enfonce de treote étages dans le sol, luisante de coursives métalliques, ersusée de cellules à claire-voie gardées par des lasers meurtriers, hantée de torturantes images virtuelles. Les prisonniers eux-mêmes sont pourvus d'« intestioateurs », implants diaboliques qu'ils ont été contraints d'avaler et qui décleochent des souffrances atroces dès qu'ils franchissent une ligne rouge tracée sur le sol : les barreaux du futur...

Le metteur en scène, Stuart Cordon, à qui l'on doit (en 1985) Réanimator, et, plus tard, le renta-hle scénario de Chèrie, j'ai rétréci les gasses, a placé sans se surmeoer quelques marionnettes dans cette geôle spectaculaire : des cou-ples qui ont enfreint «la règle» (un seul enfant par famille), des « droits communs », des « politi-ques », le mécbant directeur robo-tisé, le pauvre « latino » complexé, le bon Noir sacrifié, la jolie jeuoe femme enceinte et menacée (Loryn Locklin), épouse du heros de l'affaire, ex-soldat perdu qui va se raebeter. Dans ce rôle musculeux et conventionnel, Christophe Lam-bert est rendu à l'extrême pauvreté de son registre expressif, après l'embellie de Max et Jéré-

D. H.

Embolies

LES VAISSEAUX DU CŒUR d'Andrew Birkin

Au début, on a cru à un gag, on cherché le deuxième degré dans les scènes bucoliques où Greta Scacchi, maquillée tel no manneries tombe en arrêt devant le pectoral saillant sous la salopette de Vinceot D'Onofrio, lustré et frisotté comme un taurillon de publicité champêtre. La scène est bario-lée au filtre orangé comme daos un spot pour la bière ambrée, elle sera vitrifiée au bleu de Prusse pour la première galipette dans une grotte, tandis que la voix off déverse soo sirop de roman de gare. Mais non, ee n'est pas un gag. Cela devient gênant, à la fin, tant de bêtise alliée à tant de mauvais goût, au fil de séquences à Paris, aux Etats-Unis, à Londres, aux iles Vierges, à Montréal. L'unique consolation serait que l'argent de cette coproduction européenne aura un peu renfloué le défieit des compagnies actionnes. Ah ! au fait, il s'agissait d'une bourgeoise à angoisses, amoureuse d'un pauvre marin pêcheur écossais, des années 50 à avant-bier. Evidemment, ça ne pent pas finir bien. Si seulement

Revenants

HISTOIRES

DE FANTOMES CHINOIS Nº 3 de Ching Su Tung

Bien peu avaient vu le nº 1, à vrai dire assez conventionnelle affaire de fantastique oriental. Les spectateurs furent nettement plus nombreux, l'été dernier, pour découvrir le n° 2, réjouissant capharnaum de vieille mythologie, de bande dessinée, de kung-fu, d'effets spéciaux inventifs et brico-lés, d'humour et de videogame. On y reconnaissait, aux côtés du réaliinims trancophones sont presentes a Limoges (Haute-Vienne) et dans les villes de la région, du 19 mars au 5 avril : Gilo l'ingrat (Léonce Ngabo, Burundi), Ta Dona (Adama Drabo, Mali), Pardon Cupidon (Mandy, Belgique), la Plage des enfants perdus (Gillali Febrati, Maroc), Aline et Michel (Carole Laganière concoduction Belgique-Ouésateur, la patte de son producteur, le prolifique et insaisissable Tsui Hark. Ces spectateurs risquent d'être déçus par le n° 3. Parce qu'en gros e'est la même chose en na peu moins hien.

Ceux qui ont raté le deuxième épisode pourront tout de même s'offrir cette session de rattrapage, pour découvrir les moines volants, les belles mortes-vivantes, les monstres gluants et les guerriers farouches qui font tout le sel du genre. Mais cette fois le savaot mélange d'artifice et de farce, de j'men-foutisme et de savoir-faire se détricote. Il reste quelques morceaux de bravoure de la plus belle eau trouble, reliés par ce qui appa-raît, déjà, comme des poncifs.

J.-M. F.

t tout ce que vous attendiez d'un Diesel.



Laissez le plaisir conduire

7 km/h, 7,4 L à 120 km/h, 9,9 L en cycle urbain. Garantie anti-corrosion Renault 6 ans. RENAULT presente OIF



2 AVRIL

Les marchands de gloire

Pagnol / Martinelli

avec bonheur. R. Solls

Un pessimisme gal... avec juste parqu'il fait de canca ture... Exactement ce qu'on attend d'autmenteur en acenes La place la plus forte de Marcel Pagriol. Excellent

décors, sobres, nets. Mise en scene use sure de Martine De très grands interprétes et un portrait au vitriol de la société/trançaise après 1914-1978£ De l'excellent théâtre

GAUMONT AMBASSADE - ARLEQUIN FORUM HORIZON - 14 JUILLET BASTILLE **ESCURIAL PANORAMA** LES 7 PARNASSIENS - U.G.C. OPERA

Le salaud c'est Pétain "

Pour Chabrol, les discours de Vichy se passent de commentaires. D'appels à la délation en images absentes, les actualités d'époque sont sans ambiguité. Libération

L'idée est simple, l'ambition claire, le postulat fort, 'intention salutaire. Montrer Vichy, le régime de Vichy, la France de Vichy à la France d'aujourd'hui. Le Monde

> "L'oeil de Vichy" est un film nécessaire. Première

La démarche est d'une efficacité redoutable, et le film d'une indiscutable utilité. L'Evènement du Jeudi

Ces bobines tout droit sorties du cinéma en temps d'occupation nous en disent mille fois plus sur la valeur des images que toutes les thèses. Le Nouvel Observateur

"L'oeil de Vichy" atteint la qualité du film "Le Chagrin et la Pitié", et remet salutairement quelques pendules à l'heure. Le Canard Enchaîné

Chabrol nous rappelle la politique de collaboration, les lois antijuives, "la révolution nationale", le STO, Laval, Doriot... par le biais de ce film d'archives indispensable, passionnant et révoltant. Une grande leçon d'Histoire. Le Pélerin Magazine



CULTURE

L'Ecole du patrimoine au risque de la décentralisation

Les collectivités locales refusent d'assumer la charge financière des élèves conservateurs

L'École nationale du patrimoine (ENP) a pour ambition de former l'ensemble des conservateurs français (le Monde du 17 décembre 1992) dans des domaines aussi divers que les musées (de tnutes sortes), les archives, l'archéologie. l'inventaire, nu les bibliotècnes patrimuniales. Installée à Paris, boulevard Saint-Germain, dans un bel immerble construit par Char-les Garnier, l'architecte de l'Opéra, elle fétait îl y a trois mois l'arrivée de sa troisième promotion. Sur les trente-huit étudiants recrutés sar concours, oazc avaient réussi l'épreuve qui devait leur nuvrir les portes d'un établis-sement relevant d'une collectivité

Décentralisation oblige, ces affectations étaient même connues avant le concours. Elles répondaicot à un poste précis que

Pavillon

PROLONGATION
 3 DERNIERES

théâtre international de langue française

Les Filles du 5-10-15 C

"Comment ne pas souhaiter des nuées de visiteurs

(comblés)." Michel Cournet - LE MONDE. "C'est boule-

versant et magnifique." Laurence Liban - LE PARISIEN. "On

en sort pantelant d'émotion." Philippe Perez-L'EXPRESS.

LES RUSTRES

LOCATION: 48 78 04 04

t MOGADOR **t**

devait rejoindre l'étudiant après la sortie de l'Écolc. Mais, après la proclamation des résultats du concours, les collectivités territoriales, qui s'étaient engagées auprès de l'Ecole du patrimmne, se sont désistées. Elles ne pouvaient, affirment-elles, subvention-ner les études de futurs fonctionnaires incana qui passeraient dix-buit mnis de formation inin du centre où ils sersient affectés ultérieurement. Par ailleurs, les études «généralistes» suivies à l'ENP ne correspondraient pas souhaitées par ces collectivités.

Dix étudiants se sont donc retrouvés sur le pavé (la ville d'Evreux a en effet honnré sun engagement). Le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT), chargé de la formation

Mécro Porte de Pantin

pas très optimiste : « Notre rôle se borne à organiser des concours. Les élus recrutent qui ils veulent à partir de listes d'apittude. Ils peuyent même laisser un poste yearn. » Pour sortir de l'impasse, une solutinn est envisagée : faire payer les études par le CNFPT, et obtenir des collectivités un rem-boursement échelonné.

« Des désistements inadmissibles »

Mais les villes et les départe-Mais les villes et les départe-ments qui se sont dédits traînent les pieds. Ils préfèrent, toutes réficxions faites, cogager des « attachés de conservation », moins qualifiés certes, mais aussi mnins payés et corvéables à merci. L'Association générale des conser-vateurs des collectivités publiques refuse absolument cette « dévalue-tion de la profession » qui ne tion de la profession», qui ne

touche pas les autres postes administratifs recrutés par les villes, les départements et les régions.

Jean-Pierre Bady, le directeur de l'ENP, estime que «ces désiste-ments sont inadmissibles». Il a néanmoins proposé une transac-tinn : les élèves ayant réussi le concours de la function poblique territoriale pourraient faire une partie de leurs stages sur le lieu de leur future affectation. En cas de blocage définitif de la situation, le concours « général » de l'an prochain serait sans doute compromis. On peut aussi s'inquiéter de l'avenir de l'Ecole natinnale du patrimnine, qui avait l'ambition de devenir la grande école destinée à former les futurs «cadres» du patrimoine, dans tous les

EMMANUEL DE ROUX

PHOTOGRAPHIE

Paroles de Faucon

BERNARD FAUCON

à la galerie Yvon Lambert

e Un jour on se réveille devant le plus beau des paysages et on n'a plus envie que de se rendormir. » La belle parole de Bernard Faucon, bianche, brillante et manuscrite, s'étale autant sur l'herbe verte que sur la matière photographique : des coulcurs juliment restituées, sans cifet aucun, d'un paysage cadré carré. Le spectateur lit le texte, puis regarde le paysage, et cherche quelque correspondance. Pas

Bernard Faucon a toujours été un photographe qui voulait parler du vivant sans le montrer, le jugeant «in-photographiable». Ayant recours à la mise en sche, il a d'abord utilisé des mannequins de plâtre blanc, puis a laissé quelques traces dans des chambres d'or ou d'amour, a latroduit des taches rouses dans des passess et des ou anton a instruction les taxes et des intérieurs. Une seule fois, il s'est risqué à montrer de jeunes parsons, vite qualitées d'a idnice » et qui subissaient le sacrifice du feu.

Dans son dernier travail, intitulé les Ecritures, Bernard Faucoo a donc choisi un autre artifice: des mots en bois, de 50 centimètres à I mêtre de hauteur, inscrits dans les paysages vides du Maroc ou de Thailande, de l'île d'Elbe oo de Provence... Sur un chemin incer-tain, qui se perd vers une clai-rière: « Maintenant, le plus court chemin c'est de renaltre». Sur un

ressemble la fin du désir?» Sur des arbustes et herbes foisonoants: «On se rappelle ce qu'on se rappe-lait quand le printemps revenail.»

On retrouve les sentiments chers à Faucon : nostalgie, mélancolie, pessimisme, une certaine candeur, Et les traces incertaiges de l'homme. Les matières du sol sont cadrées très serré, et les couches se succèdent, pour déboucher le plus souvent sur le ciel. Jusqu'à présent, ses interventions étaient en parfaite harmonie avec la technique de l'enregistrement photographique. Il s'essaie, cette fnis, au procédé le plus risqué, dont on oe connaît guère d'exemple satisfaisant, tant il est eovahissant : les mots dans l'image. Cette dernière déteste la réalité inscrite des choses.

Les «installations» ont beau être intégrées au paysage, les sentences ont beau être énigmatiques, Faucon échappe rarement à l'anecdote et à la joliesse de l'effet. Ainsi cette image de rizière et de ciel de traîne, fort belle au demeurant, qui ciot le catalogue et sur laquelle il

➤ Les Écritures, galerie Yvor Lembert, 108, rue Vieille-du Temple, 75003, Paris, Tél. 42-71-09-33. Jusqu'eu 6 avril Catalogue, coédition Yvon Lam-bert/William Blake, 52 pages,



POUR UN OUI

041POUR UN NON

16 mars - 11 avril a Ivry 46 72 37 43

Nouvel Album TEMPO/AUVIDIS

O Erotas

ANGELIQUE IONATOS

78 290 Croissy s/Scine

TRAUDBERT ERBE

EXPOSITION DU 19 AU 31 MARS 1993 Performance de l'artiste : l'ous les jours de 12h00 à 20h00.



KRONOS QUARTET M. DAUGHERTY, J. ZORN

2 PL DU CHATELET 42 74 22 77

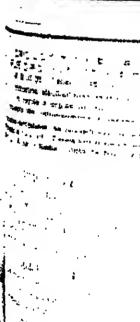
GALERIE LAROCK GRANOFF

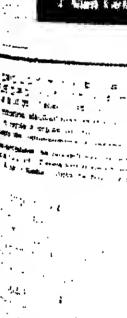
DUVILLIER LE CIEL DE LA MER

10 mars - 10 avril

13, quai de Conti 5006 Paris - 43-54-41-9









Création à Strasbourg de « The Pitchfork Disney » ou le charme sulfureux d'un excentrique anglais

de notre envoyée spéciale

Un frère et une sœur (Mohamed Rouebhi et Claire Lasne), des jumeaux, se sont volontuirement claquemurés. Voilà bien longtemps que leurs parents sont morts - ou ont disparu. Ils ont vingt-huit ans, et dix ans d'age mental. Ils se nourrissent de chocolat et de barbinourrissent de chocolat et de barbturiques, se racontent que leur
meison est le dernière encore
debout dans la ville, qu'aller faire
des courses revient à courir d'effroyables dangers. Ils se sont fabriqué un mnude de canebemar
enfantin, de terreur pure et dure
nù s'introduisent deux personnù s'introduisenl deux person-nages: Cosmo Disney, bel adoles-cent eu corps musclé, an visage d'ange (Jérôme Kircher), qui hait la maladie et gagne sa vie en man-geant des cafards. Il est accompa-gné de Pitcbfnrk (« la fourche ») Disney, géant débile, dangereux et doux comme la créature de Fran-kentein (Jean Lorrain). kenstein (Jean Lorrain).

kenstein (Jean Lorrain).

Même en son pays natal, l'Angleterre, Philip Ridley, l'euteur de The Pitchfork Disney - créé au Maillon de Strasbourg dans la mise en scène d'Anne Torrès, avant de venir en Théâtre de la Bastille à Paris, - est considéré comme un excentrique. Il e écrit des contes pour enfants, réalisé un lang-métrage, l'Enfant miroir, une histnire de gosses qui prennent leur voisine pour un vampire et lui font éclater nn crapaud au visage, c'est le débnt du film. Cinéma, récits, théâtre lui servent à nnurrir ses obsessions phobiques. Elles sont claires: le sexe, la bouffe, les mntiletions, la dégradetinn plus on moins rapide de la beauté.

L'imagination des personnages

L'imagination des personnages de Philip Ridley est entièrement tournée vers le plaisir de la peur, comme lorsque des gosses s'amnsent à se raconter des histoires de plus en plus abominebles. Mais Philip Ridley est un adulte, qui joue, méchamment, avec la part d'enfance demeurée en lui. Et il maîtrise parfaitement le jeu. Ses armes, sont la dénsion, le sens du grotesque ; il porte haut l'une des iunombrables formes de l'humour anglais, fantasque et carrement anglais, fantasque et carrément murbide. Ce n'est pas le « vert paradis des annurs enfantines », mais l'enfer brûlant des pervers polymorphes. Derrière les provoca-tions se lit une profonde, une irrécupérable douleur de vivre.

Les acteurs réunis en Maillan par Anne Torrès entrent evec panache dans ce jeu malsain et lui donnent sa dimension d'innocence. En particulier Jérôme Kircher et Mohamed Rouabbi, puisque aussi

bien la pièce tourne essentiellement eutour de leur affrontement sou-mission-séductinn. Ils sont drôles, vifs, ils sont ebarmants et même crédibles. Frôlant l'enfer, ils gar-dent leur distance. C'est le léger reproche que l'on pourrait faire au spectacle : s'en tenir à un parti pris trop sage de mise en scène face à la violente détresse de la pièce.

COLETTE GODARD ▶ Le Mailion, 13, pleen André-Mauroin à Stresbourg. Jusqu'au 20 mars, à 20 h 30. Tél. : 88-27-61-71.

▶ Théâtre de la Bastille à Paris, à partir du 25 mars et jusqu'au 25 avril, du mardi eu samedl à 21 heures, le dimunche à 17 heures. Tél.: 43-57-42-14.

An profit de Paralysés de France. - Du 19 eu 21 mars (de 10 heures à 20 heures), une vente d'art plastique aura lieu au profit de l'association des Paralysés de France (an siège d'AXA Assurances. 23, avenue Matignnu, 75008 Paris). Par eillenrs, un concert des Cosagnes de Rus-sieaura lieu le samedi 20 mars à 20 b 30 (Espace Reuilly, 21, rue Hénard, 75012 Paris), au bénéfice de le même associetion, ainsi qu'une projection du film l'Enfant-roi, de Roger Planchon, en evantpremière, le merdi 13 avril à 20 h 30 an Gaumont-Parnasse, 82, boulevard du Montparnasse, 75014

► Tél.; (1) 44-16-83-83.

□ Rectificatif. - Trompés par un maquillage particulièrement réussi, nous avons confondu, dans la distribution de Mireille, à l'Opéra-Co mique (le Monde du 16 mars) Valérie Marestin evec Rita Gorr qui chante le rôle de Taven er alternance. Que cette jeune chan teuse veuille bien nous en excuser.



DROUOT RICHELIEU 9, RUE DROUOT, 75009 PARIS Tél. : 48 00 20 20 - Télex : DROUOT 642 260 informations teléphoniques permanente en français et anglais au : 48 00 20 17 Seuf indications particulières, les expositions suront lieu rveille des ventes, de 11 h à 18 h. " Exposition le matin de la vente. Régisseur O,S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 45 63 12 66.

LUNDI 22 MARS

S. 3 - Bijoux. Décorations. - Mª ROGEON.

5 et 6 - 14 b 15. Tableaux et sculptures des XIX° et XX° siècles. M= ADER, TAJAN. M= M.-A. Prat, MM. A. Pacitti et
A. de Louvencourt, M. F. Baille, experts. Expo. Pub. le
20-03 11 h/18 h.

Bibelots. Mobilier de style. – M= OGER, DUMONT.

MARDI 23 MARS S. 8 - Livres anciens et modernes. - Mª OGER, DUMONT.

S. 9 - Tab., bib., mob. - M. BOISGIRARD. S. 12 - Timbres-poste. - Mª JUTHEAU-de WITT. M. Goebel, expert.

MERCREDI 24 MARS S. 5 et 6 - 14 b 15. Collection Jeanne et Robert-Jean CHARLES. Meubles et objets d'art. - Me ADER, TAJAN. M. J.-P. Dillée, expert. SUITE DE CETTE VENTE LE 25 MARS, salles 5 et 6. Expo. le 23-03, 11 b/18 h, les 24 et 25-03 tt b/12 h.

JEUDI 25 MARS 9 - Bijoux. Objets de vitrine. Orfèvrerie ancienne. Argenterie moderne. - M= AUDAP, GODEAU, SOLANET.

VENDREDI 26 MARS

Falences et porcelaines des XVIII et XIX S. (Porcelaines de Chine et de la C^{*} des Indes, porcelaines européennes et françaises). – M^{*} AUDAP, GODEAU, SOLANEI. 7 - Bijoux. - Me JUTHEAU-de WITT. Cabinet Cailles et Salit.

S. 13 - Tableaux, bibelots, membles. - M= LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

S. 16 - Bib. Meub. - M- BONDU.

ADER, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
D. BONDU, 17, rue Drouot (75009), 47-70-36-16.
JUTHEAU-de WITT, 13, rue Grange-Batelière (75009), 48-00-95-22.
JUTHEAU-de WITT, 12, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.
RHEIMS-LAURIN, 12, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.
MILLON, ROBERT, 19, rue Grange-Batelière (75009), 48-00-99-44.
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.
ROGEON, 16, rue Milton (75009), 48-78-81-06.

L'ordre maçonnique Le Droit humain



La Poste mettra en vente génévaleur de 3,40 F consacré eu cente-naire de l'ordre maçonnique mixte international Le Droit bumain. Il reproduit les effigies de ses fonda-teurs, Maria Deraismes et Georges

Si le 24 jnin 1717 apparaît à Londres ce qui est considéré comme la «loge mère du monde», il faut ettendre le 18 juin 1774 pour que les femmes soient recon-nues par le Grand Orient de France. Meria Deraismes (1828-1894), initiée en 1882 (loge symbolique écossaise mixte Les Libres-Penseurs), constitue la Grande Loge symbolique écossaise mixte de France Le Droit bumain le 4 avril 1893, qui devienl en 1899 l'nrdre maconnique mixte international Le Droit humain. A noter, par ailleurs, qu'un timbre a été consacré, en 1973, en bicente-naire du Grand Orient de France.

Le timbre, au format vertical

22 x 36 mm, dessiné et gravé par Marie-Noëlle Goffin, est imprimé en taille-douce en feuilles de cin-

P. J.

Vente anticipée à Paris, les 3 et 4 avril, dn 9 hauree è 18 heures, eu bureau de poste tamparaire « premier jaur » nuvert dens les locaux du Droit humain, 5, rue Julea-Breton, 13°, in 3 avril, de 9 heures à 12 heures, à Paris-Louvre RP et au bureau de Poste de Paris-Ségur, 5, avenue da Saxa, 7°; da 10 heuren è 17 heures, au Musée de la poste, 34, boulavard de Veugirard, 15° (boîtes aux lettres spécieles). Merie-Nnèlle Goffin, desninateur et gravaur du timbre, sera aur plece les deux jours pour dédicacer son œuvre.

Paur en nevoir plue : «La

Pnur en nevoir plue: «La franc-maçonnerie dévollée, histoirs générale illustrée par les timbres», de Jean-Luc Joing in le Munde des philatélistes d'evril 1991. A pareître, du même euteur, «L'indre meçonnique mixte internationel le Droit humain», in le Monde des philatélistes daté avril 1993.

Rubrique réalisée par la rédection du mensuel le Monde des philatélistes, 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 lvry-sur-Seine Cedex; téléphone: (1) 49-60-33-28, télécopie : (1) 49-60-33-29. Spécimen récent sur demende contre 15 F en timbres.

En filigrane



 Carnet autocollant polynésien. - Après avoir édité ses premiers timbres autocollants à 42 F et 44 F (100 F CFP = 5,50 F) le 9 janvier 1991, l'Office des postes et télécommunications de Polynésie française a émis, le 10 février, son premier camet de dix timbres autocollants à 46 F, non dentelée (prix de venta du cemet 460 F CFP). Le timbre, intitulé « Pêche couleur lagon », représente un lan-ceur de filet. Première philatélique mondiale, ce motif est utilisé en deux formats différents. Le timbra est vendu en carnet (17 x 23 mm) ainsi qu'en feuilles de 25 exemplaires (26×36 mm).

 Manifestations. – Journée d'échanges, bourse et exposition philatélique, marcophile et cartophile, dimenche 21 mars, au Centre culturel d'Hœrdt (9, rue Louis-Pasteur, 67720 Hoerdit).

Du 27 mars au 4 avril, 3 Festival de l'oiseau avec exposition philaté-Eque, bureau de poste temporaire,

à l'affice de tourisme d'Abbeville (80), 1, place de l'Amiral-Courbet (souvenirs philatéliques (15 F) et renseignements auprès de Pierre Sellier, tél.: 22-24-77-50). Ventes. – importante vente à

19

prix nets Behr (Peris, tél. : (1) 42-97-42-62). Au catalogua, plus de 3 600 lots dont sélection de classiques comprenant une trentame de 20 c noir type Cérès (350 F à 27 500 F, selon état). sept 1 F vermillon (nº 7a, vif obli-téré à 115 000 F); superbe ensemble de ballons montés de la guerre de 1870-1871 (Richard-Wallace, de 1870-1871 (Richard-Wallacte, Gazette des Absonts n° 32, «lette d'un bellin neufregé...», 185 000 F). Quelques variétée mndarnes clansiques : Baudnt, erreur de date à 17 500 F, Agam, couleur noire omise à 12 000 F.

Vente à prix nets Tautghalian (Suresnes, tél. : (1) 45-06-74-391 spécialisée en marques postales France et enlonies. Plus de 2 000 lots, dont cachets d'antrée en Essace et enlories d'antrée en Essace et enlories d'antrée en France et ablitérations sur timbres types.

Vente sur offres Jean Raun (Saint-Germain-en-Laye, (1) 34-51-96-12) dôturée le 8 evrit. Autographes, 385 lots dont nom-breuses pièces postales.

Vente sur nffres Tnmy-Anka (Paris, tél (1) 47-70-45-72) clôturée le 31 mars. Plus de 4 000 lots de France et monde entier. Egalement, lots thématiques, cartes postales et

Un certain bleu pénètre dans l'âme, et un certain rouge

modifie la



Matisse. Extrait du Hors-Série Télérama.

Sur 100 pages, 140 reproductions, Butor, Le Clézio, Juliet, Ben Jelloun, Char, Del Castillo, ses amis, ses modèles racontent "leur" Matisse. Hors-Série Matisse de Télérama, en vente chez votre marchand de journaux. 48 F. Télérama

PRENEZ VOTRE CULTURE EN MAIN.

[K) [] 服 [[]

MARIN WI

40.67.97.86. Emrée : 13 F. Jusqu'au 10 sep-

AU.5797-06: cites : Carter national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. de Président-Wilson (47-23-36-53), T.i., sf mar. de 8 h 46 à 17 h, Entrée : 25 F. Jusqu'su 12 avril. JULIEN COULOMINIER. Ebiliothèque Nationale, galerie Colbert, 6, rue des Petits-Champs (47-03-81-26), T.i.j. af dim. de 12 h à 18 h 30. Jusqu'su 10 avril.

DANCES TRIACES. Bibliothèque du Palais Gernier ordez de Paris, place de l'Opéra

Gernier, opéra de Paris, piace de l'Opéra 47-42-07-02). T.I., de 10 h h 17 h. Jusqu'au

DE GOYA A MATISSE. Bibliothèque Natio DE GUYA A MATISSE. BESCOTICUS PERDI-nele, gelerie Colbert, B., rus des Perits-Champs, 2, rus Vivienne (47-03-81-25). T.L., du 11 h h 18 h. Jusqu'au 30 avril. DESSINS DE KUROSAWA. Musée restonat

18 h. Jusqu'ai où avri.

DESSINS DE KUROSAWA. Musée retional
des Arts seistiques - Guimet, 5, pl. d'féna
(47-23-61-65). T.i.l. et mar. de 8 h 45 à
17 h 15. Entrée : 32 F l'omprenent la visite de
muséel, Jusqu'au 18 avri.

DON MCCULLIN. Rétrospective. Centre
national de la photographia, Palais de Tokyo,
13, av. de Président-Wilson (47-23-36-53).

T.i.j. et mar. de 8 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F
(entrée de muséel. Jusqu'au 12 avri.
HENRI GERVEX. Musée Carnavalet, 23, rus
de Sévigné (42-72-21-13). T.i.j. et lunc titus
de 10 h à 17 h 40. Entrée : 35 F. Jusqu'au
2 msi.

INTERVENTIONS 8UR COLLECTION.

INTERVENTIONS SUR COLLECTION.

INTERVENTIONS 8UR COLLECTION.
Musée de l'assistance publique - Hôpitaux de
Peris, hôtal de Miramion - 47, quai de la Tournelle (46-33-01-43). T.Li. af lun., mar. et jours
tériés de 10 h à 17 h. Jusqu'au 18 avril.
KALINA. Des Amérindiens de Guyane à
Paris en 1892. Musée des Arts et Traditions
ropulaires. 8. av. de Mehatma-Gandhi

Paris en 1892. Musee des Julie 4. 1900 populaires, 8, ev. de Mahatma-Gandhi (44-17-80-00). T.i.j. af mar. de 8 h 45 à 17 h 15. Jusqu'au 29 mers.

PASCAL LIÈVRE. Nos papiers d'identité. Musée de la Posta, salle 15, 34, bd de Vaugirard (43-20-15-30). T.i.j. af dan. de 11 h à 13 h bengins 3 archieu (43-20-15-30).

rard (43-20-15-30). T.i.j. sf cirr. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 3 evri.

MARSEILLE AU XIX-, RÈVES ET TRIOMPHES D'UNE VII.LE. Musée rational des Monuments français, palais de Chellot, place du Trocadéro (44-05-39-10). T.i.j. sf mar. de 10 h 30 h 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Conférences les mer. de 18 h 30 à 19 h 30 (accès fibre avec le billet d'entrée). Entrée : 27 F. Jusqu'au 5 juillet.

MOISAN. Histoires d'une Bépublique de De Gaulle à Mittherrand. Musée-galarie de la Seian, 12, rue Surcouf (45-56-60-17). T.i.j. sf cirr. et jours fériés de 11 h à 18 h. Entrée : 26 F. Du 18 mars au 29 mei.

PARIS, LA VILLE ET SES PROJETS. Pavison de l'Arsenal, rez-de-chaussée, 21, houlevand

de l'Arsensi, rez-de-chaussée, 21, houlevard Morland (42-76-33-97). T.i.l. af iun. de 10 h 30 à 18 h 30, dan. de 11 h à 18 h. Jus-

10 h 30 à 18 h 30, dant, de 11 h a 10 h 30 qu'au 18 décembre.
PEINTURES RACONTÉES, IMAGES EN PAROLES. Musée d'Art maif Max Fourny halle Seint-Pierre, 2, rue Roneard (42-58-74-12), T.I.I. sf kun, de 10 h à 18 h. Erarée : 22 F. Jusqu'au 30 octobre.
PIPES A EAU CHINOISES. Musée galerie de la Seita, 12, rue Succouf (45-66-60-17), T.I.I. sf dire, et jours lédés de 11 h à 18 h. Du 18 mars au 29 mé.

au 29 mei.
LE PRINTEMPS DES GÉNIES, Bibliothèque Netionale, galaries Mansart et Mazarine, 58, rue de Richelieu (47-03-81-10), T.L.), de 10 h à 20 h, Entrée : 30 F, Jusqu'au 23 mai.
OUI A EU CETTE IDEE FOLLE... PARIS A L'ÉCOLE, Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Mortand (42-78-33-87). T.L.), sf lun. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 3 mai.

qu'eu 3 mai. RAO-POLYNÉSIES. Musée retional des Arts

RAO-POLYNÉSIES. Musée national des Arts africeins et océaniens, 293, av. Deumasni (44-74-84-80). T.I.j. sf mar, de 10 h à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 18 h. Enzée : 23 f. Jusqu'su 29 mars.

LA RENAISSANCE DE LA MODE ITA-ILENNE. Florence, la Sala bianca 1962-1973. Musée des arts de la mode et de textile - Pateis de Louvre, 109, nue de 19voi (42-60-32-14). T.I.j. sf lun. et mar. de 12 h 30 à 18 h. dim. de 12 h à 18 h. Enzée : 30 f. Du 20 mars au 1° soût.

à 18 h, dim. de 12 h à 18 h. Emines : 30 f. 50 20 mars au 1" soût. RODIN SCILPTEUR. Œuvres inficonauses. Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne (47.05-01-34). Tij, sf km. de 10 h à 17 h, de i" au 30 m/h tij, sf km. de 10 h à 17 h, de i" au 30 m/h tij, sf km. de 10 h à 17 h 46. Empée : 21 F. Jusqu'au 11 swril. SYMAGOGUES D'ALSACE. Musée d'art juif, 42, rue des Saules M2-67-84-15). Tij, sf van. at sam. de 15 h h 18 h. Jusqu'au 31 mars. MARGUERITE YOURCENARI. Musée de la Posto, 34, bd de Vaugirard (43-20-15-30). Tij, sf dim. de 10 h h 18 h. Jusqu'au 15 mai.

CENTRES CULTURELS

ACTIONS, JOURDA & PERRAUDIN, 350.
PLACE D'YOUVELE Institut français d'actitecture, 8 bis, rue de Tournon (46-33-90-39).
T.I., efeira, et lun, de 12 h 30 à 18 h. Jusqu'au

24 and.

ART ISLAMIQUE ET MÉCÉNAT. Trécos du Koveit, collection al-Sabeh, Miusée national de Koveit, institut de monde arbe, 1, rue des Fossés-Seim-Bernard (40-51-38-38), T.I.J. st lon. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 18 mai.

18 mai.

18 mai.

18 mai.

AMADOU BA. SOULEYMANE KEITA.

AMADOU BA. SOULEYMANE KEITA.

SERIGNE MBAYE CAMARA. OUSMANE

SOW. Le Monde de l'art. 18, rue de Paradis

(42-46-43-44). T.I.j. sf dim. de 13 h h

19 h 30, km. de 14 h à 18 h. Jusqu'su

qu'eu 10 me. AMDRÉ FRÉNALID. Poème, chant d'ombre. Gelarie de la BPL Jusqu'eu 17 mai. JÖRG MANENDORFF, Geleries contemporaines. Jusqu'au 12 avri. HENRI MATISSE (1904-1917). Musée nezionel d'art moderne, grande gulerie. Jus-qu'eu 21 juin. PHOTOGRAPHES D'AMÉRIQUE LATINE DANS LES COLLECTIONS NATIONALES. Galario de fonsm. Jusqu'au 28 mars. REVUE VIRTUELLE Nº 5, IMAGES ÉVOLU-TIVES. Galories contemporeines. Jusqu'au

Musée d'Orsay

Entrée quel Anstole-France, pl. Henri-de-Mon-therland (40-49-48-14), T.L. af lun. de 10 h à 18 h., dim. de 8 h h 18 h, jeu. de 10 h à 21 17 40. 1893 : L'EUROPE DES PEINTRES, Entrée 35 F, billet jumelé musée exposition : 50 F. Jusqu'au 23 mai. 1893 : WAGNER ET LA FRANCE Exposition-dossier, Jusqu'es 30 mei JEAN-CAMILLE FORMIGE (1845-1926), DESSINS D'ARCHITECTURE, Expositiondoester. Du 23 mars au 13 juin. LES FRANÇAIS PEINTS PAR EUX-MÉMES. Exposicion-doester. Du 23 mars au 13 juin.

Palais du Louvre

Porte Jaujard - côté jardin des Tuileries (40-20-51-51). T.L.; sf mer. 9 h à 17 h 15. Noctume un hun, sur deux et le mer. jusqu'à 21 h 15. PRANÇAIS DU XVII- SIÈCLE DESSINS FRANÇAIS DU XVII- SIÈCLE DESSINS FRANÇAIS DU XVIII SIECLE
DANS LES COLLECTIONS PUBLIQUES.
Françaises. Pavilion de Flore. Entrée : 36 F
pais d'entrée de musée). Jusqu'au 26 avri.
LES NOCES DE CANA, DE VERONÈSE.
LES NOCES DE CANA, DE VERONÈSE. Une couvre et sa restauration. S Etats. Entrée : 35 F. Jasqu'au 3 mai.

Grand Palais

Av. W.-Churchill, pl. Clamenceau, av. Gel-Eisenhower,
AMÉNOPHIS III, Le pharaon-soleil, Geleries
netionales (44-13-17-17), T.I.), ef mar. de 10 h
à 20 h, mer. jusqu'à 22 h, Entrée : 42 F. Jusqu'au 31 mai.
JACQUES-HERRI LARTIGUE A L'ÉCOLE
JACQUES-HERRI LARTIGUE A L'ÉCOLE DEJ JEU, 42-56-37-11), T.I.J. of mar. et mer. de 11 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au SALON DU LIVRE (42-56-45-10), T.1]. de 11 h à 18 h 30. Envée : 45 F. Jusqu'au SIÈCLE DE TITIEN, Galeries nationales (44-13-17-17): T.L., sf mer. do 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h, Entrée : 45 F, lun. 31 F. Jusqu'au 14 juin.

Galerie nationale du Jeu de Paume

Piece de la Concerde (42-60-88-69, T.I.). sf fan. de 12 h à 18 h, sam. et dâm. de 10 h à 13 h, mar, jusqu'à 21 h 30. MARTIN BARRÉ. Les armées quatre-vingt. Entrée : 35 F. Jusqu'au 11 styll. DAVID RABINOWITCH. Entrée : 36 F. Jus-d'au 11 sura.

MUSÉES APOLLINAIRE, CRITIQUE D'ART, Pavillon

APOLLINAIRE, CRITIQUE D'ART, Pavilton des Arts, 101, rue Rembuteau (42-33-82-50). T.i.; sf lun. et jours fériés de 11 h 30 è 18 h 30. Entrée : 30 F. Jusqu'au 8 mei. AU PARADIS DES DAMES. Nouveautée, modes et confections 1810-1870. Musée de le Mode et du Costame, Paleis Cellera, 10, sv. Pierre II-de-Serbie (47-20-85-23). T.i.; sf lun. et jours fériés de 10 h è 17 h 40. Entrée : 35 F. Jusqu'au 29 svril. BEYROUTH CENTRE-VILLE. Centre national de la photographie, Paleis de Tokyo, 13, sv. de Président-Wilson (47-23-36-53). T.i.; sf mer. de 3 h 45 è 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 12 avril. DANIEL BOUDDINET. Missien de petrimoine photographique, Paleis de Tokyo, 13, av. de Président-Wilson (47-23-36-53). T.i.; sf mar. de 3 h 45 è 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 18 avril. LES CABARETS OE MONTMARTRE 1875-1940. Musée de Montmertre. 12, rue Cortot (46-06-61-11). T.i.; sf lun. de 11 h à 18 h. Entrée : 29 F. Jusqu'au 18 mai. LE CACHET DE L'ART FAIT FOI. Peacal Lièvre. Musée de la Posta, 34, bd de Vaugirard (43-20-15-30). T.i.; sf dirt. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 8 avril. CHAGGAL ET SES TOILES. Jerdin d'Accime-

Lièvre. Musée de le Posts. 34, bd de Vaugirard (43-20-15-30). T.i., sf dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 24 mars. JEAN-FRANCOIS BRIANT, CHRISTIAN Ausqu'au 8 avril.

CHAGAIL ET SES TOILES. Jerdin d'Accimentation, musée en Herbe, bois de Boulogne, bouleand des Seibns (40-67-97-88). T.i. de 10 h 18 h, sam. de 14 h h 18 h. Ausgr'au 20 mars. JEAN-FRANCOIS BRIANT, CHRISTIAN HENRY, Hône de Ville, sale Saint-Sem, 3, rue Lobes, porche côté Seine (42-76-40-66). T.i. sf lun. de 11 h à 13 h. Jusqu'au 24 mars. JEAN-FRANCOIS BRIANT, CHRISTIAN HENRY, HÔNE de Ville, sale Saint-Sem, 3, rue Lobes, porche côté Seine (42-76-40-66). T.i. sf lun. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 24 mars. JEAN-FRANCOIS BRIANT, CHRISTIAN HENRY, HÔNE de Ville, sale Saint-Sem, 3, rue Lobes, porche côté Seine (42-76-40-66). T.i. sf lun. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 24 mars. JEAN-FRANCOIS BRIANT, CHRISTIAN HENRY, HÔNE de Ville, sale Saint-Sem, 3, rue Lobes, porche côté Seine (42-76-40-66). T.i. sf lun. de 11 h à 13 h. Jusqu'au 24 mars. JEAN-FRANCOIS BRIANT, CHRISTIAN 24 mars. JEAN-FRANCOIS BRIANT, CHRISTIAN 25 mars. JEAN-FRANCOIS BRIANT, CHRISTIA

PARIS EN VISITES

VENDREDI 19 MARS

« Les passages couverts du Sentier où sa réalise la mode féminina. Exo-tisme et dépayssment assurés » (deuxième parcours), 10 h 30, 3, rue de Palestro (Paris autrefois). « Jardine et citée d'artistee de Montsourie», 14 h 30, RER Cité-Uni-versitaire (Parie pittoresque et inso-lite).

itie).

« L'Opéra-Gamier et son Musée »,
14 h 30, en haut des marches extérieures, à gauche (Tourisme culture).

« Les appartements du prince et de
la princesse à l'hôtel de Soubise »,
14 h 30, 50, rue des Francs-Bourgeois (E. Romann).

geois (E. Homann).

« Des appertements royaux du Louvre eux Nocea de Cene de Véronèse», 14 h 30, métro Louvre (Art et histoire).

« Hôtels et jardins du Mareis. Place des Vosges», 14 h 30, sortie métro Sent-Paul (Résurrection du passé).

«Sept des plus vieilles maisons de aris», 14 h 40, devant le mairie, place Baudoyer (Paris autrefols). « L'encienne demeure des archevêques de Sens et la bibliothè-

que de Samuel Forney» (limité à trente personnes), 15 heurs, 1, rue du Figuier (Monuments historiques).

«L'hôtel Reneissance de Marie-Touchet, le salle souterraine des moines d'Ourscamp », 15 heures, 22 bis, rue du Pont-Louis-Philippe (D. Boucherd). « Authenticité des textes médié-vaux », 15 heures, sortie métro Tem-ple (I. Hauser).

tun clottre inconnu de Saint-Tho-mas-d'Aquin », 15 heures, portail de l'église, place Saint-Thomas d'Aquin (Peris et son histoire). «La Sorbonne. Histoire de l'Univer-shé et du Cuartier letin», 15 heures, 46, rue Saint-Jacques (Connaissance d'iel et d'ailleurs).

CONFÉRENCES

Faculté de médecine, amphithéâtre Binet, 19 h 3D : «Rencontre avec Eugen Drawermann», débat enimé par J.-P. Guetny (Goethe Institut. Tél.: 44-43-92-30).

Nous publions le jendi (daté vendredi) la liste des expositions qui ont lieu à Paris et en région parisienne à partir de mercredi. Une sélection commentée figure dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

phorien, entrée de l'église Saint-Germain-des-Prés, 3, place Saint-Germain-des-Prés (42-76-67-00). Ouverture permanente de la chapelle les man, et jeu, de 18 h à 17 h, Jus-qu'au 31 décembre. PEDRO CALAPEZ, RUI SANCHES, Chapelle Saint-Louis de la Saipérière, 47, bd de l'Hôpital (45-70-27-27). T11, de 8 h 30 h 18 h 30. Ou 18 mars au 2 avsi. ANTONIO CARIELLI. Maison de l'Amérique laine, 217, bd Saint-Germain (49-54-75-35). T11, sf sem, et dim, de 10 h à 22 h, Jusqu'au 25 mars.

25 mers.
FABIAN CERREDO, Peris Art Center, 36, rue
FABIAN CERREDO, Peris Art Center, 36, rue
Felguêne (43-22-39-47). T.I.j. sf dim., lun. et
jours fériés de 14 h à 18 h. Jusqu'eu 27 mers.
COLLECTION RINACO MOSCOU. Crises
des dépôts et consignations, 56, rue Jecob
(40-49-94-63). T.I.j. sf dim. et lun. de 10 h à

(40-49-94-63). T.11, at den, at lun. de 10 h a 18 h 15. Jusqu'au 24 avril.
COSTUNNES ET TEXTRLES DES MAYAS.
Bibliothèque Forney, hôtel de Sens, 1, rue de 13 h 30 à 20 h. Emrée: 20 f. Jusqu'au 3 avril.
A COULEUR DANS LES LYRES,
AFFICHES, INSTRUMENTS SCIENTIFICURS. Et techniques, ancient et modarmes.
Ecole neficonie supérieure des Beaux-Arts, chapelle des Petits-Augustins - 14, rue Bonsparte 47-03-60-00), T.11, de 8 h à 12 h et de 14 h h 17 h 30. Du 22 mers au 27 mars. 17 h 30. Du 22 mars au 27 mars. COULEUR POUR LES VILLES RUSSES. Mai son de l'architecture, 7, rue de Chaillot (47-23-81-84). Tili sf dira. et lun. de 13 h h 18 h et le sam. de 11 h h 17 h. Jusqu'au

3 avril.
MANUEL DE FALLA. Compositaur et musi-MANUEL DE FALLA. Compositeur et musielen. Instinto Cerventes, 7, rue Quertin-Bauciert (47-20-83-45). T.J., st dirn. de 12 h h
20 h. Jusqu'au 29 mars.
EDEN COSMICUE. Intercibb 17, 47, rue de
Saussure (42-27-88-81). Mer. de 14 h à 17 h,
jeu. de 10 h h 12 h et de 18 h à 22 h, ven.,
mer. de 10 h à 12 h 30, lan. de 10 h h 12 h et
de 14 h à 20 h. Jusqu'au 9 swil.
ENTRE CHATTS-YFLIK. Ché de chamier de la
Bibliothèque de France, 139, qual de la Gere
(44-23-03-70). T.J., de 10 h h 7h. dirn. de
11 h à 17 h. Jusqu'au 15 swil.
THIERRY FAVREUL. L'Entrapôt, 7-9, rue
Francis de Pressense (45-40-60-70). T.J., de
14 h à 22 h. Du 22 mars au 29 mars.
HEINER GCEBBELS. Bruits et octaves.
Gosthe Institut de Paris, 17, av. d'Ióna
(44-43-42-30). T.J., et sam. et dirn. de 10 h à
20 h. Jusqu'au 31 mars.

(44.43.92.30). 11, sr sam, actain as is in 20 h. Jusqu'au 31 mars.
LA GUERRE D'HIVER. Institut finlandeis, 60, rue des Ecoles (40.51-89-09). 7.1.j. sf dim., kun. de 14 h à 18 h, jen. jusqu'à 21 h. Jusqu'au 20 mars. 1.00C HAMON. Nord Belgique. Centre d'ani-mation Saint-Michel. 8, place Saint-Michel (43-54-16-53). T.L., sf dim. de 14 h à 21 h 30, sam. de 14 h à 18 h. Jusqu'au

20 mers. IMAGES TISSÉES D'EGYPTE, Taples IMAGES TISSÉES D'EGYPTE. Tapleseries de l'ateller Wisse Wassel, hestiut du monde areise. 1. rue des Fossés-Seint-Bernard (40-51-38-38). T.J.; s' han, de 10 h à 18 h. Entrée: 15 F. Jusqu'au 10 mal.
INDES MERVEILEUSES, Chapelle de la Sorbonne, plese de la Sorbonne (40-46-24-97). T.J.; de 11 h à 17 h 45. Jusqu'au 15 mal.
ITINERAIRES - PHOTOGRAPHE: D'HERVÉ BELLAMY. Théâtre de la Cré intermationale de Paris, 21, boulevard Jourdan (46-89-38-89). T.J.; s' mor. de 18 h à 0 h, dirn. de 15 h à T.I.]. of mer. de 18 h à 0 h, dim. de 15 h à 18 h. Jusqu'su 28 mers. OLJA IVANJICKI, Centre cultu

123, rus Seinz-Martin (42-72-50-50). T.l.; sf dim. de 11 h à 18 h et un sern. sur deux de 14 h à 18 h. Jusqu'eu 20 mers.

JARDINS D'ARTISTES. Photographies d'Erica Lemand. Parc florai de Paris, pesvilion 21, espienade de château de Vincennes - Bois de Vincennes (43-43-92-95). T.l. de 3 h 30 à 17 h. Enuée : 10 F fortx d'enuée de parc). Du 18 mars su 18 mai.

JEAN-CLAUDE SILBERMAN PRÉSENTE CLARE CHALET. Galerie de Forum Seint-Eustache, 1, rue Montmartre (42-33-39-77). T.l.; sf dim. et lan. de 15 h à 18 h. Jusqu'eu 27 mars.

KILIMS ANCIENS D'ANATOLIE, DE PERSE ET D'IRAN. Clotre des Bileuss. 24, rue des ET D'IRAN. Clotre des Bileuss. 24, rue des

ELLING ANGERES D'ANATOLIE, DE PERSE ET D'IRAN, Clotre des Bileues, 24, ne de Arctives (42-78-27-05). T.L. de 10 h à 20 h. Jusqu'su 13 avril. YVES KLEIN, UNE ZONE DE SENSIBILITÉ. Bern Espace d'art consemporain, 7, rue de Lile 42-60-22-99, T.L. st dim., km., mar. et jours fériés de 12 h h 17 h, sam. de 11 h à 18 h.

Jusqu'au 29 mars. INGMARI LAMY. Centre cultural suédois. hôtel de Marie, 11, rue Payenne (44-78-80-20). T.I.J. sf lun. de 12 h à 18 h. Jusqu'au 21 mars.
WILLY MAYWALD. Portraits 1936-1984.
Frac Forum des Halles, espace rencontres, riveau - 1, ports Lescot (40-26-27-45). T.L. sf dim. de 10 h à 13 h 30, km. de 13 h à dim. de 10 h à 12 h 30, km. de 13 h à dim. de 10 h à 13 h 30, km, de 13 h a 19 h 30, Jusqu'su 25 avril.

E MÉCÉNAT DU DUC D'ORLÉANS. Rotonde de le Vilette, place de Stalingrad. T.J. de 10 h 30 à 17 h 30. Jusqu'su 7 avril.

MOON IN-SOO. Sculptures et dessins. Galerie de Rond-Poirt, Thiêtre Renard-Berrault.

2 bis, av. Franklin-Roosevek (44-95-98-00).

T.J.; sf km. de 13 h h 20 h 30, dim. de 14 h à 18 h. Du 18 mays au 25 avril.

L'OUEST AMÉRICAIN OU LE DERNIER PARADIS. Photographies d'Alain Thomas. Le Cub Yoyagazra, service cultural de voyageurs de monde (42-95-17-17). T.J.; sf dm. de 13 h 30 h 21 h. sam. de 10 h h 18 h. Jusqu'su 1- avril.

de 13 h 30 h 21 h, saiz e le fermina de qu'au l'enni. PINN NAUR PETERSEN, Clair-obscur, Mei-son de Dansmork, 142, av. des Champs-Cly-sées (44-31-21-21), T.L., sf km. de 12 h h 18 h, dim. et fâtes de 15 h à 18 h, Jusqu'au

sées (44-31-21-21). T.L.; sf km. de 12 n n
18 h. dim. et fêtes de 15 h à 18 h. jasqu'au
4 avril.
PIED A TERRE L. Jeurnes artistus suisses de
Peris. Centre cultural suisse. 38, no des
France-Rouspecia (62-71-44-50). T.L.; ef km. et
mer. de 14 h h 18 h. Jusqu'au 28 mers.
PROJETS POUR UM MUSSE. Deseins d'erchitectes pour le Kröller-Mellier. Institut néerjendais, 121, ne de Life (47-05-85-99). T.L.;
sf lun. de 18 h h 19 h. Jusqu'au 25 mvnl.
RAMON. Centre international des Eucliants
stagieires, 28, rue de la Grange-aux-Belles
(42-00-95-66). T.L.; sf dim. de 14 h 30 h
19 h. Jusqu'au 10 avril.
DIDIER ROCHER. Impressions véraitiennes.
Centre d'admantion et de loisies Yaleyre,
24, rue Rochechouer (48-78-20-12). T.L.; sf
dim. de 14 h 30 h 18 h 30. jusqu'au 29 mers.
DOMINIOUE RDLIN. Centre WallonieBrusselles, 127-129, rue Saint-Martin
142-71-25-16. T.L.; sf km. et jours fériés de
11 h à 18 h. Jusqu'au 30 avril.
SAINT-PÉTERSEOURG VU PAR SES
ARCHITECTES, DESSENS D'ARCHITECTURES, XVIII- XDr. siècles du musée des
Beaux-Arts de Seint-Pétensbourg-Fondation
Mors Bismarck, 34, av. de New York
(47-23-38-88), T.L.; sf dim., lan. et jours fériés
de 10 h 30 h 18 h 30. Jusqu'au 16 ms.
FRANÇOISE SALMON, Sculptures. Fondation Taylor, 1, rue La Bruyère (48-78-13-54).

56, rue du Faubourg-Seli 43-42-22-71). Jusqu'au 24 avril. T.i.j. sfolim. et ban. de 13 h h 18 h. Jusqu'au

27 mars.
BOTTCHER STRAWALDE. Gosthe Institut, gelerie Condé, 31, rue de Condé (43-28-09-21). T.i.j. sf sem. et dim. de 12 h h 20 h. Du 18 mars au 14 mai.
TANGER: REGARDS CHOISIS. Institut de monde srabe, 1, rue des Foesés-Saint-Bernerd (40-51-38-38). T.i.j. sf lun. de 10 h h 18 h. (40-til-38-38). [.], at am. de 10 h h to h. Jusqu'au 29 mars.

TRACES DU VIETNAM. Photographies de Jean-Marc Clairet. Institut d'Etudes supérieures des arts., 11, rue de l'Ecole de médicaire (42-25-23-57). T.l., af dim. de 12 h h 18 h.

rioures des arts. 11, rue de l'Econe de l'accession (42-25-23-57). T.i., se den. de 12 h h 18 h. Jusqu'au 8 avril.

VENT DUI SUD. Hoset Lunétie, selon Saint-Germain, 45, boulevard Raspell (49-54-48-46). T.i., de 10 h h 23 h. Jusqu'au 10 avril.

RAYMOND VONNOUEL. Espece photographique de Paris, nouveeu forum des Helles, pieze Carde - 4 à 8, grande galerie (40-26-87-12).

T.i.; ef lun. de 13 h h 18 h, sem., dim., bequ'à 18 h. Ennote : 10 F. Du 23 mers au 25 avril.

WONG WA KRIS BOHRAL, MARIE-JO.

SEPHE BERNARD-MICHEL. ADAC galoriesteller, 21, rue Saim-Paul (42-77-98-25). T.i.; ef lun. de 14 h h 18 h. Jusqu'au 29 mers.

SARAH WIANE. La Maison de Don Saint-Antoine, 21, rue Crozatier (43-44-32-33). Mer., ven., lun. de 8 h à 18 h, mar., jeu. de 8 h h 19 h. sem. de 8 h h 12 h 30. Jusqu'au 17 mers.

LEON ZACK. Convent des cordellers, 15, rue de l'Ecole-de-Médecine (43-29-45-73). T.i.; ef lun. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 25 avril.

AINI. Gelerie l'Osi-de-bosuf, 58, rue Coincam-poix (42-78-36-68). Jusqu'au 81 mars. EDWARD ALLINGTON. Gelerie Montensy, 31, rue Mazarine (43-54-85-30). Jusqu'au

ROGER AMAND. Galeria Captain-Matignon, 29, av. Matignon (42-65-04-63). Jusqu'au 31 mars.
JOHN ARMILEDER, Galerie Gibert Browns-tone et Cle, 8, rue Seint-Giles (42-78-43-21). Jusqu'au 24 swfl. tone et Ce, a, no sant heagran 24 avril. ALAIN BAILLY, NOLLE GUIBERT. Gelerie Bernanos, 39, evenue Georges-Bernanos 40-51-37-90, Du 23 mers au 4 avril. JOEL BARILLER. Gelerie Bernanos, 31-39, avenue Georges-Bernanos (40-51-37-80). Jus-con 21 mers. avenus Georges-Schlamer, 20-32, rue de Gran 21 mars.
BARONI. Gelerie Romenet, 30-32, rue de Seine (43-26-46-70), Jusqu'au 18 avril.
MARIE-CIALIDE BARRAIRD. Especa Cuerrier letin, 37, rue Tournefort (45-87-39-70), Jusqu'au 23 mars.
MARTIN BARRÉ, PETER BRIGGS. Galerie Cuerties Balter 7 et 8. rue Pecquay Barbier-Beitz, 7 et 8, rue Pecquay (40-27-84-14), hisqu'su 17 ami. BENEDITO. Galarle Plane-Marie Vacux, 3, rue of Ormesson, place Sainte-Catherina

BENEDITO, Gelerie Pietre-Marie Vistoux, 3, rus d'Ormesson, piace Sainte-Cetherine (48-04-81-00), Jusqu'az 17 and. JEAN-PAUL, BERGER, Gelerie Jean-Pietre Lambert, 3, plece du Marché-Sainte-Catherine (42-78-62-74), Jusqu'au 3 avril. LAURENT BÉTREMIEUX, Gelerie Area, 10, rue de Picardie (42-72-68-66), Jusqu'au 24 avril. VIBN'ENT BLOTH ÈS, Gelèrie Videl Saint Phallo. VENCENT BIOULES. Galarie Vidal Saint Phalla, 10, rue de Trésor (42-76-06-05). Du 18 mars BU SU BVIII. JEAN-CHARLES BLAIS, Une scénographie pour le Mertesu sans meitre. Espace tempo-nere Orcof. 48, sv. Monteigne (44-43-40-00). Jusqu'au 18 mai.

Sablon, 21, av. de Meine (45-48-10-48). Jus-qu'au 3 avril. BLEU MAZARINE, Geleria Ariette Gimeray, BLEU MAZARINE. Galeria Arterio Gamary, 13, rue de Seina (46-34-71-80). Jusqu'au 27 mars.
BOISROND, COMBAS, DADO, DUFOUR, FASSIANOS, KLOSSOWSKI. Geleria Beauburg, 23, rue de Renard (42-71-20-50). Jusqu'au 20 mars.
AGRES BRACQUEMOND, IDA R. BURDZE-MAN GUY DE BRALHERBE, ANTOINE PARTIES BRACKUERNURD, ILIA H. BURDZE-LIAN, GUY DE MALHERBE, ANTOINE RÉVAY, Galerie Vieille de Temple, 23, rus Vieille-du-Tomple (40-29-87-52). Jusqu'au

27 mars. JEAN-FRANÇOIS BRIANT. Galeria Di Meo. 3, rue des Beaux-Aris (43-54-10-98). Jusqu'au 3 seril. 3, rue des Besux-Arts (43-54-10-36), Jusqu'au 3 swf.

ROSEMARIE CASTORO, CARL ANDRÉ.
Gelerie Arnaud Lefebvre, 30, rue Mezarine (43-28-50-87), Jusqu'au 27 mars.

PATRICK CAULIFIELD. Gelerie Caudine Papilon, 59, rue de Turenne (40-29-58-80). Jusqu'au 27 mars.

LAURE CAUGUIL. Galerie Mostini Bastille, 23, rue Bastiroi (44-93-93-64). Jusqu'au 30 avril.

CHAGALL. Vitabek - Saint-Pétersbourg-Paris. Gelerie Gérald Pitzer, 76, seranue des Champs-Elysées (43-58-90-07). Jusqu'au 3 mai.

JOHN CHAMBERLAIN. Galerie Karstein.

Champs-Elysées (43-58-30-07). Jusqu'est 8 mai.
JOHN CHAMBERLAIN. Galeria Karsten Grive, 5, rue Debeleyroe (42-77-19-37). Jusqu'as 22 mai.
CHAMBON - MONDÉJAR. Galeria de Haut-Pavé, 3, quei de Montabello (43-54-58-79). Jusqu'as 3 avril.
SANDRO CHAA, RAY SMITH. Œurese bertinoises. Galerie Theddesus Ropec, 7, rue Debeleyroe (42-78-90.0). Jusqu'as 10 avril. PHILIPPE CHOQUET. Le Paisce, 8, rue de Faubourg-Monumerre (42-48-10-87). Jusqu'as 1 avril.
DOMINIOJE CLEMENT. Galerie Horizon, 21, rue de Bourgogne (45-56-58-27). Jusqu'as 1 e avril.
PHILIPPE COGNÉE. Galerie Lasge-Salomon. 57, rue de Tample (42-76-11-71). Jusqu'as 30 avril.
JOHN COPLANS. Galerie Anne de Villepolit.

57, rue de Temple (42-78-11-71). Jusqu'au 30 art.
JOHN COPLANS. Galerie Anne de Vilopolx, 11, rue dus Tournelles (42-78-32-24). Jusqu'au 17 avril.
PATRICK CORILLON. Galerie des Archives, 4, Impasse Beaubourg (42-78-06-77). Jusqu'au 24 avril.
COTTANVOZ. Galerie Teméraga, 18, sv. Medonn (42-86-61-84). Jusqu'au 3 avril.
CHRISTOPHE CUZIN. Galerie Bernerd Jorden, 52-54, rue de Temple (42-72-39-84). Jusqu'au 26 mars.
DADO OU 1E CARDRIAL DE RETZ. Galerie Beaubourg, 23, rue de Renard (42-71-20-50). Du 20 mars au 7 mel.
LOUISE DANL-WOLFE. Galerie Agathe Gaillerd, 3, rue de Pont-Louis-Philippa (42-77-39-24). Jusqu'au 3 avril.
EMMANUELLE DANCY. Portueires, Galerie Isabelle Bongard, 4, rue de Rivoli (42-78-19-44). Jusqu'au 17 avril.
JACCAUES DANY. Galerie Peinture frafiche, 29, rue de Bourgogne (45-51-00-85). Jusqu'au 3 avril.
CHYJER DEBRÉ. Anastonale du sourire. Galerie.

29, ne de Bourguyn (voc 3 wrd. CLYVER DEBRÉ. Anstantie du sourire. Gale-rie Jeanne Bucher, 53, une de Seine (43-25-22-32). Lusqu'au 27 pars. MICHEL DECTOR. MICHEL DUPUY. Galerie Sylvana Lorenz, 13, rue Chapon (48-04-53-02). Jusqu'au 30 avril. WIM DELVOYE. Galerie Grislaine Hussanot,

5 bis, rue des Heudristess (48-87-60-81). Jus-gu'au 22 avril. THOMAS DEMAND, Geleria Michal Videl,

(43-42-22-71). Jusqu'au 24 avril.
DIDIER DEMOZAY, DIDIER MENCOBONI,
GERALD THUPINIER, J. CAPDEVILLE. Galerie Stadier, 51, rue de Seine (43-26-91-10).
Jusqu'au 31 mars.
DIDONIET. Gelurie Claude Lamend, 18, rue Littré (45-49-26-95). Jusqu'au 24 avril.
DIX ANS DE GALERIE ET DE BONNEURS.
Galerie Caroline Corre, 14, rue Guénégaud
(43-54-57-97). Jusqu'au 27 mars.
MARC DONNADIEJ. Galerie Bouquiret +
Labon, 69, rue de Turenne (40-27-82-21). Jusqu'au 31 mars.

5 july. HANNE ELF. Galaria Nicole Ferry, 57, quai des Grands-Augustins (48-33-52-45). Jusqu'au

Grande-Augustins (46-33-52-45). Jusqu'su 3 avri.

ETCHENIC. Gelerie d'ert Ror Volmer, 8, rus Miromesni (42-66-89-60). Jusqu'su 20 mers. BERNARD FALICON. Gelerie Yvon Lembert. 108, rus Vieile-du-Temple (42-71-09-33). Jusqu'su 3 avri.

MARIANNE FAYOL. Gelerie Seine-Charles de Rose, 15, rus Keller (47-00-11-54). Jusqu'su 31 mers.

GUY FERRER. Gelerie Lise et Henri de Menthon, 4, rus du Perche (42-72-62-08). Jusqu'su 30 avri.

RAINER FEITING. Geleria Artcurial, 8, av. Matignon (42-89-18-16). Jusqu'su 2 avri.

FIGURE9 DE MONT PARNASSE. 1910-1930. Carré Yoltaira, 3, rus de Lille (42-60-63-40). Jusqu'su 10 avril.

FILIXUS & EDITIONS FILIXUS. Gelerie de Poche, 3, rus Bonaparte (43-29-76-23). Jusqu'su 10 avril.

BRUNO FONTANA. Gelerie Diane Manière, 11 nes Poestrurmis (42-7-04-26). Jusqu'su 10

7 avril. PHILIPPE FRANCHINI. Galerie Bellint, 29 bis, pd. Sébastopol. (42-78-01-91), Juaqui'au

27 mars.
CALLIM FRASER. Voyages. Galerie LavigneeBestile, 27, rus de Charoane (47-00-88-18).
Juequ'su 20 mars.
Albertto GIACOMETTI. Dessins. Galerie
Lelong, 13, rus de Téhéran (45-63-13-19).
Jusqu'su 27 mars.
GIAL-MINIET. Galerie de Centre, 5, rus Pierreau-Lard (42-77-37-92). Jusqu'su 3 avril.
R. E. GRILET. Galerie Henry Bussière, 15, rus
des Tournelles (42-27-50-37). Jusqu'au
30 avril.

des Tournelles (42-2/-50-37). Jusqu'au 30 avril. Jutio GONZALEZ. Galerie de France, 50-52, rue de le Verrerie (42-74-38-00). Du 18 mers au 17 avril. GRAFFIRI. Windy Deyre. A. B. Geleries, 24, rue Keller (43-06-90-90). Du 18 mars au 30 avril. GRORES IMAGES, KRIJN DE KONING, MARTINE NEDOANI. Le Sous-sol, 12, rue du 19-pair-Musc (42-72-48-72). Jusqu'au 27 mars. GROUPE SIZAKITAN. Galerie Alfas, 8, rue des Coutures-Saint-Gervals (48-04-00-14). Jusqu'au 27 mars. LIONEL. GUIBOUT. Galerie de l'Echaudé, 11, rue de l'Echaudé (43-25-20-21). Jusqu'au 30 avril. FelisaBETH GUILHEM. Melson Mansart.

4 avril.

ROBERT GUINAN. Galerie Albert Losh,
12, rus des Besux-Arts (46-33-06-87). Jusqu'eu 17 avril.

OLLE HANSPERS. Galerie Michèle Broutts,

Lebon, 69, nie de Turenna (40-27-82-21). Jusqu'au 31 mars.
DUBREVIL Galerie Alessandro Vivas, 12, rue
Boucherdon (42-38-63-12). Jusqu'au 17 avril.
DUCHANIP PAR MAN RAY. Frac Etolie,
forum des rencontres, 24-30, avenue des
Termes (44-08-18-00). Jusqu'au 20 mars.
ANDRÉ DU COLOMBIER. Galerie Patricle
Dorfmann 8. Leurent Roux, 4, rue Tesson
(47-00-36-89). Jusqu'au 29 mars.
JEANNIE DUMESNIL. Galerie Ervel, 18, rue
de Seine (43-54-73-49). Du 18 mars au
15 avril.
DUVILUER. Galerie Lerock-Granoff, 13, quai
de Conti (43-54-41-82). Jusqu'au 10 avril.
PETER ESSEMMAN. Galerie Sedock et Uzzen,
11, rue de Thorigny (44-59-83-00). Jusqu'au
5 idn.

qu'au 10 avril. BRUNO FONTANA. Galerie Diane Manière. 11, rue Pastourelle (42-77-04-26). Jusqu'ar

31, rue des Bergers (45-77-93-79). Jusqu'au 20 mars.
DICK HIGGINS. Galerie J. et J. Dongry,
57, nue de la Roquette (47-00-10-94). Jus-57, rue de la Roquette (47-00-10-3), sur qu'uu 27 mers.
EOITH HOF. Pasteis et bas-tellefs. Galerie Anne Robin, 18, rue Charlot (48-87-22-85). Du 18 mers au 15 mai.
MARTIN HONERT. Galerie Rudiger Schüttle, 5, rue de Grenier-Schüt-Lezere (44-58-82-06). Jusqu'au 20 mers.
MICHEL HUELIN, Gelerie Alain Veinstein, 30, rue de Lappe (47-00-15-20). Jusqu'au 17 avril. 30, rue de Lappe (47-00-10-25).
17 avrl.
17 avrl.
18 rue Chapon (48-04-00-34). Jusqu'au
30 avrl.
JÖRG IMMENDORFF. Gelerie Templon,
30, rue Beaubourg (42-72-14-10). Jusqu'au
24 avrl.
EUGÈNE IONESCO. Œuvres aur papher.
EUGÈNE IONESCO. Œuvres aur papher.
Gelerie Le Hune Branner, 14, rue de l'Abbaye
(43-25-54-06). Jusqu'au
20 mars.
JACCARD, KLASEN, RAYNAUD. Galerie
Louis Carré à cie, 10, ev. de Messine
(45-82-67-07). Du 18 mars au 17 avrl.
11 JAGYONG. Gelerie des aristes, 55, rue de
Montpernasse (43-22-72-77). Jusqu'au
30 mars.

Montpernasses (45-22-30)
Mars.
LOUISE JANINI, Galerie 1900-2000, 8, rue
Boneparta (43-25-84-20), Juequ'au 10 avrl.
JEONG-AE JU. L'Asalier les peintres du
Merais, 72, rue François-Mirion (42-72-42-21).
Du 22 mers au 4 svrl.
ANNIE-MARIE JUGNET. Galerie Froment &
Pünnan, 33, rue Charlot (42-76-03-50). Jus-Pérman, 33, rue Chanot Partierie, 37, rue orau 24 avril. PASCAL KERN. Gelerie Zabriekie, 37, rue Oudneampoix (42-72-35-47). Jusqu'eu 7 mai. YURI KUPER. Gelerie Montaigne, 38, evenue Montaigne (47-23-32-35). Jusqu'eu 15 mai. JEAN-FRANÇOIS LACALMONTIE. Gelerie Marene Hoss. 12, rue d'Algre (42-98-37-95).

JEAN-FRANÇOIS LACALMONTIE. Galorie Merwen hoss, 12, rue d'Alger (42-96-37-98). Jusqu'eu 10 avril.
PIERRE LAFOUCRIÈRE. Gelerie Leif Stahla, 37, rue de Charonne (48-07-24-78). Jusqu'eu 27 merz.
PHILIPPE LALEU, Galarie Claude Fein, 14, rua Deballeyme (42-72-09-17). Jusqu'eu 31 mers.
BERNARID LALLEMAND. Galerie Glies Peyroulet, 7, rus Deballeyme (42-74-89-20). Jusqu'eu 20 mers.

QU'eu 20 mars. JEAN LAURE. Galerie de Paris, 6, rue de Pont-JEAN LAURE. Gaterie de Paris, 6, rue de Pont-de-Lod (43-25-42-83). Jusqu'au 3 avril. AGATHE LEMARRE. Galerie Queyras, 29, rue Quénégeud (46-33-79-74). Du 19 mars au 21 mars. FRANÇOIS LÉVÈQUE. Galerie Elystes Payre, 5, rue Viscouti (43-26-42-59). Jusqu'au 20 mars. 5, rue Viscoati (43-26-42-59), Jusqu'eu 30 mars.
CAT LORAY. Galerie Patricia Dorimaran, 38, rue de Cheronne (47-00-36-69), Jusqu'au 24 avril.
STEPHAN LUPINO. Galerie Michèle Chomette, 24, rue Besabourg M2-78-06-62), Jusqu'au 20 mars.
URS LUTH. Galerie Isy Brachot, 35, rue Guénégaud (43-64-22-40), Jusqu'au 3 avril.
LA MARSON HUBIN DE GAETANO PESCE. Galerie Catherine et Séphana de Beyrie, 10, rue Charlot (42-74-47-27), Jusqu'au 30 mars.

30 mars. HIGUES MALBREIL, Gelerie Alein Blondel, 50, nue de Temple (42-71-85-85), Jusqu'au 7 mail. 7 msl.

MANIFESTO, Galarie Urbi et Orbi, 25, rue de Repos (40-09-72-19), Junqu'eu 24 msil.

MAN RAY, RÉTROSPECTIVE, Frac Etoile, 24-30, avenue des Temes (44-09-18-00), Jusqu'au 31 mers.

ALEJANDRO MARTINEZ PARRA. Scéno-problèm materiel. Galerie Jorge Alvakevevez.

GRORES IMAGES, KRIJN DE RONING, 12, rue du MARTINE NEIDOAM. Le Sous-do, 12, rue du Deit-Musc (42-72-46-72]-Jusqu'au 27-mars. GROUPE SIZAKITAN. Galerie Aflas, 8, rue des Coutures-Saint-Gerveis (48-04-00-14). Lusqu'au 27 mars. LIONEL GUIBOUT. Galerie de l'Echaudé, 11, rue de l'Echaudé (43-25-20-21). Jusqu'au 30 avri. 1, Galerie Derthes Speyer, 8, rue Jecque-Callot (43-64-78-41). Jusqu'au 30 avri. 11, rue des Basux-Arts (48-03-06-87). Jusqu'au 30 avri. 12, rue des Basux-Arts (46-33-06-87). Jusqu'au 3 avri. 12, rue des Basux-Arts (46-33-06-87). Jusqu'au 3 avri. 14, rue des Basux-Arts (46-33-06-87). Jusqu'au 3 avri. 15, rue des Basux-Arts (46-33-06-87). Jusqu'au 3 avri. 16, rue des Basux-Arts (46-33-06-87). Jusqu'au 17 avri. 16, rue des Basux-Arts (46-33-06-87). Jusqu'au 17 avri. 17, rue des Basux-Arts (46-33-06-87). Jusqu'au 17 avri. 17, rue des Basux-Arts (46-33-06-87). Jusqu'au 17 avri. 18, rue des Tertheric (46-48-84-28). Jusqu'au 17 avri. 18, rue des Tertheric (48-48-84-28). Jusqu'au 18, rue des Tertheric (48-48-84-28). Jusqu'au 19, rue des Basux-Arts (46-33-06-87). Jusqu'au 19, rue des Tertheric (48-48-84-28). Jusqu'au 19, rue

CINÉMA

LES FILMS NOUVEAUX

ANTONIA & JANE, Film britannique ANTONIA & JANE. Film britannique de Beeban Kidron, v.o.: Geumont Les Halles, 1= (40-26-12-12); Geumont Hautefeuille, 6- (48-33-79-38); Geumont Ambassade, 8- (43-59-19-08, 36-65-75-08); 14 Juillet Beaugrenelle, 15- (45-76-79-79); Bierrvende Montparnasse, 15- (36-65-70-38).

ARCHIPEL. Film franco-beige de ARCHIPEL Film frenco-belge de Pierre Granler-Daferre : Forum Orient Express, 1= (42-33-42-28, 36-65-70-67) ; Impériel, 2- (47-42-72-52) ; Gaumont Hsutefeuille, 6- (48-83-79-38) ; Gaumont Merignan-Concorde, 8- (43-59-92-82) ; Les Nation, 12- (43-43-04-67, 36-65-71-33) ; Gaumont Gobelins bis (expressive the bis), 13- (47-07-55-88) ; Gaumont Parnesse, 14- (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27) ; Pethé Clichy, 18- (36-68-20-22).

68-20-22. SOULEVARD DES HIRONDELLES. Film français de Josés Yanne : Elyades Lincoln, 8: (43-59-36-14) ; Sept Par-nassiens, 14: (43-20-32-20). BRASS UNBOUND. Film hollandais de Johan Yan der Keuken, v.o. : Uto-pia, 5 (43-26-84-65).

DES JOURS ET DES NUITS DANS DES JOURS ET DES NUTTS DANS LA FORÈT. Film indien de Setyajit Ray, v.o.: Ciné Beaubourg. 3: (42-71-52-36); Recine Odéon, 8: (43-26-19-69); Les Trols Belzac, 8: (45-61-10-60); Le Bestille, 11: (43-07-48-60); Gaumont Parnasse, 14: (43-35-30-40).

FORTRESS. Film américain de Stuert Gordon, v.o. : Forum Horton, 1= (45-08-57-57, 38-65-70-83) ; 14 Juillet Od-67-57, 38-65-70-83) ; 14 Juillet Od-66n, 6- (43-25-59-83) ; UGC Normandie, 8- (45-63-16-16, 36-65-70-82) ; UGC Montpernesse, 6- (45-74-94-94, 86-85-70-14) ; Paramount Opera, 9- (47-42-56-31, 36-65-70-18) ; UGC Lyon Bestille, 12- (43-43-01-59, 36-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95, 36-65-70-45) ; Miramar, 14- (36-85-70-39) ; Mistral, 14- (36-85-70-41) ; UGC Corvention, 15- (45-74-83-40, 36-85-70-47) ; Psthé Wegler II, 18- (36-88-20-22) ; Le FORTRESS. Film américain de Stuart

Gambetta, 20 (46-36-10-96, 36-65-71-44).
HISTOIRES DE FANTOMES CHINOIS N° 3. Film de Hongkong de
Cring Stu-Tung, v.o.: Geumont Hautefeuille, 8° (46-33-79-38); Publicis
Champe-Elyades, 8° (47-20-76-23);
Gaumont Grand Ecran Italie, 18° (4580-77-00); v.f.: Français, 9° (47-7033-88); Gaumont Alésia, 14° (36-6575-14); Montpamasse, 14° (43-2012-06); Gaumont Convention, 16°
(48-28-42-27); Le Gambettz, 20°
(46-36-10-98, 36-65-71-44). 71-44).

JACQUES RIVETTE, LE VEILLEUR. Film français de Claire Denis et Serge Dansy : Útopia, 5- (43-26-84-85). LA JOIE DE VIVRE. Film français de Roger Guillot : 14 Juillet Odéon, 8-(43-25-59-83) ; Elysées Lincoln, 8-(43-59-38-14) ; Seint-Lzzer-Pasquier, 8- (43-87-35-43, 36-65-71-88) ; 8 (43-87-35-43, 36-65-71-88); Français, 9 (47-70-33-88); Gaumor Gobelins (ex-Feuvette), 13 (47-07-55-89); Gaumont Pamasse, 14 (43-35-30-40); 14 Juliet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79).

LIGHT SLEEPER. Film américain de LIGHT SLEEPER. Film american de Paul Schrader, v.o. : Gaumont Les Helles, 1= (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2- (47-42-80-33) ; Gaumont Heutefeulle, 5- (46-33-79-38) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8- (43-58-82-82) ; Gaumont Parnasse, 14- (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14- (36-

The same with the same

** M. W.

65-75-14). LE SOUFFLE DU DÉMON. Film bri-tamique de Richard Stanley, v.f. : Bredy, 10- (47-70-08-86). Brady, 10- (47-70-08-86).

LES VAISSEAUX DU CŒUR. Film américain d'Andrew Birkin, v.o.: Forum Horizon, 1- (45-08-57-57, 38-65-70-83); Publicia Saint-Germain, 6- (42-22-72-80); George V, 3- (45-62-41-48, 36-65-70-43); Sept Pamassiens, 14- (43-20-32-20); v.f.: Bretagne, 6- (38-65-70-37); Français, 6- (47-70-33-88); Gaumont Gobelins bis (ar-Faulvette bis), 13- (47-07-55-88); Geumont Alésia, 14- (38-65-75-14); Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27): Pathé Wéoler II, 18- (36-68-42-27) : Pathé Wepler II, 18 (36-68-



Interminable chômage

VII. – Tous étaient touchés

Notre enquête a évoqué sous ses multiples aspects cetta véri-table « maladie sociale » qu'est le chômage et ses répercussions sur la société françaisa (le Monde des 9, 10, 11, 12, 13, 16, 17 et 18 mars). Avant de conclure, nous évoquons aujourd'hui, avec nos correspondants, la situation chez nos principaux partenaires européens.

Grande-Bretagne: l'enracinement

BRIGHTON

de notre envoyé spécial

Sur Marine Parade balayée par un vent glace et les embruns d'une mer grise, les badauds sont rares. Aux beaux jours, la jetée est noire de munde, comme elle devait l'être en 1898, lorsque le roi George V avait établi sa résidence d'été dans la plus chie des statinns balnénires, si proche (80 kilomètres) de Londres. Le temps, la saison, n'expliquent pas teut. Brighton vit la crise économitout. Brightnn vit la crise économique au ralenti, comme terrassée par une nouvelle notoriété dant elle se scrait bien passée : le taux de chômage atteint, en ville, 17,8 % de la population active, un record dans l'East-Sussex, un comté de cette région du sud-est de l'Angleterre qui enregistre la plus forte progressina du Royanme-Uni : plus de 65 % depuis un an et 183 % depuis 1990, sort un rythme deux fois plus rapide que la moyenne nationale!

Il y a ici une phrase leitmotiv que le premier magistrat de la ville, M. Glynn Jones, ne se prive pas de rappeler: « Regardez derrière les façades Regency: vous y verrez les

marques de la récession. Les façades Regency sont celles, bourgeoises, des immeubles qui se suivent, dans un dégradé de jaune,
crème et blanc, le lang du front de
mer. Il n'est pas rare, en effet, dans
les rues droites qui s'enfancent vers le centre-ville, qu'une maison sur trois soit mise en exergue par un pannezu «A vendre». Mais e est au-delà qu'il faut chercher pour rencontrer le quart-monde de la ville ruti-lante. Au fond de Tilbury Place, Prior House abrite le « centre des sans-emploix.

Environ 40 bénévnies y exercent une sorte de sacerdoce, six jours sur sept, accueillant en moyenne 125 chômeurs par jour. Une variété de conseils et d'activités leur sont proposés : comment frayer son chemin dans la jungle des règiements admi-nistratifs, abtenir une allocation, apprendre l'espagnal, acquérir les rudiments d'une technique d'autodéfense un s'exercer au maniement d'un ordinateur. Les homeless (sansabri) penvent y parler à Kate, et obtenir d'elle des adresses de Bed and Breakfast - « qui ne servent pas de breakfast », précise-t-elle, - et aussi confier un enfant à la crèche, voire laver leur linge au sous-sol. Au second étage, le café est à 5 pence (4 centimes), et le repas servi sur les tables du foyer où, à défaul d'un «job», on peut espèrer trouver une oreille attentive.

Celle de «Tony», par exemple, qui n'a pas besoin de statistiques nationales pour préciser les caractéristiques du chômage de Brighton, lesquelles valent aussi bien pour la Grando-Bretagne: «Ce qui est nouveau avec cette récession, c'est que toutes les classes sociales sont frap-ples, « cols bleus » [ouvriers] et « cols blancs » [employés], locataires et pro-priètnires. Les gens sont prèts à accepter toutes les conditions pour conserver leur emploi, et les syndi-cats, qui le savent, adoptent un profil bas. » Ville de services (linanciers et touristiques) et de commerces, Brighton affiche une penvirté moins «noire» que celle des inner cities des villes du oord de l'Angleterre, saignées par le déclin historique de l'industrie manufacturière.

> Les plus pauvres d'Europe

A Benwell, par exemple, un quar-tier de Newcastle, la récession éco-nnmique prend les traits des bidon-villes du tiers-monde : mainutriting, mortalité infantile, santé physique et mentale déficiente. Les familles comptent parfois trois générations de chômeturs, et ceux-ci, faute d'es-poir, ne se rendent même plus au job center local. Des pâtés de mai-sons entiers sont parfois sinistres par des taux de ehômage dépassant 55 % des actifs. Les gamins partici-pent à cette street culture faite de violence, de eriminalité et de dro-gue, à laquelle Brighton a échappé. Le chômage, dans bien des régions de Grande-Bretagne, a créé des réac-tions de fatalisme : la récession se prolunge depuis maintenant deux ans et demi et, en dépit de ces «frémissements» de reprise périodique-ment annoncés par le gouvernement, les raisons d'espèrer sont minces : depnis le début en 1980 de la «décennie Thatcher», le mnnve-

TANLHO

pauvres deviennent plus pauvres et les riches plus riches.

Pour la première fais dans l'histoire de la Grande-Bretagne, deux parties du territoire - la Merseyside (Liverpool-Manebester) et les Highlands (Ecosse) - ont acquis le statut de « réginns les plus pauvres de l'Europe» (comme la Sicile), lequel donne droil à une assistance éconnmique exceptionnelle. Avec plus d'un million de personnes pri-

MADRIO

Trois Espagnols sur quatre (73 %)

estiment que le chômage est le plus important des trente-six maux qui

affectent leur pays répertoriés dans une enquête. L'inquiétude est justifiée

puisque la barre psychologique des trois millions de sans-emploi a été

franchie à la fin de l'an dernier.

Certes, l'Espagne n'est pas l'unique pays d'Europe a avoir atteint ce chif-

ire mais il est le seul à avoir franchi le taux des 20 % (20,06 %) par rapport à la population active. Ce qui signifie

qu'un Espagnol sur cinq en âge de travailler ne trouve pas d'embauche.

Sur 31 millions de citoyens de plus de

seize ans, seulement 15,2 millious sont actifs et seulement 12 146 000

sont occupés. Le reste, soit 3 047 000,

l'équivalent de la population de la capitale, cherchent un emploi.

Ces chiffres publiés à la mi-février

par l'Institut national de la statistique ont provoqué un choc dans l'opinion.

Va-t-on vers une société de chômeurs? Depuis le maximum his-torique de 1974 où plus de 13 mil-

lions d'habitants avaient un travail sur une population totale de 35 mil-

tions, le taux d'occupation n'a cessé de beisser. Ce qui signifie, comme le constate un économiste, Ramon Tamames, que «l'Espagne n'a pas créé d'emplois pour tous son potentiel

de travail et, que s'il n'y a pas eu plus de chòmage avant, c'est en raison de

vées d'emploi depuis plus d'un an, le chômage est devemi une habitude. chacem sentant bien que cette maladie du corps social (de plus en plus assneiée à la violence) peut être combattue, mais pas éradiquée. L'ampieur du mai se résume à quelques chiffres: 55 % des personnes privées d'emploi, à Londres et dans le sud-est de l'Angleterre, sont prètes à accepter une rémunération inférieure à 5 600 francs par mais;

sonnes se sont retrouvées sans emploi, dont plus particulièrement 258 000 au cours du seul dernier tri-mestre de 1992. Un véritable désas-

tre. Des experts ont calculé que si la

croissance n'était pas supérieure à 2,5 %, le chômage augmenterait inévitablement. Or, les perpectives pour

1993 sont sombres puisque la crois-

Le pire

est à venir

Face à l'urgence de la situation, les

économistes ont affuté leur analyse. Ils ont constaté que la création d'em-plois a été la résultante des impor-tants investissements étrangers après

l'adhésion de l'Espagne à la Commu-nauté européenne en 1986 et que la réduction significative de capitaux

l'an dernier a provoqué un fort retour du chômage d'autant que les emplois créés l'ant été dans des secteurs comme la construction, très sensible

anx perturbations économiques. Entre 1987 et 1990, le tiers des emplois générés l'a été dans le bâtiment, à tel

point que l'on a parlé du *boom des maçons ». La crise frappe dunc en prinrité cette hranche révélatrice du bon fonctionnement d'une économie,

Et pourtant, le taux d'activité, c'est-

à-dire le pourcentage entre la popula-tion active et la population en âge de travailler a toujours été très inférieur à la moyenne communautaire. Cela, notamment en raison de la faible pré-sence des femmes sur le marché du

travail. Seulement quatre millions de femmes sur seize millions ayant entre

seize et soixante-cinq ans travaillent. Sinon, font remarquer les écono-mistes, il y aurait au moins quatre

millions de chômeurs en Espagne.
Peut-être, mais ce qui est plus grave,
comme l'a d'ailleurs reconnu, le président du gouvernement, M. Felipe
Gonzalez, lurs du débat sur le

ehômage, mardi 2 mars, au Congrès des députés, est que l'Espagne est incapable de générer suffisamment de

postes de travail pour en fournit à ceux qui arrivent sur le marché, même s'ils sont peu nombreux. Les statistiques officielles ont également

permis de constater qu'un salarié sur

trois (34 %) avait no contrat d'une

mais aussi l'industrie.

sance sera proche de zéro.

43 % des Britanniques, d'autre part, se disent persuadés que la crise va s'aggraver, et plus de la moitié craignent qu'eux-mêmes ou un membre de leur famille soit, à terme. concerné par le chomage.

Rien d'étonnant à cela : près d'un quart de la population active a connu l'expérience du chômage depuis que celui-ci a recommencé à augmenter, début 1990, à un rythme nettement plus rapide que dans tout autre pays industrialisé. Le gouver-nement s'effarce de lutter enntre cette sinistrose nationale en insistant sur une poignée d'indices économiques favorables (baisse des taux d'intérêt, taux d'inflation au plus bas, etc.), mais rien n'y fait : 8 Britanniques sur 10 sont mécontents de son action, et 64 % de celle du premier ministre. Les conséquences politiques de l'augmentation du chômage sont dane potentiellement dangereuses pour le gouvernement de M. John Major, même si aucune échéance politique majeure n'est en

Le 16 mars, le chancelier de l'Echiquier, M. Norman Lamnnt, a annoncé un «budget pour l'emploi». Rude tâche : le chômage coûte de plus en plus cher à la collectivité, alors que le déficit budgétaire atteint déjà la cute d'alerte. Au-delà des recettes classiques (plus d'impôts et mnins de dépenses), le gouverne-ment se dirige vers l'instauration de mesures radicales, par exemple en obligeant les chômeurs à accepter une activité (autre qu'une forma-tion) s'ils veulent continuer à bénéfi-cier de l'aide de l'Etat.

LAURENT ZECCHINI

• Italie : difficile à appréhender

ROME

de notre correspondante

Un «maxi-décret» sur l'emploi, à l'étude depuis plusieurs mois au gouvernement, et des manifesta-tions un peu partout dans le pays devant les premiers signes d'une nouvelle récession : la lutte contre le chômage est devenu nne des priorités italiennes. Les chiffres du chômage out totalement change avec l'adoption par l'Italie de caleuls statistiques plus conformes à ceux des antres pays de la Communauté européenne. Résultat : entre l'été dernier et le mois d'octobre, on est passé d'un taux de chômage de 11,2 % à 9,5 % de mayenne nationale, ce qui touche 2 205 000

Les plus concernés restent les jeunes et les femmes; la disproportinn traditionnelle entre Nard et Sud se maintient: 5,7 % an Nord, 16,1 % an Sud. Mais quelle valeur, là encore, accorder à ces ebiffres même «revus»? Its ne peuvent tenir compte du «deuxième emplois, si frequent, il n'y a pas si longtemps encore, notamment chez les fonctionnaires (d'après une étude de l'Istat, il y a cinq ans, 54 % des fonctionnaires exerçaient une activité annexe); encore moins de l'économie souterraine nu du summerso, ce travail au noir qui dans le sud et la région de Naples en particulier fait des miracles.

2.7

 $\{ \cdot \}_{i=1}^{n-1} \in \mathbb{R}_{+}^{n}$

La « Cassa integrazione »

Concrètement, il y avait peu, jusqu'ici, de «véritables» licenciements secs, l'Italie étant un des pays où, dialogue social aidant, les amortisseurs sociaux ont le plus, et le mieux, functionné. On vient encore de le voir avec Olivetti, qui, frappée par la récession, a pourtant réussi nn accord presque exem-plaire pour «gérer» les 1500 per-sonnes en surnombre déclarées par l'entreprise en 1993, en jouant à fond sur la mobilité, les réductions d'horaires de travail, etc.

Dans les faits, l'indemnité ordinaire de chômage proprement dite est en effet très faible : 20 % du salaire moyen des trois derniers mois de travail. Jusqu'en 1990, elle n'était que de 15 %; les syndicats se battent pour la faire passer à 40 %. Cette indemnité est versée pendant un maximum de 180

La plupart des grandes entreprises avaient plutôt recours à cette sorte de réserve et de gare de triage de la main-d'œuvre surnuméraire, qu'est la « Cassa integrazione gua-dagni», un mécanisme interprofessionnel cantionne et largement soutenu par l'Etat. C'est grâce à la Cassa integrazione que Fiat, par exemple, est arrivée à se sortir de la grande crise des années 70. Une tactique peaufinée, explique-t-on chez Fiat, pour mienx adapter la production à la demande réelle du marché. Chaque trimestre sont étu-diées avec les syndicats les perspectives pour les ventes des trois mois à venir. Ainsi, en 1991, le groupe a-t-it rennncé à produire un total de 260 000 voitures; 200 000 pour 1992. A chaque fois, nn nombre indétermicé d'onvriers on d'employés voot eo Cassa integrazione pour quelques jours oo quelques semaines. Pour l'année écoulée, le maximum a été de 75000 pendant deux jours consécutifs en janvier; le mioimum de 650 durant one semaine, en novembre.

Il n'en reste pas moins qu'un la Cassa integrazione n'est qu'un chômage maquillé. De plus, les caisses de l'Etat étant vides et la plupart des entreprises déjà engagées dans un processus de restructuration et de modernisation connaissant des difficultés, la simple mobilité, l'incitation au départ volontaire ou à la retraite anticipée ne punrront plus suffire. Le chômage va s'aggraver et toueber réellement les tranches d'âge produetrices, y compris, semble-t-il, dans le secteur tertiaire.

Enfin, dernière particularité italienne : la criminalité organisée, présente un peu partout, mais sur-tout dans ce Snd assisté depuis quarante ans, désoccupation et chômage étant les meilleurs terreaux pour fournir une main-d'œuvre abondante à la Mafia.

Cette crainte a fait pousser, devant le Parlement, un cri d'alarme au ministre de l'intérieur Nicola Mancino: pour lui, si rien de sérieux n'est fait sur ce front, l'augmentation du chômage # 70 favoriser un essor inatiendu de la Mafia, qui pourrait également, en achetant les petites entreprises en faillite, s'implanter encore plus pro-fondément au cœur de la société».

MARIE-CLAUDE DECAMPS

Allemagne : deux problèmes

FRANCFORT

de notre correspondant

Les années de boom qui ont suivi la réunification ont isolé le pays du marasme mondial. Bon an mal an, le taux de chômage est resté stable à l'Ouest depuis dix ans : 6,6 % à la fin de 1992. An cours de la décennie. l'Allemagne a créé trois millions d'emplois nouveaux. Antre succès : le nombre des chômeurs de longue durée (plus d'an an) a baissé de 690 000 à 470 000 depuis 1987.

Il en va très différemment dans res-RDA, où le chômage est la pré-occupation majeure. L'écroulement de l'appareil industriel des nouveaux Lander depuis l'unification muné-taire du la juillet 1990 semble conti-nuer. Les emplois ont été dans cer-taines aptremises divisés par div ou nuer. Les emplois ont etc dans cer-taines entreprises divisés par dix ou par vingt, et le processus se poursuit an fur et à mesure des privatisations et de l'introduction de machines modernes. Le bâtiment et les services ne compensent pas ce phénomène. On comptait officiellement 1,1 mildrait y ajonter les 1,9 million de per- peut dire que la formation sanve

snnnes en farmatian, et les 200 000 travailleurs à temps partiel, pour avoir une idée plus juste de la situatian. Au total, le taux de chômage dépasse 40 %, ce qui est évidenment une catastrophe nationale.

ment ne cesse de s'accentuer : les

Il y a donc deux Allemagne face au chômage, mais une même politi-que «active » du marché du travail, qui met l'accent plus sur la forma-tion que sur l'indemnisation. Selon l'institut der Deutschen Wirtschaft (IW) de Cologne, cette stratégie com-mence a être appliquée à l'Est, où les dépenses de formation sous toutes leurs firmes ont atteint l'an passé presque la moitié du budget total de l'affice du travail contre 22 % en 1991. Le ratio n'est que de 30 % environ en France nu de 40 % en Grande-Bretagne, mais il est de 70 % en Snède, selon IW.

Le succès n'en est pas garanti mais il est appréciable. A l'Ouest comme à l'Est, six mois après la sortie de leurs cours, 80 % des élèves ne sont plus inscrits on chomage. Deux ans plus lion de chômeurs à l'Est. Mais il fau- tard, la proportion est de 50 %, et on

durablement un châmeur sur deux Aux problèmes de l'Est s'ajnute désormais la récession à l'Ouest pour multiplier les dépenses. Mais l'Allemagne n'a plus les moyens de ses lar-gesses sociales. Le plus grave est qu'il lui faut faire preuve d'austérité an moment où les choses se gâtent. Car les perspectives sont bien sombres : un attend entre 300 000 et 400 000 chômeurs supplémentaires cette année, dont une majorité viendra de l'industrie. Les suppressions d'effec-tifs dans l'automnbile, la chimie nu l'acier unt des causes conjoncturelles mais aussi structurelles. Le coût du travail en Allemagne est le plus élevé du monde, et nombre de firmes cutament des politiques de délocalisation. Le symbole en est Mercedes, qui veut désormais assembler des voitures en Espagne, au Mexique, en Corée un même aux Etats-Unis.

Le thème du chômage et de son cout vont donc, dans quelques mois, venir au devant de l'actualité. Comme en France.

ERIC LE BOUCHER | durée lemporaire et que dans certains .

l'émigration, qui n constitué une sou-pape de sécurité». Alors que la popu-lation active n'a augmenté que de 1,5 million de personnes en dix-huit Où est donc la lueur d'espoir, se demandent les plus pessimistes face à

demandent les plus pessimistes face à un drame qui touche de plein fouet les jeunes? L'Espagne a en effet aussi le triste privilège, selon les statistiques d'Eurostat, d'être en tête pour le chômage des jeunes avec 32,2 %, au mois d'octobre 1992. ans, le chômage a été multiplié par 7,5. Le phénomène s'est notamment amplifié au cours des quinze derniers mois, période pendant laquelle le tiers des emplois qui se sont créés au cours du boom de la fin des années 80 se sont volatilisés puisque 560 000 per-

Ce noir constat doit néanmnins être nuancé. Il est évident que les chiffres néliciels ne lienneut pas compte de l'économie souterraine qui occupe une large place dans le pays (entre 20 et 25 % selon les sources) et que d'autre part le taux de couverture du chômage est passé, en dix ans, de 38 % à 68 %. Le chef de l'exécutif, M. Gouzalez,

se refuse à faire cavalier seul. Européaniste plus que convaineu, il colle au programme de convergence, inti-mement persuadé que seule l'Europe peut tirer l'Espagne vers l'avant. Il se refuse également à changer de politi-que économique car il est pénétré de l'idée que celle qui est appliquée l'est pour a le hien du pays a

pour « le bien du pays ».

L'opposition a beau jeu de claironner que, pendant la décennie socialiste, le chômage a augmenté de
800 000 personnes, justement le nombre d'emplois que le PSOE [Parti
socialiste ouvrier espenol) se pouposocialiste ouvrier espagnol) se propo-sait de créer avaní son arrivée au pouvoir en 1982. Le pouvoir réplique que 1,3 million de personnes supplémentaires sont occupées alors que la population active a augmenté de deux millions en dix ans. Tout le monde sait malgré tout que le pire est à venir comme le souligne le dernier bulletin trimestriel de la banque d'Espagne.

Alors que faire? En dehors des mesures ponctuelles décidées par le gouvernement, fin février, pour relan-cer l'économie en favorisant notamment les petites et moyennes entre-prises, une réforme du marché du travail va être mise en chantier. Le pouvnir cherche par ailleurs à relan-cer l'idée d'un pacte social qui a fait long feu en 1991. Les syndicats se

montrent toujours réticents. Le plus grave aux yeux de beaucoup est l'impression que le chômage est désormais quelque chose d'inéluc-table, une sorte de monstre qui étend son emprise et contre lequel les diri-geants avouent leur impuissance. Le 3 mars, un jeune bomme de vingt-six ans, Abel del Olmo Canon a penetre dans les locaux de la mairie de Léon pour demander un travail. De guerre e, il s'est aspergé d'essence et y a mis le feu. Heureusement les flammes ont pu être étouffées. Ses jours ne

sont pas en danger. MICHEL BOLE-RICHARD

Prochain article:

VIII. L'emploi au fond des urnes par Michel Noblecourt

Le lent ajustement allemand

Modération salariale depuis la début de l'année, eccord politique sur le consolidation du budget à moyen terme et lente décrue des taux d'intérêt depuis septembre demier, l'Aliemagne commence à mieux prendre en charge le lourd fardeau de sa réunification. Il est plus que temps. L'Europe mais eussi l'Aliemagne elle-même souffrent et souffriront encore de ces deux ans et demi passés où l'on e voulu croire que la fête n'avait pas de coût et que lee grands écuilibres sociaux et économiques qui avaient fait le succès de l'Allemagne de l'Ouest pouvaient ne pas être radicalement remis en cause. L'unification, qui e réduit les richesses de l'ex-RFA, a abaissé de 15 % le PIB (produit intérieur brut) par tête des Aliemands de l'Ouest, ils ne peuvent plue vivre comme avant. En retard, l'ajustement reste

aussi insuffisant, et c'est ce qui explique la politique à pas comptés de le Bundesbank. Même si la réduction de le masse monétaire en janvier confirme que le pente des prix est désormals orientée vers le bas, l'inflation, 4,2 % en février, reste forte. L'année 1993 se soldera par une heusse entre 3,5 % et 3,8 %, Pour l'Allemagne, c'est énorme. Ça l'est encore plue dans un contexte de récession ! La modération salariale epparaît positive. L'an passé, à la même époque, les syndicats demandaient des hausses supérieures à 10 %, Cette ennée, ils obtiennent des gains entre 3 % et 3,5 %. Mais, à y regarder de plus près, on relève que, compte tenu des dépenses annexes et des accords de limitation de la durée du travail, le coût salarial augmentera encore cette année à l'Ouest de 4,25 %, selon le Dresdner Bank. Autrement dit, les salariés subiront des baisses de pouvoir d'achat, ce qui est mauvais pour la consommation, mais les entreprises verront la progression de leurs coûts dépasser à nouveau l'inflation.

ce qui est néfaste pour l'Investissement. L'accord sur le pacte de solidarité lui-même est, d'un point de vue économique, bien décevant (le Monde du 17 mars). Les déficits publics vont à nouveau se creuser, tandie que les impôts et taxee à venir vont faire des Allemands les contribuables les plus taxés des grands pays industriels. Le rapport mensuel de mars de la Bundesbank note que le niveau des prélèvements allemands e reioint le niveau françaie l'en passé avec 43,7 % du PIB. Le poids du fisc s'ajoute à celui des salaires pour remettre en cause en profondeur le compétitivité du pays.

L'Allemagne refusait le fardeau de l'unification. Elle accepte enfin de le mettre sur son dos. Mais le plus dur reste à faire : il lui faut maintenant marcher

ÉRIC LE BOUCHER

Violentes manifestations des marins-pêcheurs français

çais sont descendns dans la rue mercredi 17 mars, à la veille d'un conseil des ministres européens de la pêche, jeudi à Bruxelles. Les manifestations, qui se voulaient pacifiques, ont donné lieu à de vinlents affrontements avec les forces de l'ordre à Quimper, Nantes et Bayonne, où un policier a été gravement blessé. Le secrétaire d'Etat à la mer, M. Charles Josselin, qui a dénnncé ces vinlences, devait plaider à Bruxelles en faveur d'un relèvement de 30 % des prix minima imposés

poissons ainsi que l'extension de cette mesure à d'autres espèces. M. Josselin demandera également « la suspension des débarquements directs de cabillands issus de navires russes », a indiqué à l'issue du conseil des ministres français le porte-parole du gouveroement,

La Grande-Bretagne ne soutiendra pas la position française sur les prix et demandera en revanche à la France d'assurer la protectinn des camions hritanniques transportant sson dans l'Hexagone. On estime pour-

pagne, le Purtugal, l'Italie et peut-être le Danemark. A Bruxelles, on écartait de source communautaire l'hypothèse d'uo établissement de quotas d'importation, estimant que les effets des prix minima ne jouent pas encore à plein et qu'eil y a des indications qui montrent que les prix remontent un peu». Selon les statistiques de le direction des pêches, un a constaté un « léger frémisse-ment» à la hausse sur le prix du poisson à la fin février, mais celui-ci est resté proche des minima de février, exceptinn faite du lieu

nnir (colin), qui a monté du 26 février an

Enfin, M. Giscard d'Estaing e affirmé mercredi soir sur RTL que, dans cette crise, «on n'a pas fait jouer correctement les règles de la préférence communautaire». «Si on avait fait jouer correctement ces règles avec des prix minima, ce que l'on est en train de faire avec retard, on aurait évité cette situation », a estimé le président de l'UDF en demandant une «action plus rapide et plus musclée» de

Dix mille personnes dans les rues de Quimper

de notre correspondant

Quimper, l'une des villes les plus turbulentes de France, s été le théâtre, mercredi après-midi 17 mars, d'une manifestation d'un genre inédit. En effet, pour la pre-mière fois depuis la seconde guerre mandiale, pêcheurs et agriculteurs ont défilé côte à côte dans les rues du ehef-lieu du Finistère. Certes, les marins, sur la brèche

depuis de nombreuses semaines, formeient le gros de la traupe, mais sur une foule évaluée à envi-ron 10 000 personnes, on comptait un bon millier de paysans. Plusieurs ceotaines d'artisans et de commerçants avaient également tenu à être présents. La solidarité e donc joué à plein. Toutes les boutiques étaient d'ailleurs fermées, non sculement à Quimper et dans les ports cornouaillers - Concarneau, Loctudy, Le Pouldn, Guilvinec, Saint-Guénolé, Lesconil, Audierne, Douarnenez – mais également dans le plupart des eutres villes de le région. Il o'y a à cela, au demeu-rant, rien d'étonnant car la pêche

et l'agriculture sont les deux mamelles du département. Les spé-cialistes estiment que 75 % des emplois dépendent directement ou indirectement - notamment par le biais de l'industrie agroalimentaire

Si la manifestatinn, à laquelle participaient de nombreux élus de selnn le vœu des organisateurs, dans le calme et la dignité, elle s'est néanmnins terminée par de violents affrontements evec les forces de l'ordre. Deux cents jeunes gens, en mejorité des marins au chômage et des apprentis des écoles maritimes, sans perspectives d'evenir, n'ont pas hésité à se mesurer à la police aux ebords de la préfecture.

Dans la soirée, un annonçait une dizaine de blessés légers dans les rangs des farces de l'ordre. Au cours du meeting qui précédait le cortèse, M. Dominique Lapart, au onm des femmes de pêcheurs, evait souligné les difficultés finan-cières auxquelles les familles des gens de mer sont confrontées. Le président du Comité de survie de la pêche, M. Dominique Lapart

trois ans, de Donarnenez, evait brièvement fait l'historique de la crise. « Tous les types de pêche, e-t-il précisé, sont aujourd'hui atteints, et les cours du poisson conduisent tout droit la plupart des bateaux à la faillite.» Qualifiant les mesures prises par le secrétaire d'État à la mer d'« insuffisantes » et celles de Bruxelles d'« inadaptées ». il a rappelé les revendications de la profession, à savoir : une réglementatinn stricte des importations en provenance des pays tiers, l'obligation de l'appartenance communautaire, l'harmonisation des charges sociales à l'intérieur de l'Europe.

Des positions que partagent les agriculteurs et, célébrant le mariage du « vert et du hleu », le président de la chambre d'agriculture, Guillaume Roué, e réclamé « plus d'Europe, mais une Europe plus intelli-

JEAN LE NAHOUR

(1) M. Dominique Lapart est l'époux le M= Dominique Lapart et porte le

Un policier grièvement blessé à Bayonne

BAYONNE

de notre correspondant

Commencée dans un climat bon enfant, la journée de mobilisation des pêcheurs de la côte basque s'est des pecients de la cote basque s'est achevée sur un grave et bref inci-dent devant la sous-préfecture de Bayonne (Pyrénées-Atlantiques) : un policier municipal e été griève-ment blessé à la tête.

Venus essentiellement de Saint-Jean-de-Luz et d'Hendaye mais aussi de Capbreton, dans les Landes, un millier de pêcheurs et leurs éxmilles onl d'abord distribué aux Bayonnais force tracts, et surmut, beaucoup de sachets remplis d'anchnis, oon sans en avoir répandu sur les chaussées. Une manière d'expliquer à le popula-tion leurs difficultés, avivées iei par les différends épisodiques qui surgissent evec leurs collègues espagnois dans le goife de Gascogne.

Une délégation ayent été reçue par le sous-préfet en débot d'après-midi, le gros de la manifestation s'est ensuite dirigé sans incidents vers le bâtiment des affaires mari-

times, sur l'autre rive de l'Adour, occupant un instant le pont Saint-Esprit. C'est alnrs qu'un petit groupe resté en arrière s'est heurté aux forces de l'ordre qui voulaient dégager la sous-préfecture. Aux coups de matraque ont répondu des jets de pierres et surtout une fusée de détresse qui a atteint un policier à la tête.

Transporté à l'hôpital de Bayonne, M. Jean-Paul Lebègue, quatre enfants, sous-brigadier de la police municipale de Biarritz, âgé de qoarante et un ans, tombait dans le coma, et son état inspirait encore de vives inquiétudes jeudi matin. Au moins cinq CRS ont par ailleurs été blessés ainsi que plu-sieurs manifestants. Enfin, einq personnes ont été interpellées, dont 'auteur du tir de la fusée de détresse. C'est no marin-pêcheur originaire du Finistère qui effectue un remplacement à Hendaye. Il e été placé en garde à vue dans les locaux de la police judiciaire de

MICHEL GARICOIX

Directeur général depuis un an

M. Michel Praderie se prononce pour un changement du statut de l'AFPA

Renault, M. Michel Praderie e fait. devant la presse, le mardi 16 mars, le devant la presse, le mardi 16 mars, le point de son action pour moderniser une institution de formatioo qui emploie 11 000 personnes. Uo bilan mitigé, d'ailleurs, en forme de message, puisque le directeur général de l'AFPA observe qu'il « ne peut pas gèrer avec les règles de la performance», qu'il « ne sait pas ce que l'Etat [lai] demande» avec un contrat d'objectif dépourvn d'annexe financière « dont le Budget ne veut pas», et qu'il en vient à se demander si le statut de l'association, tripartite, ne devrait pas être changé... devrait pas être changé...

«Sans remettre en cause le tripar-tisme», le bureau étant constitué de représentants des pouvoirs publics, du patronat et des organisations syndicales de salariés, «est-ce que le sta-tut associatif est adéquat?», s'inter-roge M. Praderie. L'idéal, selon ini. serait de s'orienter vers la constitu-tion d'un EPIC (établissement public industriel et commercial) « et non pas vers un EPA (établissement public

Pour justifier ce choix, il met en avant le poids de la subvention veravant le pous de la survention ver-sée par la tutelle – 3,8 milliards de francs sur un budget annuel de 5,2 milliards – « qui relève de la logique budgétaire et pas de la performance». L'Etat pèse plus que les antres parte-naires, notamment financièrement. Il impose ses modes de fonctionnement par un contrôle a priori et, dans le

Arrivé depuis un an à la tête de l'AFPA (Association pour la formation professionnelle des edultes). de l'institution. La dernière régulation, de 120 millions de fra amputé les crédits de 15 %, hors dépenses de personnel, entraînant une limitation des mnyens d'intervention. Une nouvelle aménerait sans doute « l'assemblée générale à prendre une position tumultueuse », qui resterait cependant sans effet, a noté M. Praderie.

> «Il faut redonner à l'AFPA une liberté de moyens », a poursuivi M. Praderie, favorable aussi à une déconcentration de l'organisme de formation, déjà mise en place, en ajoutant toutefois que « personne n'a intérêt à ce que l'AFPA éclate». Avec des directions régionales renforcées, il serait possible de mieux s'intégrer dans les politiques régionales de formation, décidées par les élus, et tenir ainsi compte de « l'émergence de pouvoirs ». Tout le raisonnement dn directeur général est sous-tendn par la nécessité de rapprocher la gestion de l'AFPA de celle d'une entreprise Mais, mesurant, d'expérience, la distance qui le sépare de cet objectif, il compare les contraintes actuelles à nune boite noire »...

ALAIN LEBAUBE

Le personnel de Thomson-Tubes électroniques

approuve un projet de partage du travail

Consulté par les syndicats

dn travail qui devrait éviter cent vingt licenciements (le Monde du 18 mars). Le taux de participation à ce scrutin, organisé sur les quatre sites dn groupe, a etteint 86 % (parmi les 2056 salariés, 1750 ont pris part au vote) et le «oui» e obtenn 1 146 voix, soit une majorité

Une majnrité des salariés de de 66 % représentant 55 % de l'en-Thomson-Tubes électroniques (ITE) emble du personnel. Compte tenu nnt epprouvé, mardi 16 mars, un de ce résultat, la CFDT (majoritaire), projet d'accord-cadre sur le partage FO et le CFE-CGC signeront, le 25 mars avec la direction, un accord qui prévoit de dintinuer de cinq journées par an le temps de travail et de réduire très sensiblement les hausses de salaire. De son côté, la direction s'engage à oe pas procéder à des

Après l'annonce de mesures de chômage partiel

Michelin demande à ses cadres de réduire leurs salaires

CLERMONT-FERRAND

de notre correspondant La direction de Michelin, qui a annoncé mardi 16 mars l'organisation de huit journées de chômage partiel pour cinq mille agents des services centraux de Clermont-Ferrand, vient de demander aux cadres « d'accepter une réduction temporaire de leurs appointements » de 4 % en mars et de 6,5 % en evril. La direction e expliqué qu'e il est été incompréhensible de ne pas associer

[les cadres] à l'effort demandé ». Ceux-ci ont reçu ou vont recevoir individuellement une note leur demandant d'accepter ce prélèvement qui, juridiquement, releve du volon-

tarial.

Néanmoios, cette note est empreinte d'une fermeté telle qu'il sera difficile eux cadres d'opposer un refus... Selon les syndicats, qui avaient vivement réagi à l'annonce des mesures de chômage partiel, ette mesure spécifique aux cadres s'inscrit dans un processus conduisant à terme à des suppressions d'emplois

EN BREF

□ Les grossistes protestent contre les « exactions ».

— La Confédératioo française des commerces de gros e protesté mercredi 17 mars cootre les dégradations commises lors des manifestations des paysans et des pêcheurs. «Les difficultés, voire le désarroi, de certains producteurs face à la crise ne sauraient tifier les exactions commise délibérément, planifiées et organisées, comme cela a été le cas récemment à Rungis, Nantes, Marmande, Boulogne-sur-Mer et hier encore à Bordeaux», écrit-elle dans un commoniqué. Elle demande donc que le gouvernement « prenne les mesures de sécurité appropriées ». Dans un communiqué, le Conseil netinnal du commerce (CNC) apporte soo soutien à cette

I Incidents entre dockers et forces de l'ordre à Dunkerque. - Les forces de l'ordre sont interveuues mercredi 17 mars dans les locaux dn Part entoname de Dunkerque pour évacuer quelques dizaines de dockers intermittents qui avaient investi de force les bureaux. Des grenades iacrymogènes ont été utilisées à l'intérieur des locaux, où se sont produits des heurts assez violeuts, mais sans blessés. Une réunion paritaire devait se tenir dans la journée entre les dockers et les eutorités administratives et por-

REPRODUCTION INTERDITE

Portant sur 5 à 6 milliards de francs

Les crédits d'impôts fictifs ne conduiront pas les banques au pénal

La Commission des infractions fiscales (CIF), saisie fin 1992 par le ministre du hudget, M. Martin Malvy, de l'affeire des erédits d'impôts utilisés abusivement par plusieurs hanques jusqu'en 1989 (le Monde du 2 février), a rendu un suis exceptiones de most por les parts par les parts parts par les parts parts parts par les parts par les parts par les parts par les parts parts par les parts par les parts par les parts par les parts parts par les parts par les parts par les parts par les parts parts parts par les parts part avis recommandant de ne pas por-ter l'affaire an pénal. Les dirigeants de banques ne risqueront pas d'être privés de la possibilité d'exercer un

mandat social. Cette effaire, qui porte sur des sommes considérables - 5 à 6 milliards de francs, - avait été dévoilée dès 1988 par la Cnur des comptes. Dans son rapport annuel, la haute juridiction avait révélé

privées avaient utilisé, « en les détournant de leur objet, les dispositions fiscales régissant les urganismes de placements collectifs de valeurs mobilières (SICAV et fonds communs de placement) ». M. Pierre Bérégovoy, alors minis-tre des finances, evait mis fin à cette pratique en 1989 en édictant de nouvelles règles « évitant la multiplication de crédits d'impôts et avoirs fiscaux au profit des entreprises ». Des redressements avaient alors été notifiés par l'administratinn fiscale sur le fundement de

La fin du conflit dans le métro parisien

Les autonomes acceptent la réforme des conducteurs de la RATP

Le Syndicat autonome traction (SAT), première organisation des conducteurs du métro et du RER avec 45 % des voix aux élections professionnelles, a signé, mercredi 17 mars, les deux protocoles sur la réfirme de le «filière conduite», objet du récent conflit à la RATP.

Le GATC-autonome, présent seulement dans le RER où il réa-lise 22 % des vnix, et le syndicat indépendant - 8 % dans le métro et le RER - devraient faire connaître leur positinn jeudi, après

Ces trois syndicats avaient susoendu lenr mnnvement lundi 5 mars, après avoir nbtenu des éclaireissements de la direction sur uo poiot de l'accord. Le lende-main, la CGT décidait d'interrompre son mot d'ordre de grève.

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

5- arrdt Jerdin des Plentes (près) 10 au 100 m², teres. 80 m², box 2 600 000 F. 43-37-88-14 7- arrdt

INIVERSITÉ SURCOUF P. avec mezzanine, 51 m
 harme. Calme. 49-25-07-0 9• arrdt . PRÈS CONSERVATORE 170 m². NAPOLEON III RARE, 49-95-07-09

12. arrdt Particulier vend bees volume tout confort de 80 m⁹, su cour, très claire et ceime, à 100 m Opére-Bastille. 14- arrdt

MONTPARNASSE STUDIO - 2 PIÈCES deublé ou Métaignerie CRÉDIT 8.95 % 45-02-13-43

ALÉSIA 5 P

appartements achats Recharche 2 à 4 P. Peris, préf 5-, 6-, 7-, 14-, 15-, 16-, 4-, 9-PAIE COMPT chèz notaire. 48-73-48-07, même le soir.

propriétés

bùreaux

Locations

DEMANDES **D'EMPLOIS**

A Paris que puis-je surveitier, contrôter, vendre. r vs. Not. angl. 43-25-71-23

Culsine reffinée, inspirée des dus gde chefs, référence, ch EXTRAS (1) 46-55-17-93 automobiles

Rouge verni 49 500 km. Prix 65 000 F

Le gouvernement d'Afrique du Sud veut relancer la croissance

Le gouvernement sud-africain a présenté, mercredi 17 mers, devant le parlement, le projet de budget pour l'exercice 1993-1994. Pour relancer l'économie du pays mise à mai par trois années de récession, la loi de finances préconise d'encourager - par des mesures fiscales notamment - les investissements privés. Tent le Congrès netional efricain (ANC) de M. Nelson Mandela que les syndicats ant rejeté ce qui devrait être l'ultime budget présenté par un gouvernement minoritaire

JOHANNESBURG

de notre envoyé spécial

L'économie sud-africaine n'en finit pas de s'enfoncer dans ie crise. Depuis trois années, la courbe de la croissance pique du nez: -0,5 % en 1990, -0,6 % en 1991, et -2 % en 1992, ennée marquée, il est vraí, par une sécheresse d'une gravité sans précédent. Inflation, investissements, production industrielle, équilibre budgétaire, consommation des ménages (en recui ponr la première fois depuis sept ans)... tous les indicateurs, à vral dire, sont dans le rouge, obstinément. Et l'emploi ne se porte guère mieux. Dans ce pays de près de quarante millions d'habitants, une personne sur trois en âge de travailler est sans emploi – et près d'un Noir sur deux, selon les calculs du Fonds monétaire international (FMI).

Le bilan est sombre. Aggravé par des décennies d'apartheid (75 % de la population n'ont pas le droit de vote), il explique la violence qui imprègne la société. « Il y n chaque année entre 2 500 et 3 000 assassinats politiques », rappelle un diplomete occidental. S'y ejoute nne violence quotidienne omniprésente, qui explique, par exemple, ces barbelés qui ceinturent la quasi-totalité des habitations, des opulentes villas de Johannesburg où vivent les Blancs aux taudis de Soweto. Protectinn banale que les nantis enmplètent par des systèmes d'alarme antrement plus perfec-

Plan quinquennal

Le gouvernement sud-africain en est conscient tout comme l'ANC du leader noir Nelson Mandele : impossible de téussir une transition démocratique sur fond de déclin économique. La recette est inapplicable. De ce constat est né un plan qui nquennal, d'essence tibérale, qui, d'ici à 1997, devrait permettre de retrouver un taux de croissance de 4,5 % l'an. Et partant de créer des emplois nonveaux (le Monde du 12 mars).

C'est la mise en musique de ce « modèle économique » qui est emorcée dans le projet de budget (mars 1993-mars 1994) présenté, mercredi 17 mars, devant le Pariement. Pour relancer les investissements privés – alors que les prévisions de croissence pour l'année varient de 0 % à 2 %, – le ministre des finances, M. Derek Keys, préconise de ramener de 48 % à 40 % l'impôt sur les sociétés tandis qu'une taxe de 15 % viendra frapper les bénéfices distribués.

Réconciliation nationale obtige, avé par le gouvernement a également 15 % de décidé de favoriser l'éducation dont les Noirs étaient jusqu'ici larace qui gement exclus). Ses ressources bud-

Etats-Unis: vive progression

de la production industrielle

La production industrielle continue de progresser aux Etats-Unis. En février, l'augmentation a été de 0,4 % par rapport à janvier et de 4,3 % en un an (février 1993 comparé à février à 1992). Elle avait déjà été de 0,5 % en janvier. En fait depuis octobre 1992, la production industrielle n'a cessé d'aug-

ainsi que le répétait M. Bush qui n'était alors pes cru. La reprise américaine est tirée d'abord et principalement par l'investisse-

menter fortement chaque mois par rapport au mois précédent (de 0,4 % au minimum). Le graphique ci-dessus montre que la raprise s'est bien produite aux Etats-Unis dès la début de 1992 gétaires vont s'accroître de 20 % cette année, tout comme celles des services de la santé. En revanche, pour la deuxième année consécutive, le budget de la défense sud-africain accuse une légère baisse : le pays est aujourd'hui en paix avec tous ses voisins.

Pour financer ces dépenses supplémentaires sans creuser un déficit budgétaire déjà inquiétant (près de 9 % du produit intérieur brut en 1992), le gouvernement sud-africain e opté pour un relèvement substantiel de la TVA dont le taux passera de 10 %, son niveau actuel, à 14 % (mais quelques produits de première nécessité en seront totalement exonérés). Les taxes sur les carburants, le tabac et les alcools seront de leur côté alourdies.

Conforme à la philosophie du «plan quinquennal» présenté huit jours auparavant, le projet de budget élaboré par nn gouvernement blanc minoritaire (les élections multi-raciales doivent avoir lieu avant avril 1994) a été jugé sévèrement par l'opposition. Marqué par « une approche coloniale », il ne saurait atteindre son objectif — « promouvoir la craissance » — car les conditions politiques de sa mise en œuvre ne sont pas rénnies, a estimé l'ANC, résumant une opinion partagée par les syndicats.

Attendnes, ces réactions négatives ne préteront pas à conséquence. En revanche, celles du FMI seront capitales. Qu'il décerne un satisfecit à la politique économique gonvernementale, et l'Afrique du Sud peut espérer voir revenir les investisseurs étrangers. Dans te cas contraire, la transition démocratique n'en sera que plus difficile.

JEAN-PIERRE TUQUOI

Pour combler les déficits budgétaires

La République tchèque lance son premier emprunt d'Etat

PRAGUE

de notre correspondant

Le gouvernement tchèque e lancé, jeudi 18 mars, son premier emprunt d'Etat d'un montant de 2,5 milliards de couronnes (500 millions de francs) auquel peuvent souscrire les investiscurs privés et institutionnels résidant dans le pays. Les obligations — d'une valeur de 10 000 ou 1 million de couronnes (2 000 et 200 000 francs) — au taux d'intérêt brut de 14,6 % par an (10,95 % net) seront remboursables dans quatre ana. Cette émission de bons du Trésor du ministère tchèque des finances est destinée à combler les déficits budgétaires de 1990 et 1991 qui s'élèvent au total à 10 milliards de couronnes (2 milliards de francs).

Trois autres tranches de 2,5 miliards de couronnes pourraient être émises les mois prochains selon les résultais de cette première opération. Après le placement couronné de succès d'un empaunt de 375 millions de dollars de la Banque nationale tribque sur les places boursières étrangères au début du mois, le ministre des finances, M. Ivan Kocarnik, s'est déclaré coufiant dans la réussite de qui placent de plus en plus leur argent en couronnes devraient largement foire confiance à ce nouveau produit dont le taux de rendement est avantageux.

LLEMAGNE

ment qui progresse très fortement.

e Paiements courants: déficit de 5 milliards de marks en janvier. — Le commerce extérieur de l'Allemagne unifiée a été excédentaire de 2 milliards de DM en jenvier, contre + 400 millions en décembre. Male la belance des paiements courants (balance des marchandises et services) a été déficiteire de 5 milliards de merks en janvier comme en décembre, du fait d'un déséquilibre important des échenges de services (- 3,8 milliards de DM contre - 500 millions en décembre).

La balance des palements courants avait été lergement excédenteire jusqu'en 1990 (+ 76,1 milliards de DM) avent de devenir net-

tement déficitaire à pertir de 1991 (~ 32,9 milliards de DM).

ETATS-UNIS

• Prix: + 0,3 % en février. - Les prix de détail eux Etats-Unis unt eugmenté de 0,3 % en février per repport à jenvier. En un en (février 1993 cumperé à février 1992), le hausse est de 3,2 %. En janvier, le hausse des prix avait été de 0,5 % (+ 3,3 % sur un an).

A l'exclusion des prix alimentaires (+ 0,1 % en un moie) et de l'énergie (- 0,4 %) qui fluctuent beaucoup d'un mois à l'eutre, le hausse de février e été de 0,5 %. En février, ce sont surtout les prix des vêtements qui ont augmenté (+ 1,5 % en un moia).

ENTREPRISES

ECONOMIE

La restructuration du réseau des SDR

Le Crédit lyonnais réussit son OPA sur la Société de développement du Sud-Est

LYON

de notre bureau régional

Selon le décompte définitif, le groupe du Crédit lyonnais a réussi son offre publique d'acbat sur le Société de développement régional (SDR) du Sud-Est, qui a été confrontée, en 1992, à de graves difficultés économiques (le Monde dn 20 janvier). An prix de 85 francs par titre, le Crédit lyonnais e obtenn près de 786 000 ections, portant ainsi sa part de capital de 19,18 %, à 65,9 %. Avant l'OPA, le dernier cours coté avait atteint 61 francs.

Deux actinnnaires importants ont préféré garder tout ou partie de leur «papier» : il s'agit de la Lyonnaise de banque, du groupe CIC (8,31 % du capital), et du groupe de prévoyance lyonnais Apicil-Arcil, qui a apporté 2,98 % des

7.15 % détenus jusqu'ici. En fait, il semble que l'on a assisté au désengagement d'investisseurs n'ayant pas leur siège dans le Sud-Est. A l'annonce de cette opératinn, le Crédit lyonnais avait assuré qu'il se satisferait d'une part de 51 %, simplement désireux d'aider la SDR à restaurer ses ratios de solvabilité après qu'elle eut essuyé de lourdes pertes. En ajoutant la prise de contrôle au sein de la SDR Sud-Est à sa pleine propriété du capital de la Compagnie financière Rhône-Alpes, l'établissement dirigé par M. Jean-Yves Haberer obtient cependant une position dominance parmi les entreprises régionales de capital-développement, fece à la Banque de Vizille (groupe Lyonnaise de banque) et à la société cotée Siparex.

G. B.

Les bénéfices de Clinvest ont augmenté de 52,5 %

Avant d'annoncer « les plus mauvais résultats depuis vingt nns », le président du Crédit lyonneis, M. Jean-Yves Haberer, s'est tout de même fait un petit plaisir en communiquant mercredi 17 mars les comptes pour 1992 de la banque d'affaires du groupe, Clinvest. « La composante la plus significative de la stratégie banque-industrie » selon les propres mots de M. Haberer a ainsi dégagé l'an dernier un résultat net de 746 millions de francs en hausse de 52.5 %.

Le portefeuille de participations de Clinvest s'élevait à la fin de 1992 à 21 milliards de francs contre 20,3 milliards en 1991. Les prises de participations ont etteint 5,9 milliards l'an dernier et les cessions 5,5 milliards. Créée en 1987, la société a pu dégager l'an dernier 526 millions de francs de produits de portefeuille et 586 millions de plusvalues nettes. Elle a surtout pu se constituer un matelas de plusvalues latentes estiné à 4,16 milliards de francs. Voilà de quoi conforter l'am-

bition du Crédit lyonnais de construire sur les modèles allemands et jeponais une banque étroitement imbriquée dans le tissu industriel à partir de participations de 10 % à 20 % dans un grand nombre d'entreprises. Il s'agit à la fois de « répondre aux attentes de l'industrie » en manque de fonds propres et de renforcer le fonds de commerce de la banque,

le fonds de commerce de la banque,
Le portefenille de participations du
Crédit lyonnais, le plus important en
France, via Cinvest mais également
d'antres entités comme Clindus
(investi dans les grands groupes
comme Rhône-Poulenc, Total, Aérospatiale, Usinor-Sacilor, Framatome) a
encore augmenté de 10 milliards de
francs en 1992 pour atteindre
49.5 milliards. « Cela correspond au
tiers de ce que la Bourse a apporté en
fonds propres aux entreprises en
1992», explique M. Haberer. Reste
que la conjoncture n'est pas forcément favorable à la constitution à
marche forcée et en cinq ans d'un
portefeuille d'une telle importance.

En dépit de fortes provisions

19

Le résultat du Crédit national en hausse de 9 %

Le Crédit national, institution financière spécialisée (IFS), cotée en Bourse, dont le capital est détenu aux trois quarts par le public, avec des dirigeants nommés par l'Etat, a réussi à maintenir ses résultats en 1992, malgré d'assez fortes provisions. Si, en exploitation, le résultat avant amortissements et provisions est en légère diminution (-4,5 %, à 1,55 milliard de francs) en raison notamment de frais pour recrutement de cadres de hant niveau, le résultat net est en hausse sensible (+15 %), à 725 millions de francs, grâce à la diminution de la dotation nette aux amortissements (-100 millions).

Mais l'établissement a dû consti-

amortissements (~100 millions).

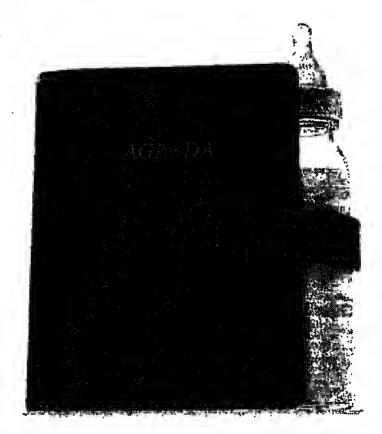
Mais l'établissement a dû constituer 258 millions de provisions exceptionnelles pour couvrir certains risques spécifiques; 95 millions de francs au titre de la filiale Exbanque et CSIA, dans les secteurs de l'immobilier et du négoce; 95 millions sur les parts détenues dans les opérations de promotion immobilières du Victorien et de l'ex-siège des NMPP; 68 millions, enfin, pour la dépréciation de la société de Bourse Dupont-Denant, détenue désormais à 100 %. Ces provisions ont commencé par une reprise équivalente de 258 millions de francs sur la provision complémentaire pour risques généraux constituée les ennées antérieures eprès paiement de l'impôt (le « magot » du groupe), et ramenée ainsi de 1 200 millions de francs à 930 millions. On notera que coexiste également une provision pour risque de 2,6 milliards.

En conséquence, le bénéfice net

En conséquence, le bénéfice net consolidé passe de 537,2 millions de francs à 585,9 millions (+9,1 %) et le dividende net est maintenn à 40 francs sur un capital augmenté, fin 1992, par attribution d'une action nouveile pour huit anciennes. D'autre part, le Crédit national rachète la Financière Saint-Dominique, sa filiale de capital risques, détenue à 82,5 %, en offrant une de ses propres actions pour buit de la Financière, dont les cours sont fortements décotés. L'opération fait apparaître une prime de 50 %, et correspond au rachat de la Financière à son prix d'introduction en Bourse il y a deux ans et demi.

FRANÇOIS RENARD

Télémarket s'occupe des courses des gens très occupés.



Si vous habitez Paris ou la région parisienne, vous pouvez vous aussi, avec Télémarket, le supermarché à domicile, commander vos courses sur catalogue et vous faire livrer le jour même. Pour nous joindre très vite, appelez-nous au 45 89 90 91, ou par minitel 36 14 code TMK, ou encore par télécopie au 46 87 27 83. Vous recevrez votre catalogue dans les 48 heures.

INDICATEURS

Devenue très sceptique sur les chences d'une belese très repide des taux alemands, la Bourse de Parla a repris soudainement sepoir. Le marché, qui était peralysé par l'incertuide, n'osent tebler sur une détente monétaire tout en l'espérent encore, attendets avec impartence le réunion bimensuelle de la Bundesbank joud après-midi. Le franc restait toutefois en aituation déficate, le mark demeurant accroché su niveau des

3,40 francs. Ou côté des valeurs, et 3,40 francs. Ou obté des valeurs, et après l'annonce de ses résultats annuels, L'With était en nette heusee, gagnant 2,7 %. Progression assez nette également de 2,3 % d'Eff-Aquitaire. Dans l'hypothèse d'une belese des taux d'intérêt en Allemagne, les valeurs financières écsient bien orientées, à l'intege de la Compagnie bancaire, en heuses de 3,3 %, et de sa maleon mère Paribas, qui gagnais 2,3 %. TAKIN DI 18 MA

2,3 %.

En revanche, Michelin, dont la direction a reconnu les difficultés en annongant qu'une contribution tinancière eveit été demandée à ses cadres, perdelt 1,5 %. Victime des prévisions pessimistes de ses dirigeents sur le marché de l'aluminium, le certificst d'investissement Pechiney cédait 0,7 %, at erriin Valéo perdeit 2,6 %, stors que la société envisage de supprimer 1 000 emplois.

NEW-YORK, 17 mars 1 Légère baisse

Wall Street est repertie à le balase mercraci 17 mers deus une strongshère peu active après l'annonce d'une hausse de 0,3 % des prix de détait aux Esta-Unis en février. L'Indice Dow Jones des velours vedestres a termine à 3 428,74 points, en balase de 18,21 points, soit un repli de 0,47 %. Quelque 240 millions de stress ent été traités. Les valeurs en hausse ont été nettement inférieures à cales en balase : 719 contre 1 160, afors que 597 actions sont restéas inchangées.

La grande Bourse new-yorksies pour-rait continuer à côder du terrain pendent les deux prochaines séances, mala

rat continuer à céder du terrain pendent les deux prochaînes séances, mala capte l'estime qu'alle inversers se timberce et testere de nouveux recordes, a effirmé Jack Conion, analyste chez Rothschild. Pour ce spécialiste, l'abondence de Routéries déponibles sur le marché boursier, en l'absence d'eutres elternatives, continuera à soutenir Wall Street.

Street.

La heusse de l'Indice des prix de détail correspondeix sux prévisions d'experts, ont noté des ambystes, mais al l'on suclut l'alimentation et l'énergie, sujets d'un mois sur l'autre à de fortes fluctuatione, le heusse a été de 0,5 %,

ce qui pourreit indiquer une reprise de l'inflation, onn-ile souligné.

Le marché obligataire set toutefois resté atable. Le taux d'intérie and principale référence de ce marché, a reculé à 8,86 % contre 8,87 % mardi soir.

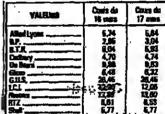
YALEUNG	Cours du 16 annes	Cours de 17 mars			
Alcon	70 6/8 57 7/8	70 5/8 57 1/4			
Books	36 7/3	34 3/8			
De Post de Mercure	47 1/8 84 1/2	48 5/8			
Posts	84 48 1/2	64 1/2			
General Sectors	95.7/E 36.1/2	87 1/8 38 3/4			
Geodyser	74 6/8 55 1/8	74 54 1/2			
	77 1/8 80 5/8	78 1/4 69 1/4			
Plan	60 50 1/4	58 3/8 55 5/8			
Texaco	63 1/2	62 7/4			
UAL Cop. at-Aliegia	16 7/8	16 3/8			
Unind Tech	13 3/8	13 1/2			

LONDRES, 17 mars 4 Net repli

Les valeurs ont cloturé en beless mer-credi 17 mars su Stock Eschange, heur-tées per la modification de la taxaston des dividendes annoncés la veille lors de la présentation du budget per la chance-fier de l'Echiquier, M. Norman Lemont. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a clôturé an balesse de 29,4 points solt 1 % à 2 869,8 points. Les échanges ont porté sur 862,4 mil-lions de stres contre 491,3 millions la veille. L'annonce de la deutlème hausse mansuelle consécutive des ventes de

manuelle consécutive des ventes de détail, qui ont progressé de 0,2 % en février, n'a par réupsi à contrébalancer l'effet laissé par le présentain du ludget, la balses de marché à terme et la crainte que le Bundesbank ne procéde

pas jeudi à une balase de ses taux d'interêt. Les opérateurs ont également mai perçu la modification annoncée de la taxorion sur les dividendes, qui pourrait entraîner une réduction des revenus des fonds de retraits,



La Bourse de Tokyo a terminé en depuis le 11 septembre 1992. « Il y a de puis le 11 septembre 1992. « Il y a de puis le 11 septembre 1992. « Il y a de puis le 11 septembre 1992. « Il y a de puis le 11 septembre 1992. « Il y a de puis le 11 septembre 1992. « Il y a de puis le 11 septembre 1992. « Il y a de puis le 11 septembre 1992. « Il y a de puis le 11 septembre 1992. « Il y a de puis le 11 septembre 1992. « Il y a de puis le 11 septembre 1992. « Il y a de puis le 11 septembre 1992. » nés, grace sux achets importants effectuée per les investisseurs dens la metinée. Le cote clôsure toutefois en deph de ses plus heuts, du feit des prises de bénéfices epperues dans l'après-midi, notent les boursiers. L'indice Nikkel a gagné L'indice Nikkel a gagné 654,53 points, acit 3,05 %, à 18 727,90 points dans un voltime étoffé de 650 millions de titres contre

parvienne à se maintenir à ces niveux eprès le très bon mois que nous avons connu jusqu'à présent», à déchré George Nammo de SBCI Secu-

, , , ,					
VALGUE	Cours do 17 mars	Cours de 18 mars			
Africano	1,260	1 300			
- Sychestone	1 230	1 290			
Caron	1 380	1 400			
Fig Back	2 010	2 100			
Heady Make's	1 410	1 470			
Matematike Checkie	1 130	1 150			
Minutes Harry	824	64Z			
Sary Days	4 070	4 130			

Dollar: 5,6660 F 1

Le dollar gagnalt da terrain, jeudi 18 mars à 5,6660 francs con-tre 5,6550 francs dans les échanges interbancaires de mercredi soir (5,6515 francs cours Banque de France). Le franc était légèrement sous pression à 3,4005 francs pour un deutschemark, contre 3,3974 francs dans les échanges

caires de mercredi soir 17 mers 18 mars

MARCHÉ MONÉTAIRE Paris (18 mars)

(SBF, base 100 : 31-12-81) ladio: gladal CAC 529,23 527,27 (SBF, base 1000 : 31-12-87) Indice CAC 40 1 975,25 1 967,28 **NEW-YORK (Indice Dow Jones)**

BOURSES

16 mars 17 macs

. 3 442,95 3 427,01 LONDRES findice « Financial Times a) 16 mars 17 mars FRANCFORT 1 697,83 1 685,06 TOKYO

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES



-	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
\$ E-U Yen (100) Let Destachment k Prime salare Live indicane (1000) Livre striking Presen (100) Franc français	Dentandé 3 1/16 3 1/4 9 3/16 8 3/16 8 3/16 5 3/16 10 7/8 6 1/8 15 3/4 11 1/2	Offert 3 3/16 3 3/8 9 5/16 8 5/16 5 5/16 11 1/4 6 1/4 16 5/8 12	Demandé 3 L/8 3 L/8 8 3/4 7 LL/16 5 10 3/4 5 15/16 14 L/2 U		Demandé 3 3/16 3 1/16 8 1/4 7 1/4 4 11/16 10 3/4 5 13/16 13 9/16 9 3/4	Offert 3 5/16 3 3/16 8 3/8 7 3/8 4 13/16 11 1/8 5 15/16 14 1/16 10 1/16

VIE DES ENTREPRISES

Augmentation de capital du Comptoir

des entrepreneurs à 219 francs par titre A l'issue de son conseil d'admi-nistration, mercredi 17 mars, le

Comptoir des entrepreneurs (CDE) a annoncé que l'augmentation de capi-tal réservée de 800 millioos de francs, destinée à renflouer l'établisse-ment en difficulté, se fera sur la base d'un prix unitaire de 219 francs par action. Il a'agit d'une moyenne des cours des deux mois précédant la suspension de cotation du 22 février. Cette opération sera soumise à l'ap-probation d'une assemblée générale extraordioaire convoquée pour le

Après recapitalisation et émission de 200 millions de francs de titres subordonnés, le total des fonds propres du Comptoir dépassera les 4 milliards de francs pour un ratio de solvabilité de 8,3 %. Les établissements les plus concernés par l'augmentation de capital sont les AGF et le Crédit foncier. Les modalités reteoues pour l'augmentation de capital paraissent toutefois étonnantes. Elles paraissent toutefois étonnantes. Elles ont été établies à partir de cours fixés par le marché dans la méconnais-sance de la situation réelle du CDE.

Le sidérurgiste néerlandais Hoogovens frappé de plein fouet par la crise

AMSTERDAM

de notre correspondant

Le numéro un de la sidérurgie aux Pays-Bas a connu uoe année 1992 « dramatique » avec une perte opérationoelle de 280 millions de florins (840 millions de francs), cinq fois et demie supérieure à celle de 1991 (153 millioos de francs), pour un chiffre d'affaires francs), pour un chiffre d'affaires de 9,1 miliards de francs (eo baisse de 5 %). Mais le déficit réel de Hoogoveos est encore plus élevé, s'établissant à 1,8 milliard de francs après prise en compte des frais de la restructuration engagée par le groupe l'ao dernier pour faire face à la dégradation du marché: surcapacité de production en Europe de l'Ouest, importations croissantes en provenance d'Eu-rope de l'Est et stagnation de la conjoncture. Le président de Hoogovens oe prévoit pas d'amélioraplus longue échéance, sur la limita-tioo des exportations est-euro-pécanes, sur la hausse des prix et sur la fermeture de hauts-fouroeaux, notammeot en Espagae et en Italie.

DÉJEUNERS RIVE GAUCHE

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE Renseignements: 46-62-72-67

LEVERKUSEN

de notre envoyé spécial

Avec un début d'année médiocre (11 % de baisse des ventes en jan-vier et février) et eo l'absence de signes de reprise économique, 1993 s'annonce comme un mauvais cru s'annonce comme un mauvais cru pour l'allemand Bayer. Le troi-sième chimiste mondial s'attend à une nouvelle baisse de son résultat et de son chiffre d'affaires. Lors de la présentation des comptes, mer-credi 17 mars, M. Manfred Schnei-der, président du directoire, s'est refusé à tout catastrophisme se déclarant même « optimiste » pour

Comme tous les chimistes alle-Comme tous les chimistes allemands, Bayer souffre de la vigueur du mark dans un marché en récession où la guerre des prix fait rage. Le chiffre d'affaires en 1992 a reculé de 2,8 % à 41,1 milliards de DM (139 milliards de francs), tandis que le résultat d'exploitation a dû réduire son dividende, le rame-nant de 13 à 11 DM.

Après une baisse de 16 % de ses bénéfices en 1992

Bayer s'attend encore à une mauvaise année

Dans ce contexte, un seul des aix Dans ce contexte, un seul des art secteurs du groupe — la santé — a su tirer soo épingle du jeu, avec une croissance tant de soo chiffre d'affaires (+ 1 %) que de ses résultats (+ 5 %). Représentant 22 % de l'activité globale, la santé procure les deux tiers des bénéfices. Les autres branches (production indusprielle occanique rolymère agritrielle, organique, polymère, agri-cole et ioformations techniques avec AGFA) oot connu d'impor-

> S'adapter à une demande réduite

Soucieux de hisser à un niveau coocurrentiel ses installations, notamment allemandes, tout en respectant les règles pour la sécurité et la protection de l'environnement, le groupe est obligé aussi de s'adapter à use demande réduite. Aiosi, aux 14 600 suppressions d'emplois intervenues depuis 1990, chuté de 12,6 %, reversot à s'adapter à uoe demande rédnite. Aiosi, aux 14 600 suppressions fice net après impôt de 15,7 %, à 1,56 milliard de DM. Le groupe a qui oot ramené les effectifs totaux

3 000 autres cette année. De plus, 3 000 salariés seront mis en chômage particl. Les résultats du secteur santé

à 156 400 salariés, s'en ajouteront

devraient rester « stables », seloo M. Schneider, qui a vivement critiqué la nouvelle politique de santé allemande. Son manque de clarté ponsse les médecins à prescrire des produits génériques bon marché et des produits anciens plutôt que des médicaments plus chers. Cette substition pourrait seloo lui, être à terme nuisible à la recherche. En janvier et février, la baisse des ventes en a été de 20 % et 40 %.

M. Schneider s'est aussi montré · beaucoup moins optimiste à court terme pour les activités chimiques». Cette dégradation de la situation pourrait développer le mouvement d'échange entre chimistes, chacun reprenant selon sa compétence une activité pour mieux la rentabiliser. Les dirigeaots discutent avec BASF, Hoceast et également

commun sous la responsabilité de

M. Patrick Debrot, directeur de Renault (Suisse) SA.

n « Prisunic ne sera pas bradé», affirma M. François Pinanit. — Pri-sunic « ne sera pas bradé», affirma M. François Pinault, président du directoire du groupe Pinault-Prin-

CESSIONS

DOMINIQUE GALLOIS

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

PROJET

 Peugeot envisage de produire des roitures en Inde. - Automobiles Pengeot a signé la semaine dernière un protocole d'accord avec le constructeur indieo d'actomobiles Premier Aotamobile Limited (PAL) pour étudier la faisabilité d'une production d'automobiles en Inde. Il pourrait a agir de voitures de gamme moyeooe (309). Les de gamme moyeooc (309). Les quaotités o'oot pas encore été fixées. Ce projet reste soumis aux accords des deux gouvernements concernés. Peugeot est déjà associé en Inde avec le groupe Mahindra à qui le constructeur français fournit des moteurs pour des petits véhicules utilitaires. cules utilitaires.

RÉSULTATS

La Lyonnaise de banque en baisse. – La Lyonnaise de banque en baisse. – La Lyonnaise de banque, du groupe ClC. vient de publier, pour 1992 un résultat consolidé de 26 millions de francs, eo forte baisse (~73 %) par rapport à l'an-née précédente. M. Denis Samuel-Lajeunesse, président de l'établisse-ment à fait état de provisions d'un ment, a fait état de rovisions d'un montant de 531 millions de francs, à l'échelle du groupe, en raison des difficultés do marché immobilier, de la dépréciation de la participation au sein de la SDR du Sud-Est, comme de débours suscités par les activités de marchands de biens ou d'audiovisuel. Pour la société-mère le produit net bancaire a progress de + 3,2 %, et le résultat brut d'exploitation de 11,2 %, grace à uoe meilleure maîtrise des frais géoé raux, surtout à partir du secood nestre. Durant l'année en cours, la Lyonnaise esoère une hausse de venant des commissions et services, de produits ocuveaux, mais aussi du crédit acquéreur et du cré-dit à la consommation. - (Bureau

n Cascades SA (papier) : perte sette de 43 millions de francs en 1992. - Cascades SA, bolding regroupant les activités européenoes du groope papetier canadien Cascades, a, pour la première fois, plongé dans le rouge en 1992 avec une perte nette de 43 millions de francs. Le groupe qui s'attend à un pouveau déficit en 1993 va supprimer au moins 150 postes dans ses usines européennes. Cascades a vu l'an dernier son chiffre d'af-faires reculer de 9 % à 1,5 milliard de francs, les ventes réalisées en France baissant de 3,4 %, celles à l'exportation de 15 %.

ALLIANCE

O Remait et Voivo renforcent leur coopération en Suissa. — Renault et Voivo ont décidé de rapprocher leurs filiales automobiles en Suisse. Uoe structure commune sera créée entre Renault (Suisse) SA et Volvo Automobile (Schweiz) AG, en parde rechange, de l'après-vente, du marketing, des services financiers et administratifs. L'identité propre de chamie marque sera maintenue, les réseaux de concessionnaires res-tant séparés et les gammes de pro-duits distinctes. Dans le cadre de dents distinctes. Dans le cadre de cette coopération, Volvo Aotomobile (Schweig) AO prévoit de déplacer soo siège de Lyss à Regensdorf, à proximité de celui de Renault, à partir du la janvier 1994. Les deux filiales resteroot des sociétés iodépendantes et conserveront leur propre équipe de direction. La coordination sera assurée par uo comité de direction

directoire du groupe Pinaiut-Pin-temps, dans une interview au quo-tidien lyonnais le Progrès du mer-credi 17 mars, « Prisunic, dans l'organisation du groupe, est une activité un peu à part. C'est le seul pôle alimentaire du groupe, un peu isolé après le non-aboutissement de la prise de contrôle d'Euromarché. A partir du moment où Euromar-A partir du moment où Euromar-ché a disparu du paysage, la préche a dispara du passage, la pre-sence de Prisunic parait moins évi-dente. Il peut donc être envisagé de céder Prisunic », ajoute-t-il, avant de préciser que rien a est fait. Pri-sunic « ne sera pas désassé emplace-ment par emplacement », afirme encore M. Pinault. ... O Nobel Industries vend deux fillales à Celains Industrier. — Le groupe industriel et chimique sué-dois Nobel Industries a signé de deux de ses filisies, NobelTech Systems et NobelTech Electronics, au constructeur naval suédois Celsius Iodustrier. Le montant de la transaction est d'environ 1,55 mil-

liard de couronnes (1,1 milliard de fraocs), sur lesquels quelque 800 millions de coordones (577 millions de francs) concernent les immembles. Dans le cadre de cet accord, Nobel Industries recevra des stocks de Celsius pour une valeur de 325 millions de coo-ronnes (234 millions de francs). NobelTech Systems et NobelTech Electronics étaient charges à l'intérieur du groupe Nobel des activités du Business Area Defeuse Electrooics. Le transfert, coovenn le 1= janvier 1993, sera effectif le 1= mars 1993.

CRISE

 Galinet en liquidation judiciaire.
 L'entreprise Galinet (matériel de travaux publics, Limoges) a été l'exportation, principalement vers les pays d'Afrique francophone,

récemment mise en liquidation judiciaire. Les 78 salariés restant ont été licenciés. L'entreprise réali-sait 40 % de son chiffre d'alfaires à doni la plupart sont en état de quasi-cessation de paicment. Elle a été déstabilisée par la décision de la COGEMA de stopper l'exploitation de l'uranium limousin, ce qui a fait disparaître 10 % du chiffre d'affaires. — (Corresp.)

JOURNAL OFFICIEL

DES DÉCRETS

Sont publiés ao Journal officiel du jeudi 18 mars 1993 :

Nº 93-355 du 9 mars 1993 modifiant le décret o° 84-99 du 10 février 1984 modifié relatif au statut des infirmiers et infirmières

des services médicaux des adminis-trations centrales de l'Etat, des ser-

vices extérieurs qui en dépendent et des établissements publics de

- Nº 93-357 du 17 mars 1993

pris pour l'application de l'article 9 de la loi o 88-227 du 11 mars

1988 relative à la transparence financière de la vie politique.

- Du 2 février 1993 portant

approbation de dispositions modi-fiant et complétant le réglement de

sécurité contre les risques d'iocen-

UN ARRÊTÉ

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14 12 h 30-14 h 30, 20 h-23 h. Owert le semedi. Toujours son bon rapport qualité-prix, don 25, rue Frédéric-Sauton, 5° F. dim. Park. le menu à 195 F, déjeuners, diners. Poissans, fruits de mer et crustacis toute l'aunée.

TABLES D'AFFAIRES

ECUREUIL GEOVALEURS

SICAY ACTIONS FRANÇAISES **ET ETRANGERES** pour investir

dans l'éco-industrie

Voleur de l'action

au 31.12.92 : 2 286,15 F

CLOTURE DE L'EXERCICE ORIENTATION DES PLACEMENTS COMPTABLE 1992

Le Conseil d'administration de la Sicav. réuni le 4 février 1993 sous lo présidence de Monsieur Michel Siguier, a arrêté les comples de l'exercice sociol clos le 31 décembre 1992.

Ils seront présentés à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se tiendra le 2 goril 1993. Conformément aux statuts, le Conseil proposera à l'assemblée de capitaliser la totalité des revenus distribuables de l'exercice.

PERFORMANCES AU 31.12.1992

• sur 1 an : + 5,60 % depuis le lancement le 8.04.91 : + 10,11 %

valeurs de l'éco-industrie, marché à fortes potentialités de développement.

A NOTER Sição actions, Ecureuil Géovaleurs continuera de bénéficier du seuil maximol de cessions permettant l'exonération des plus-oalues

Le portefeuille d'Ecureuil Géovaleurs

est composé d'octions de sociélés

internationales contribuant par leurs

activités à la protection de l'environ-

nement. Leurs principaux domoines

d'action sont le traitement de l'eou,

de l'oir et des déchets. Cette Sicav

permet d'investir sur les meilleures

Sicar gérés par Ecureuil Gestion - Fisie des Caisses d'Epargne et de Prévoyance et de la Caisse des dépôts et consignations.

réalisées.

AISSE D'EPARGNE

TOKYO, 18 mars 1 Vive progression

350 millions mercredi. L'indica Nikkel est monté à 18 788,30 points en début de

séance, soit son plus haut nivasu

CHANGES

FRANCFORT 17 mars Doller (ex DM) ... 1,6764 . 1,6675

Dollar (en yens)___ t18,09 11634

... t0 7/8-11 % New York (17 mers)_

Nuclei Dew Jones 18 173,37 18 727,90 Indice general 1 365,65 1 408,26 ____31/4%

COURS TERME TROIS MOIS

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

die et de panique dans les établissements recevant du public.

•• Le Monde • Vendredi 19 mars 1993 21

MARCHÉS FINANCIERS

	DE PARIS	DU 18 MA	RS		Cours relevés à 13 h 30
Conspensation VALEURS Cours President cours			glement men	suel	Compensation VALEURS Cours Premier Cours Cours
5240 C.N.E.3%	5380 Compen- 980091 sector VALBURS	Coors Proteint Detrier % Comp	OR VALRIES Cours Premier Dernie priodic. Premier cours	r % Compen VALEURS Cours Premier Dennier cours	5 280 Ford Mosor
1716	1930	1447 1150 1154 +0 51 425 426 4	Legrand (DP)	+ 1.05 940 Sa. Rossignel 980 978 978 434 440 Sagos 485 50 481 50 485 50 481 50	-0.25 270 Mit Donaid's 296 90 297 297 60 - 87
900 Coles 1039 1050 219 1220 Conspx Most 1285 1288	1340 +135 400 Napiers	602 603 805 +0 50 176 600 678 600 686 364 20 365 360 +184 225		+200 161 Grann 174 170 173 10 -	333 0.62 111 Yamastudii
VALEURS % du % du nominal coupon	VALSURS Cours Decreier coors	VALEURS Cours Dernier Cours	VALEURS Cours Derrièr préc, cours	VALEURS Emission Rechet VALEURS rest	Emission Rachet VALEURS Emission Rachet Freis Inc. net
Obligations	FixP 70	Étrangères	9odarus MV	Actionnesists C 30768 34 30768 34 France Diffusion Actionnesists C 30768 34 20768 34 France Diffusion France Company C 30768 34 France Diffusion France C 30768 34 30768 34 France C 30768 34 30	287 16 298 59 Operation
Emp Etter 9,8%,78	Forester Chel.	A.E.G	Seria Group.	Arsignore prime: 703827 00 703827 Fearth-Associations: 703827 Fearth-Associations: 703827 7 Fear	37 94 37 94 46 481 45 79 46 75 2445 1 241 88 893 92 969 89 971 75 948 05 5412 51 5332 62 18200 80 18120 20 184 88 180 82 184 88 180 82 184 88 180 82 184 88 180 82 184 88 180 82 184 88 180 82 184 88 180 82 184 88 180 82 184 88 180 82 184 88 180 82 184 88 180 82 184 88 180 82 184 88 180 82 184 88 180 82 184 88 180 82 184 88 180 82 184 88 180 82 184 88
CNI 1/82 5000F	Immoberge	VALEURS Cours Cours Cours	Sept Hydro Serrylo. S30 Calciphos. 67 Calciphos. 67 Calciphos. 67 Calciphos. 67 Calciphos. 67 Calciphos. 68 570 Serrylo Scotines Ind. 60 60 Europ Soutines Ind. 60 60 Europ Soutines Ind. 60 505 Gorp Degratura. 250 250 Horder Caris. Planeur. 240 841 Particle, Parcier. 284 257 10 Particle, Parcier. 288 257 10 Scotines Entablings 1732 1780 Scharriburger Ind. 521 S.P.R. ac. R. 300 Yearstrea. 180 162 Salt. 600 S.P.R. ac. R. 300 Witesstrea. 180 162 Saltinis. 200 100 LC.C. 211 216 Managh. Höselibre. 1205 1208 Magnat. 1	Ass Exp. F. Ex. Agepters Ass Investiments	1375 39
CNI 1/82 5000F	In Microsibine	Commercial 1020 1028 300 1028 300	Calciphon. 67	Ass Exp F. Ex Agreers	1375 39
CNI 1/82 5000F	In Marcalines	Commercial 1020 1028 300 1028 300	Calciphon. 67	Ass Exp F. Ex Agreers	1375 29 1325 23 15089 38 15089 38 111483 10 10226 02 157500 B4 15451 80 533 95 52 93 15568 9 15106 52 93 16589 15106 52 93 2429 46 2425 B2 56cmi-Gam. 1500 59 1500 59 1500 59 130365 45 33062 74 1315 46 33165 45 33062 74 1315 46 33165 45 33062 74 1315 46 33165 45 33062 74 1315 46 33165 45 1307 52 72 2377 86 2354 34 262622 72 28262 72 28262 72 28262 72 28262 72 28262 73 56 184 84 179 55 184 84 179 56 184 84 184 84 179 56 184 84 184 84 179 56 184 84 184 84 179 56 184 84 184 84 179 56 184 84 184 84 179 56 184 84 184 84 179 56 184 84 184 84 179 56 184 84 184 84 179 56 184 84 184 84 179 56 184 84 184 84 179 56 184 84 184 84 179 56 184 84 184 84 179 56 184 84 184 84 179 56 184 84 184 84 179 56 184 84 184 84 179 56 184 84 184 84 179 56 184 84 184 84 179 56 184 84 184 84 184 84 184 84 184 84 184 84 184 84 184 84 184 84 184 84
CN 1/82 5000F	In Marcathine	Communication Color Colo	Calciphon. 67 Copum. Copum. 685 570 585 570 580	Ass Eppf. Ex Agreemy. Ass Brops	1375 29 1326 23 15089 38 15089 38 15089 38 15089 38 111433 10 106236 02 15760 84 15845 89 16353 39 622 93 165 89 181 163 39 37 61 1315 46 1315
CNI 1/82 5000F	In Marcalines	Communication Color Colo	Calciphon. 67 Calciphon. Ca	Ass Expr. 24 Agreem. Ass Express. Ass Brops. 133 48 129 99 Ass No. F. Edward. 143 31 111 Ass NP. Ass D. F. Edward. 142 32 139 17 Ass D. F. Edward. 142 32 139 17 Ass Prem. Ex. Agreem. Ass S. Ex. D. Sels. Ass S.	1375 29 1326 23 15089 38 15089 38 111433 10 1061 315 1594 58 11594 58 11594 58 11594 58 11595 60 25 1597 60 13551 50 15570 54 15551 50 15570 54 15551 50 15570 54 15551 50 15570 54 15551 50 15570 54 15551 50 15570 54 15551 50 15570 54 15551 50 15570 54 15551 50 15570 54 15551 50 15570 54 15551 50 15570 54 15551 50 15570 54 15551 50 15570 54 155

AGENDA

Le communiqué du conseil des ministres

s'est réuni, mercredi 17 mars. au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. A l'issue du conseil, le service da presse de la présidence de la République a diffusé le communiqué suivant, dont voici les principaux extraits.

Caisse de garantie des retraités

(le Monde du 18 mars) Protection des occupants et des acquéreurs d'habitation

Le ministre délégué au logement et au cadre de vie a présenté une lettre rectificative au projet de loi relatif à la protection des occupants et des acquéreurs de biens immeubles à usage d'habitation ou à usage profes-sionnel et d'habitation.

Ce projet de loi a été adopté à l'occasion du conseil des ministres du 23 décembre 1992.

La lettre rectificative le complète de plusieurs dispositions adaptées par le Parlement lors de la session d'automne de 1992 mais écartées per le Conseil constitutionnel comme résultant d'amendements dépourvus de liens suffisants avec le contenu des textes dans le cadre desquels elles avaient été adoptées,

Les plus importantes de ces dis-positions sont les suivantes :

I. Toute proposition d'interruption anticipée d'un bail par le propriétaire devra être assortie d'une proposition de relogement correspondant aux besoins et aux possibilités du loca-

2. Si les travaux doivent rendre un logement impropre à l'habitation, la réalisation de ces travaux sera subor-donnée à l'obtention d'un permis de démolir. Ce permis ne pourra être délivré que si une proposition de relogement a été faite au locataire.

Si des travaux de cette nature sont réalisés en l'absence d'un permis de démolir, l'autorité judiciaire pourre ordonner sous astreinte la remise en état des lieux et la réintégration ou le relogement de l'occupant. 3. Lorsque l'intervention d'uo

arrête municipal de péril rendra nécessaire le départ des occupants d'un immeuble d'habitation, le propriétaire sera tenu de reloger ces derolers. A défaut- le maire pourvoira au relogement, aux frais du proprié-

4. Les occupants de logements meublés seront mieux protégés. Tout occupant installé depuis au moins un an auta droit au renouvellement de son contrat pour une durée au moins égale à un an. Ce dernier contrat sera renouvelable, sauf si le propriétaire

A la porte de Versailles à Paris

Le cabriolet tient salon

Longtemps, le cabriolet a été le parent pauvre de l'industrie auto-mobile. Certaines marques n'en

complaient même plus dans leur

gamme. Au cours des années 80, avec l'avènement de l'écologie, la

décapotable s'est muée en nouvel

art de vivre, suscitant un regain

d'engouement, sans pour aulant

réaliser des ventes speciaculaires :

15 000 exemplaires achetés en France en 1992 contre 3 000 en

Concrétisation de cette montée

en régime, le Salon de l'automobile cabrioles qui a lieu, pour sa qua-

trième édition, du 19 au 21 mars à

Paris. La manifestation allie les

«anciennes» et les « modernes»

avec la présence de la version défi

nitive du roadster Lamburghini

Diablo ou celle d'un cabriolet Cadillac Fleetwood, V12, de 1934.

Un exemplaire uoique à ce jour,

Saion da l'automobile cabrio

▶ Salon da l'automobile cabrio-let. Du 19 au 21 mars. Parc des expositiona da la Porte da Var-sailles à Parls. Hall 22. Vendredi 19 at dimanchs 21 mars da 11 heures à 19 haures. Noc-turne le aamedi jusqu'à 22 haurea. Prix d'antréa :

50 franca (gratuit pour laa moina da quatorze ans). Rensei-gnemanta : (1) 42-74-19-60.

fabriqué par General Motors.

mvoque, en respectant un préavis de trois mois, un motif légitime et sérieux pour s'opposer à ce renouvel-

française

Le secrétaire d'État à la francophonie et aux relations culturelles exté-rieures a présenté un projet de loi relatif à l'emploi de la langue fran-

Aux termes de la Constitution, le français est la langue de la République. Or son emploi connaît aujourd'hui, sur le territoire national, des atteintes, notamment dans cer-tains secteurs d'activités.

Le projet de loi élargit le champ d'application de la loi du 31 décembre 1975 relative à l'emploi de la

langue française, renforce ses disposi-tions et les adapte au contexte économique, social et culturel actuel. Il rappelle que les services publics doivent utiliser la langue française.

Le consommateur doit être informé en français. Dans la vie des entreprises, les conventions collectives, le règlement intérieur, les notes de service et les contrats de travail doivent être rédigés en français. Les obligations de la radio et de la télévision en matière d'usage du francais sont précisées.

Le projet de loi sera complété par des dispositions réglementaires préci-sant les sanctions nécessaires pour assurer son application.

 Préfets délégués pour la sécurité et la défense (le Monde des 7 et 18 mars)

Le projet de charte européenne des services publics

Le ministre de l'équipement, du logement et des transports a présenté une communication sur le projet de charte européenne des services publics, proposé par la France le 4 février à Bruxelles à ses partenaires

Il s'agit de mieux définir la place qui doit revenir sux services nublics dans la construction européenne.

Des services de base comme la fourniture d'eau, d'énergie, de trans-port ou de télécommunications ne peuvent être correctement assurés par le seul jeu du marché.

L'offre des services doit pouvoir être assurée de manière continue. Tous les consommateurs doivent bénéficier dans des conditions égales de l'accès à ces services, quel que soit en particulier le lieu où ils résident. Des péréquations de tarifs peuvent territoire.

Les préoccupations de développement à long terme et de protecti de l'environnement peuvent aussi

PROSLÈME Nº 6000

12345678

HORIZONTALEMENT

1. Vida parfois les coffres en vue

d'alimenter son compte bancaire. – Il. Pompe à essence. – Ill. Posses-

sif. « Léguma » è l'anglaise. --IV. Attaatation de libération. --

V. Peuvent donc éprouver des sen-

timents fratemels. — VI. Contrainte per corps. Symbola. — VII. Jadia invoqué. Désigna un bon conductaur. Traduit un malaisa. — VIII. Hors-jau, Etendua d'aau. — IX. Heureause manière d'agir. — X. Co hii fan parfais notter le cha-

X. On lui fait parfois porter le cha-peau. Très naturel. - XI. Ont une

VERTICALEMENT 1. Peut être assimilée à un nau-

frage. – 2. Maître à jouer. Table de sarvica. – 3. Ecrin d'un diaman. Un petit malin. – 4. Abréviation.

Cause de paralysia. Un mauvais

« sarvica » à rendre. - 5. Elément d'un corpa étranger. Qualqua

chose de piquant. - 8. Paraît sortir

préférence pour le gratin.

MOTS CROISES

du service public. Dans cet esprit, le projet de charte européenne vise à favoriser le déve-loppement des réseaux transenro-péens en matière de transports, de peens en manere de transports, de télécommunications et d'énergie. Il vise aussi à établir, dans le respect du principe de subsidiarité, un cadre européen d'organisation des services publics, qui rienne compte à la fois de leur spécificné et de leur diversité.

Les services publics pourront amsi être modernisés de façon cohérente et simultanée dans tous les États membres. La meilleure productivité des services publics qui en résultera contribuera à la compétitivité écono

mique de l'Europe. Des contacts pris par la France avec ses partenaires, il ressort que quatre Etats membres ont déjà mani-testé une position de principe favorable envers l'initiative française.

Un mémorandum a été déposé auncès de la Commission europée pour l'inviter à soumettre le proje su conseil des ministres européen, avec pour objectif de parvenir à son adoption pour la fin de l'année.

Le ministre de la santé et de l'action humanitaire a présenté une communication sur l'aléa thérapeuti-

Notre système de protection contre la maladie, bien qu'il soit l'un des meilleurs au monde, n'assure pas aujourd'hui la réparation de ces acci-

L'objectif est d'indemniser toute personne victime d'uo accident médical grave dont les conséquences sont disproportionnées aux effets probables de l'acte médical ou à l'évolution prévisible de la maladie Cette indemnisation doit être faite selon une prodédure souple et rapide évitant aux victimes des démarche longues, pénibles et coûteuses.

Personne ne devant être laissé i l'indemnisaton doit reposer sur l'assurance collective et la mutualisation des risques.

L'établissement du lien entre l'acte médical et le dommage et l'évaina-tion de la gravité du préjudice pour-raient relever d'un comité d'expertise et de médiation. Les personnes s'estimant victime d'un dommage résultant d'un acte médical pourraien être informées et assistées dans leur démarches par ce comité.

Dans le domaine de la prévention des fautes médicales, l'obligation de moyens à la charge des médecins doit être renforcée par la nécessité d'informer les patients des risques éventuels présentés par les actes médicaux qu'ils se proposent d'ac

du bord d'un écu. Forment un cer-

cle parfait. ~ 7. Deux par personne.

Peut être secret. - 8. Est très atta-

Solution du probleme nº 5999

Verticalement

Horizontalement Arasament. - II. Barateria.

jours avec intelligence.

XI. Xi. Assure.

BULLETIN D'ENNEIGEMENT

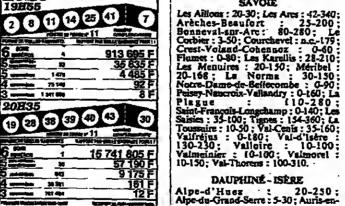
Voici les hauteurs d'enneigement au mardi 16 mars. Elles nous sont communiquées par Ski France, l'Association des maires des stations françaises de sports d'hiver (61, boulevard Haussmaan, 75008 Paris - Tél.: (1) 47.42.23.22), qui diffuse assai ces resseignements sur répondear téléphonique an (1) 42-66-64-28 ou par Miaitel: 36-15 code CORUS.

Les chiffres Indiquent, en centimètres, la hauteur de neige en bas, ché au croissant. Passe la majeure partie de son temps à l'étude. -9. Désinence verbale. Se font tou-

III. Ecalerant. - IV. II. Sou. - V. Lépine. - VI. Lé. Roches. - VII. Manua. - VIII. Dua. Ou. - IX. Das. Pieds. - X. Intailie. mètres, la hauteur de neige en bas, puis en haut des pistes. HAUTE-SAVOIE HAUTE-SAVOIE

Avoriaz : 10-150; Les
Carra-d'Araches : 5-250; Chamoux :
10-305; Châtel : 20-90; La Clussaz :
0-180; Combloux : 0-50; Les
Contamines-Montjoie : 5-130; Fhaine :
35-250; Les Gets : 0-30; Le GrandBornand : 0-65; Les Houches : 5-110;
Megère : 0-150; Morillon : 0-120;
Morzine : 20-140;
Praz-de-Lys-Sommand : 20-60;
Praz-sur-Arly : 5-90; Saini-Gervais :
10-90; Samočas : 0-220; Thollon-Les
Mémises : 5-20. Abeille, Dix. - 2. Raclée, Déni.

3. Ara. Must. - 4. Salaires. Aa. - 5. Eté. Non. Pis. - 6. Mer. Ecueils. - 7. Eres. Hé 1 Elu. -8. Ninove. Oder. - 9. Têtu. Sous. **GUY BROUTY** MERCREDI 17 NARS 1981 SAVOLE



Oisans: 10-30; Antrans: 0-0; Chamrousse: 0-20; Le Collet-d'Allevard: 5-25; Les Deux-Alpes: 20-200; Lans-en-Vercors: 0-0; Méandre: 0-10; Les Sept-Laux: 5-35; Villard-de-Lans-Corrençon: 30-40.

ALPES DU SUD

ALPES DU SUD

Auron: 0-50; Brizaçen: 70-100; Isola 2000: 40-80; Moutgenèvre: 100-200; Orcières-Merlette: 15-100; Les Orres: 30-130; Pra-Loup: 5-50; Pry-Saint-Vincent: 20-120; Le Sauze-Super-Sauze: 15-40; Serre-Chevalier: 5-50; Valberg: 30-n.c.; Val-d'Allos-Le Seignus: 20-40; Val-d'Allos-Le Foux: 15-70; Vars: 35-85.

PYRÉNÉES Aix-les-Thermes: 0-70; Barbges: 40-80; Cauterets-Lys: 40-200; Font-Romen: 30-100; Gourette: 0-100; Luckos-Superbagnères: 0-0: Luz-Ardiden: 10-35; Psyragudes: 30-70; Pinu-Engaly: 5-130; Saint-Lary-Soulan: 30-40.

MASSIF CENTRAL Le Mont-Dore : 5-5; Super-Lioren :

JURA Métablef : 0-10; Mijoux-Lelex-La Faucille : 5-20; Les Rousses : 5-30. VOSGES Le Bouhomme : 15-20; La Bresse-Hohneck : 20-40; Gérardmer : 20-30.

LES STATIONS ÉTRANGÈRES LES STATIONS ETRANGERES
Four les stations étrangères, ou peut
s'adresser à l'affice national de
tourisme de chaque pays : Allemagne :
4, place de l'Opéra, 75002 Paris, sél :
47-42-04-38; Andorre : 26, avenue de
l'Opéra, 75001 Paris, 1él. :
42-61-50-55; Antriche : 47, avenue de
l'Opéra, 75002 Paris, 1él. :
47-42-78-77; Italie : 23, rue de la Paix,
75002 Paris, tél. :
47-42-78-77; Italie : 23, rue de la Paix,
75002 Paris, tél. :
47-42-78-57; Italie : 23, rue de la Paix,
75002 Paris, tél. :
47-42-45-45.

- M. et M= Charles Mand et leurs enfants, M. et M. Alain Kujas, et leurs enfants, ses enfants et petits-e Et toute la famille,

- Paris. Lombard (Doubs).

ont la douleur de faire part du départ

François-Julien WULWEK

survenu le 13 mars 1993, dans sa vingt-

Les obsèques religieuses auront lieu le lundi 22 mars, à 11 heures, en l'église de Lombard (Doubs).

Dans l'avis de décès concernant

Plerre GUITOU,

il fallait lire aussi Xavier Guitou, son

(Le Monde du 17 mars.)

- Il y a einquante ans, le 19 mars 1943, à Ajaccio,

Fred SCAMARONI,

compagnon de la Libération cité à l'ordre de la Nation, préfet à la date du 18 juin 1940, chef de mission en Corse du général de Gaulle,

trahi, torturé par l'OVRA, se donnait la mort pour la France.

Communications diverses

sium à l'Alliance israélite universelle,

Dimanche 28 mars 1993, sympo-

Il n'avaitapes partéeu pasus em-

Il avait vingt-neuf aus.

Anniversaires

Errata

M= Victor Walwelt,

ta mère, Diane Walwek,

envième année.

5, rue Fontaine, 25440 Lomberd.

27, villa Sald, 75116 Paris.

ont le douleur de faire part du de M. Rémy MAUDRET. M. Jacques DENISET, survenu le 16 mars 1993, à l'âge de

officier de l'ordre national du Mérite, ancien délégaé à l'assemblée générale du CNPF, 19 mars, à 9 h 30, au cimetière parisien de Bagneux, où l'on se réunira à la porte principale. Les obséques auroni lieu le vendredi juge su tribunal de commerce de Corbell, administrateur de la Goun Cork Cy, président-directeur général de Basie & Gangloff, Ni fleurs ni couronnes

directeur général d'Emballage Couronne, résident de Syndicat nation des fabricants de boltes et emballages métalliques, vice-président de l'IFEC,

CARNET DU Monde

- Mer Jacques Deniset,

son épouse; Philippe et Christian, set enfants, Sa famille,

Et ses amis

Naissances

Décès

M. et M- Albert SIMANTOV. M. et M. Joseph LEVI, leissent à Marion la joie d'annoncer la naissance de

Appe et Didler LEVI.

Christine et Jos SERVAIS

Germaine de BOUARD, née Callies,

Michel de BOUARD,

dans le paix du Seigneur, le mardi 16 mars 1993, à l'âge de quatre-vingt-

La messa d'inhumation sera célébrée

le lundi 22 mars, à 14 houres, en l'église Soint-Vincent-de-Paul, 5, rue de Belzunce, Paris-10 ; elle sera suivie de

l'inhumation dans le caveau de famille, au cimetière des Batignolles, Paris-17.

M. et M= Christian Dorin

M. et M= Jean-Claude Rico

M. et M= Alain de Bouard

et leurs enfants, ses enfants et petits-enfants, Dominique Noble

Dorin, 25, rue Frémicourt, 75015 Paris,

le 15 mars 1993, à Lyon.

nis, à Courbevoie.

et leurs enfants, M. et M= Jean-Marc de Bouard

Pas de fleurs, mais une offrande pour

- Oo nous prie de falre part de

Marie-Marthe THIERY,

Une messe sera célébrée le vendredi

L'inhumation aura lieu à Lourches

19 mars, à 10 h 30, en la chapelle

et leurs enfants, M. et M= Dominique de Bouard

le 14 mars 1993, au foyer de

3 bis, rue Terro-Neuve.

le té mars 1993, à Paris.

a rejoint son mari.

De la part de

urvenu le 16 mars 1993.

L'inhamation a eu lieu dans la plus

une ceremonie religieuse aura lieu le mardi 23 mars, à 15 heures, en l'église Saint-Etienoe d'Issy, 5, place de l'Eglise, Issy-les-Moulincaux (Hants-de-Scine).

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. Jean-Louis Couzinou, président de l'Association des lauréats de la Fondation de l'avenir du Péri-

Ainsi que, pour la Fondation de l'avenir du Périgord, M. Jean-Pierre Boissavit, M. François Dujarric de la Rivière, et M. Jean-Charles Savignac, ont la douleur de faire part du décès de

M. Sylvain Auble FLOIRAT, président-fondateur de la Fondation de l'avenir du Périgord,

surveire en son domicile le 14 mars 1993, dans sa quatro-vingt-quatorzièmo

(Le Monde du 16 mars.)

Pompes Funèbres Marbrerie

בריניו להואות מייים בייים CAHEN & C.

43-20-74-52 MINITEL par le 11

main », avec Armand Abecassis, Léon Askénazi, Gilles Bernheim, Bernard Edelman, Georges Hansel, Charles Mopaik, Daniel Sinclair, Jacques Testart, Shmuel Trigano. Renseignements: 42-80-35-00.

Soutenances de thèses

Ind Sale ere .

- Paris-I Panthéon-Sorbonne. « La nunauté européenne et le Bassin méditerranéen. Développement et sécurité», par M= Agapion-Joséphidès, vendredi 19 mars, à 14 h 30, salie 6, 12, place du Paulhéon. Thèse de science politique sous la direction de M. le professeur Pierre Dabezies.

CARNET DU MONDE

Renseignements: 40-65-29-94 Tarif: la ligne H.T.

Toutes rabriques Abounés et actionnaires .. 90 F Communicat. diverses 105 F Thèses étudiants.

 Décès de la doyenne des Britan niques. - La doyenne des Britanniques, M. Charlotte Hughes, est décédée, mercredi 17 mars, à l'âge de cent quinze ans, dans une maison de retraite de Redcar dans le nord-est de l'Angleterre. Ancienne institutrice, elle était née le jour où Alexander Graham Bell avait créé sa première compagnie de télé-phone, le 1= août 1877. Elle attri-buait sa longévité au fait d'avoir toujours respecté les dix commandements de la Bible et d'avoir eu une alimentation saine. Rappelons que Ma Jeanne Calment, la Française qui est, selon le Livre Guinness des records, la doyenne des habitants de la planète, a fêté, le 21 février, ses cent dix-huit ans.

LES MENUIRES

VAL THORENS

LA PLAGNE

PEISEY/VALLANDRY

LES ARCS

TIGNES

150/300

LES GRANDS MONTETS

ENNEIGEMENT (cm)

100/310

100/280

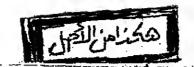
-/160

25/150

50/340

151/350

TIGNES, TRES BIENTOT, UN NOUVEAU FUNICULAIRE SOUTERRAIN SOUS LE GLACIER DE LA GRANDE MOTTE.



METEOROLOGIE

A Sec. $\frac{m_{\rm ph}}{2\pi i} \sim m_{\rm ph} \rho_{\rm sp}$

 $(0,0) = \{ \alpha_1, \ldots, \alpha_n \}$

 $\{ \mathfrak{C}_{\overline{\mu},\lambda_{1},\lambda_{2},\dots,\lambda_{d}}^{(n)} \}$

Section Control

 $\hat{\boldsymbol{\beta}} = \frac{\hat{\boldsymbol{\beta}}_{ij} \hat{\boldsymbol{\beta}}_{ij}}{\hat{\boldsymbol{\beta}}_{ij} \hat{\boldsymbol{\beta}}_{jj}}$

1256 Cz

11.1.4

25 Be (40 Pr.

·*** 4.

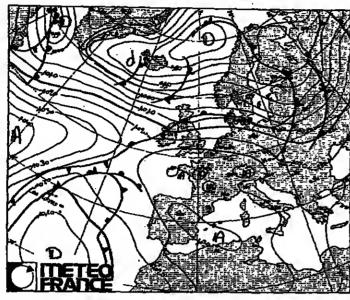
-

7 (20 1)

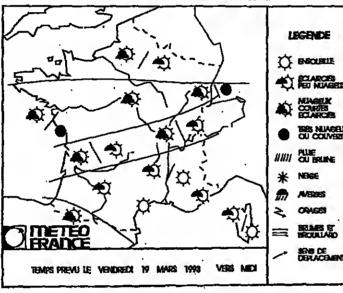
10

100

SITUATION LE 18 MARS 1993 A 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 19 MARS 1993



geut ailleurs. — Au nord de la Seine et sur les Côtes d'Armor, le ciei, encore assez nuageux au laver du jour, laissara au fil des heures une place de plus en plus grande au soleil.

Entre la Seine et la Loire, la matinée sera placée sous le signe des rusques avec même quelques gournes possibles et su contraîre sous celui du solail

Au sud de la Loire jusqu'à l'Auvergne et le sud du Jura, les nuages seront prédominants, ne telseant que peu de place au soleil.

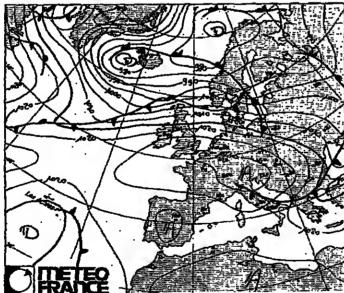
Alleura, c'est-à-dire sur le Sud-Ouest et le Sud-Est, ce sera une journée prin-tanière, chaude et ensolaitée ; qualques

restrictions toutefole sur la Côte d'Azur le metin où des nueges bee pourront temporairement rendre le ciel gris, et sur l'Aquitaine et les Pyrénées l'eprèsmidi, où des nueges de chaleur pourront per moments cacher le soleil.

De côté des températures, le douceur persistera en toutes régions, aves des minime généralement compris entre 5 et 9 degrés, mais 1 à 4 degrés tent dans le Massif Central, le region Rhone-Alpeaset to Sud-Est, et des maxima s'étageant entre 12 et 16 degrés sur une grande mohié cord, et entre 18 et 22 degrés su sud.

Le vent sera pertout faible ou

PRÉVISIONS POUR LE 20 MARS 1993 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES Valeurs ex is 17-3-1983 à 18 hours	ramos roloni	ine antra		le	18-3-9	3 ['] .
BORDEAHX 22 F F F F F F F F F F F F F F F F F F	TORLOU TOURS TOURS TOURS	DB 13 10 LES 15 AGUE 9 24 18 18 18 18 17 17 22	DD DCDNDCCCCDDDDPDNCK	MARRAICA MESTICA MESTICA MELAN MONTRE MONCOLL MONTRE MONCOLL MEN-OR MEN-	6 25 26 27 28 28 27 29 27 27 27 27 27 27 27 27 27 27 27 28 25 25 25 25 25 25 25 25 25 25 25 25 25	15 C 10 D 2 D -11 D 2 P - 25 C 3 B 0 D
A B C ciel conver	cie!	N ciel	Ouste	P	T tempète	neign

moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorològie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMANN

Délai

N supposait ici-même, il y e trois jours, que le général Morillon n'eveit pas emmené de cameraman evec tui à Srabrenica. On sa trompait. Il e'en trouvait au moins un, dont les premières images, une séquence très courte, nous sont parvenues avec quelques jours de décalage. Juché sur una voiture, la général promettait à la foule - en français : «Nous na vous abandonnerons pas. » Une cohorta de réfugiés fuyait dans la neige, une mère serrait son bébé. C'est peu, mais, sans doute, on en

verra davantage. Il suffit d'attendre. On retrouva le général au début de « La marche du ejècla ». tragique et le sublime, en vague dans la neige, avec son bébé, n'au-Caveda : « Ne quittez pas, général, divertissement indifférencié ? Ainsi reit-elle pas été chassée par cette dire.

TF 1

0.10 Série :

20.45 Série : Nevarro.

FRANCE 2

22,40 Veriétés : Taratata.

FRANCE 3

20.05 Jeu: Hugodelire (et à 20.40). 20.15 Divertissement : La Classe.

Les Enquêtes de Remington Steele.

20.00 Journal, Campagne électorale, RPR (1 min.); UDF (1 min.); PS (2 min.).

20.50 Megazina; Envoyé spécial. La France vue par ses humonistes, de Sylvie Millet, Thierry Hay et Daniel Lavy; La France vue par ses immigrés, de Philippe Balland et Divier Galy Nadal; La France vue par un chômeur, d'Anne Gintzburger et Vincent Meillard.

23.55 Campagne électorale, PS (2 min.); CNI (1 min.); Vens (1 min.), Journal et Météo.

0.25 Magezine: Le Cercle de minuit. Pré-sente par Michel Field. L'exposition Titien au Grand Palais.

18.15 Campagne électorale. PS (2 min.); CNI (1 min.); Verts (1 min.).

18.25 Jeu: Questions pour un chempion.

18:50 Un livre, un jour.
Charles, de Jean-Michel Béquié.
19:00 Le 19:20 de l'information.
De 19:09 à 19:31, le journel de la région.

20.40 Journal des courses et Météo,

je vous passe Bernard Kouchner, et aussi M. Mandikoa, envoyé spécial de Srebrenica. Passera, passera dans l'ex-Yougoslavie du Haut-Commissariat pour les réfugiés. « Nous sommes prêts à vous rejoindres, lui lence Kouchner, admiratif. En échange, le général, là-bas, au milieu de la neige, de la boue et de la mort, se fendit de quelques gentillesses à destination de Bernard Kouchner.

Faut-il regretter que le général soit avec nous en duplex quasi permanent, eu bout de ce posta de radioamateur qui le relie au monde? Qu'il ait ainsi mis le doigt dans la moulinette qui transforme tout, le le feuilleton du convoi à destination pas? Réponse demain, pein-être. Président de Médecins sans frontiàres, Rony Breumen, chez Cavade, manifeste d'honorables réticances face à l'humanitairespectacle. « C'est la mort das enfants, qui est indécenta», lui répliqua Bernard Kouchner, evec, pour lui, la force brutale de l'évidence. Si l'on n'entendait pes le général Morillon chaque soir, ne l'aurait-on déjà oublié? N'eurait-il pes été enseveli sous le flot quotidien, le terrorisme en Algérie, la demière gaffe de Rocard? La mère dans la neige, avec son bébé, n'au-

autre mère, femme de marin, défilent dans les rues d'une ville francaise? Deux jours de suite d'attention, c'est tant demander l

Encore faut-il savoir que la moufinette transforme tout en pitance pour «Le bébête Show» et sa dérision mécanique. On rira demain de la Bosnie, comme on rit de l'affaire du sang contaminé. Car on en rit. Quelques minutes avant que le général Morillon ne dialogue avec Bernard Kouchner, les comiques de TF 1 montraient Laurem Fabius, seringue en main, menaçant de c transfuaion » une essistenca effrayée. Il suffit de laisser passer le délei. De décence, si l'on ose

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :

> signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film è éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Jeudi 18 mars

22.25 Journal et Météo. Le Voisin du dessus, de Patrick Jamain 22.15 Megazine : Le Grand Jury d'honneur.
Invités : Antoins Waschter, René Monory,
Brice Lalonde, Nicolas Sarkozy, Charles MiIon, Marie-France Stirbois, Martine Aubry,
Gisèle Moreau, Dominique Strauss-Khan,

22.50 Campagne électorale. PS (4 min.); Soliderité. écologie. gauche elternative (4 mn 30); Verts (4 mn 30); PC (5 mn 30).

23.15 Cinème : L'Ami retrouvé. mm
Film américain de Jerry Schetzberg (1988).

CANAL PLUS

19,30 Sport : Football. PSG-Real de Medrid. Match retour de la Coupe d'Europe, en direct. A 20.00, coup d'envoi du match. 22.00 Série : Le Juge de la nuit.

22,45 Flash d'informations. 22,50 Cinéma ; Kickboxer 2, le successeur. a Film américain d'Albert Pyun (1990).

0.20 Le Journel du hard, Présenté par Philippe Vandel.

ARTE

19.00 Magazine : Rencontre (et à 0.20). Nicolas Hayeck, Hugo Loetscher. 19,30 ➤ Documentaire : Femmes d'Alger. De Karnal Dehane.

20,30 8 1/2 Journal. .20.40 Feuilleton : Die Zweite Heimet. D'Edgar Reitz. 6. Le Jeu de la Eberté.

Coarts métrages: Premières vues. Thème: Injustice et arbitraire, Melinda, Lucas et Cheriotte; Au nom du pape; Des femmes et des préservatifs; Loin de toi; Une eutre vie; Anfa et Anthur; A qui la faute l'; Les Hurdes.
De jeunes néafisateurs sortis de la FEMIS, de l'IDHEC, de l'Ecole de Lodz, de l'école Louis-Lumière, des Atéliers Varan ou formés sur le las déclinent des problèmes de société. M 6

20.45 Cinéma ; Je vals craquer! Film français de François Leterner (1980). 22.25 Téléfilm : Enterré vivant.

De Franck Darabon. 0.00 Informations;

Six minutes première heure. 0.15 Magazine ; Culture rock.

La saga des monstres du hard rock. 0.45 Magazine : Fréquenstar.

FRANCE-CULTURE

20.30 Dramatique, Piranèse ou le Démon, de Gehrard Kopf, adaptation de Dominique Petit.

21.30 Profils perdus. Denis de Rougemont (1). 22.40 Les Nuits megnétiques. Les infirmières

0.05 Du jour eu lendemain.

0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 6 mars salle Olivier-Messiaen): Partita pour violon et orchestre, Interlude, Chain II, de Lutoslawski; Le Chant national de France, dir. Michel Tebachnik.

23.09 Feuilleton : Meldoror.

23.19 Ainsi le nuit. Sonata pour violon et piano an la majeur op. 47, de Beethoven; Trio pour piano, violon et violoncelle nº 2 en ut min.eur op. 88, de Mendelssohn.

0.33 L'Heure bieue. Jazz e'il vous plaît, par André Clergeat.

Vendredi 19 mars

16.25 Magazine : Zapper n'est pas jouer. Invité : Francis Lalanne. 15.25 Série : Hawaii, police d'Etat.

16.25 Club Dorothèe. 18.50 Un livre, un jour. Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français, tome 43, ouvrage collectif sous la direction de Jean Maitron. 17.20 Série : Le Miel et les Abeilles. 17.50 Série : Hélène et les garçons. 18.20 Jeu : Une famille en or.

18.55 Magazine : Coucou, c'est nous l Invitée : Claire Nebout.

19.50 Divertissement : Le Bébête Show (et à 0.45). 20.00 Journal,

Météo, Trafic infoa et Infos neige. 20.45 Magazine : Les Marches de la gloire. Le fil de la vie : Le couleir infernet : Un pour tous, tous pour un : Slephant Circus : Incan-die aux Indes ; Hélicoptère.

22.25 Megazine : Ushueïa. Migazine: Ostrola. Cing femmes dans les lumières d'Ustruata. A l'essaut des records; La Francée de la mer; Le Femme eux serpents. 23.25 Divertissement : Saxy Dingo.

23.55 Série : Les Enquêtes de Remington Steele. 0.50 Journal et Météo.

FRANCE 2

15,30 Variétés : La Chance aux chansons. 16,20 Jeu : Des chiffres et des lettres. 16.50 Feuilleton : Seaumanoir. 17.15 Megazine : Gige.

17.19 megazine : urge.

19.15 Jeu : Que le meilleur gagne plus.

20.00 Journel, Campegne électorale. PS
(1 min); RPR (1 min); UDF (1 min); PC
(1 min); autres partis (30 secondes cha-

20.50 Journal des courses et Météo. 20.55 Série : Nestor Bunna. Un croque-mort nommé Nestor, de Maurice Frydjand, d'après l'œuvre de Léo Maiet.

Frydiand, d'après l'œuvre de Léo Malet.

22.30 Magazine: Bouillon de culture, invités: Jean Respail, (Sept œuvriers quintèrem le ville au crépuscule per la porte de l'Ouest qui n'était plus gardéal; Jacques Dorfmann, réalisateur du firm Agaguk; Bernard Satadin d'Anglure, ethnologue, spécialiste des linuits; Michèle Sacquin, commissaire de l'exposition le Printemps des génies, à la Sibilothèque nationale; Sophie Avon (les Hauts-Fonds); Béatrice Cazelles, directrice du centre Jeunes Vocations; Emmanuelle Bernard, treize ans, violoniste; Michaela Resetove, douze ans, pianiste.

23.55 Journal et Météo.

23.55 Journal et Météo. 0.20 Cinéma : Le jour se lève. EEE Film français de Marcel Carné (1939).

FRANCE 3

18.05 Campagne électorale. 18.25 Jeu: Questions pour un champion.

19.00 Le 19-20 de l'(nformation. De 19.09 à 19.37, le journel de la région. 20.05 Jeu : Hugodél(re jet à 20.40).

20.15 Divertissement : La Classe. 20.45 Magezine : Thalessa.
Lo Combat dee bateaux-sarpents, de Frédéric Soltan et Dominique Rabotteau.

21.50 Magazine : Faut pas rêver. Invité : Bernard Clavel. Russie : le métro rouge ; France : le truffe, un don du diable ? ; côte d'ivoire : Samoza, griot chasseur. 22.50 Journal et Météo.

23.15 Magazine : Le Diven. Bruno Masure. 23.35 Série : Les Incorruptibles. 0.25 Court métrage : Libre sourt.

CANAL PLUS

15.20 Documentaire : Les Spiendeurs da la mer de Cortez. De Howard Hall. 16.15 Cînéma : Personne n'est parfaite.

Film eméricain de Robert Kaylor (1990).

18.00 Caneille peluche.

- En clair jusqu'à 20.35 18.30 Le Top.
19.20 Flash d'Informationa.
19.30 Magazine : Nulle part eilleurs.
Invité : Jean-Yves Lafesse.

20,30 Le Journal du cinéma. Táléfilm : Cauchemar. De John Pasquin 20.35 22.05 Divertissement Ce soir avec les Nouveaux.

Flash d'informations. Cinéma : Danse avec les loups.
Film américain de Kevin Costner (1990). 23.00

ARTE

Sur le câble jusqu'à 19.00 — 17.00 Téléfilm : L'Orchestre. De Blawur Jacek (rediff.). 18.15 Musique : Montreux Jazz Festival (rediff.).

Megazīne : Rencontre. Heinke Sudhofs/Johannes Gross. Documentaire : Palettes. 19.30

D'Alain Jaubert. Paolo Véronèse. 20,00 Documentaire : Prisons à l'américaine. De François Reinchenbach.

20.25 Cînêma d'animation :

Les Baigneuses. De Michel Druart. 20.30 8 1/2 Journal. 20.40 Magazine : Transit.
22.10 Magazine : Mecadam.
Rap, graph et dub style, de Francis Guibert.

23.05 Documentaira : L'Ecrivain, le peintre et le funambule. De Claude Mounérae. 23.55 Musique :

Montreux Jazz Festival (26 mln).

M 6

14.15 Magazine : Destination musique. 17.00 Variétès : Multitop. 17.30 Série : L'Etalon noir.

19.00 Série : Les Rues de San-Francisco.

18.00 Série : Booker.

19.54 Six minutes d'informatione, Météo. 20.00 Magazine : Mode 6. 20.05 Sárie : Cosby Show.

20.35 Magazine : Capital, 20.45 Teléfilm : Affaira personnalle. De David Robertson.

22.30 Série : Mission impossible, vingt ens après. 23.25 Magazine : Les Enquêtes de Capital. 23.50 Magazine : Emotions.

FRANCE-CULTURE 20.30 Radio erchives. Henri Mondor, la plume et le bistouri

21.28 Poésie eur parole.
21.32 Musique : Black end Blue.
Ela Fitzgerald, une vie. Avec Franck Tenot.
22.40 Les Nuits magnétiques.
0,05 Du jour eu lendemain.
Dane la bibliothèque de... Edwy Pienet. 0,50 Musique : Code.

FRANCE-MUSIQUE

20,30 Concert (en direct de la salte Olivier-Messlaen): Magnificat primi toni BWV 203, de
Buxtehude; Meine Seele erhebet den Hern.
Choral Schubler 8WV 648, Fuge sopre ul
Magnificat 9WV 733, de Bach; Suite pour
orgue nr 2 op. 53, de Vierne; Fanteisle-improvisation sur Ave Maris Stella, Choral-improvisation sur Victimae Paschelis, de Tournemire, par Aude Heurtematte, orgue.

23.09 Consideror Maris Stella 23.09 Feuilleton : Meldoror.

23.19 Jazz club. Par Claude Carrière et Jean Del-mas. En direct de la Villa à Paris : la chan-teuse Rende Manninng avec Georges Arva-nitas, piano, Alby Cullaz, contrebasse, George Brown, batterie.

1.05 Pepillons de nuit.

15.35 Série : La croisière s'emuse.

M. Le Pen maintiendra ses candidats au second tour « partout où ce sera possible »

C'est dans une atmosphère platôt intime, ponr un bomme qui raffnie des rassemblemeats monstres et survoltés, que M. Jean-Marie Le Pen a achevé, mercredi 17 mars, au gymaase Pierre-de-Coubertin à Paris, sa discrète campagne des électioas législatives. A part uae impres-sionnante série de conférences de presse - plusienrs par jour tennes dans les acroports de l'Hexagone où son avion faisait escale et sa campagne personnelle à Nice, M. Le Pea ac se sera produit qa'une douzaiae de fnis en public au cours des derniers

Poar son ultime prestation, le président du Front aatinnal a attiré, comme il l'evait fait à Lyon, quelques jours plus tôt, environ quatre mille fidèles dont certains, en quittaat prématuré-ment les lieux, phénomène rarissime, ont marqué une forme de lassitude face à un discours iavariable qui, mois après mois, fait eppel aux mêmes formules et aux mêmes eaethèmes viseat la presse, accusée de comploter con-

M. Balladur juge inévitable la hausse de certains impôts

« Naus n'éviterons pas la hausse d'un certain nombre d'impôts indi-rects », a déclaré M. Edouard Balladur lors d'un débet arganisé par l'ageace de publicité Eurocom Pôles. L'ancien miaistre de l'économie et des finances a ajouté que ces hausses ne seraient peut-être même pas suffisantes. Seloa lui, compte tenu da déficit cumulé des régimes socieux (100 milliards fin 1993), des « mesures urgentes seront nécessaires ».

tre lui, et les immigrés, source principale, seinn M. Le Pen, da chômage, soupçonnés de complo-ter contre la France.

a Nous sommes à la fin du par-caurs mais naus avons une belle pointe de vitesse. Nous sortons du dernler virage. Naus nilans gagner», a affirmé le chef de file de l'extrême droite qui s'est abs-tena, contrairement à ce qu'il fit imprudemmeat avant les coasul-tations de mars 1992, de fixer un objectif précis.

Sinon celui de faire mieux que la fois précédente, soit 9,65 % des suffrages aux législatives de 1988, comme en 1986. Dans ua nouvel entretien publié dans le Figaro du jeudi 18 mars, il récuse, par avance, toute comparaison evec les résultats obtenus par son partiaux électinas régionales qui lai evaient procuré 13,9 % des voix.

Sursaut salvateur

Foadeat plas d'espair sur le nombre de voix que sur le nom-bre de sièges qui reviendront au Froat aetioaal – aouvelle mou-ture de l'opposition maurassienne entre le pays réel et le pays légal -, M. Le Pen invite ses partisans, comme il le fait à chaque élection, à porter leur regard sur la consultation suivante. Sans doute pour faire oublier plus vite que son parti apparaîtra, dans celle-ci, comme une firce d'eppoint à laquelle aucune des coalitions en lice ae veut s'associer.

Pour la forme, M Le Pen rassure da de ses militants en affir-ment que « le bataille ac s'arrêtera pas le 21 mars». « Elle ne s'arrêtera pas le 28 mars, enchaîne-t-il. Elle s'arrêtera par la mise en place d'une politique nationale seule capable de sauver la France», c'est-à-dire quand lui-même entrera à l'Elysée. A défaut

Selon « l'Evénement du jeudi »

Urba aurait possédé un compte secret dans une banque monégasque

Sous le titre : « Monaco : une Sous le titre : « Monaco : une nouvelle piste de l'argent noir de la politique », l'Evénement du jeud!, daté da 18 aa 24 mars, assure que le bureau d'études Urba, chargé du financement du Parti socialiste, disposait dans les années 80, à Monaco, d'un compte secret atilisé pour des opérations financeires concernant des mars. financières coacernant des mar-chés passés à l'étranger, aotamment en Italie.

L'affaire Urba, écrit l'hebdoma-daire, « s'apprête à ressurgir (...) sur les terres de la principauté de Monaco. Et plus précisément dans les décombres de la Banque indus-trielle de Monaco (BIM), fermée après sa banqueroute, survenue fin 1939. » Selna l'Evènement du 1989, » Selna l'Evénement du jeudi, pour faire circuler les pots-de-vin, « une société civile particulière (SCP, farme juridique des sociétés-écrans monégasques) a été ouverte à la BIM au num de la trop fameuse Urba, en 1983 ».

D'importants moavements de fonds (60 à 70 millions de francs par an) auraient été enregistrés sur ce compte secret catre 1983 et 1988. «Le compte de la SCP Urba encaissait des chèques de 2 à

3 millions de francs provenant de sociétés de promotion immobilière et des BTP. Les noms cités : Cogedim, Lucia, Financia, Jean Lefèbvre, Spie-Trindel, Dumez-Lyonnaise des eaux », précise l'article avant d'ajnuter : « Utilisée par des fraudeurs fiscaux français, la BIM a également reçu la visite d'hammes politiques de tous bords venant dépaser leur argent noir. Pour cette raison, l'affaire de la BIM constitue une vraie bombe à ment. 2

« La SCP Urba, poursuit l'Evé-nement du jeudi, pouvait encaisser des chèques qui échappaient ainsi à la comptabilité d'Urba Paris. On na comptabilité à Urba Paris. On peut émettre l'hypothèse que ces paiements venalent rémunérer des marchés (en particulier dans le damaine du bâtiment) conclus à l'étranger de la même manière que ceux conclus en France sous les tuspices d'Urba.»

Seina l'bebdomadaire, c'est un employé d'Urbatechnic qui aurait disposé de la procuration sur le compte d'Urba à la BIM. L'Evenement du jeudi, précise par ailleurs que le foadé de pouvoir Jean Ferry, auméro trois de la BIM avait été retrouvé « suicidé » dans le garrigue le 20 février 1990. Avec, près de son corps, des dossiers concernaat des sociétésécrans ouvertes à la Banque indus-trielle de Monaco.

 Remise en liberté dans l'affaire da
 SEERI Méditerranée. – Inculpé le
 décembre 1992 dans le cadre de l'affaire de la SEERI Méditerranée de Cannes pour escroquerie et faux et usage de faux, M. Jacques Magrey, gérant de l'agence Claude Maller Immobilier, a été remis en liberté sous caution mercredi 17 mars par le juge d'instruction de Grasse chargé du dossier, M. Jean-Pierre Murciano. Incupé des mêmes chefs, le PDG et administrateur de la SEERI-Médite rance, M. Claude Maller, evait été remis en liberté jeudi 11 mars. Tous deux sont soupconnés d'evoir surfac-turé de 13 millions de francs la construction d'une propriété cannoise destinée au chef de gouvernement de l'émirat du Qatar (le Mande da 11 décembre 1992).

Pour renflouer la Sécurité sociale

OLIVIER BIFFAUD

Les crédits de la politique de la ville sont amputés

ville pour 1993 aanoncés par M. Tapie le 4 février (le Monde du 9 février) viennent d'être discrètement amputés pour cause de renflouement da budget de la Sécurité sociale. D'un montant supérieur à 1 milliard de francs, l'enveloppe destinée au développement social des quartiers «sensibles», à la prévention de la délinquance, & la sécurité, aux subventions aux asso-ciations devait préseater uae bausse de 8 % sur 1992, et être distribuée plus vite que les années précédentes, dès la fin février, avait promis M. Tapie. Mais le jour même où le miaistre de le ville annoaçail ce budget avaalageux, le Journal officiel publisit un décret d'evance du premier ministre transférant 5 milliards de francs du budget de l'Etat (notamment du ministère de la défense) vers la Sécurité sociale, taadis que 15 entres milliards de francs

de cette issue, l'oracle est le sui-vant : « Avant la fin de ce siècle,

au nous [La France] aurans réa-

lisé le sursaut salvateur, ou nous serans emportés dans un cata-

clysme dont les lignes directrices

En attendant cette improbable

surprise « divine », le Front natio-

nal ne peut guère que développer une stratégie de nuisance à l'égard

de la droite parlementaire. Ea

répétant que, « partout où ce sera possible », ses candidats se main-

tieadront au secoad tnar (une

centaine de cas sont espérés), M. Le Pen indique qu'il fera tout

pour mettre des bâtons dans les

roues de l'UPF baptisée par lui

La « cuisine » électorale de ceux

qai préteadent avoir, selon leur

slogan, « la tête haute et les mains

propres » révèle une certeiae

angoisse face au score des écolo-

gistes. La troisième place, il est

vrai, se juue eatre ces deux

al'Union pour la frime».

sont déjà en place.»

étaient gelés. C'est ainsi que les crédits de la politique de la ville, pourraient souffrir d'une coupe claire équiva-

D Les tests de dépistage du sida : deux techniciennes du laboratoire d'Artois licenciées. — Les responsables du laboratoire d'analyses médicales d'Artois à Paris, mis en cause pour son mode d'utilisation de tests de détection du sida, viennent de procéder en licencie de deux techaiciennes, Jocelyne snard et Josiane Baudet, responsables de la découverte de ce « procédé scandaleux », e annoncé, mercredi 17 mars, la fédération FO de la pharmacie. Celie-ci entend porter l'affaire « rapidement desant les tribunaux compétents ».

Les crédits de la politique de la lant à 15 % des crédits de fonctinnnement et 10 % des crédits d'investissement. La décision, préseatée comme un « simple gel » de crédits, va cepeadant retarder certaines opérations et risque d'être perçue comme un encouragement pour la future majarité à renoncer à une partie de la politique de réhabilitapartie de la pointique de rensonna-tion sociale, économique et urba-nistique des quarriers difficiles, que le gouvernement la toujours présen-tée comme prioritaire. A moins, que l'absence depuis quelques mois d'incidents majeurs, pourtant toujours possibles dans les cités, n'ait incité à ce renoncement.

> M. Christian Decharrière. nommé préfet délégué pour la sécu-rité en Lorraine. - Le conseil des ministres du mercredi 17 mars a aommé M. Christiaa Decharrière préfet délégué pour la sécurité et la défense auprès du préfet de la zone de défense est, préfet de la région Lorraine, préfet de la Moselle.

> . (Né le 29 décembre 1949 à Champa-gnole (Jura), M. Christian Decharrière est titulaire d'une maîtrise en droit et ancien élève de PENA. Administrateur civil su ministère de l'intérieur (1980), i civil an ministère de l'intérieur (1980), i est successivement directeur du cabinet des préfets de l'Aube (1980) et de la Corse-du-Sud (1981) avant d'être secrétaire général de la préfecture de l'Ardèche (1983). En fonction à l'administration centrale de 1985 à 1988, il est notamment directeur du cabinet de M. Jacques Perrillat, directeur général de l'administration de 1986 à 1988. Il occupera ensuite la mêras Enoction amprès du préfet des Alpes-Maritimes, avant de devenir secrétaire général de la préfecture du Poy-de-Dôme (1990). Depuis le 8 octobre 1992. M. Decharrière était chargé d'une mission de service public

La Bundesbank baisse son taux d'escompte à 7,5 %

Prenant une noavelle fnis les observateurs un pen à contre-pied, la Banque centrale aliemende e annoncé jendi 18 mars une baisse de son taux d'escompte à 7,5 %, coatre 8 %. « Avec cette décision, nous poursuivons notre politique de balsse progressive des taux d'intérêt», explique dans un com-muniqué le Baadesbank. La dernière baisse des taux allemaads remonte au 4 février : le lombard avail alors été réduit d'un demipoial à 9 %, et l'escompte d'un quart de point à 8 %.

La décision de la hanque cen-trale allemante est dispotement liée à l'annonce, foujours jeudi 18 mars dispossiblement de 0,1 % de la masse monetaire (M3) allemande. La confirmalinn de la diminution de la masse monétaire

en janvier - éloigne les risques

L'annonce de la baisse des taux allemands a provoqué une bausse immédiate des bourses de Francfort et de Paris, vite earayée pour-tant par des prises de bénéfice. L'iadice CAC 40, qui gagnait à Paris autour de 1 %, a grimpé jusqu'à 1,5 % avant de redesceadre antnur de 0,65 % de hausse. «La Bundesbank poursuit sa politique des petits pas, ce n'est pas suffisant pour débarrasser les marchés de leur attentisme », a déclaré M. Ulrich Hombrecher, économiste

de la banque Westi. B à Düsseldorf. Du côté des changes, la réaction était mitigée. Le mark restail audessus de la barre des 3,40 francs.

ÉCONOMIE

DÉBATS

face à Jean Peyrelevade. ÉTRANGER

Somalie : les travaux de le confé-Abeba suspendus ... Sénégal : quatre-vingt indépendantistes tués en Casso Russie : «eppels» pour renforcer les pouvoirs présidentiels........... 4 Un rapport d'Amnesty International sur l'accueil des réfugiés par le Etats-Unis : les deux principaux

suspects dans l'attentat de New-Ynrk sont inculpés d'homicide ... 6

POLITIQUE

Les élections législatives des 21 et 28 mars : la survie des « écolos » 7 Les «beurs» sous la bannière de l'écologia.... Le CSA e'inquiète d'«un certain nombre de déséquilibres en faveur

de l'opposition ...

SOCIÉTÉ Football : l'Olympique de Marseille L'installation du Conseil supérieur de l'activité de la police nationale..... 11

Cinéma: Antonia et Jane, de Bee-

ENQUÊTE Interminable chômage : VII. - Tous

SOMMAIRE

marins-pacheurs français 18 Pour faciliter la transition, le gouvernement aud-africain veut relancer la croissance

LE MONDE DES LIVRES

romancier Iranien Sadeg Hedayat

Montolleu, royeums du livre
Histoires littéraires, par François Bott : «Le petit cousin de la com-tesse » e D'autres mondes, par Nicole Zand : «La rencontre de l'ichtyosaure » e Le blien d'un quinquennat pour Gallimard et le Groupe de la cité e Le feuilleton de Pierre Lepape : « Pour une poésie du savoir »

Services

Abonnements. Annonces cla Expositio Marchés financier 20 Mátégrologie Mots croisés

> La télémetique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier folioté 25 à 32 et un supplément «Regards sur la législature folioté de l à VIII encerté entre les pages 24 et 25 Le numéro du « Monde »

a été tiré à 469 161 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

« Sans Visa » : L'île de Pâques dans l'œil de Hollywood Une nouvelle vague de « colonisation » d'est abattue aur la population de l'îlle de Pâques, moins rude que cellez qui l'ont précédée : les caméras et les hommes de Kevin Costner viennent y tourner un film sur l'histoire — et le légende — d'une civilisation pardue.

POINT/Le prix unique du livre

Décriée per les uns, targement ptébiscitée par les autres, le loi du 10 août 1981 sur le prix unique du livre est souvent considérée comme l'outil qui a permis de limiter la crise de la librairie et de

Parce qu'une veste vit deux fois plus

longtemps qu'un pantalon

DAVID SHIFF crée le Longlife ® Costume à deux pantalons

en pure laine super 100's

RAYON FEMME

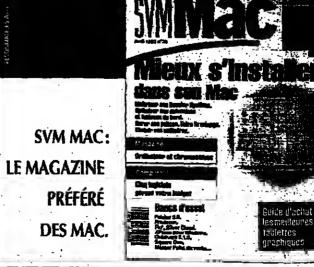
Un superbe choix de tailleurs, chemisiers, vestes, ensembles ville et habillés, de très haut de gamme et toujours à des prix... doux

DAVID SHIFF club des Dix

 RUE ROYALE, PARIS 8" (Hôtel particulier dans la cour SIS, RUE DE PARIS, TOTOS ST-GERMAIN-EN-LAYE, 6,RUE DES AFCHERS,LYON

COMME TOUS LES CLANS, **CELUI DES MACINTOSH** A SON LANGAGE, SES HABITUDES ET SON OUVRAGE DE RÉFÉRENCE.







Le Monde

Fissures

par Bruno Frappat

nouvelle majorité e'epprète à prendre en main les affaires de la France. Elle eura, pour inspirer son action, à tanir compte des leçons du passé récent et des trois « séquences » vécues par le pays depuis la preelection de M. Mitterrand: 1981-1986, premier € quinquennat » socialiste, de l'euphorie à la rigueur; 1986-1988, première cohabitation, conflictuelle; 1988-1993, second quinquennat », de l'∢ ouverture » vite refermée au désaveu. A la veille des élections des 21 et 28 mars, la rédaction du « Monde » a voulu esquieeer un bilen de l'ection de l'exécutif et de l'ectivité du législateur : échecs, réussites, essais non

Durant ces cinq années, toutes les certitudes ont vacilié, les inquiétudes ont succédé eux espérances, pour l'Europe, et la société française a continué à se morceler, l'insécurité de l'emploi devenant une obsession qui n'épargne aucune famille, aucune région, eucune branche de l'activité économique.

En 1988, le système communiste ne s'était pas encora effondré. Il était craquelá, vermoulu, treversé de contradictions et d'aspirations au renouveau, mais il existelt encore comme fond de décor à l'est de l'Europe démocretique, une sorte de contre-valeur stable. L'Allemagne n'était pas réunifiée et nul ne prévoyait que le mur de Berlin vivait ses demiers moments. Quand l'Est eut echevé de soulever la chape des héritiers du stalinisme, passé l'euphorie, la France comprit que les temps nouveaux seraient incertains, et même que la guerre, en Europe, redevenait un scénario possible.

En 1988, l'économie mondiale était grosse des crises à venir, meis nul ne ressentait, de manière eussi palpable qu'aujourd'hui; l'empleur d'un drame contraignant des centaines de milliers de personnes à surmodeme qu'est le « traitement social du chômage ». Il y a cinq ans, le cément l'autre. En 1993, le prochein chômeur, ce peut être checun.

Les nuées du doute

La collectivité e été ballottée entre les promesses d'écleircles et les nuées du doute, révent une Europe îmmense, agrandie de démocraties poussant comme des fleurs au printemps puie découvrant que, sous le couvercle du communisme, germaient les haines communautaires, les ravanches « identitaires » et le glas sinistre des canons de Sarajevo.

Effritement des idéologies et des projets globaux, balkanisation das nations resurgies, lutte des classes muée en compétition des corporetione, rebond de l'égoisme eméricain, dépression des campagnes où l'homma se fait rare et etreee des villes mal bâties où certaines banlieues sont des additione de solitudes, de pauvretée et, parfois, de peurs. Si l'on ajoute à ce sombra tableau la hantise du sida, les embal-lements du système médiatique, la révélation des caffaires » où certains politiques ont perdu leur âme, on ne saurait dire que la France de 1993 se porte nettement mieux que celle de

Les socialistee laisseront à leura héritiers des réformes eociales, comme le RMI, qui ne sauraient être annulées, mais aussi les effets d'une politique économique rigoureuse que fon n'attendait pes d'eux. Ils laisse-ront une politique culturelle qui ne fut pas seulement flamboyanta. Ils auront, les premiers, fait la preuve que l'information audiovisuelle pouvait s'abstraire - evec quelle liberté d'impertinance l - de la discipline du pouvoir. île auront tenté de mettre sur pied une politique de la ville dont aucun pouvoir précédant n'avait

De cette période restera aussi la reconnaissence de l'arme humenitaire, sans que le débat soit clos sur ses ambiguités.

Faut-il accuser les socialistes d'être coupables des maux qua l'on constate et qui laissent une France sans rassort dans un univers bouleversé? Le procès e'impose aux yeux de l'opposent, mals, à voir la manière dont la droite s'apprête à reprendra les rênes du pouvoir avec cet étrange mélange de trac et de contentement - on comprend que les clés du futur échappent largement au politique, dont la marga de manœuvre est átroite. L'heure n'est plus au « changement de société », mais à la réparation de la société.



DESSIN OF SELCUK

La vie en gris

par Jean-Marie Colombani

N France, eina semaines de vacances sont un minimum vous pouvez vous retirer à soixante ans; les soins médicaux sont proches de la gra-tuité; les chômeurs sont indemnisés; l'université ne coûte que 285 dollars par an; et simplement pour avoir un enfant, l'Etat vous enrole un chèque mensuel, etc. » Cette liste, très partielle, est extraite de la dernière livraison de l'hebdomadaire américain Newsweek qui, sous le titre à La vie en rose», présente à ses lecteurs un panorama de pays en expliquant que les Français vivent « mieux que in plupart » des autres citoyens occidentanx et demande : « Mais alors, pourquoi tous les sondages annoncent-ils une retentissante défaite législative pour les socialistes?»

Bonne question, en effet, lorsque l'on sait à quel point les Français enx-mêmes voient - collectivement - la vie en gris. Que l'on sache, pourtant, la France à direction socialiste a continné d'avancer, tout en préservant un haut niveau de protection sociale. Le pays n'est pas, comme la Grande-Bretagne après onze ans de that-chérisme, en voie de «tiers-mondisation», au dire d'un expert du FMI. Son unité ni son «rang» ne sont en question. Son nivean de chômage, en lui-même évidemment insupportable, se situe néanmoins dans la moyenne des pays comparables.

Avec le recul, cette période a d'ailleurs toute chance d'apparaître comme un vigoureux moment de restructuration du capitalisme français, de remise en ordre d'un appareil productif qui en avait bien besoin, sans que l'essentiel de ce que l'on appelle « les acquis sociaux » ait été entamé. Un tel bilan ne permet donc pas d'expliquer le rejet dont les socialistes font l'objet dans l'opinion. Tout au plus peut-on appeler l'histoire récente à la rescousse : 1955, c'est la meilleure année de la IVe République; elle est suivie en 1956 par la contestation poujadiste, dont on a d'ailleurs oublié la riolence xénophobe; 1967, c'est l'année où Georges Pompidou vante les gains de pouvoir d'achat et le formidable effort d'équipement scolaire accompli par son gouvernement : mais le meillenre année du gaullisme sera suivie par l'explosion de mai 1968; 1988-1990 : les deux premières années du gouvernement Rocard resteront comme les années les plus prospères du pays depuis le premier choc pétrolier en 1973; elles sont suivies, à partir de 1991, par la drôle de crise dans laquelle nous sommes installés. Le paradoxe n'est done pas nonvean d'une perception désastreuse qu'accompagne une situation objective qui

Les années de l'argent facile

La conjoncture économique elle-même n'offre qu'une explication immédiate : bien que la crise économique n'ait été que très atténnée (le taux de croissance a toujours été positif, et le pouvoir d'achat n'a cessé d'augmenter), le pays vit depuis plusieurs années dans l'idée de celle-ci, et donne d'évidents signes de lassitude à l'égard des politiques de rigueur qui lui sont appliquées depuis 1976 (avec deux parenthèses en 1981-1982 ainsi qu'en 1987-1990); e'est à ce moment précis qu'une récession se présente, dans un pays qui n'y est pas préparé et qui ne veut pas entendre parler de nouveaux efforts: cette situation est d'autant plus de nature à inquiéter l'opinion, et à l'inciter à se retourner contre les gouvernants, que la croissance elle-même ne crée pas suffisamment d'emplois. Mais la pente antérieure à l'apparition de ce début de récession, comme à la perception d'un nouvel accroissement du ebômage que plus personne ne sait comment endiguer.

La raison du reflux est done plus profonde. Même si ces années socialistes ont toutes chances d'apparaître, avec le recul, comme des années tranquilles, prospères, « pépères » commo l'a dit un jour Jeck Lang, elles resteront aussi - et sont aujour-d'bui principalement perçues -comme celles de l'argent facile, celles qui ont vu s'aggraver la coupure entre « la France qui gagne» et celle qui décroche, entre un pays qui entreprend et un pays qui se cramponne; un pays qui relève les défis économiques et technologiques et un autre qu'effraient et que broient les mutations en cours; un pays qui échange et un pays qui rejette l'étranger; un pays qui aspire à de nouvelles frontières et un autre qui voudrait vivre à l'abri d'un Hexagone sans his-

Bref, si la prospérité de la France est récile, celle-ci est plus inégalement répartie (comme est inégal le traitement réservé aux revenus du capital et aux revenus du travail, au bénéfice des premiers); les « fondamentaux » de l'économie sont au rendez-

Les « inclus », les « exclus » et les « reclus »

Alors que le débat politique porte encore sur le point de savoir si la France peut accepter, ou non, de devenir une société « duale », Lionel Stoléru distingue déjà plus surement une France des «inclus» (ceux qui sont adaptés aux normes, aux exigences de la compétition internationale), une France des «exclus», qui s'est gonflée de la coborte des chômeurs « en fin de droits ».

JUSTICE

Le choc

et une France des « reclus ». Cette dernière catégorie regroupe le plus grand nombre, ceux dont la situation n'est ni franchemot meilleure, ni plus mauvaise, mais qui non seulement sont bloqués dans l'échelle sociale, mais peuvent craindre de rejoindre les «exclus», via le chômage.

Cette absence d'espoir social pour les catégories moyennes est certainement le handicap le plus lourd de la gauche. Celle-ci a cru qu'il lui suffisait, pour continuer d'être la gauche, de taxer les plus riehes (par l'ISF) et de protéger les plus panvres (par le RMI), quand il lui aurait failu s'adresser prioritairement aux classes moyennes suburbaines, celles qui vivent en banlieue (e'est-à-dire là où se concentrent toutes les difficultés de la vie moderne), le plus souvent parce qu'elles ont été chassées du centre des cités.

En outre la gauche s'est trouvée face à une contradiction majeure, qui la dépasse mais qui n'en est pas moins déstabilisatrice. A ce stade de son histoire, la France se doit d'intégrer d'autres « communautés», différentes par la religion, les mœurs, la couleur de la peau, etc. Qui dit intégration dit nation : pour intégrer, il faut que le ciment national tienne, que la citoyenneté

Or c'est à ce moment précis que la nation elle-même s'évade vers d'autres horizons, qu'elle semble vouloir se fondre dans un ensemble aux contours encore flous, ceux de l'Union européenne naissante. Cette contradiction alimente une crise d'identité qu'il faudra bien surmonter. En prenant garde de ne renoncer ni à l'obligation de l'intégration, à l'intérieur, ni à l'exigence de la construction communautaire, à l'extérieur. L'une et l'autre sont en effet deux canditions essentielles nécessaires à la poursuite du progrès.

DIPLOMATIE

La démonstration

par l'Europe par Claire Tréan

Action humanitaire :

le « tapage » de Bernard Kouchner

CULTURE

Les derniers feux du ∢langisme»

par Danièle Heymann

après la guerre

 Le désordre comme méthode

• LeTcité : la concilietion III Protection socials IV et V

ÉCONOMIE

Les « années Bérégovoy »:

par Erik Izraelewicz

• Politique industrielle Epergne et placements Agriculture • inégalités

des affaires

 La révolte des megistrats • Les pleintes des victimes du

sang contaminé

par Edwy Pfenel

DÉFIS

Une société sur la défensive

par Robert Solé

Villes

Environnement

TOUSIESCH CELLING MACINTOS A SON LANCH SES HARMU ET SON OUR

COMME

L'ancrage européen du pays, consacré par la ratification du traité de Maastricht, et l'émergence du « devoir d'assistance » humanitaire ont dominé l'action diplomatique

Roland Dumas ou la démonstration par l'Europe

L y e peu de temps encore, lors-qu'on demandait à un proche du pouvoir uoe évaluation de la pulitique étrengère de François Mitterrand, il répoodait par l'Europe. L'entreprise com-munantaire, axe fondsmental de cette politique, qui evait culminé à Maastricht en décembre 1991 par la signature du traité sur l'Union européenne, non seulement valait pour elle-même - en taot qu'exemple unique et perticulièrement «civilisé» d'arganisation interétatique, - mais elle devenait aussi le prisme à travers lequel il fellait désarmeis évaluer l'influence de la France sur la scène internationale : elle allait servir de relais emplificateur à un pays dant le poids relatif dans le mande, économique et stratégique notamment, avait objectivement diminué.

Même en direction des pays de plus grande proximité historique comme ceux du Maghreb, l'Europe allait releyer ce que le France n'evait plus les moyens d'assumer seule et loi permettre de sortir d'uo face-à-face trop souvent oévrotique svec les acciens colonisés. La démonstration per l'Europe, pour n'avoir pas perdu de sa validité, passe sujourd'hui molas bien. Au moment où s'achéve la législature. la Communauté, eo effet, est en panne, et le prisme fournit du coup une image assez dépréciée de l'action extérieure de la France : que devient le grand œuvre de ces dernières années slors que la guerre fait rage eu cœut même de l'Europe, que le traité de Maastricht est désavoué par uoc large partie des opioions, et que partont le récessioo fait douter des vertus de l'inté-

Queiles que soient cependant les vicissitudes que traverse actuelle-

taus ceux qui peuvent prétendre rosso modo, sur le base du traité de Maastricht qu'ils oot eppelé à ratificr. M. Mitterrand en e d'ailleurs feit, sans déclencher de tollé daos les rangs de l'opposition, une condition oécessaire à l'accès à Metignan. Mslgré la mauvaise passe ectuelle, la part éminente qu'y e prise la France o's pas fait l'objet de débst dans la campagne électorale, sauf de la part de ceux qui, dans les rangs do RPR et à gauche, se sont placés en marge du enoseosus qui rassemble, sur ce sujet, l'essentiel de le majorité et de

Au service du président

C'est à un eutre aspect de la politique étrangère que s'en prenait récemment M. Jacques Chirac dans l'une des rares diatribes qu'il lui a consacrées : à l'epparent attentisme, aux réticences, eux maladresses svec lesquels le président de le République a parfois réagi eux bouleversements qui ont effecté le enotinent européeo eu cours des récu, pendant cette période, sous la loi des événements, à on rythme extrêmement soutenu ani convenzit mal eu calme ordoooancement svec lequel le président de la République concevait jusque-là le rôle extérieur

Au cours de cette période, qui débute peu après le retour eu Quai d'Orsay de M. Roland Dumas, l'iotense activité déployée par le ministre, soo sens des contacts et son art de communiquer oot plus d'une fois tiré d'affsire uo président que ses détracteurs disaieot pris de court per l'accélération de l'his-

Les «années Dumas» en politique étrangère, c'est d'ebord cela : uoe rapidité iotellectoelle et uo au service do président, une liberté d'allure et d'initiative exactement proportionnelle à la confiance dont inuissait le ministre euprès du chef

Pour des raisons largement per sonnelles, M. Dumas partageait le même appréhensina que François Mitterrand deveot le processus d'unification de l'Allemagne. Mais alnrs que pendant les quelques mois cruciaux au cours desquels se dessioa le processus de la réunification on cut le sentiment d'une ouasi-« brouille» entre la ebancellerie et l'Elysée, M. Roland Dumas cotretcoait svec soo bamalogue allemand Hans-Dietrich Genscher une relatioo amicale qui fit function de précieux garde-fou. Il joua, notemment lors de la derniére conférence «2 + 4» censée régler le nonveau statut international de l'Allemagne, un rôle dont les Alle-mands lui savent encore gré.

Le premier à Vilnius

C'est Raland Dumas qui, quelques jours après le putsch de Mos-cou en août 1991, arrache soo feu vert à un président encore sceptique pour mooter en un week-eod l'opération reconnaissance des pays baltes. Le ministre français sera le premier à se rendre à Vilnius, Riga et Tallin. Précipitation dont l'objet est sussi médiatique que diplomatique et qui, eu leodemaio d'une mauvaise prestatioo télévisée du président de la République sur le putsch de Moscou, vise à rectifier l'image d'un président désorienté par l'actuelité que propage co France l'opposition.

En septembre de la même année, c'est Roland Dumas qui s'agite pour que l'ONU se saisses du pro-blème de la Yougoslavie. « A l'épo-que, cela faisalt rire tout le monde», dira-t-il plus tard, quand, eprès de

chera finalement sur l'envai de « casques » bleus en Croatie. Dans le cas de la Yougoslavie, le ministre pertage avec M. Mitterrand des éminiscences historiques qui fausseot complètement leur approche du problème : celles de la seconde guerre moodiele, le souvenir de résistants serbes qu'ils ant l'un et l'autre connus, qui leur fait oublier que des Croates aussi - et non des moindres - luttèrent contre le fascisme, et les a conduits à voir d'un cil sonoconneux le parti pris allemand en faveur de Zagreb.

En prise directe evec les pressinns qu'exerce M. Genscher en faveur de la reconnsissance des Républiques slavène et croate, Raleod Dumas eura aéanmains démontré, dans cette premiére pbase de la crise yaugoslave, alors que le président s'obstine à prônce les vertus de l'Etat unitaire, un peu plus de réslisme : c'est lui qui le 14 janvier 1992 eu soir (les Douze doivent se décider le 15) obtient du président encore réticent la décision de reconnaître les denx Républi-

Oo laisse eotendre eujourd'hui, parmi les procbes du président, que là fut « la seule erreur », sutrement dit que la fsute iocombe à l'Allemagne. La guerre pourtant éteit déjà presque achevée en Croatic, Osijek et Vukovar étaient en ruines, mais il fallot que l'expression de « purification ethnique » en vint à retentir trop fort de par le monde pour que MM. Mitterrand et Dumas consenteot, plusieurs mais plus tard, à coodamoer l'agresseur serbe en Bosnie.

Alors que 5000 «casques bleus» français se trouvent dans l'ex-Yougoslavie, et pas un seul Allemand (pour des raisons constitutionnelles), le sujet o'est plus entre les deux pays objet de différend. Il aura joué - comme l'anoée précédente l'attitude des Européens facci

dont la France a modéré, au profit ambitinns du traité de Maastricht en mstière de politique étrangère commuoe, et qui, entre autres, valut à Roland Dumas l'animosité d'un Jacques Delors, beaucoup plus fédéraliste de conviction.

Entremise et équivoque

Point n'éteit besnin d'ailleurs, poot que Roland Damas insupporte, de vrai sujet de conflit avec lui. Il n'eut de bons rapports oi avec Michel Rocard (il faissit aimeblement remarquer, au début de la guerre du Golfe qui fut son heure de ginire, que le premier ministre feisait du voilier), ni evec Edith Cresson, qui rêva de s'en débarrasser à l'occasino de l'effaire Hebbacbe, ni evec Pierre Joxe, qui lui disputa la parole et critiqua sa politique en diverses circonstances impliquant les deux ministères, ni avec Bernard Konchner, dant les srdeurs parfais peu diplomstiques l'irritaient. Il n'eut pas de bons rapports non plus evec son edministration, qu'il treita evec trop de désingré tout qu'il est d'extrême utilité d'avair pour ministre une personnalité en mesure de feire cotendre la voix du Quai d'Orsay auprès de l'Elysée et de Matignon.

es derniers.

Le style Dumas surtout, son faux dilettantisme et ses passions d'esthète, soo refus de s'encombrer de bons sentiments, provoquaieot des aigreurs. Il dut à sa profonde connivence avec M. Mitterrand et au réseau de relations internationales (notamment dans les pays arabes) qu'il avait tissé en tant qu'evocat, d'être souvent utilisé par le chef de l'Etat pour des missions de bans offices co terraio déliest, da

Maghreb à l'Iran. Mais entre le registre de l'entremise et celoi de l'équivoque, il est une frontière que M. Dumas, sur la fin, n'e plus so discerner. Ses amitiés evouées evec la «fondetion» qui porte le nom du ministre de la défense syrien n'ont échappé à personne et compromettent sans doute définitivement les intentions supposées de M. Mitterrand de recourir encore aux services de son futur ex-

DÉFENSE

« Une armée sur laquelle le soleil ne se couche jamais »

EPUIS le fin de le guerre d'Algérie, il y e plue de trente ane, l'ermée de terre française n'eura jamals été eutent engagée hors des frontières nationales. Un soldet sur clnq - soit quelque 47 (x) de ses hommes eu total - sert à l'extérieur de la métropole. C'est le fait merquent des cinq der-nières années en matière milarmées, M. François Mitterrand.

Outre les personnels en Allemagne (24 000), les forces qui servent en Afrique pour des missions temporales d'essistance (2 500) et les effectifs steilonnés en permanence outre-mer (9 500), l'ermée de terre a déployé 11 000 autres hommée dans des opérations de prévention ou de gestion de erises, dont quelque 8 800 cesques bleus ». A elle seule, l'armée de terre e fourni à l'ONU 96 % des forces fran-calses, outre l'aviation, la marine

et la gendarmene. Des officiers frençais ennt à Bruxelles, euprès de la cellule de plenificetion permenente de l'UEO, qui eet en quelque sorte un état-mejor de dix pays européene désireux de réfléchir à une doctrine communautaire. Plus du quert dee officiers de la cellule « onusienne » des opérations de maintien de le paix, à New-York,

sont, eujourd'hui, dee Français. A plusieurs reprises, le président de la République s'est félicité du fait que le Frence, qui était eu quetorzième rang des pays dits contributeurs a dee Netions unles en 1991, soit décormeis en tête des Etats fourniseeurs de casques

On est loin de le division Deguet », forte de 15 000 hommes des trois armées, qui, en 1990-1991, e été mise par le France au service da la coalition militaire contre l'Irak. Le chef de

l'Etat conduit une politique déli-bérée : il intègre de plus en plus fréquemment les armées francalses dans des dispositifs inter-alliés ou multinationaux, comme e'il vouleit réfuter - sens l'evouer aussi explicitement les arguments de ceux qui reprochent à le France de rester l'arme au pied, elors qu'elle tient tant, par ailleurs, à garder son siège convoité de membre perl'ONU.

L'outil militaire devient le prolongement d'une action diplomacertaines critiques notent, pour le regretter, qu'il tendrait à e'v substituer quelquefols. Il ne faudrait pas croire pour autant que ces initietivee de M. Mitterrand entreînent le totale adhésion de le communeuté de défence. Certes, on n'y est pae peu fier que, pour reprendre une expreselon à le mode dans les e nonotes n. e le soleil ne se couche jemais sur les ermées françaises engagées sur les cinq continents ».

Meis l'Idée que cette ermée puisse, comme on l'entend souvent exprimer, servir da « supplétifs », de « corps expéditionneire » ou de « grenadiers voltigeurs » qu'on envoie en pre-mière llanc eu bénéfice d'intérêts parfois discutables, e aussi de cheuds pertisane.

Même si la moitié des « ceeques bleus » français dans l'ex-Yougoslavie est formée à partir de recrues volontaires, les opé-rations extérieures mobilisent majoritairement des professionnels qui ont souvent le centiment de devoir risquer leur vie. dans des missione nouvelles pour lesquelles ils eont mel préparée, face à des peuples en

quête de feur identité JACQUES ISNARD

ACTION HUMANITAIRE

Le « tapage » de Bernard Kouchner

N style, une méthode, une éthique : ces trois etouts de Bernerd Kouchner l'ont propulsé - et meintenu en tête du hit-parede de le populerité politique. Au long de cinq ennées d'un parcours sans faute, ou presque, l'encien « french doctor», devenu escréteire d'Etat, puis ministre - mais resté globbe-trotter dans l'âme - e su donner une dose d'eudace et de générosité lucide à la diplomace

Le style, c'est l'homme, baroudeur-BCBG, tout en élégenca et courege, cherme et frenc-parler. Ayant jeugé event d'autres le puuvoir dee médias, il en uee ebondemment, parle et se montre, elerte et dénonce. Tenent l'imege, à juste titre, pour la pire ennemie des oppreseeurs, il arganiee - sslon eon propre mot - le « tapage ». eu service de ses causes, pour émouvoir ou indigner. Inutils de lui reprocher de trop en feire : cet hyperectif ne concolt pes l'humanisme par procuration.

Ou Kurdisten à le Bosnie, de Dubrovnik à Mogediscio, il donne l'exemple et e'implique. En découle une méthode, toute

d'obstination, mélant hardiesses et prudences, réelisme et dignité. Il eime monter des « coups », croit à l'impect des gestes symboliques pour mobiliser la « société civile » qui lui est chère - en témoigne en octobre demler la collecte de riz pour le Somelie dens lee écoles de France. - mais il sait aussi e'ermer de patience, négocier pendant des jours la libération de quelques prisonniers, ou e'entremettre habilement pour qu'un dialogue s'engage entre des bel-

Le concept de « droit d'ingérence »

Tout cele eu nom d'une éthique, « révélée » autrefois eu Biafra et, depuie, mise à l'épreuve sur tous les lieux de détresse : porter eecours à ceux que leurs gouvernents oppriment, empêcher qu'on essessine impu-nément à l'ombre des frontières, permettre à la morale de triompher parfois de le reison d'Etat. Mleux encore : prévenir les dissuader les despotes.

Si Bernerd Kouchner n'e pes inventé, seul, le concept de « droit d'ingérence », il en fut le meilleur propagendiste. Forgée dàe 1979 per Jean-François Revel, la formule fut reprise en 1987 dans un livre coécrit per Mario Bettati et le futur ministre, qui firent de ce droit un « devoir ». Aujourd'hui. Bernard Kouchner préfère parler d'un « devoir d'essistence ». Droit ou devoir, l'idée est le mêms. Elle sssigne à le communeuté internetionale l'erdente obligation d'une mission humeniteire en faveur dee populatione civiles menecéee per le crueuté dee Etete. Le monde connaît les dremes kurde, bosnisque ou somalien, et puisqu'il sait, il peut

et doit intervenir. L'ONU a fait sienne, peu à peu, depuis 1989, la noble obsession de Bernerd Kouchner, consentant à violer l'un de ses plus vieux taboue - is non-intervendon dans les effaires intérieures d'un Etat - st à rooner, dans certaines eirconstances exception-

nellee, la souveraineté nationale D'abord au détriment de l'Irak eu printemps de 1991, puis en Somalie, en décembre 1992, Là,

pour le première lois dans l'histoire des États-Unis, leurs soldats foularent une terre étrengère - sans y evoir été conviés ~ ni pour soutenir ou défendre un régime idéologiquement emi, ni pour préserver un intérêt stratégique, ni pour sauver le vie de citoyens emériceins. Notre ministre-pionnier ne pouvait que

se réjouir de ce précédent.

Il n'empêche : l'action humani-

taire e des limites, que connaît Bernard Kouchner. Organiser un véritable devoir d'essistence codifié par le communauté des natione est une entreorise hasardeuse, une tâche de longue heleine. Surtout, le morale ne saurait tenir lieu de politiqus. Elle ne fera pas disparaître l'affrontement des peuples et des idéaux. Si elle peut enoblir le gouvernement des hommes, elle n'e pas réponse à tout. Là où - comme en Bosnie - manquent la volonté ou le courage d'agir des Etata. l'ingérence humanitaire eet per-

JEAN-PIERRE LANGELLIER

cue comme l'elibi de leur inec-

REPÈRES -

1988 : les prémices de l'Union monétaire

Au sommet européen de Hanovre, en juin, les Douze se donnent un an pour préparer l'Union monétaire. Le projet fera l'objet d'un brae de fer franco-allemand quand, fin 1989, le chancelier hésite à e'engager sur ce dossier, tandis que se dessine la processus de la réurification allemande.

1989 : le mur de Berlin s'ouvre

Hôte du sommet annuel des sept pays les plus industrialisés (à l'Arche de le défense, du 14 au 16 juillet), la France décide de coupler cet événement avec les cérémonies du bicentenaire de la Révolution française et du bicentenaire de la Révolution française et convie également les chefs d'Etat des pays les plus déshérités de la planète.

Alors que depuis six mois les Allemands de l'Est manifestent et fuient en masse vers l'ouest par la Hongrie, le mur de Berlin s'ou-

vre le 9 novembre. Le 6 décembre, à Kiev, où il rencontre M. Gorbatchev, M. Mitterrand se entendrs que toute modification des frontières allemendee est prématurée : «L'Histoire tranchere plus tard.» Fin décem-bre, le président de la République rend aux ex dirigeants communistes de Berlin Est une visite, perçue comme un soutien à l'Etat est-ellement. Les relations entre Paris et Bonn ne se rétabliront qu'après les élec-tions de mars 1990 en RDA.

1990 : de la crise à la guerre du Golfe

Alors que le pacte de Varsovie est, de t, disloqué, Paris accueille en novembre les dirigeants de tout le continent européen et de l'Amérique du Nord. Le premier accord de désarmement conventionne paneuropéan est sioné.

Au sommet franco-africain de La Baule, en juin, M. Mitterrand annonce que l'eide française aux pays africains sera désormais liée aux progrès da leur démocratisation.

Après l'invasion du Kowelt, le 2 août, Paris s'associe à toutes les résolutions et sanctione contre l'Irak. Le 15 septembre, François Mitterrand annonce l'« opération Deguet» et parte de « logique de guerre». Les forces alliées lancent l'offensive le

1991 : la Fédération yougoslave se disloque

A l'initiative de M. Mitterrand, Prague lle, en juin, 150 personna péennes, qui se penchent sur l'idée d'une « confédération ». Cette idée est cependant poliment rejetée par l'Allemagne et les nou-veaux dirigeants des pays d'Europe centrale. qui la soupçonnent notamment d'être un ersatz à leur achésion à la Communauté. En européenne de développement e pris

La Slovénie et la Croatie proclament leur indépendance la 25 juin. Elles ne seront reconnues que la 15 janvier 1992 par les pays européens, après une longue épreuve de force entre le France et l'Allemagne, aiors que la guerre e déjà ravagé la Croatie et se prépare en Bosnie.

1992 : mauvaise passe. pour l'Europe

En mai, MM. Kohl et Mitterrand annoncent la constitution d'ici à 1995 d'un corps d'armée commun à vocation européenne. Les négociations techniques evec l'OTAN s'achèveront à la fin de l'année, marquant un net assouplissement des positions tradi-tionnelles françaises par rapport à l'organi-

sation militaire intégrée. En juin, les Danois, premiere Européens

corps : la BERD, présidée par Jacques consultés sur le traité de Masstricht, le rejet-Attali, e été inaugurée à Londres, en evril tent. François Mitterrand annonce le landemain un référendum en France pour le mois de septembre. Le coul » l'emportere d'extrême justesse. En mai, les Douze se sont mis d'accord sur la réforme de la politique agricole commune. A l'automne, cepen-dant, ile se déchirent à propos du volet agricole des négociatione commercia enées avec les États-Unis dans le cadre du

> Le président effectue le 27 juin une visite surprise à Sarajevo assiégée. Elle n'embou-siasme pas les dirigeents bosniaques, qui y voient le signe que l'intervention internatio nale se cantonnera à l'action humanitaire.

> Les premiers eoldats américains débar quent en Somalie, le 9 décembre, sous l'œil des caméras, et sont rejoints quelques jours plus tard per des Français. La França défend depuis plusieurs ennées à l'ONU l'idée du stance humanitaire.



Les derniers feux du « langisme »

par Danièle Heymann

ACK LANG, ministre de le culture et de l'éducation, ministre d'Etat, ne cacbait plus son irritation ces deruiers mois. Pourquoi fal-lait-il que toujours, pertout, les médies, toutes teodances confoodues, associent son nom, le bilan de soo action aux edjectifs «sémillant », « bouillonnant », « trépi-dant », « effervescent », etc? Pourquoi? Mais parce que chez lui, qu'il le veuille ou non, et on a plutôt tendance à croire que, finalement, il le veut, le forme est esseotielle, primordiale, clie est le moteur qui entraîne, séduit, coovaioe, qui fait franchir les obstacles et oentralise les résistances. Et eussi qui dissimule les flous, les trous.

La forme, la parole, le symbole, oot été pour Jeck Lang des alliés sûrs, des armes de guerre élégantes pour demander, obtenir, pour agir. Ainsi du fameux l %, vieil objectif socialiste des anuées 70, ambitionmétephore : que le budget de la culture atteigne i % de celui de l'Etat, Quand Jack Lang arrive eu ministère, la première fois, eo 1981, on o'eo est même pas à la moitié de l'objectif : 0,48 %. Et, à force, la fameuse barre va être franchie, le budget du mioistère de la culture pour 1993, voté le 7 novem-bre 1992, s'élève à 13,79 milliards de francs. Soit 1 % du budget de

Cette victoire est de courte durée : Jack Lang voit le collectif budgétaire, présenté le 10 février, annuler 231 millions de francs de ses crédits et «geler» 676 outres millioos, faisant repasser le budget de la culture légèrement en dessous de la barre fetidique. Mais l'éclat du symbole est tel que les responsa-bles de la procheiue majorité unt semblé, lors des récentes assises du RPR sur la culture, tout baignés par sa lumière. Alaio Juppé, secrétaire général du RPR; déclarant : « Maigré la dureité des temps, il faudra maintent l'affin d'Allide Mitre august nous sommes parvenus. » (le Monde du 2 février). Et Alaio Carignoo, aministrable» de la culture, renebérissaot : «La culture doit être

Saos doute poor cooserver jusqu'à l'extrême limite de son m dat la parole et la forme, Jack lang e multiplié ces temps derniers les « points-presse », les commuoicad'autres des statues : plao audiovi-suel de la future Bibliothèque de France, projet de nouvelle salle de concert à le Cité de la musique, projets de loi sur le patrimoine, la chaîne de télévisioo éducative ou l'Institut ioternationel d'histoire des arts, plan d'éducation artistique

Le cinéma, la danse et le patrimoine

1 m

The state of the s

Beart .

for .

the state of

The section of the section of

The same of the same

编 特殊化 1000

建 建二十二

Charles de la company

-

್ತು ಸಮಯಿ ಕಿ

.....

التوافح والمتناوسة

Ces projections vers un avenir qoi ne lui epparticot plus - eu même poste, s'entend - ne doivent pas occulter le passé récent de Jeck Lang, les initiatives incombrables de soo deruier « quinquennat », les réussites réelles qui l'oot jalooné, les échecs qui l'ont embrumé.

Réussite incontestable : sa politique en faveur du cinéma. Politique certes volontariste, eimentée d'aides diverses à tous les stades de la création, meis qui permet à la cioémetographie française, maigré la dévorante puissance des films eméricains, de résister, de continuer à vivre et à créer, et même d'enrayer la chote de fréquentation

Autre domaine où l'estivité «bouillonnante» a porté ses fruits ; mieux que pas assez.

le patrimoine. La droite loi avait reproché de se désintéresser des « vicilles pierres ». Poussé par les collectivités territoriales, dunt les administrés réclament toujours plus de subventions pour rénover leurs monuments historiques, aiguillonné par Christian Dupavillon, son nouveau directeur du patrimoine, Jack Lang e mis, ici, les bouchées doubles. En outre, depois 1988, les rénovations et les constructions de musées se sont emballées musées se soot emballées.

Les équipements culturels out suivi la même voie, avec le concours des municipalités, titillées par l'activisme ministériel. Ces deroières découvrent soudain qo'il feut maintenaot faire tourner ces belles

Une nouvelle génération de créateurs

Tous ces outils, oeufs ou ravalés, sont néanmoins (relativement) plus faciles à gérer que les «grands tra-vaux», ces chantiers monumentaux dits - à juste titre - «du président » : vague à l'âme de l'Institut do monde arabe, crise de croissance de la Cité des sciences de la Villette. Si les hoquets de l'Opéra-Bastille - voulu par la Rue de Valois laissent réveurs, la gestion de l'ul-time projet présidentiel - le Biblio-tbèque de France - écheppe largement su ministre de la culture.

Le spectacle vivant? Il se porte plutôt bien. La danse, qui touche les divideodes de soo investissement du début des 200ées 80, cm est le meilleur exemple. Lors de la présectation de son bilen en matière de théâtre, Jack Lang s'esti-meit setisfait (le Monde du 4 mars) : multitude de spectacles présectés chaque soir, y compris en presentes enaque sont, y compris en province, où beaucoup de ceux que l'on voit à Paris soot créés, retour à l'esprit de troupe, rajeunissement du public, succès du bac A3, option théatren En fait, le retour à des cri-tères de stricte gestion a permis de engendré par les munificences du Lang d'evant 1986.

Cet iodispensable assainissement eprès evoir effrayé les créateurs, leur e permis ensuite de dégager les moyens d'uo nouveau développement. Et, en dépit d'une multiplica tioo un peu anarchique des spectaeles et des salles, uoe oouvelle génération de créateurs est en passe de trouver ses marques. Côté musique, en dépit de la «Fête» anouelle et de l'essor des musiques dites populaires – jazz, rock, variétés – qui cootinuent de béoéficier de la sollicitude appuyée du mioistre, l'harmonie est loin de régner. Dans le domaine clessique, malgré des efforts ficenciers soutcous, la vie musicale française n'est toujours pas comparable, qualitativement, a celle de la Grande-Bretagne ou à celle de l'Allemagne, pour oe pas parler de celle de l'Amérique du Nord. Reste une politique de soctien à le musique contemporaice, cuviée par beaucoup de nos voisins. Enfin, dans un marché de l'art déprimé, les commandes publiques se maioticnocnt, mais elles no débouchent pas sur uo booleversemeot du paysage de la créatioo contemporaine.

Moins spectaculaire que son premier quinquenoat, le deuxième mandat de Jack Lang s'achève done dans la morosité d'un bodget rogné et l'inquiétude d'avoir à gérer des équipements très tourds à supporter en temps de récessioo. Il ne fau-drait pas que ces inévitables mélancolies dissimulent uoe évidence Jack Lang e été un grand ministre de le culture. Certeins lui reprochent d'en avoir trop fait. Trop est



Le désordre comme méthode

ES plus éloquents adversaires de la politique de Jack Lang,
Marc Fumaroll, dans l'Etat
culturel (Editions Bemard de Fallols), et Michel Schneider, avec sa Cornédie de la culture (Seuil), n'ont pas manqué de clouer eu pilori la confusion des valeurs » qui corromprait les arts véritables en les melant à de plus triviales activités.

"Que n'eurait-on entendu si, à l'inverse, les pouvoirs publics e étaient sés d'édifier des barrières : le aussi le rock? Et pourquoi pas le jazz, en attendant d'exclure les valses de Strauss. On se retrouverait vite coince entre Missa solemnis et IRCAM. Sans efficher clairement, pour l'instant, de tels partis pris idéologiques, les programmes culturels de l'opposition en retrouvent les eccents, au nom de le rationalisation des interventions publiques, dont le ministère de la culture est loin, d'ailleurs, d'avoir le monopole : l'Elysée, nombre de

et de collectivités locales y contribuent - parfois à l'Instigetion directe de la flue de Valois, parfois sous l'influence indirecte de son

Même en se centonnant à sa seule tutelle, les commissions et sous-commissions, les méce-nismes de soutien, les fonds d'elde, les missions et délégations ont proliféré comme primevères en mars. Tout énarque digne de ce rap, Indigne du label culturel? Et nom y verra l'occasion d'une salutive ; tout gestionneire sérieux y trouvera sans mel la nécessité cernée des deniers publics.

Sous cet epparent bon sens se cachent de redoutables embûches. Les actions du ministère paraissent souvent confuses, divergentes, voire contradictoires? Cela est sans doute, en partie, inévitable. Cela est surtout souhaitable.

En matière culturelle, en matière sciérosé.

domaine, rien ne serait plus inquiétant que la mise eu point d'une «ligne», focant en tout le bien et le beeu. Pour le dire tout net, un ministère de la culture doit evoir les moyens de se tromper, doit agir de manière suffisamment dispersée pour multiplier les ouvertures, les tentatives, les pistes, certaines devent nécessairement se révéler Un contre-exemple, directement

Imputable à Jack Lang lui-même, concerne les arts plestiques. Ainsi un récent affrontement à propos de l'art contemporain, publié par le Monde des débats de février, voyait ses interlocuteurs (Jean-Philippe Domecq et Philippe Dagen), irréconciliables sur tous les eutres points, tomber tout de même d'accord sur la nocive cohérence des commandes et acquisitions publiques, débouchant sur un « art officiel » eu mieux réducteur, au pire

main edeptes du marketing, stu-dieux administrateurs et arbitres du goût et des élégances, de mettre de l'ordra en «ciblant» les objectifs et en rationalisant les moyens, aboutirait à la constitution de quelques ghettos de haute culture au sein d'un peysage livré à la loi du marché. Alors que, si la puissance publique e vocation à intervenir dans ce domaine, c'est en choisisau mieux la circulation entre tous les secteurs, toutes les epproches, toutes les sensibilités.

La tentation, où se donneraient la

Aucune voie d'accès à la culture multiplicité des chemins, y compris les plus détournés ou les plus souterrains, est garante de sa vitalité. Ce n'est pas une Thélème à l'impeccable ordonnancement gul se profileralt au bout des velléités d'a harmonisation », mais l'ombre d'un jdenovisme mou.

JEAN-MICHEL FRODON

LAICITÉ

La conciliation après la guerre

A première législature de la gauche au pouvoir avait été
minée par la eguerre scolaire» à
son apogée en 1984. La deuxième
aura été celle de la conciliation. Déjà, depuis les trois «circulaires Chevênement» de mars 1985 qui mettaient un terme à l'affrontement des «deux France», les socialistes ne souhaitaient plus véritablement raviver le feu idéologique. Bon gré mal gré, ils faisaient leur devil du grand « service public, unifié et la que de l'éducation nationale», qui devait naguère iotégrer l'enseignement privé au dispositif

Ils allaient même faire plus. En signant un accord le 13 juin 1992, le ministre de l'éducation nationale, M. Jack Lang, et le secrétaire général de l'enseignement catholique, le Père Max Cloupet, brisaient non seulement le statu quo instauré depuis sept arriérés du forfait d'externat (qui

de l'école publique.

ans, mais ils tentaient, comme l'expli- représente la part de l'Etat dans les service public», renforcée par l'accord choc psychologique qui permette de dénouer durablement une situation historiquement conflictuelle».

Pour cu finir evec les vieilles guerres de religion, les deux secteurs éducatifs français seraient harmonisés. La logique de la loi Debré de 1959 (toujours refusée par les laïques) - celle de la parité de traitement entre l'enseignement public et l'enseignement privé - serait ainsi menée à son

L'accord Lang-Cloupet a tuut d'abord entériné la décision prise unilatéralement en décembre 1991 par M. Lionel Jospin, alors ministre de l'éducation nationale, d'attribuer à l'enseignement catholique 1,8 milliard de francs, sur six ans, au titre des

quait le ministre de l'éducation natio- frais de fonctionnement des établisse- sur la formation des maîtres du privé nale et de la culture, de créer « un meots privés). Mais surtout, il a accordé eo privé le considération d'un «vulct social» de revendications, parmi lesquelles celles portant sur la formation des enseignants, qui fera l'objet d'un accord complémentaire le 11 janvier 1993.

Adopté fin juin 1992 par voie législative. l'eourement des comptes entre l'Etat et l'enseignement cathulique n'en a pas moins provoqué des remous. A gauche, l'indignation était mifeste chez les derniers «hussards de la République», pour qui l'accord, tournant le dos à cent années de conviction laïque, prenait des allures de coop de grâce. Côté privé, les e durs » de l'enseignement catholique ne cachaient pas leurs craintes : la participation du privé à la mission de

invités à passer désormais par les instituts universitaires de formation des maîtres publics (IUFM), ne ferait-elle propre» à l'enseignement catholique?

Dans la droite politique, bon nombre d'avocats du privé se sont vu subitement dessaisis, è la veille des élections législatives, d'un de leurs meilleurs chevaux de bataille. Certes. la symbolique lui Falloux de 1850, qui limite le droit pour les collectivités territoriales de financer les iovestissements des collèges et des lycées d'enseignement général du privé, est toujours en vigueur. Mais il est peu probable que la lutte pour son abrogatina suffise à détruire la «paix sco-

JEAN-MICHEL DUMAY

REPÈRES

1988 : lancement de la «très grande bibliothèque»

Ce n'est plus un titre, c'est tout un pro-gramme. Jack Lang retrouve, en 1988, la rue de Valois, coiffé d'une quadruple couronne, flattause, certes, mais qui se révé-lers, parfois, lourde à porter. Il est, désor-mais, ministre de le culture, de le communication, des grands travaux et du bicenteneire... Correctif immédiat à ce ronflant palmarès, une partie de ses attribu-tions lui échappe, en fait. Il est «assisté» de deux secrétaires d'Etat qui n'ont pas l'intention de faire de la figuration, Cathe-rine Tasca, à la communication, et Emile Biasini en charge des grands treveux. Ces derniers – grand Louvre, Opéra Bastille, Grande Arche, Cité de la musique – sont achevée ou en voie d'achèvement.

Quand François Mitterrand, le 14 juillet 1988, annonce le lencement d'une «très grande bibliothèque, d'un type entièrement

nouveau», celle-ci, bientôt sumommée «TGB», elleit faire couler beaucoup d'encre, tout au long de la législature. Le dosster, à la fols prestigieux et épineux, alfait être piloté par Blasini en relation directe et constante avec l'Elysée. Mais c'est bien Jack Lang qui en aura la responsabilité

> 1989 : l'apothéose du 14 juillet

Personne na pourra ignorer que 1989 est bien l'année du bicentenaire de le Révolution française : au poste de chargé de miseion se seront succédé Michel Baroin et Edgar Faure, morts tous deux avant même d'avoir pu mettre sur pied un programme de réjoulssances. Jean-Noël Jeanneney, qui prend le train de la commémoration en marche, devra improviser. Tout commence en janvier par un envol de montgolfières parties des quatre-vingt-dix-

huit chefs-lieux de France, cela se poursuit un peu tristement per une Fête (commer-ciale) eux Tullenes, evec (mé)-vente de bonnets phrygiens. Il y e le ballet 1789 de Maurice Béjart sous la verrière du Grand Palais, l'apothèose à la fois télévisuelle et populaire du défité de Jean-Paul Goude, la 14 juillet sur les Champs-Elysées. La veille, les portes de l'Opére Beedile s'étaient entrouvertes pour un spectecle inaugural de Bob Wilson

> 1990 : crise des intellectuels

Il faudra attendre le 17 mars 1990 et les Troyens de Berlioz pour que le public puisse découvrir la nouvelle salle d'ert lyrique. La naissance de l'établissement sera convulsive. Jack Lang nomme à sa tête Pierre Bergé Daniel Barenboim ; son directeur musical, déclare forfait. La valse des départs, provoquée ou non, ne faisant que tardive, d'essayer de donner un coup de

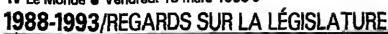
commencer. 1990 : c'est l'ennée de le fouet à l'eneemble des enseignements crise des intellectuels. Essais et pamphlets se multiplient, Alain Finkielkraut, Bernard-Henri Lévy, Alen Blum apportent leur contribution au débat et mettent implicitement en cause la politique du « tout culturel» dont Jack Lang serait implicitement responsable.

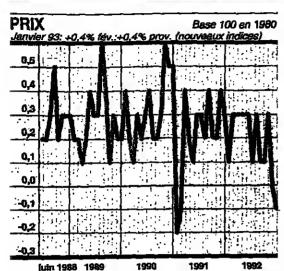
1991 : effondrement du marché de l'art

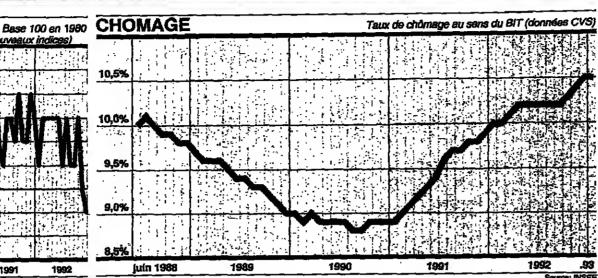
1991 verra le marché de l'ert e effondrer après trois ans de surchauffe euphorique. Cele n'empêche pas les agrands-messes» célébrées au Grand Paleis (de Géncault à Toulouse-Lautrec) de continuer d'attirer des foules de plus en plus nombreuses. A l'occasion de l'arrivée de Pierre Béregovoy à Matignon, Jack Lang devient ministre d'Etat, chargé de l'Educetion et de la Culture. Ce sera pour lui l'occasion, un peu

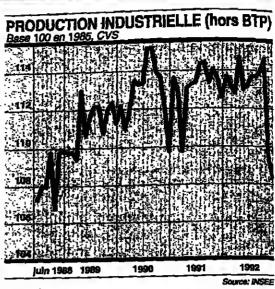
1992 : la nature e horreur du vide

1992 sera aussi l'année de l'Exposition universelle de Séville où le pevillon de le France, d'une sobriété minimaliste, est l'un des plus visités. Le second « quinquenna: » culturel e achève cumme il e commence. avec le chantier la Bibliothèque de France. En dépit de toutee les polémiques, elle peut désormaie très difficilement être remise en ceuee, et, enmme la nature e horreur du vide, le ministre, dans les derniers mois de son mendat, ennonce le création d'un Institut international des arts. doublé d'une Bibliothèque netionale des arts, rue de Richelieu, pour occuper l'espace laissé vacant par le département des imprimée, qui dévrait déménager en









Une croissance honorable, une monnaie stable, une désinflation réussie, une compétitivité améliorée; mais un chômage qui, après avoir fléchi, est reparti de plus belle

Les « années Béré »

par Erik Izraelewicz

nomie anémiée par des taux d'intérêt réels éle-vés, un chômage record, des comptes publics à la bre. Le film des cinq sonées (1988-1993) au cours desquelles M. Pierre Bérégovoy a piloté l'écodes finances (de 1988 à 1992) puis comme premier ministre (à partir du 2 avril 1992), n'est pourtant pas

Son action, aussi bien pendant les belles anoées de croissance mon-diale (1988-1989) que peodant la crise du début des aunées 90, lui a valu de la part des institutions internationales comme des npérateurs financiers de nambreux brevets de bonne conduite. Le moteur qu'il quelque peu grippé. Avec l'Europe comme ligne de mire, ce socialiste reconverti aux charmes du marché a en effet poursuivi, au cours de ces capitalisme français qu'il avait déjà entreprise auparavant, de 1984 à 1986. La récession européenne et les kaffaires» assombrissent le bilan de la fin de son règne.

S'il peut se prévaloir - il ne man-que pas de le faire - de bons «fonentaux» (une inflation faible, une compétitivité améliorée, des équilibres externes retrouvés, des bilaos d'eotreprise relativement sains), il lègue cependant aux nouveaux dirigeaots quelques pra-blèmes... «fondamentaux» eux aussi (na chômage élevé, une protection sociale non maîtrisée, des frais généraux de la nation très lourds, un système de formation mal adapté).

Ces problèmes non résolus ont trouvé leur expression dans l'explo-sion, en fin de législature, de tous les déficits : ceux du budget de l'Etat, de la Sécurité sociale et de l'assurance-chômage comme ceux de nombreuses entreprises. En matière palitique ennjancturelle, M. Pierre Bérégovoy et son successeur au ministère des finances, M. Michel Sapin, oot poursuivi tion da Trésor - la stratégie dite de « désinflation compétitive ». Engagée dès 1983, celle-ci o'a pas été remise en cause par la droite entre 1986 et 1988, bien au contraire. De quoi s'agit-il? L'idée de départ est d'arrimer le frane au deutschemark afin d'imposer à l'économie française les disciplines de l'économie alors la plus performante du Vieux Conti-

Un franc réévalué

La lutte contre l'inflatinn et contre les déséquilibres publics doit contribuer à améliorer la compétiti vité de l'écocomie nationale et, à terme, favoriser la créatina d'emplois. Cette stratégie a incontestable ment porté ses premiers fruits. Elle a permis à la France d'entrer, au le janvier 1993, dans le marché uni-

« Pinay de gauche », M. Bérégovoy eut se prévaloir de ne jamais avoir cesseurs peuvent eo dire autant. Malgré la violente crise qui a affecté le système monétaire enropéen (SME) à partir de l'automne 1992, le franc français a conservé, depuis janvier 1987, sa parité vis-à-vis du deutschemark (un mark autour de 3,38 francs français). Au-delà, le frane a même coonu une sensible appréciation face aux autres devises. Sur l'ensemble de la législature, il aurait gagné plus de 5 % par rapport aux principales monnaies utilisées

Le succès de la désinflation a larment contribué à cette performance. La libéralisation des prix engagée entre 1984 et 1986 a été poursuivie et achevée par son suc-cesseur aux finances, M. Balladur. Totalement libres, les prix o'évo-luent plus qu'à un rythme très lent avec les salaires a été interrompue.

période, la France apparaît comme un pays à inflation faible (en 1992, les prix o'ont progressé que de 2 %). Les coûts y progressent très raison-nablement, ce qui lui permet de retrouver sa compétitivité sur les marchés mondiaux. Le redresse ment, spectaculaire, de ses comptes extérieurs comme le dynamisme de ses grandes entreprises à l'étranger en témoignent.

Un vrai-faux Père ia rigueur

Les «années Béré» (1988-1993) ant en définitive été marquées par une croissance honnrable (près de période) sans récession brutale. Elles s'achèvent cependant sur une croissance zéro en 1993, sur un chômage qui a dépassé son niveau de 1987 (plus de 10,5 % de la population active) et sur des taux d'intérêt réels à court terme (c'est-à-dire hors inflation) exceptinunellement élevés. Pour défendre son bilan, M. Bérégomie française est désormais dans noe situation extrêmement favnrable pour tirer parti de la prochaine reprise ioternationale. C'est bien là que réside la vraie interrogation

Maître pendant cinq ans des finances de l'Etat, M. Bérégovoy a quelque peu usurpé le titre de « Père la rigueur» que certains lui svaien cabinet (1989-1992), M. Hervé Hannent et difficile contre toutes les dépenses excessives de l'Etat notamment pendant la période où Michel Rocard plaidait, depuis Matignon, pour une « réhabilitation de la dépense publique ». Accèdant enfin, au poste de premier ministre le 2 avril, il finira par accepter, son propre compte, un relachen matiques». Bref, le déficit de l'État gonfle des 1990 pour approcher en 1992 les 3,2 % du produit intérieur

POLITIQUE INDUSTRIELLE

L'apprentissage de Bruxelles

IRER bilan de la politique industrielle menée de 1988 à 1992 pose un sérieux problème de cohérence. Le terme, un assumé dès le début de la législature. Mais pour quel cootenn? En cioq ans, les discours ont périodiquement divergé. Quoi de commuo entre M. Roger Fauroux, pour qui «la politique industrielle est faite par les industriels, pas par le ministre de l'industrie», et un chef de gouvernement, Ma Edith Cresson, qui fit d'une opératioo de Meccano, le mariage des puces de Thomson evec les activités iodustrielles du Commissariat à l'éoergie atnmique (CEA), l'essentiel de son activité

Entre « l'Etat éclaireur » souhaité par l'ex-patron de Saint-Gobaio, ministre d'ouverture du gouvernement Rocard et «l'Etat coordinateur » des initiatives industrielles défini par M. Dominique Strauss-Kahn, la ouance semble minime. Pour autant, les divergences, là

aussi, ont existé. Coocernant l'accueil réservé aux investissements étrangers, par exemple, pour les-quels M. Fauroux pronera une attitude tres ouverte, soutenant, avant de devoir renoncer, l'installation du constructenr automnbile japonais Subaru à Angers. Engagée par un libre-échangiste convaincu, la législature s'est achevée sur un discours plus agressif, soucieux, do moins en paroles, de rendre coup pour coup, et très attentif aux rapports de forces entre paissances industrielles

Composer avec le «ni-ni»

Le climat économique, il est vrai, a radicalement changé au cours de la période. En 1988-1989, les firmes industrielles investissaient massivement, multipliaient les acquisitions à l'étranger. Aujourd'hui, la crois-sance atone ou nulle dans la plupart des pays iodustrialisés leur impose une gestion au plus serré daos l'at-

tente de jours meilleurs. Encourager les entreprises publiques à se mon-dialiser, à s'insérer dans les grands réseaux d'alliances, a été l'une des constantes de la période en matière de politique industrielle. L'obstacle du ni-ni (ni privatisation ni nationa-lisation) a été progressivement levé. Par des moyens détournés, d'abord. De manière plus franche, ensuite. Hantement symbolique, le rappro-chement entre Renault et Volvo, qui impliquait, de fait, une privatisation à haoteur de 25 % du groupe antomobile français, a permis, en février 1990, de franchir une étape supplé-

Composer avec le oi-ni, mais aussi composer avec Bruxelles. La vigilance des autorités européennes s'est révélée durant ces cinq années. Les titulaires du porteseuille de l'in-dustrie en ont fait l'apprentissage, parfois douloureux, au cours de la législature. Qu'il s'agisse de l'efface-ment des dettes de Renault, ou des dotations en capital à Bull, les pouvoirs publics français out dû chaque

fois s'engager dans de longues oégociations avec les fonctionnaires de la Commission européenne. Convaincre Bruxelles de la oécessité d'une politique industrielle communaotaire active a d'ailleurs été l'un des leitmotiv tant de Mar Cresson que de M. Strauss-Kahn. Sans, il faut bien le dire, obtenir de grands résul-

Des «grands chantiers technologiques » lancés durant la période, scul celui des composants a pu, après bien des vieissitudes, être mené à terme. Le dossier de la télévision haute définitioo (TVHD) est, en revanche, un échec. Enfin, le renfor-cement des PME-PMI, autre préoccupation de la législature, reste insuffisant. Malgré une somme de rapports, un plan spécial lancé à l'automne 1991 par Ma Cresson, la fragilité du tissu industriel français, peu résistant en période de basse conjoncture, demeure préoccupante,

CAROLINE MONNOT

AGRICULTURE

Rassurer les paysans

S'IL fallait reteoir quelques sigles nu repères essentiels pour baliser les cinc dersigles nu repères essentiels pour baliser les cinq dernières années de la chronique agri-cole, na serait teoté d'en prendre trois : le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) et la réfarme de la PAC (politique agricole commune) comme toiles de fond internationales obligées et imbriquées, et l'interview du prési-dent de la République au Journal du Centre, le 24 octobre 1991, en

pleine jacquerie paysanne... Et s'il ne fallait garder en mémoire qu'un seul élément statis-tique simplificateur, on choisirait l'évolution du revenu des paysans. Il a augmenté fortement en 1989 et 1990 (+ 9,4 % et + 11,7 %), mais les deux années suivantes ont été marquées par une chute : 2,2 % en 1991 et 5,8 % Fan dernier. Si bien que, en moyenne, un agriculteur dégage aujourd'hui de son exploita-tion le même reveno qu'en 1982.

Plus que beaucoup d'autres acteurs économiques, les 850 000 chefs d'exploitation qui restent en France sont habitués à porter leurs regards hors des frontières. Ils savent que le vin, la viande, les fruits, la farine, les tourteaux de soja, voyagent. Ils savent que la France dégage, bon an mai au, avec ses exportations agro-alimentaires, quelque 50 milliards de francs d'excédente commercieux. cédents commerciaux. Ils savent aussi que, depuis trente ans, la politique agricole européenne a plus profité à la France qu'elle ne lui a enûté, ce qui a fait dire à Lue Guyau, président de la FNSEA avant le référendum sur Maasticht. tricht: « Ne crachons pas trop dans

Mais les finances de l'Europe étaient engagées depuis longtemps sur une pente chaque année plus dangereuse. Paradoxe: la PAC contait de plus en plus eher, alors que les excédents de blé, de viande bovine ou de lait ne diminuaient pas et que les revenus, eux, stag-naient ou plongeaient. La France était évidemmeot en première ligne, puisque, avec 30 % de la pro-duction communautaire, elle est le numéro uo de la CEE.

Dès la fin 1990, la réforme de la politique européenne apparaît comme inélnetable et les négocietions entre les Douze abootissent en mai 1992. Officiellement, les paysans français la rejettent, mais ils savent qo'nn oe pent l'éviter. L'économie de la réforme, applicable sur trois aus, tient en trois aspects essentiels : baisse des prix intérieurs garantis (de la viande et des céréales) compensée par des aides directes, mise eo jachère de 15 % des surfaces cultivées, eocouragements aux cultures extensives et respectueuses de l'environne-

A peine remis de leur étourdissement, les milieux agricoles ont dû affrooter une autre menace : ks négociations du GATT. En oovembre 1992, la Commission, forçant la main des mioistres européeas signait avec l'administration Bush un pré-accord agricole sur le GATT qui irritait profondément le gouver-nement français et tous les syndicats et orgaoismes agricoles sans exception. Jusqo'à aujourd'hm, cet arrangement et notamment son volet sur les nléagineux, est resté lettre morte, la France manifestant, quasi seule parmi les Douze, une ésistance sans faille.

Sur le plan intérieur, le président de la Répoblique avait, dans une déclaration au Juurnal du Centre dédité à Nevers) à l'automne 1991, tracé les voies à suivre par le gouvernement pour atténuer les conséquences des bouleversements interallègement des impôts fonciers, pré-retraites, aides aux carburants tirés des céréales nu des oléagineux, soutien aux producteurs de viande, mise en place d'un statut de l'entreprise agricole. Toutes ces nrienta-tinns ont, par la suite, conna des applications concrètes, même si beaucoup reste à faire pour tenir

Des trois ministres de l'agriculture qui se sont succédé rue de Varenne, seul Louis Mermaz, dont l'ennui pour les dossiers de sa charge était visible, aura laissé un souveair franchement maovais, Son prédécesseur, Heori Nallet, e pu être crédité d'une parfaite connais-sance des hommes, des procédures sance des marchés. Quant à Jean-Pierre Soisson, ni à droite oi à ganche, son sens du dialogue, sa rondeur diplo-matique, et soo entêtement à dire e non, non et non la au pré-accord du GATT lui ant incontestable ment attiré la sympathie - mais pas tout à fait encore la confiance - des

FRANÇOIS GROSRICHARD

ÉPARGNE ET PLACEMENTS

De la spéculation à la rente

la planète financière I Entamée aux landamains du krach d'octobre 1987, la législature aura vu glisser progressivement l'épargnant des actions et de la Bourse vers les sicav monétaires et la recharche de la plus granda sécurité. A l'auphoria da le bulle financière, de l'envolée des actions at de l'im-mobilier a succédé la creinta de la déflation et du chômaga. L'argant facile, les a golden boys , les offres publiques d'achat (OPA) ont été un monda éphémère.

Ainsi, le placament en actiona, la panacée des années 1983-1987, ne se remettra en fait 1989 aurait pu laisser eroire la contraire at renforcer la thèse du aimple accident da parcours. Les marchés de capitaux, d'actinne et d'obligations, vont alors réalisar en douze mois un rebond impressionnant, les OPA vont sa multipliar. Ce sera un feu de paille. Les fameux « petits porteurs » qui avaient découvert en masse le marché boursier dans la loulée des privatisations en repartiront eussi vite

La Boursa assimilée un tamps à un casino

où l'on gagne à rous les coups, ne se remettra pas de ce malantendu. La France de l'épargna un moment grisée retrouvers vite ses réfle da rentiers avec l'apparition d'un produit miracle, la sicav monétaire.

La modernisation de la Bourse da Paris, manée à marche forcée, at la disparition peu glorieuse das charges d'agants da changa, absorbées à partir de 1988 per les banques et les compagnies d'assurances, ne feront qu'ac-célérer cette évolution at chasser encore plus vite de le Bourse das actionnairea individuela face à un marché devenu trop sophistiqué, trop professionnel et trop risqué.

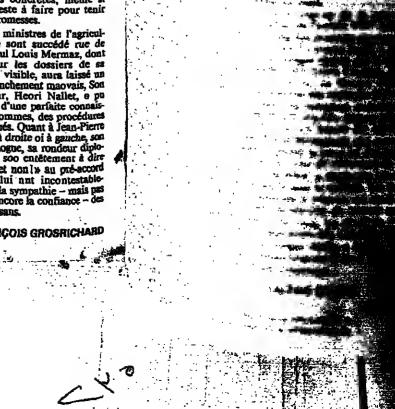
Ainai, la rebond de 48 % en 1988 de la Bourse de Paris sera suivi da performances de moine en moine bonnes : + 33,3 % encore en 1999 à la suite pour l'essentiel des espoirs nés de l'effondrement du mur de Berlin, mais - 20 % en 1990 avec le coup d'arrêt de la crise du Galfa et la prise da consciance du ratentissement brutal de le croissance un peu partaut dans la monda. La Bourse gagnera ancore 11 % en 1991 at un petit 5 % en gations ae verront supplantées par le produit

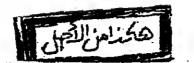
miracle né en octobre 1989 des nécessités du marché européen unique des capitaux, la sicav monétaire da capitalisation.

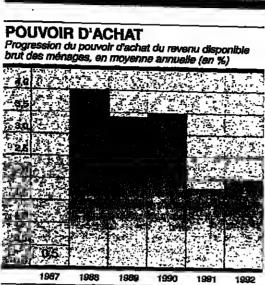
Elle va construire son succès sur une aberration lourda de ennséquences pour l'activité économiqua, à savoir des taux d'intérêt à court terma devenus à partir de 1989 beaucoup plus élavéa que les teux à long terme (obligateires). Ces sicey vont attirer une épargne toujours plus abondante au détriment d'investissements plus longe, par définition plus risqués et devenus pourtant moins rému-

En l'espace de trois ans, la sicav monétaire va drainer 1 000 milliards da francs at va consecrer la primauté du monétaire sur toute les autras formes da placements. Une primeuté jugée dangereuse. La création en 1990 du PEP (plan d'épargne populaire) et en 1992 du PEA (plan d'épargne en actions), pour réorienter l'épargne vers le long terme, ne répondra qu'en partia à cet objectif.

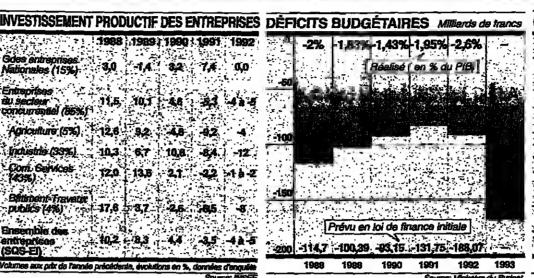


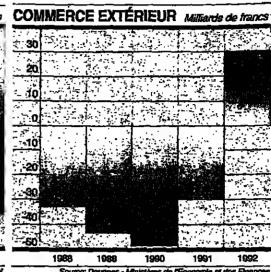












Un secteur public « désidéologisé », des déficits accrus; un pouvoir d'achat amélioré, des inégalités aggravées ; une Bourse assainie, des investissements en panne

un capitalisme banalisé

l'Etat. A l'aune des comparaisoos ioternatiooales, ceux-ci resteot cependant modérés.

« années Bén

All Parks

新 第4集

The state of the s

The second of the second

-

高麗 医一种的

-

The second second

-

-

and the state of t

The state of the s

-

Globalemeot, le grand chantier rocardien de la «modernisation de la function publique» n'a pas permis une amélioration sensible de la productivité de l'Etat. Et côté recettes, M. Bérégovoy o'aora pas engagé de véritable réforme fiscale. Il n'est pas resté, tant d'en faut, inactif. Plus que la justice sociale, c'est l'Eurape qui aura guidé, là aussi, ses choix.

La législature s'achève avec deux «impôts» nooveaux, ll y aura d'abord l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) qui devait, à l'origine, permettre le financement d'une autre Innovation de la période, le revenu minimum d'insertion (RMI). Il y aura ensuite - à la demande de Michel Rocard et contre l'avis de Pierre Bérégovoy -la contribution sociale généralisée (CSG), qui touche tous les revenus. Dans la perspective européenne, les taux de la TVA sont profondément modifiés (à la baisse) aiosi que la fiscalité affectant les reveous de l'épargne,

Enfio, le ministre socialiste a cooduit avec obsticatioo nne réforme doot il o'est pas peu fier ; celle de l'impôt sur les sociétés (IS). Son taux, déjà tombé de 50 % eo 1983 à 42 % en 1988, a été ramené à 33,3 % en 1993, l'un des plus bas des pays industrialisés. Les entreprises - et le CNPF - lui en soot, un temps, reconnaissantes. Mais le ralentissemeot de la demande, la réévaluation do franc et les niveaux d'intérêt élevés les inquiètent et les amènent à ralentir fortement, à partir de 1991, leur effort d'investissement.

L'Europe avant la justice sociale

L'adaptation de la France à l'Europe n'affecte pas seulement la fiscalité. M. Bérégovoy a poursuivi anssi la réforme du système finandans les années 80. L'uoe de ses principales décisions reste aussi sur le plan tactique, l'une des plus cootroversées : il a accepté une libéralisatioo totale et anticipée des le la jaovier 1990 - des changes, sans fortes contreparties.

An-delà de réformes comme la loi sur l'assurance on la création du plan d'epargne en actions (PEA), le ministre de l'économie se consacrera surtout à la moralisation des affaires. Des textes en rafale soot adoptés. C'est une loi sur la transpareoce des marchés oul révolutionne le rôle de la Commission des opérations de Bourse (COB); e'est une autre qui doit faciliter la lutte contre le blanchiment des capitaux, c'est enfin une troisième qui vise à la moralisation de la vie économique et financière.

L'Enrope o'est pas seulement nne contraiote, elle est d'abord pour Pierre Bérégovoy, fidèle en cela à son maître, François Mitterrand, une ambition. La législature est marquée par un reoforcement cier qu'il avait largement amorcée de l'action économique de la France eo matière européenoe, avec en particulier un resserrement des liens entre la France et l'Allemagne.

Paris a joué uo rôle essentiel dans l'élaboration du traité de Maastricht, notammeot dans la définition de l'union économique et monétaire (UEM), En mai 1992, M. Bérégovoy accepte à Bruxelles une importante réforme de la politique agricole commune. Il arrivera à coovaiocre les partenaires de la France de la nécessité d'une initiative européenne de croissance.

Une grande confusion

Sur le plan ioterne enfio, une dernière révolution marque les « aooées Béré » : la mort du «ni-ni» («ni nationalisation ni privatisation », selon le slogan reteou par M. François Mitterrand dans sa Lettre à tous les Français de 1988). M. Bérégovoy s'effor-cera, tout ao long de la législature, de « désidéologiser » le sujet comme il aime à dire. Le secteur public n'est, à ses yeux, ni le fer de ance de l'économie oi un gisement inépuisable d'emplois.

Dès le début de la législature, il laissera les entreprises pobliques lever des capitaux privés sur les marchés fioaociers. Il aotorisera des entreprises privées étrangères à entrer dans le capital de sociétés publiques françaises, Il s'opposera au jeu de Meccano industriel que certains teoteroot de relancer. Il rendra possible l'ouverture (à hauteur de 49 %) du capital des sociétés nationales d'assurances. Il engagera même, en fin de période, quelques « privatisations par-tielles ».

Avec, au cours de l'hiver 1988-1989, les affaires - le raid maoqué sur la Société générale, pois les délits d'initiés à l'occasioo de l'acbat d'American Can par Pechiney - les « années Béré » avaicot mal commencé. Bénéficiant cependant à cette époque d'uoe conjoncture internationale favorable, M. Bérégovoy avait réussi à redresser la barre. Après les révélations sur le « prêt Pelat », ses années s'aebévent daos uoe graode confusioo. De oomhreux progrès oot pourtant été réalisés dans la modernisation du capitalisme fraoçais. Beaucoup reste à faire - surtont dans des domaines qui ne relévent pas de la seule administration économique : la protection sociale, le chômage, la formation, l'efficacité de l'Etat...

Les héritiers - M. Balladur notamment - affirment que l'économie française est dans « la plus mauvaise situation que la France ait jamais connue depuis la Libération». Les partisans de M. Clinton teoaient des discours du même type lorsqu'ils parlaient de l'héritage qu'allait leur laisser M. Bush. Avec le retour de la croissance, ils découvrent aujourd'hui l'ampleur du travail mené par leurs prédéces-

INÉGALITÉS

Le rendez-vous manqué VEC quelque 900 000 chômeurs de lon-gue durée et 550 000 allocataires do RMI recensés à la fin de l'année 1992,

une partie de la France file inexorablement à la dérive. Tous les gouvernements socialistes qui se sont succédé an cours de cette législature o'ont pas pu l'en empêcher. Ce o'est pourtant pas faute d'avoir essayé. Mais nombre des digues mises en place par le pouvoir entre 1988 et 1993 se sont à l'usage révélées inadaptées, ou trop tardives, pour lutter contre ce qui demeure la principale inégalité en France, au point de mettre en péril la cobé-sion nationale : l'inégalité face à l'emploi. Dupés par les effets de la croissance sur l'évolution des revenus et par l'embellie de la situation de l'emploi qui, de 1987 à 1990, a masqué la réalité d'un chômage de longue durée « enkysté » dans la société française, les goovernements, au début de la législature, n'ont pas pris la mesure de la gravité du mal. Une erreur d'appréciation d'autant plus pré-judiciable que plusieurs facteurs tendent à creuser mécaniquement le fossé des inégalités. Ainsi l'organisation de l'appareil productif français en un réseau de sous-traitants en cas-cade conduit à « rejeter le coût social de la compétitivité [des grands groupes] sur les entreprises les plus faibles et sur leurs salariés » (1). De même, la logique de plus en plus « assurantielle » des systèmes de protection

Un ultime filet de sécurité

sociale et d'assurance-chômage aboutit à exclure ceux qui o'ont pas réussi à intégrer ces

régimes, tels que les jeunes ou les chômeors

Les conditions de création du revenu minimum d'insertion (RMI), dès le retour de la gauche ao pouvoir en 1988, sont révélatrices de cette mauvaise appréciation de la situation. Conçu par le premier gouvernement de M. Rocard, comme un instrument d'insertion, y compris professionnelle, destiné à « ceux qui n'ont plus rien », le dispositif RMI, sons la pression du second mioistère des affaires sociales et des parlementaires socia-listes, s'est transformé en un ultime filet de sécurité destiné à aider temporairement les plus démunis. Avant tout soucieux de o'ex-clure personne (le RMI coustitue « an droit »), le dispositif s'est donc moins préoc-cupé de favoriser l'insertion professionnelle des futurs allocataires, jugée a priori hors de leur portée, que de leur foornir une aide

Las l La majorité des bénéficiaires sont d'abord des victimes de la crise économique à la recherche d'un emploi que le dispositif RMI, porté à bout de bras par des acteurs de l'aide sociale déboussolés, n'a pas pu satisfaire. A la suite de l'état des lieux dressé par la Commission nationale d'évaluation du RMI, la loi du 29 juillet 1992 révisant le dispositif, est, quatre ans plus tard, censée rectifier le tir en associant davantage les services de l'em-

A l'automne 1989, un débat politique s'amorce pourtant sur le thème des inégalités sociales. Mais il se fonde moins sur l'emploi, alors en pleine embellie, que sur l'impact de la croissance sur l'évolotion des revenus. Le CERC vient, eo effet, de relever qo'entre 1987 et 1989 la performance giobale des pla-cements s'est accrue de 4,5 % par an, les béné-fices des entrepreneurs individuels de 3,8 %, alors que, dans le même temps, la rémunéra tion du travail n'avait progressé que de 2,2 %. Réngissant à « cette inégalité par l'argem », M. Rocard, premier ministre, propose alors de créer un instrument fiscal destiné à corriger le poids excessif des cotisations sociales. Ce sera la contribution sociale généralisée (CSO), prélevée sur tous les revenus. Cinq mois plus tard, à Auxerre, M. François Mitterrand rebondit à son tour, en lançant un appel au CNPF pour engager des négociations dans les 134 hranches professionoelles ou, pour les bas salaires, la stricte application du SMIC tient lieu de politique de rémunération. Aucun de ces deux leviers mis en place par

le pouvoir ne donnera pourtant sa pleine mesure. Controversée dans les rangs mêmes du gouvernement, politiquement risquée et mal ressentie par les retraités et les contribua-bles (elle o'est pas déductible du revenu impo-sable), la CSG ne sera jamais utilisée par les successeurs de M. Rocard. Le ralentissement économique sensible depuis le début de l'année 1991 a pesé sur les oégociations engagées pour revaloriser les bas salaires. Et à la fin de l'année 1992, 56 % des branches coocernées étaient parvenues à porter leurs minima salariaux au-dessus du SMIC.

Entre-temps, la reprise de la montée du chômage au début de l'année 1991 a fait passer au second rang des priorités gouvernemen-tales la lutte contre l'« argent facile ». Prenant conscience des ravages opérés par le chômage de longue durée, M= Edith Cresson, premier ministre, lance enfin, en février 1992, une grande mobilisation des services de l'emploi pour proposer une solotion iodividuelle à 500 000 chômeurs inscrits depuis plus d'un an à l'ANPE. A «L'heure de vérité » le 10 mai, M. Pierre Bérégovoy, qui a remplacé M= Cresson, double la mise en s'engageant à ce qu' « il n'y an plus de chômeurs de longue durée au l' novembre », alors que ces deman-deurs d'emploi frisent le million. Uo pari forcément impossible à relever, au moment où les capacités do marché du travail sont des plus réduites. Du coup, les résultats obtenus, pourtant considérables (de 120 000 à 150 000 chômeurs de longue durée « évités » en dix mois), paraitront largement en decà des ambi-

tions affichées. Dommage... VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

(1) Rapport de la commission « cohésion sociale » dans le cadre de la préparation du XIP Plan.

PROTECTION SOCIALE

Un manque d'ambition

N cinq ans, les socialistes se soot brouillés avec la protectioo sociale, qu'ils coosidérent pourtant comme un de leurs terrains de prédilection. La législature s'achève avec un déficit record des comptes et oo ehantier - celui des retraites - sans cesse inauguré, mais jamals eotamé. Les trois gouvernements qui se soot succédé entre 1988 et 1993 auroot cependant en le mérite de ne pas se désintéresser de la maîtrise des dépenses de saoté et de la réforme du mode de financement de la Sécurité sociale.

Après avoir limité le défieit à un strict minimum eo 1988 et 1989, les socialistes ont laissé se creuser le «trnu» du régime géoéral de la Sécurité sociale : 9,6 milliards en 1990, 16,6 milliards eo 1991, 12,5 milliards en 1992 et, tendanciellemeot, une quinzaine de milliards de francs cette année. Le gouvernement paraît lui-même convenir que son hilan o'est pas flatteur, puisqu'il a tout simplement renoncé à réunir fin 1992, comme il était prévu, la Commission des comptes de la Sécurité sociale. Une année au cours de laquelle la trésorerie aura été « dans le ronge » peodant deux ceot quatre-vingts

Contrairement à ce qu'affirme l'opposition, cette situatioo n'est pas cotièrement imputable à la politique meoée par MM. Clande Evin, Jeao-Louis Bianco et René Teulade, les trois ministres des affaires sociales. Malgré la hausse de la cotisation d'assurance-vieillesse, en 1988, et celle de l'assurance-maladie, en 1991, sans oublier la prise en charge budgétaire des 20 milliards de francs que représentent les cotisations de retraite des chômeurs, le ralentissement économique perceptible a pesé très lourd (les recettes qui progressaient de 8,8 % en 1989 o'nnt augmenté que de 6 % l'an passé). Or, uo point de recettes en moins prive le régime général de 10 milliards de francs.

Le plus mauvais moment

Mais les 40 milliards de déficit qui se sont accumulés soot aussi la contrepartie d'uoe certaine impnissance à gérer le moyen terme. An cours de ses deux premières anoées, le gouvernement de M. Michel Rocard s'est laissé endormir par les dividendes de la croissance, qui, un temps, ont masqoé les déséquilibres structurels. Après avoir laissé dériver les dépenses de l'assnrance-maladie (en hausse de 8,6 % en 1989 et de 7,4 % en 1990), M. Evio a tenté, non sans maladresse, d'amener les professions de santé à davantage de modération. En fait, les premières intentions sérieuses de réformes

sont apparues lorsque la croissance a doooé ses premiers signes d'essoufflement. C'est-àdire au plus mauvais moment.

Si M. Rocard a fait preuve d'un indéniable courage politique en menant à bien son projet de cootributioo sociale géoéralisée (CSG) malgré l'opposition de la quasi-totalité des partenaires sociaux et de la classe politique, ou en affirmant la nécessité d'une réforme des retraites eo publiant, au printemps 1991, son Livre blanc, les actes n'ont guére suivi. La seule ecoséquence de la publication du Livre blanc aura été la désignation d'un énième groupe d'experts, et la première décision de Mª Edith Cresson, au priotemps 1991, a consisté à augmenter la cotisatioo d'assurance-maladie des seuls actifs, ignnrant la CSG. Malgré sa complexité et la manvaise répotation que lui confère soo caractère fiscal, la contribution sociale généralisée aurait pourtant mérité un meilleur sort. Grâce à elle, le smancement de la protectioo sociale ne repose plus quasi exclusivement sur les seuls revenus du travail, dont la part dans la richesse nationale ne cesse de diminuer.

Pressés par la dégradation des comptes de la «Sécu», mais de plus en plus tentés par le « surplace social » à l'approche du référendum européen et des échéances législatives, les gouvernements de Mª Cressoo et de M. Pierre Bérégovoy ont rapidement choisi de limiter au maximum la prise de risque... tout en proclamant leur volonté de réforme.

Entamée tambour battant, la démarche visant à faire aboutir une « maîtrise médicalisée et concertée des dépenses de santé » s'est fioalement accommodée d'une loi qui pose le principe du respect, par les profession d'engagements en matière de volume d'activité, mais ne précise pas les moyens de les faire respecter. Quant au projet de création d'une caisse de garantie des retraites, alimentée par les actifs d'entreprises publiques et ceosée amortir les effets de la «bosse démographique » des années 2005-2020, il est curieusement sorti des cartons après la session parlementaire. De même, la elarification des prestations de retraite liées à la solidarité et la création d'une prestation destinée aux personnes âgées dépendantes ont été présentées trop tardivement pour abou-

Si leur bilan n'est pas totalement négatif, les socialistes auront tout de même manqué d'ambition. Adapter les mécanismes de solidarité aux évolutions de la société française est pourtant le plus sûr moyen de les conso-

JEAN-MICHEL NORMAND

BANQUES ET IMMOBILIER Pour le meilleur et pour le pire

ES hangues oot suivi, voire alimenté l'irrésistible ascen-slon de l'immobilier au cours des «années folles». Sa déconfiture les fragilise une à une : au fur et à mesure que les provisions aug-mentent, leur rentabilité chute. Le choc est ao moins comparable à celui des dettes impayées des pays en voie de développement au début des années 80.

Cootrairement à ce que les milieux financiers imaginaient au lendemain du krach boursier d'octobre 1987, la crise n'a pas stoppé la flambée de l'immobilier en France, et plus particulièrement dans la capitale et ses environs. Paris, à l'image des grandes métropoles comme Londres, Tokyo, New-York, vivait dans l'euphorie avec une hausse continue de la valeur du prix du mêtre carré de logements et de hureaux. Ceux-ci oot poursuivi leur ascension en 1988, en 1989 et même jusqu'au mois d'août 1990, date de l'invasion du Koweit par l'Irak.

Compte tenu de l'inertie dans la construction, ce coup de frein a pris des allures de catastrophe pour les promoteurs engagés dans de grands programmes de bureaux prestigieux transformés eo autant de gouffres financiers. Le scénario est toujours le même : proposés à des prix «hors marché», trop chers, ils ne trouvent ni preneurs ni locataires. Les promoteurs ne peuvent plus rembourser les banques, ni même payer leurs agios... Les banques sont condam-nées à transformer leurs créances en actions et se retrouvent à la tête d'un patrimoine immobilier déprécié.

A ce jour, une seule défaillance a défrayé la chronique, celle d'une institution financière spécialisée de renom : le Comptoir des entrepre-neurs, incapable d'booorer des ces. Elle a dû être renflouée sur ordre par les autres banques de la place à quelques jours des élections législatives. D'autres établissements fortement impliqués dans le finance-ment de l'immobilier ont bénéficié du soutien de leurs actionnaires, comme la banque Worms, La Hénin on Indosuez. Enfin, on peut dire que, à l'exception de la Société générale et du CCF, les grandes banques généralistes françaises sont toutes touchées à des degrés divers et met-

F. V. et E. L.

Bousculé par la fronde des juges contre l'« amnistie », mis en accusation dans le drame de la transfusion sanguine, le pouvoir a laissé se creuser un « déficit moral »

Le choc des « affaires »

par Edwy Plenel

A République mérite mleux que le silence sur sez fautes. Elle ne vaut que par la conscience de ses citopens.» Jeune étoile montante de la République, M. François Mitterrand avait, en 1945, répondu luimême par avance à ceux qui, dans son eutourage, désignent aujourd'hui la presse et ls justice eo houcs émissaires d'une défaite annoncée. « Il serait vain, poursuivait-il, de croire que le fascisme est né du hasard. S'il faut chercher ses origines dans les complots des ennemis du peuple, il faut aussi reconnaître qu'en se pourrissant, nos institutions leur fournissaient des arguments (1).»

Ce rappel u'est pas une précaution inutile dès qu'il s'agit d'évaluer le poids des «affaires» dans la déroute de la gauche gouvernante. Tant il est vrai qu'eo la mstière, politiques et journalistes ne parlent pas le même langage, les premiers reprochaot aux seconds uoe mise eo valeur excessive et nuisible d'accidents de parcours secondaires et relatifs. Et si, su contraire, bien plus que les habituels faux frais d'une gestion gouvernementale, les «affaires» étaient des moments de vérité, éclairant uoe dégradation de la morale publique et dressant un impitoyable état des lieux politiques?

De ce point de vue, la ehronique de ces faits divers qui, sprès avoir été cantonnés en marge, ont progressivement pris une place ceotrale, fait apparaître trois lignes de force: 1) C'est avec la cohahitation, entre 1986 et 1988, que les « affsires » furcot subitement promues au raog d'armes privilégiées de l'affrontement politique. 2) Ce n'est pas tant l'existeoce d' « affaires » embarrassantes pour ls pou-

voir que la façon dont il les e gérées, svec maladresse et inconscience, qui a fini par émouvoir l'opinion. 3) C'est à partir du moment où l'argent est entré en scène, où les « affaires » sont devenues financières, où fausses fsetures et délits d'initiés out été débusqués; que le crédit moral des

socialistes a été atteint. 1) La mauvaise école de la cohabitation Avant mars 1986, le mitterrandisme n'avait connu que deux « affaires » : relle des Irlandais de Vincennes, née, en août 1982, d'uo « montage » policier (renseignements erronés, preuves fabriquées, procédure mensongère, etc.) réalisé par la cellule antiterroriste de l'Elysée afin de se promouvoir; celle do Rainbow Warrior, du oom de ce usvire de Greeopeace coulé, en inillet 1985, dans le port d'Au-ckland (Nouvelle-Zélaude) par des nageurs de combat de la DGSE afin d'enrayer la campage de l'organisation écologiste cootre les essais nucléaires français. Or, l'opposition de droite, qui suivait alors une ligne dure et maximaliste, se refusa à exploiter outre mesure ces deux épisodes. Les «geodarmes de l'Elysée» fureot défeodus par la presse d'opposi-tion, vuire par des journaux d'extrême droite, et Charles Hernu, malgré une carrière brutalement interrompue par sa démission forcée eo septembre 1985, bénéficis jusqu'à sa mort d'une popularité

Zèle Inénarrable

Après mars 1986, le climat change du tout au tout. L'affrontement idéologiqus qui evait dominé la période 1981-1986 cède le pas à une bataille «affaires» contre «affaires» entre l'Elysée et Matignon. A mesure que M. François Mitterraod

peaufine soo personnage de président audesus des partis, symbole de la continuité de l'Etat, gardien de la Constitution et pivat des institutions, la lutte pour le pouvoir perd de sa substance intellectuelle pour devenir une guerre d'images. Plus que la politique menée, c'est la compétence de chacun des camps, le crédit et la confisoce qu'on peut lui accorder pour diriger le pays qui deviennent l'enjeu de la future élection présidentielle.

Le ministre de l'iotérieur, M. Charles Pasqua, ouvrira le ban en instrumentant l'affaire Carrefour du développement, accahiante pour l'ancieu ministre de la coopération, M. Christian Nocci - c'est l'épisode du vrai-faux passeport délivré à sou chef de cabinet, M. Yves. Chalier. Puis l'opposition s'emparera de l'affaire Luchaire, du oom de cette société qui, oon sans suntiens au ministère de la défense, avait violé l'embargo sur les livraisons d'armes à l'Iran. Enfin, l'affaire des «plombiers» du Conscil supérieur de la magistrature, nu l'on retrouva le zèle inénarrable de la «cellule» de l'Elysée, fut l'occasion d'une ultime surenchère début 1982

En retour, la ganche mettra en avant la faillite de la joaillerie Chaumet, transformée en banque illégale, qui éclaboussera le garde des sceaux Albin Chalandon, tentera de débusquer les contreparties des oégociatioos occultes sur le sort des otages français au Liban, en exploitant la soudaine clémence du gouvernement envers le diplomate iranien Wahid Gordji, et s'emparera eofin des démèlés de l'académicien Michel Droit avec un impaction de l'instanties.

juge d'instruction.

2) Le refus de la sauction. — Dès lors, le mauvais pli était pris, lié à une perte d'intensité du débat politique de fond, en proportioo du recentrage politique des socialistes. Mais la situation sera aggra-

vée, lors de l'émergence au grand jour agrès 1988 d'aaffaires» ayant parfois des Origioes anciennes, par la façon dont le pouvoir décidera de les gérer. Au lieo de laisser la justice passer, au lieu de prendre aes distances avec ceux qui avaient commis des fautes, au lieu de sanctionner les responsabilités politiques dans tel uu tel dérapage, on préférera biaiser, enrayer et manœuvier.

Amnistie et entraves

Ce sera d'abord l'amnistie glissée dans la loi de janvier 1990 dont l'un des buts - trop soovent oublié - était de sauver M. Nucci. Puis ce furent les eotraves apportées aux enquêtes sur le financement du Parti socialiste, par le refus explicite du garde des sceaux Henri Nallet d'ouvrir des infurmations judiciaires. Enfin, il y ent ce souci récurrent - dont o'svaient pourtant pas bénéficié les «soutiers» du bureau d'études Urba - de protéger et de défendre ceux qui étaient mis en cause, même si les charges avaieot qoelque consistence.

M. Christian Pronteau, dans l'affaire des Irlandais de Vincennes, eut droit à un pleidoyer télévisé do président de la République; M. Jean-Michel Boucheron, maire déchu d'Angoulême et député socialiste, fut soutenu jusqu'à ce que cette stitinde devienne intensble; M= Georgina Dufoix de fut pas invitée à tirer en termes de responsabilités publiques les conséquences des fautes commisses sous son administration dans l'affaire du sang contaminé.

3) L'impact de l'argent. — Il ne fant pas chercher ailleurs l'explication de la voionté de revanche de magistrats ayant cu le sentiment que la justice était befouée. Que l'opposition en ait profité et les ait parfois instrumentés u'est pas discutable, mais elle a pris en marche un train doot la locomotive était la crise du moode judiciaire. Les juges furent d'autant plus scharnés qu'ils o'avaient plus affaire à des dossiers relevant, peu nu prou, de la raison d'Etat, mais qo'ils découvraieot des délits financiers, à rebours des proclamations présidentielles sur l'agrent facile».

Délits d'initiés des affaires Pechiney et Société générale, mettant en cause des proches du poovoir et de la présidence; délits liés au financement du PS dans un maquis de bureaux d'érades rivaux; enrihissement personnel de l'ancien maire d'Angonlème, qui prit la fuite en s'exilant eo Argentine, etc. Brusquemeot, la gauche, qui s'était toujours dissociée des milieux de finance et d'argent, puisant sa légitimité dans le monde des salariés, était compromise par certains des siens sur le pire des terrains. Désormais, elle ne pouvait plus se défendre en iovoquant les «affaires» passées de la droite : illustrant les à-côtés peu glorieux d'une politique économique par trop libérale, ayant laissé le champ libre à la concurrence et à la speculation, ces affaires politico-financières la logezient brusquement à même

Os aura sans doute compris que le déclin des «affaires» dépend moins des journalistes que d'une renaissance du débat politique, dans l'affrontement clair des projets et des convictions. Bref, dans sa grandeur créatrice, et nécessairement conflictuelle.

(t) François Mitterrand , Politique, Fayard,

JUSTICE

La révolte des magistrats

EAUCOUP l'oot sujourd'hui ooblié, mais le fronde des juges fut d'abord uoe révolte cootre la misère qui règne, depuis des anoées, dans les cours et tribunaux. En 1989, alors que l'oo parlait encore peu des « affaires », les orgaoisations de magistrats, d'svocats, de greffiers et de fooctiooosires de justice s'étsient réunis, pour la première fois de leur histoire, au seio d'une iotersyndicale commune, afio de demaoder uo budget « enfin décent » pour la justice.

Cette fronde do monde judiciaire avait culmioé le 30 novembre 1990, lors du biceotenaire de la Cour de cassatioo : ce jour-là, taodis que M. Mitterrand prononçait un discours devaot les plus hauts magistrats de France, 2 500 magistrats, avocars, greffiers et fonctionnaires de justice s'étsieot heurtés aux forces de l'ordre aux portes du palais de justice de Paris.

Les «affaires» politico-finaucières, jugées ou apparues daos les sooées suivantes, oot prospéré sur ce terreau. Plus que les faits euxmêmes, ce furent les tentetives du gouvernement pour étouffer les eoquêtes en cours qui révoltèrent la magistrature. Au priotemps 1989, malgré les révélations conteoues dans l'enquête préliminaire des inspecteurs de police marseillais Mayot et Gaodino qui venaient tout juste de découvrir les fameux «cahiers Delcroix», le parquet de Marseille avait ainsi refusé d'ouvrir une information judiciaire à 1s demande expresse du garde des sceaux de l'époque, M. Henri

L'artiele qui, dans le loi de janvier 1990, portait amnistie des infractions, délits et crimes mêlés, liés au financement de la vle politique, evait eocore apprefondi le fossé entre le monde politique et la magistrature. Le 4 avril 1990, co ptooooçant uo con-lieu à l'égard de M. Christiao Nocci dans l'affaire Carrefout du développement, les magistrats de la Cour de cassatioo qui composaient la commissico d'iostruction de la Haute Cour de justice o hésitèreot pas à rompre leur devoir de réserve en livrant publiquement leor amer-

Perquisition rocambolesque

Le geste le plus spectaculaire est cepeodaot veou du Mans. Saisi d'une affaire d'accident do travail, le juge Thierry Jean-Pierre, qui s'était fait remarquer en 1990 en libérant de petits délioquants afio de protester contre la loi d'amnistie se lançait le dimanche 7 mars 1991, dans une perquisitioo rocambolesque au siège parisien d'Urbstechnic. Affolée par l'expédition de ce juge incootrôlable, la chancellerie prenait dans l'urgence une décision dont elle oe mesurait pas encore le coût politique : à la demande du procureur du Mans, le juge Jeao-Pierre était dessaisi. le our-même, de ce dossier explosif par la présidente du tribunal.

En quelques heures, ce magistrat se faisait oo oom, deveoant le héros contesté de l'indépendance de la magistratore. Moins d'un an plos tard, le successeur du juge Jeao-Pierre, M. Renaud Van Ruymbeke, défiait à son tour le pouvoir politique, en perquisitionnant, le 14 janvier 1992, ao siège du Parti socialiste sous les projecteurs des caméras de télévision.

Face à cette fronde, le souvernemeot s'est fioalement résolo à engager quelques maigres réformes. La petite refooté du statot de la magistrature en 1990 a permis d'accorder des garanties supplémentaires aux magistrats du parla réforme cons nelle, adoptée en mars 1993 par le conseil des ministres, prévoit une modification de la composition et du pouvoir du Conseil supérieur de la magistrature. Dans un contexte budgétaire difficile, les crédits accordés à la justice out progressé avec lenteur, mais régularité.

La tensioo entre la magistrature et le monde politique o'a pourtant jamais été aussi vive. Les juges qui enquêtent sur les dossiers « sensibles » – et ils soot de plus eo plus oombreux - craignent de moins en moios les foudres du poovoir et, face à la multiplication des «affaires», les hommes politiques ne cessent de dénoncer les dangers d'uo a gouvernement des juges ». Cette coofrootatioo souvent violente a cependant eu le mérite de placer la justice au cœur des préoccupations politiques du moment. Depuis le début de la campagne électorale, la plopart des hommes politiques se disent prêts à accorder toute leur attention à ce secteur «sinistré» et proclament lour volonté de renforcer l'iodépendance de la magistrature. Cette subite attention a toutefuis ses revers : le munde judiciaire a accédé, ces dernières années, à une surmédiatisation propies aux polémiques, qui rend toute réforme extrêmement délicate.

ANNE CHEMIN

Les plaintes des victimes du sang contaminé

ARCE QUE le sida, l'obseasion de l'argent et l'irresponsabilité s'y sont abondemment téleacupés, chacun sent bien que le drame du sang contaminé symbolise de marière aiguê le demière décennie. Peutêtre appellera-t-on un jour ces ennées-là « les années side ». Pour une majorité de Français, la révélation des dérives du Centre national de tranfusion sanguine dirigé par le docteur Michel Gerretta aura constitué le grand choc de l'ennée 1992.

Au-delà du calvaire des victimes et de leurs proches, de l'indemnisation trop longtemps dif-férés des hémophiles contaminés, cette période illustre les ravages d'une gestion sans merci dans le domaine médical et la légèreté plus ou moins généralisée des responsables médicaux et politiques. Les faits peuvent se réeumer en quelques mote : de mars à octobre 1985, le Centre national de transfusion sanguine (CNTS), détenteur du monopole d'importation des dérivés sanguins et également fabricant de concentrés sanguins destinés aux hémophiles, a continué de vandre des produits, en sachant que ces demiers étaient

infectés par le virus du sida.

Durant plusieura années, ce ecandala est resté secret, ru la justice ni la presse ne réussissent à imaginer l'inimaginabls. Ainsi les premières plaintes judiciaires déposées par des hémophiles en 1987 na seront-elles pas acceptées... Il faudra attendra mars

1988 pour que cinq plaintes soient enregistrées et confiées à un juge d'inatruction du tribunal de grande instance de Paris. Il faudra encore petienter pour que la tragique réalité s'impose; 1 250 hémophiles ont été contaminés à ce jour et 289 ont trouvé

la mort.

L'enquête sere longue et difficile, la vérité appareissant seulement per éclipsee. Ce n'est qu'en octobre et novembre 1991 que les docteurs Michel Garretta et Jean-Pierre Aliain, du CNTS, le professeur Jacques Roux, ancien directeur général de le santé, et le docteur Robert Netter, ancien directeur du Laboratoire national de la santé, seront inculpés.

inertie, incompétence, manque de courage

Durant l'été 1992, leur procès plongera brusquement les Français aux confins du monde médical et scientifique, de le sphère administrative et du monde politique. Un procès qui met en évidence le silence des uns, l'inertie des autres, l'incompétence partois, le manque de courage sou-

La miss en brante de le machine judiciaire et l'émotion qui gagne l'upinion publique après une intense campagne de preses radicelisent l'affaire du sang contaminé. Deux orientations nouvelles et complémentaires appsraiseent. Tout d'abord, certaine hémophiles

demandent que le dossier du seng contaminé soit jugé sur la base du chef d'inculpation d'empoisonmennent et non de tromperie sur les qualités substantielles d'un produit. Du coup, l'effaire serait jugée devant une cour d'assisses et non devant un tribunal correctionnel.

Ensuite, l'Association française des hémophilea, qui entraîne nombre de soutiens, plaide pour la mise en accusation devant la Haute Cour de justice de trols enciens ministres socialistes au pouvoir en 1985 : M. Laurant Fablus, elora premier ministre, M. Georgina Dufoix, ministre des affairas sociales et de la solidanté, et M. Edmond Hervé, secrétaire d'État à la santé.

Cette procédure - brandie eppliquée, brutalement interrom-pue, mais toujours menacante contribuers à ouvrir publiquement un autre dossier : celui des quelque 8 000 personnes contaminées par le virus du sida à la suite d'une transfusion au cours d'une intervention chirurgicale. Alnsi s'eloutent à l'affaire du sang contaminé touchant les hémophiles celle des éventuels retards dans l'utilisation obligatoire des tests de dépistage pour contrôle les dons du sang, en 1985, et celle de la collecte de sang dans les prisons, continuée juequ'à une date récente.

LAURENT GREILSAMER

REPÈRES

1988 : délits d'initiés

Durant l'été 1988, un groupe d'investiaseurs menés par M. Georges Pébereeu, mènent une offensive contre la Société générale visant au « dénoyautage » de la banque privatisée. Ils ont, à l'évidence, le soutien discret du nouveau pouvoir et l'appui explicite de la Caisse des dépôts. Cette affaire donnera lieu, tardivement, à l'ouverture d'une information judiciaire pour délit d'initié en mai 1990, après una enquête de la Commission des opérations de Bourse (COB), puis à une enquête préliminaire du parquet. Parmt les incupée, M. Jean-Charles Neouri, ancien directeur de cabinet du mirristre de l'économie, M. Pierre Bérégovoy, de 1984 à 1986.

Fin 1988, le rachat par Pechiney de la société américaine Triengle, qui contrôle American Can, et dont les néguciations avaient été tenues secrètes, donne lieu à des délits d'initiés multiples. Alertée par les autorités américaines, le CO8 ouvre une enquête qui entraîne l'ouverture rapide d'une information judiciaire. Parmi les principaux acteurs de cette afférier. Rocce. Patrice Palet ami intime

du président de la République, décédé en mars 1989 peu après son inculpation; M. Max Théret, homme d'affaires qui ne cache pes son rôle de financier du PS; Samir Traboulsi, financier libaneis établi en France, récemment décoré de la Légion d'honneix par M. Bérégovoy, avec lequel il entretient des relations amicales; et M. Alain Boubli, directeur de cabinet du ministre de l'économie et des finances depuis 1988, qui sera contraint de démissionner.

1989 : Urba et l'amnistie

Lors d'une perquisition dans l'antenne marseilleise du bureau d'études Urba, lié au PS, daux inspecteurs de police, dont l'un, Antoine Gaudino, se fera bientôt un nom, saleissent des cahiers manuscrits terrus par l'un des administrateurs, M. Joseph Deicrob. Les mécanismes de financement national du PS s'y lisent à livre ouvert, y compris ceux de la campagne présidentielle de 1988. Tandis que le dossier judiciaire est limité à son volet régional du Sud-Est, l'Elysée et la direction du PS exigent du premier ministre, M. Michel Rocard, une amnistie ad hoc qui sera introduite dans la loi sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales de jarroier 1990. Elle bénéficiera en fait essentiellement à M. Nuoci, qui aura droit à un non-lieu assorti de l'amnistie accordée par la commission d'instruction de la Haute Cour de justice dans l'affaire Carrefour du désolvement

1990 : l'affaire Doucé à Paris, l'affaire Médecin à Nice

Durant l'été 1990, le pasteur Joseph Doucé disparaît mystérieusement alors que des policiers des renseignements généraux manaient une énigmatique enquête sur ses activités en faveur des homosexuels. Quelques mois plus tard, son corps est retrouvé et son assessinat confirmé. Le rôle trouble des RG dans cette affaira illustre le persistance de méthodes de basse police peu conformes aux engagements déomologiques pris depuis 1981. Parallèlement, un long fauilleton prenid fin à Nice avec le fuite en

la justice pour d'innombrables délits financiers. 1991-1992 : Urba, Trager,

sang contaminé

Amérique latine, en septembre, de M. Jac-

C'est désormais le solde de tous comptes. Plus d'affaires » neuves, mais le développement irréalstible de dossiers anciens face à un pouvoir affaible. Le juge manceau Thierry Jean-Pierre relance le dossier Urba, et passe le relais au conseiller rennais Reneud Van Ruymbeke, qui y ajoute les révélations d'un industriel nantais, M. René Trager, sur des financements occultes autour du ministère des affaires sociales, avant 1986, dans l'entourage de Mª Georgina Dufoix. Des élus sont inculpés par dizaires, dont le président de l'Assemblée nationale, M. Henri Entmanuelli, tancis que la quastion d'une éventuelle procédure en Haute Cour pour Mª Dufoix rests pendante à propos d'une commission sur du matériel de radiologie lourde. Paralèles

ment, l'affaire du sang contaminé frappe

l'opinion, met en évidence la responsabilité du corps médical mais entraîne aussi la mise en cause des politiques.

1993 : un gendre encombrant des écoutes embarrassantes

Les demiers mois de gouvernement socialiste voient naître de nouveeux fronts, à l'évolution imprévisible au lendemain des élections. A Lyon, M. Pierre Botton, gendre et ancien bras droit de M. Michel Noir, résisit à d'éstabliser par ses révélations la meire de Lyon, celui de Cannes, et aussi le monde des médies, notemment TF1.

A Paris, M. Bérégovoy se refuse à expliquer clairement les conditions de remboursement du prêt de 1 million de francs sans intérêt que lui evait consenti en 1986 Roger-Patrice Pelat. Enfin, Libération révèle des écoutes litégales pratiquées per le « cellule» de l'Eysée evant 1986, au moment même où l'affaire des Irlandais de Vincennes, remontant à 1982, est relancée per l'ouverture d'une information judiciaire à Versailles.



Michel Rocard: le triennat tranquille

RESQUE deux ans après le départ de M. Michel Rocard de l'hôtel Matignon, il est possible de porter un jugement, sinon définitif, du moins plus réfléchi, sur la querelle qui, de 1988 à 1991, l'opposa à ses adversaires – au per comme dans l'oppositions en à l'oppositions en à l'oppositions en la leur de le leur de leur de le leur de leur de le leur de PS comme dans l'opposition - et à une partie des commentateurs. M. Rocard et ses partisans soutenaient, grosso modo, que la pacification de la vie publique, recherchée avec opiniâtreté par le premier ministre, l'attachement à une bonne gestion, étaient la condition de la réforme dans un pays comme la France, corseté d'antagonismes et de

La revendication par M. Rocard, dans une formule restée fameuse, du « devoir de grisaille » résume ce parti pris. A l'inverse, les pourfendeurs de la méthode Rocard, d'Alain Minc à M. Charles Millon, en passant par les amis de M. Jean-Pierre Chevènement, soutenaient que cette argudestiné à préserver l'image présidentielle de M. Rocard.

Les tenants de la première thèse ne sont pas loin de rendre aujour-d'bui justice, implicitement, à certaines des critiques qui leur étaient adressées à l'époque. Jours tranquilles à Matignon (1), le livre de souvenirs que vient de publier M. Jean-Paul Hnchon, le directeur de cabinet de M. Rocard à l'hôtel Matignon, en témoigne. Derrière le portrait flatteur - et qui correspond d'ailleurs à une certaine réalité d'un premier ministre consciencieux, animé d'un grand sens de l'Etat et du souci du bien commen, se des-sine en pointillé un autre person-nage, ceiui-là même qui prêtait le flanc aux critiques : un premier ministre trop préoccupé du snivi technique des dossiers au détriment de leur gestion politique, soucieux d'éviter les heurs, menant une poli-tique de communication qui agaçait jusqu'à son directeur de cabinet.

une esquisse d'autocritique lorsqu'il a affirmé, lors du « 7 sur 7 » d'Anne Sinclair sur TF1, le 21 février, qu'il aurait « dû probablement pousser à la réforme de l'Etat (...) encore plus vite et plus fort [qu'il] ne l'a fait »... On ne prend pas de grands risques en estimant aujourd'hui que, si l'on pouvait remonter le cours de l'Histoire, les rocardiens auraient eu une pratique da gouvernement plus

Après son départ de Matiguon, M. Rocard s'est employé, à mots à peine couverts, à accréditer la thèse scion laquelle il aurait été paralysé dans son action par le président de la République, sa démission forcée venant couronner ces trois aus de mésentente au sommet de l'Etat. Là encore, M. Huchon présente nne version des faits plus nuancée : certes, l'ancien directeur de cabinet souligne combien M. Mitterrand a «gêné» son premier ministre, tout en effir-mant, de la façon la plus nette, que le président ne l'a pas empêché de gouverner.

Il est vrai aussi que M. Rocard devait inscrire son action dans le cadre de la Lettre à tous les Français dn président Mais il ennvient maigré tout de rappeler que M. Rocard s'en est tenu, très fidèlement, à la méthode de gouvernement - consensus, ambitions réformatrices limitées - qu'il avait définie, avant d'arriver à Matignon, dans un livre trop vite oublié, le Caur à l'ouvrage, publié plusieurs mois avant sa nomination comme premier ministre (2).

De même. M. Rocard va nn peu vite en besogne – e'est de bonne guerre – lorsqu'il souligne que la détérioration de la situation du pouvoir a coïncidé avec son départ. M. Pierre Bérégovoy est fondé à hu faire remarquer, ainsi qu'il l'a fait lors de la convention nationale de désignation des candidats socialistes, en décembre 1992, que c'est surtout l'environnement économique international uni s'est durablement dégradé après la guerre du Golfe, eu moment précis où M. Rocard quittait Matignon, même si, par la suite, l'éclosion des multiples «affaires» a aggravé la désaffection de l'opinion. Cette observation relativise d'ail-

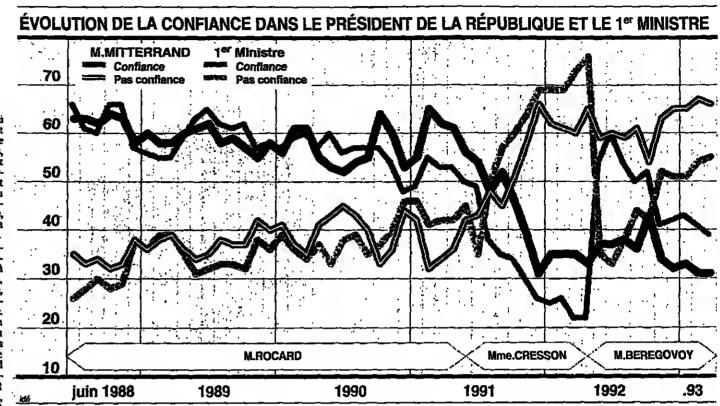
leurs le jugement que l'on peut por-ter sur l'attitude de M. Mitterrand à l'égard de M. Rocard. Sans doute, le président a-t-il congédié son pre-mier ministre de façon très cavalière. Cela ne saurait faire oublier qu'en mettant M. Rocard en réserve de la République, en ce fameux printemps 1991, M. Mitterrand lui a sans doute évité bien des épreuves. M. Rocard lui-même était très inquiet du prin-temps qui s'annonçait, notamment sur le plan social. An demeurant, une partie de son entourage, tirant les conclusions de la détérioration du climat économique, militait depuis plusieurs mois pour son départ avant qu'il ne soit trop tard. Enfin, si l'arrivée de M= Editb

Cresson et son échec ont aggravé, de façon spectaculaire, la glissade des socialistes dans l'opinion, il paraît difficile de créditer M. Rocard du résultat d'élections municipales relativement bonnes pour la gauche en 1989, tout en imputant an seul PS une longue série de mauvaises élec-tions partielles entre 1988 et 1991 l Le fameux «déficit» social, s'il n'etteignait pas son empleur d'aujour-d'hui, avait déjà pris forme avec M. Rocard à Matignon. Au demeurant, la position du couple exécutif – et notamment celle de M. Rocard – dans les sondages avait commencé à se détériorer dès la fin de l'année

Si M. Rocard s lance le «big bang», c'est aussi parce que la «magie» rocardienne avait perdu beauconp de sa force pendant son passage à Matignon. Il s'agit de resonder la gauche. Mais il est également imperatif, pour son principal animateur, de revitaliser le rocar-

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

(i) Jean-Paul Huchon, Jours tranquilles Matignon, Grasset, 1993. (2) Michel Rocard, le Cœur à l'ouvrage, éd. Odile Jacob, 1987.



Pierre Bérégovoy: trop tard, trop peu

« BÉRÉ-LA-GUIGNE ».
Rien n'a marché pour
M. Pierre Bérégovoy depnis qu'il s'est assis dans le fauteuil de Matignon. Cette difficile fonction, pourtant, il se préparait à la remplir, depuis qu'il révait d'être nommé premier ministre, c'est-àdire, très exactement, depuis le 10 mai 1981... Mais il a di attendre l'ultime sequence de la deuxième législature socialiste pour obtenir ce qui très vite lui est apparu comme un «dů». Et quand il a atteint son objectif, il a pu légitimement se dire que c'était trop tard : la popularité de ses « camarades » socia-listes était tombée si bas, il disposait de si peu de temps qu'il eut une petite chance de franchir la barre des législatives sans trop de

Baisser les bras n'est pas dans le caractère de Pierre Sérégovoy. Dès sa déclaration de politique générale, le 8 avril à l'Assemblée nationale, le nonveau premier ministre assurait que si « onze mois, c'est court », c'était a assez pour décider, expliquer et convaincre». Décider, il n'a pas manqué de le faire: mais il n'a

pas eu assez de temps pour mettre en chantier une vaste réforme portant sa marque. Tout juste a-t-il pu parachever celles lancées par ses prédécesseurs, réaliser celles qui ne pouvaient plus attendre (la transfusion sanguine), lancer des idées de vastes bouleversements qui ressemblent surtout à des arguments de campagne électorale (financement de la Sécurité sociale et du chômage, préservation des retraites, partage du travail), ou trancher des dossiers aussi anciens que brûlants (la suspension du redémarrage de uperpbénix).

Expliquer, ce fut son principal apport à ce qui restera la grande œuvre de son gouvernement : la ratification du traité de Maastricht ses talents pédagogiques étant largement mis à contribution pendant la campagne référendaire. Mais ponr le reste il fut snrtout contraint de continuer à justifier une politique économique, à laquelle son nom est légitimement ettaché et qui, paradoxalement, après avoir fini par être admise par la gauche, commença à révéler ses limites au moment même où son « pêre » accédait au pouvoir.

Convaincre, M. Sérégovoy n'y réussit pas, car les événements furent contre lui. Lui qui voulait symboliser « In réforme tranquille » a dû feire face à une révolte des routiers contre l'instauration du permis à points, mal préparée par le gouvernement précèdent, aux premiers mouvements brutaux des merins-pecheurs depuis 1980, conséquence d'une mauveise gestion de la pêche par les instances communautaires, à la grogne endémique des agriculteurs qui l'a contraint, dans le dossier du GATT, à défendre le monde tural au prix du risque d'une grave crise européenne, sans que personne lui

Même les objectifs qu'il s'était lui-même fixés se sont retournés contre lui. Dans sa première déclaration devant les députés, il s'était imposé deux priorités : la lutte contre le chômage, l'éradication de la corruption. Son objectif de fournir, en six mois, un emploi, une formation ou une activité d'intérêt général à tous les chômeurs de langue durée était trop ambitieux pour être vraiment atteint, même s'il a par ce moyen contraint les services du

efficacité. Mais il n'a pu mettre fin à la croissance inexorable du nombre de ceux qui cherchent vainement un emploi.

C'est même sous le gouverne-ment de celui qu' avait largement contribué à faire admettre à la gauche la nécessité du capitalisme, fût-il tempéré, qu'il est apparu qu'actuellement l'intérêt des entre-prises, contraintes de licencier pour survivre, pouvait être contraire à celui de la collectivité. De cet écbec M. Béregovoy, premier ministre, n'est certes pas responsable, mais il ne peut empêcher qu'il ne soit porté au débit de la politique conduite, tout au long de la législature, par mie et des finances.

La corruption, non plus, n'a pas gnon. Loin s'en faut. Mais son image personnelle et l'importance qu'il avait donnée à la nécessité de la combattre sans faiblesse avaient un moment laissé espèrer que co combat-là, pour tardif qu'il fût, pourrait être gagné. Le vote, des l'automne, d'un sévère projet de loi ourait pu nourrir cet espoir si les députés socialistes n'avaient tue l'impact politique de cette réforme en s'apposant à la voinnté du premier ministre d'interdire toutes les contributions financières des entreprises aux partis et aux candidats.

Surtout, la révélation qu'il avait bénéficié d'un prêt de l' million de francs, sans intérêt, de la part de Roger-Patrice Pelat, et même si l'ilégitimité de cette aide n'est pas évidente, retira beaucoup de crédibilité personneile à M. Bérégovoy. Certes les «éléphants» du PS avaient déja tué son projet d'Alliance des Français pour le progres, qui eurait du réunir sous sa houlette tous les candidats de la majorité présidentielle aux législatives Mais, hien qu'il ait continué à sillonner la France pour apporter son soutien à tous ceux qui le lui demandaient, Pierre Bérégovoy n'était plus en étet de redonner confiance et espoir aux électeurs de gauche, li était fait pour diriger un gouvernement de gestinn tranquille, de réforme calme. M. François Mitterrand ne l'a appelé que pour « sauver les meubles ». Trop tard.

THIERRY BRÉHIER

Edith Cresson: l'échec

NE première et un record. D'avoir été la première femme chef d'un gouverne-depuis que la France a échappé à la monarchie absolue, M= Edith Cresson a toutes raisons d'être fière. Mais elle se serait certainement dispensée d'avoir été le remier ministre de toute l'histoire de la Ve République qui aura le moins longtemps occupé Matignon. Le choix d'une telle personnalité pour succéder à M. Michel Rocard est probablement l'erreur la plus slagrante de la présidence de M. François Mitterrand, car bien loin de réussir à stopper l'usure du pouvoir socialiste, entamée avant sa nomination, Me Cresson a spectaculairement accentué le discrédit de ses «camarades» de parti, jusqu'à les conduire, lors des régionales, à la plus formidable déroute électorale qu'ait connue le PS depuis un peu

De cet échec, elle ne porte pas

phants», au lieu de l'aider dans leur combat commun, o'ont cessé de lui compliquer la tâche. Et comme le président de la République lui avait imposé de conserver les principaux ministres du gouvernement précédent, MM. Lionel Jospin et Pierre Bérégovoy ont pu, de l'intérieur même de son équipe, contester ses choix et laisser leurs « deuxiémes couteaux » réclamer très tôt un changement de premier ministre.

Tous ceux qui font l'opinion intellectuels, journalistes, hauts fonctionnaires - le combattirent aussi vivement, contestant sa capacité à exercer cette fonction. Seuls les chefs d'entreprise - les grands. dont elle avait au se faire apprécier lors de son pasage au ministère de l'industrie, et les petits, à qui elle accorda le bénéfice d'un plan de soutien, - la soutinrent avant de s'apercevoir qu'elle n'était guère sui-

sidentiel, pourtant, ne correspondait pas seulement à la volunté de réussir un « coup médiatique ». M= Cresson aurait pu symboliser cette criti-que du parisianisme, ce refus de la classe dirigeante, ce rejet de tous ceux qui se prennent pour l'élite chargée d'indiquer le bon chemin à la masse des électeurs, que la cam-pagne référendaire sur Maastricht révéla au grand jour.

leurs administrations. Le choix pré-

Meis même ce combat-là, elle le mena dans le désordre, imposant, evec brutalité, le départ en province d'administrations parisiennes, et l'installation de l'ENA à Strasbourg.

Une déplorable politique de communication brouilla son image. Pendant les premiers temps de son gonvernement, elle se présenta comme celle qui était chargée de corriger toutes les erreurs commises par la gauche depuis 1981, et tout particu-lièrement celles dont elle faisait porter la seule responsabilité

entreprises, même justifié par la lutte contre le chômage, sa promotion de l'apprentissage, qui fit hurler les enseignants de l'éducation nationale, certaines de ses déclarations sur l'immigration clandestine nourrirent les argumentaires de ceux qui l'accusaient de faire un bout de chemin avec le populisme ambiant, nubliant son actinn en faveur des ieunes des hanlieues et ses tentatives pour sauver l'informatique fran-

M. Rocard. Son combat pour les

A l'approche des régionales, elle se décida à assumer tont l'héritage de ses prédecesseurs socialistes, pour se présenter en chef de guerre électoral. Mais il était trop tard. Pour l'électorat de gauche, elle était le premier ministre qui avait voulu lui feire avaler les dernières couleuvres du réalisme, et la preuve que même M. Mitterrand pouvait se tromper.

L'empreinte de Lionel Jospin

Mai 1988, M. Lionel Jospin, ministre d'Etat et numéro deux du gouvernement, reçoit le poste-clé de l'éducation nationale. Pendant quarante-sept mois, il s'emploiera à mettre en œuvre la promesse du candidat Mitterrand dans sa Lettre aux Français du printemps : faire de l'éducation la « priorité nationale». En quatre ans, il fera passer les crédits de l'éducation nationale de 189 à 263 milliards de francs, ce qui portera son budget au premier rang. Cet effort accompagne l'explosion des effectifs de lycéene (+240 000) et d'étudiants (+260 000). Dans ce décor, l'action en matière d'éducation se développe en quatre actes et un épilogue.

 $x_{ij} = f(x_{ij}, x_{ij}) \cdot e^{-\frac{1}{2} \frac{1}{2} \frac{1}{2} \frac{1}{2} \frac{1}{2}}$

Section 1

er Tribe grades er endere

Acte 1 : la revalorisation L'emélioration de la situation des enseignants est le dossier le plus urgent. M. Jospin multiplie, pandant l'automne 1988, concertations et tables rondes et, non sans mal, parvient, en mers 1989, à un double accord, avec les universitairea, puis evec les anseignants du primaire et du secondaire. Aux primes et eccélérations de carrière, a'ejouta une mesure historique : l'alionement du statut des instituteurs sur celui des professeurs.

Acte 2 : la loi d'orientation Présentée en janvier 1989 et adoptée, paisils, ament, le F juillet 1989, la loi d'orientation réaffirme l'objectif de conduire 80 % des jeunes au niveau du baccalauréat et y ajoute la volonté d'assurer à tous un minimum de qualification. Elle prévoit de nombreuses transformationa, parmi lesquelles l'organisation de l'école primaire en cycles de trois ans (expérimentée à la rentrée 1990 et généralisée l'année suivante) ou encore la créetion d'instituta universitaires du 23 mai 1990, puis négocié région par

assurer la formation conjointe des instituteurs et des professeurs et généralisés à la rentréa 1991.

Toute passion n'a cependent pas disparu de la scène scolaire. En octobre 1989, l'exclusion da leur collège de Creil (Oise) de trois élèves musulmanes qui refusaiant da quitter pendant la classe leur foulard islamique, déclenche pour deux mala une tempête dant M. Jospin eura toutes las peines à se dépêtrer, entre les partisans d'une laicité pure et dure et ceux d'une conception plus accueillante de l'école.

Acte 3; «Université 2000» En janvier 1990, M. Jospin et son principai conseiller, M. Claude Allègre, lancent un projet ambitieux pour l'enseignement supéneur. Adopté par le conseil des ministres

entériné par trois conseils interministériels d'aménagement du territoire entre octobre 1991 et janvier 1992. L'Etat a'engage à investir 16 milliards da francs en cinq ans, les collectivités locales faisant de même, pour créer, notamment, sept nouvelles uni versités et construire 350 000 mètres carrés de locaux supplémentaires.

Entre-temps, la pression des lycéens, qui multiplient lea manifestations en octobre et novembre 1990, aura conduit le gouvernement à lâcher plus de 4 milliards de francs pour la rénovation des lycées.

Acte 4 : la rénovation pédagogique Lancée en décembre 1988, ponctuée en janvier 1990 per la création du Conseil nationel des programmes, le réforme du lycée sera finalement présentée le 25 juin 1991 et mise en œuvre, pour la classe de seconde, à la rentrée 1992. Quant à la rénovation des diplômes universitaires, présentée en juin 1991, elle déclenchera, au début de 1992, des manifestations d'étudients qui ampêcheront M. Jospin de mener ce projet à son terme.

Epilogue En onze mois, M. Jack Lang, qui succède à M. Jospin en avril 1992, aura pu boucler trois dossiers importants. Celui du contentiaux evec l'anseignement privé (lire cicontre). Celui de la réforme du lycée, qui, au prix de quelques aménagements, devrait a appliquer en classe de première à la rentrée prochaine. Celui, anfin, des diplômes universitaires, repris calmement à l'automne 1992, et dont les textes d'application sont en train d'être publiés.

GÉRARD COURTOIS

Face à la montée des problèmes ethiques et ethniques, les pouvoirs publics ont multiplié les initiatives pour tenter de rassurer une population inquiète face aux nouveaux défis

Une société sur la défensive

par Robert Solé

'IL est un sujet, en dehors du chômage, qui préoc-cupe les Français, c'est bien la santé, au sens le plus large de ce mot : se er contre la maladie et la nort, se prémunir contre toutes les ons de l'environnement. De 1988 à 1993, les ponvoirs publies ont tenté de répondre à ce souci en imposant, dans divers domaines, des mesures de prévention collective, quitte à être accusés de porter atteinte aux libertés individuelles.

L'exemple le plus éclatant a été donné par la sécurité routière. Pouvait-on se contenter, chaque année de compter les morts et les blessés, en distribuant des conseils de prudence aux ennducteurs? Le gouver-nement a choisi de prendre le taureau par les cornes : réduction de la vitesse à 50 km/h dans les agglomérations et création du permis à points, indépendamment d'autres mesures, moins spectaculaires mais tout aussi impopulaires, comme le port obligatoire de la ceinture aux places arrière ou le enntrôle technique obligatoire des véhicules âgés. Résultat : on est repassé, en 1991, en dessous du seuil des 10 000 tués par an. Les chiffres se rapprochent désormais de ceux des années 60, alors que la circulation automobile a quadruplé. Les routes de France restent le théâtre d'une hécatombe permanente, mais au moins a-t-il été prouvé qu'on pouvait inverser

Dans le même esprit, les pou-voirs publics se sont attaqués au tabac et à l'alcool. Ils ont choisi de légiférer, malgré l'opposition des lobbies, et contre l'avis de nom-breux Français qui réclamaient en quelque sorte la liberté de se faire du mal. Cette liberté leur a été d'autant moios reconnue qu'elle portait atteinte à la santé de leurs vnisins : si l'influence de l'alcoolisme sur les accidents de la route n'est plus à démontrer, les effets de la consommation de tabac sur les non-fumeurs est devenue une évidence. La loi Evin du 10 janvler 1991 n'a cependant pas été facile à

appliquer. La suppression de la publicité pour les boissons alcoolisées s'est heurtée aux pressions des vitieulteurs, qui ont trouvé des relais au sein même du gouvernement. Pour le tabac, on ponvait craindre une petite energe civile. craindre une petite guerre civile, dans la mesure où la France s'est alignée sur les législations européeunes les plus rigoureuses, avec l'interdiction de fiumer dans la plu-part des locaux collectifs. La guerre n'a pas eu lien : jusqu'ici, fumeurs et non-inmeurs ont fait preuve d'une souplerse remarquable, mais il est vrai que les nouvelles réglementations ne sont encore que par-tiellement appliquées.

La banalisation du préservatif

lée peu à peu dans les esprits. Et, peu à peu, la prévention est devenue synonyme de préservatif. Cet quement au début des années 80, est devenu, au cours de la législature qui se termine, l'outil et le symbole de la lutte contre l'épidémie. Bousculant les préjugés des uns, les convictions ou les pudeurs des autres, les pouvoirs publics n'ont pas hésité à lancer des campagnes publicitaires en faveur du préservatif, notamment auprès des jeunes, et à encourager l'installation de distributeurs. Pour ce qui est des malades, l'action gouvernemen-tale a été lente et limitée. Une loi sur l'indemnisation des hémophiles et des transfusés contaminés a finalement été votée, sur fond de scandale. Son impact va bien au-delà du sida : un malade mérite donc réparation même si son médecin

La législature a été marquée aussi par la réforme hospitalière qui, sans être révolutionnaire, a modifié de nombreux aspects du fonction-nement et de la gestion des hôpitaux. D'autre part, la loi de 1838 sur l'internement psychiatri-que a été abrogée. Dans le domaine de la toxicomanie, si de grandes mesures n'ont pas été prises, le gou-vernement a contribué à populariser l'idée que le toxicomane n'est



à soigner. La situation des handicapés s'est un peu améliorée entre 1988 et 1993, avec la diversification des structures d'accueil et l'inscription dans la loi du principe de l'accessibilité aux transports, à la vnirie, aux lieux de travail et à tous les lieux recevant du publie. Une autre population fragile, les enfants, a vu ses droits reconnus, conformément à la convention de l'ONU, avec l'institution d'un juge aux affaires familiales. Signalons aussi la lutte contre les violences

conjugales et une loi pour protéger les salariées victimes de harcèlement sexuel. L'écologie n'est plus limitée à quelques militants et à quelques pratiques alimentaires : elle concerne désormais tous les sions de leur vie. La législature qui s'achève a secrété une série de réglementations inédites, visant à lutter contre les effets pervers de la décentralisation : la seule année 1992 aura été marquée par une loi ur le bruit, une loi sur l'eau et une loi sur les déchets. Ce dernier domaine est celui où les progrès les plus nets ont été faits. A noter également la création des « labels verts» et l'ébauche d'une politique du paysage à travers les permis de construire.

Comment freiner l'immlgration

Mais ce ne sont pas seulement les déchets, les nuisances sonores ou les atteintes au paysage qui préoc-cupent les babitants de certaines banlieues. Des incidents violents parfois mortels, ont éclaté devant leurs portes, donnant l'impression de remettre en cause toute la politi-que de réhabilitation des quartiers entreprise depuis des années. La creation d'un ministère de la ville, en 1990, a été une première réponse à ce «malaise des ban-licues». L'année suivante, une «loi anti-ghetto » a voulu favoriser une mixité sociale de l'habitat. Et c'est dans le même esprit qu'a été impo-sée une plos grande solidarité

prévenir les «étés chauds», ont été prises, comme l'ouverture pendant les vacances de certains établissements scolaires proposant des activités diverses. Mais la lutte contre l'insécurité et l'amélioration du cadre nrbain sont des œuvres de longue haleine, nécessitant une action à tous les niveaux. C'est dire que leur relatif échec ne peut être imputé à la seule politique de l'Etat entre 1988 et 1993.

Pour beaucoup de Français, le « malaise des baalieues » est étroitement lie à l'immigration. Dans ce domaine, la gauche est loin d'avoir suivi les mêmes inspirations que lors de son arrivée au pouvoir en 1981. Certes, le gonvernement Rocard s'est empressé de gommer plusients dispositions de la «loi Pasqua», mais il n'est pas allé jusqu'à l'abroger, comme le récla-maient les militants associatifs. Les pouvoirs publics se sont souciés de combattre le travail clandestin, de limiter les flux migratoires et notamment de contenir le nombre des demandeurs d'asile, par tonte une série de lois et de réglementa-

Quitte à les appliquer de manière assez souple et à les équilibrer par des mesures sociales ; la législature a été marquée ainsi par la création d'un Haut Conseil et d'un secrétariat d'Etat à l'intégration, avec la volonté de ne pas distinguer les immigrés du reste de la population.

Les actes de racisme n'ont pas été aussi nombreux qu'on pouvait. le craindre. Faut-il l'attribuer à une législation plus répressive? Ou, plutôt, à un net effort d'informa-tion, avec la publication annuelle de statistiques? Le simple fait d'aborder des sujets tabous a sans doute contribué à les dédramatiser

Au total, les années 1988-93 a aront été celles d'une société sur la défensive, cherchant à se préserver cootre toutes sortes de maux, contenir ses antagonismes et d'inaugurer de nouvéaux comportementa. Une société moins gaie mais

VILLES

La dégradation freinée des banlieues

EE à la fin des années 70 avec les premières opérations « Habitat et vie sociale», relancée et systématisée par les socialistes après 1981, la politique de la ville reste encore émiettée et aléa-toire en 1988. Le premier travail de Michel Rocard consiste à rationaliser le fonctionnement des multiples institutions et initiatives qui ont fleuri pendant le premier septennat de François Mitterrand.

Les éléments d'une politique de la ville enfin cohérente sont réunis, mais l'impulsion politique de haut niveau fait défaut : les «banlieues» ne sont pas encore devenues le premier symbole de toutes les peurs sociales. Le mot d'ordre d'Harlem Désir, selon lequel il faut d'abord « réparer les ascenseurs », apparaît alors comme le nec pius ultra du discours en

En octobre 1990, l'émeute de Vaulx-en-Velin, cité présentée comme un modèle de réhabilitation, marque un tournant. Quelques semaines plus tard, à Bron, le président de la République annonce la nomination d'un ministre d'Etat, ministre de la ville. Battant, populaire, Michel Delebarre impose cette fonction inédite. Il mobilise les acteurs de terrain par ses nombreuses visites, secoue les torpeurs administratives, promeut une politique globale de désenclavement social, économique et géographique des cités HLM. Trois lois viennent appuyer ce travail de conviction : la loi « Besson » de 1990, qui renforce les moyens de l'habitat social, puis, en 1991, la loi de solidarité financière, qui instaure une solidarité financière entre communes riches et pauvres, et la «loi d'orientation sur la ville», qui veut favoriser une répartition plus équilibrée du logement social.

L'élan sera brisé par les deux éphémères nomina-tinns de M. Bernard Tapic, entrecoupées par l'inté-rim de M. François Loncle, dont le modeste rang de secrétaire d'Etat et l'optimisme systématique tranchent sur les enjeux d'une situation où la drogue, le chômage et l'isolement ne cessent d'étendre leurs

Les acquis de la période sont pourtant décisifs. La situation des 500 quartiers difficiles, eà vivent trois millions de Français, est désormais connue avec précision. Les axes d'intervention prioritaires sont clarifiés : réhabiliter les bâtiments, certes, mais aussi recoudre tous les morceaux de la ville, réintroduire la citoyenneté par de nouvelles formes de représenta-tion et d'expression des habitants, assurer le respect de la loi, ne pas oublier que les « quartiers » sont aussi des lieux de convivialité et de solidarité. La politique de la ville apparaît aujourd'hui cohérente, prioritaire et indispensable. Elle n'a certes fait que freiner la dégradation, mais qui pourrait dire où en scraient les bantieues si rien n'avait été entrepris?

PHILIPPE BERNARD

ENVIRONNEMENT

Succès pour l'eau et les déchets

N 1988, la France est encore très en retard pour la gestion de ses déchets : de constant pour la gestion de ses déchets : de grandes villes comme Brest, Montpellier ou Marseille prilisent toujours des décharges d'ordures ménagères d'un autre âge. Et nombre de villages en sont réduits à mettre leurs déchets dans des trous, sans aucuo contrôle. Officiellement, on compte près de sept mille décharges « sauvages » dans l'Hexagone, dont beaucoup servent de réceptacle aux ordures venues de Belgique, de Suisse et surtout d'Allemagne – pays où la mise en décharge est devenue hors de prix.

Le nouveau secrétaire d'Etat à l'environnement, M. Brice Lalonde, vent en finir avec cette humiliante situation. Il propose donc de taxer la mise en décharge - 20 F par tonne - et demande aux enllecti-vités territoriales d'établir un plan de gestion, afin que tous les déchets (ménagers, industriels ou spéciaux) soient pris en charge localement. Le projet de loi va rencontrer beaucoup de résistances, mais, devant l'urgence, il finit par s'imposer en 1992. Du coup, les industriels acceptent à leur tour de se cotiser pour faire disparaître les « points noirs » et recyeler leurs embaliages. Grâce à l'actinn tenace de M. Brice Lalonde, relayé en fin de parcours par Mme Ségolène Royal, la France semble décidée à prendre à bras-le-corps le lancinant problème de ses

En malière d'assainissement, la France avait aussi du retard. Quant à la pollution agricole, c'était un sujet tabou, jusqu'à ce que Brice Lalonde ose demander aux gros cultivateurs et aux éleveurs industriels de participer financièrement à la dépollution. Même si la loi sur l'ean promulguée en 1992 est en retrait par rapport aux ambitions affichées, elle a été assortie d'un beau cadean pour l'environnement : le dou-blement du budget des agences de l'eau, porté à 81 milliards de francs pour cinq ans. Ni M. Michel Rocard ni Mme Edith Cresson n'ont reculé devant l'addition. Cet effort sans précédent de dépollution devrait remettre la France ao niveau souhaitable.

Le grand échec du gouvernement en matière d'en-vironnement est imputable aux effets pervers de la décentralisation. Les maires ayant désormais la haute main sur les permis de construire, on a vu des projets se réaliser dans des conditions catastrophiques (téléphériqua du Prorel à Briançon, urbanisation des berges de l'Ouveze à Vaison-la-Romaine ou port en eau profonde de Trébeurden (Côtes-d'Armor). Privés de certaines prérogatives, les préfets ont parfois renoncé à exercer la plenitude de leurs droits, notamment en matière de plans d'occupation des sols. De sorte que les lois dites « montagne » ou « littoral » n'ont guere été appliquées. On a continué à bétonner dans le plus parfait désordre, et souvent avec la bénédiction de l'Etat.

ROGER CANS

SIDA

Un effort insuffisant pour lutter contre l'épidémie

E 30 juin 1988, la direction générale de la santé avait recensé 4 211 cas de sida. Le 3 novembre de la même année, M. Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, annonçait la mise en œuvre d'un plan de lutre prévoyant annonçait la mise en cuvre d'un plan de lutte prévoyant en particulier la création de trois nouveaux organismes: l'Agence nationale de recherche sur le sida (ANRS), l'Agence française de lutte contre le sida (AFLS) et le Conseil national du sida. S'inspirant largement du rapport du professeur Claude Got, ce plan prévoyait une augmentation substantielle des crédits consacrés à la recherche et à l'éducation pour la santé. Il annonçait sussi la mise en classe d'un pour la santé. aussi la raise en place d'un mécanisme d'indemnisation des hémophiles contaminés par le virus du sida. Près de cinq aus après la mise en place de ce dispositif, le bilan de l'action gouvernementale est en demi-teinte. Littéra-lement tétanisées deux années durant (1991-1992) par l'affaire du sang contaminé, les autorités saniaires fran-çaises n'ont pas su promouvoir une politique cohérente de santé publique pour lutter contre l'épidémie. Le cas de l'AFLS est particulièrement éloquent. En dépit de de l'AFLS est particulièrement éloquent. En dépit de moyens financiers importants, cette agence gouverne-mentale s'est sonvent contentée de suivre, voire de «récupérer», des actions lancées par les associations d'aide aux malades. Préférant les campagnes destinées à l'ensemble de la population, elle a délaissé les actions de proximite à l'intention des populations les plus exposées (en tout premier lieu les toxicomanes).

Le cas de l'ANRS est différent. Son fonctionnement est en général jugé satisfaisant. Plusieurs spécialistes hu reprochent cependant une tendance à vouloir régenter l'ensemble de la recherche sur le sida et de négliger certaines pastes, considérées comme risquées ou moins

C'est dans le domaine de la prise en charge des per-C'est dans le domaine de la prise en charge des per-sonnes – malades ou non – infectées par le virus du sida que l'action des pouvoirs publics s'est révélée le plus décevante. Nombre de lits d'hôpitaux disponibles pour les malades atteints que le développement des hospitali-sations à domicile, personnels médicaux et para-médi-caux dans les services hospitaliers, action en direction des brisconness : sur tous ces points l'effort a été implicaux dans les services hospitaliers, action en direction des toxicomanes: sur tous ces points, l'effort a été insuffisant. A l'inaction de la délégation générale contre la toxicomanie dirigée par M= Georgina Dufoix s'est ajoutée une polémique pour le moins malvenue entre MM. Paul Quilès et Bernard Kouchner, sur le traitement des toxicomanes. Le vote par le l'ariement de la foi d'indemnisation des hémophiles et des transfusés contaminés par le virus du sida a marqué un tournant essentiel en faisant passer brutalement la médecine française dans l'ère de la responsabilité sins faute. Il est regretable que le gouvernement ne soit pas allé jusqu'au bout de cette évolution essentielle, en gaisant adopter une loi sur l'aléa thérapeutique. Au 31 décembre 1992, 22 939 sur l'aiéa thérapentique. An 31 décembre 1992, 22 939 cas de sida étaient recensés en France. 12 818 personnes étaient mortes des suites de la maladie. En 1993, l'Enar dépensera 3,2 milliards de francs pour la lutte contre le sida, soit 0,23 % du budget total de la nation.

FRANCK NOUCH?

BIOÉTHIQUE

Une pénible valse-hésitation

UE retiendra-t-on de l'attitude gouvernementale face à la bioéthique durant la période 1988-1993, sinon une longue et pénible valso-hésitation? Tout avait pourtant parfaitement commencé avec la publication, au début de l'année 1988, d'un volumineux document programmant la transformation de la réflexion éthique en un arsenal juridique, rédigé sous l'autorité de M. Guy Braisant, président de la section des rapports et des études de Conseil état.

Il s'agissait, expliquait-on, d'adapter le droit français sur nouvelles possibilités scientifiques et médicales de l'époque. Et d'affirmer les principes fondamentaux de la conception française, reposant dans de nombreux domaines (transfusion sanguine, transplantations d'or-ganes, proctéation médicalement assistée) sur le béné-volat, la gratuité, l'anonymat et le volontariat.

Cinq ans pius tard, la France ne dispose toujours pas de loi sur la bioéthique, en dépit des multiples engagements ministériels. Les textes soumis fin 1992 aux députés et votés par l'Assemblée nationale n'ont pu faute de temps, être examinés par le Sénat. Et, en dépit de nombreuses demandes, le président de la République n'a pas jugé utile de téumir sur ce thème une session extraordinaire du Parlement.

cette situation est paradoxale, car l'intérêt pour les questions concrètes de bioéthique n'a cessé de grandir. Dans le même temps, les «affaires» (d'insémination post-mortem, de banques de sperme, de blocage de recherches épidémiologiques, de prélèvements d'organes contestés...) se sont multipliées. Les pratiques mises en œuvre dans différents secteurs, fondées le plus souvent sur une forme d'humanisme et de volonté de progrès thérapeutique, ne peuvent en effet faire référence à des textes législatifs.

Le nombre des avis émis par le Comité national d'éthique n'a cessé d'augmenter sans que ces derniers aient une autre valeur que « morale», cette structure demeurant elle-même consultative. Des situations ont èmengé, ambiguês, quand elles ne sont pas contradictoires : création du grand marché européen face au monopole français de la transfusion sanguine, dérives dans l'usage de certains tissus prélevés sur des cadavres.

Pourquoi une telle frilosité? Les explications sont nombreuses: poids d'un lobby qui voit certains milieux de la recherche – soutenus en l'espèce par des courants confessionnels – violemment opposés à ce que la loi traite du statut de l'embryon humain ; craintes du pouvoir devant les conséquences imprévisibles que pourrait avoir une démaiche législative dans un domaine où les conceptions philosophiques, morales et religieuses l'emportent presque tonjours sur la logique des partis... la logique des partis...

Le changement annoncé de majorité politique sera-t-il de nature à faire évoluer la situation, comme le pense M. Jacques Toubon (RPR), spécialiste de ces questions? Ou prolongera i-on l'attentisme qui prévant depuis cinq ans?

JEAN-YVES NAU





Au Cabaret du néant

En compagnie du romancier iranien Sadegh Hedayat

Sadegh Hedayat : « Je déteste et le lecteur et moi-même ».

RENCONTRES AVEC SADEGH HEDAYAT de Maxime Féri Farzaneh. Traduit du persan par l'auteur nvec la collaboration de Frédéric Farzaneh ed. José Corti. 364 p., 130 F.

Une semaine avant sa mort, Sadegh Hedayat entraîna son jeune ami Farzanch à Pigalle dans un cabaret qui portait pour enseigne Le Cabaret du néant. Là, dans une atmosphère de caveau mortuaire, de faux eurés faisaient des sermons hlasphématoires, cependant que des squelettes défilaient dans les poses les plus sugges-tives. « J'nime cette boîte, dit Hedayat à Farzaneh, parce qu'on s'y fout de in mort. On s'amuse avec la mort, le néont. » Il lui confia également que, quelques jours plus tôt, il était monté evec une prostituée, jeune et jolie. Elle avait été interloquée lorsqu'il était parti sans le toucher. Comme perdu dans ses pensées, il ajouta : « Je n'ai plus envie de rien. Rien à faire. »

Farzanch ne se doutait pas que, en ce doux printemps parisien de l'année 1951, l'homme qu'il vénérait le plus au monde, le romancier iranien Sadegh Hedayat, l'auteur de in Chouette aveugle, d'Enterré vivant et de nonvelles sublimes dans leur désespoir absolu (1), avait décidé de metre fait à ses jours. Pourtant les jours par desespoir asson (1), avair decide de met-tre fin à ses jours. Pourtant, les signes ne manquaient pas, mais que pouvait com-prendre un garçon de vingt ans à la lassi-tude, à l'accablement, à l'écœurement d'un homme de cinquante ans? Certes, il avait vu les manuscrits inédits déchirés dans la corbeille à papiers. Mais, quand il avait tenté de les sauver, Hedayat, furicux, lui avait dit : « Ne touche pas à ces saletés. Je ne veix plus écrire: Jamais! Au diable tout co l Je vomis rien que de penser à écrire dans la langue de ces canailles... Un ramassis de filous! Il ne faut rien leur lais-

« Vous îmitez Kafka?

Alors, pour le piquer au vif, le jeune garçon avait lancé à l'homme de cinquante ans: « Vous imitez Kafka, vous détruisez vos écrits?» « Et vous, vous voulez jouer les Max Brod? Vous enrichir de mon héri-

李小子"神经别

100

Que ce rapprochement avec Kafka ~ Hedayat l'avait traduit en persan et commenté - le fatiguait! Non, il n'était pas le Kafka oriental, même si, comme lui, il avait expérimenté dans la solitude cette cruelle et infinie exigence « d'aspirer à l'absolu et de trouver le rien ». Il éprouva le hesoin d'une ultime mise au point : «Comment oses-tu me comparer à Kafka? Kafka avait de quoi vivre, un travail rému-néré, une fiancée; quand il voulait, il était publié, primé... »

D'autres signes auraient pu alerter Farzaneh : ses lunettes à monture cassée et scotebée qu'Hedayat s'nostinait à laisser en l'état, sa lente dérive dans des hôtels meuhlés de plus en plus sordides, ces après-midi, enfin, qu'il passait chez un ami malade et qui suscitait ses sarcasmes par son attachement grotesque à l'existence: «Est-ce que mourir est si difficile? Il se colle à la vie dans son état de putréfaction. Il n'y a que lui sur terre. Que de lamentations! Merde, et merde!»

Il y avait aussi cette nouvelle, «l'Araignée maudite», qu'il n'écrivit pas, mais qu'il racontait à Farzaneh. L'histoire d'une araignée qui est privée du pouvoir de tisser sa toile et qui, par conséquent, est condamnée à rester inactive, isolée, désolée. Pour se nourrir, pour échapper à la solitude, elle essaie de fréquenter les scarabées, les fourmis, les vers de terre, qui se foutent également de sa gueule. L'araignée maudite, e'était lui. Il s'était tellement familiarisé evec la mort qu'elle était deveque son unique amie.

Dans sa mansarde de la rue Championnet, dans le nuit du 8 evril 1951, il ouvrit le gaz : désormais, il n'aurait plus à envier les morts. Sur sa poitrine, geste d'une élégance suprême, il evait laissé, lui le miséreux, cent mille francs pour dédnmmager ses proches des ennuis qu'il aurait pu leur occasionner. Il fut enterré au cimetière du Père-Lachaise. Il arrive qu'nn trouve. aujourd'hui encore, sur sa tombe des billets comme celui-ci : « Cher Sadeghi tu as su te délivrer de ce monde abominable, veux-tu venir à la rencontre de deux jeunes

filles désespérées? Nous attendons to réponse. L'espoir est une chaîne forgée par l'ignorance...»

Maxime Féri Farzaneh aspirah lui aussi à hriser les chaînes forgées par l'ignorance. Il était encore lycéen à Téhéran lorsqu'il se lia à Sadegh. Et c'est l'histoire d'une initiation qu'il met en scène dans ces Rencontres arec Sadegh Hedayot, trento-hait ans après la mort de celui qui fut pour lui un « père spirituel ». Précisons-le : il ne s'agit aueunement ici d'un bommage tardif et picux, ni même d'un recueil de souvenirs, mais hien d'un livre magique où Sadegh ressuscite sous nos yeux, avec sa hargne désespérée, ses manies de vieux garçon, son humnur amer, son goût pour les canu-lars et sa certitude que le pire est non sculement certain, mais souhaitable. J'ai commencé, dira-t-il, mnn agonie à vingt ans (dans un pays, l'Iran, auquel il vouera une exécration aussi féroce que celle de Thomas Bernhard à l'égard de l'Autriche).

Aux yeux de sa famille, qui comptait un premier ministre, Sadegb passait pour un fou, un drogué, un poivrot, un athée, un pédé, un raté dont les livres ne méritaient même pas d'être publiés. Aux yeux de ses confrères, e'était un excentrique, un homme qui refusait les règles du jeu, mais

peut-être aussi le premier écrivain moderne en Iran - et, ne serait-ce que pour cela, il fallait à tout prix le tenir à l'écart... sinon il casserait la baraque et ruinerait leur finads de commerce poéticomystique.

Aux yeux du public, e'était un traîne-sa-vates, un obscur fonctionnaire qui éditait à compte d'euteur ses romans; on ne comprenaît pas la considération qu'ils lui valaient à l'étranger, notamment en France, où André Breton et les surréalistes avaient d'emblée reconnu son génie. A tous, à ses dénigreurs comme à ses thuriféraires, Sadegh Hedayat répondra : « Si sévèrement que les gens me jugent, ils ne savent pas que je me suis jugé avec encore plus de sévérité : ils se moquent de moi et ignorent que je me moque d'eux encore plus. Je déteste, et le lecteur, et moi-

Et e'est avec cet bomme que le jeune Farzaneh, enfant couvé d'une famille de notables, va apprendre ce qu'est la littéranotables, va apprendre ce qu'est la intera-ture – et, par conséquent, la liberté; « Vous autres, enfants de l'ère atomique, s'exclama un jour Hedayat, que cherchez-vous dans cette littérature onachronique? La littéra-ture a complètement changé. Après Joyce, fini les contes à qual'sous. Littérature avant James Joyce et après James Joyce. Un point c'est tout. »

Et Hedayat de prêter à son jeune pro-tégé des livres inaccessibles en Iran : Freud, en premier lieu, dont il critiquait l'esprit de système, mais jugeait la lucidité sans précédent, Kafka, Thomas Mann, Virgina Woolf... Il répugnait, en revanche, à lui donner ses propres livres : « Ecrire n'est pas chose facile, chuchota-t-il comme s'il monologuait, l'enfant malaxe sa propre merde. Adulte, on devient bavard, présomp-tueux... à quoi bon? C'est absurde.»

« Une vie longue

Et quand Farzaneh, avec la sentimentalité propre à son âge, gémit sur la mort précoce de Rimbaud, Sadegh ne mâcha pas ses mots: « Tu trouves que 40 nns de vie ne sont pas suffisants? Tout homme qui se respecte doit crever à quarante ans. Une vie longue rend bavard, on divague, ça remplit les bibliothèques... » Comme l'a juste-ment remarqué Youssef Isbaghpour pour son Tombeau de Sadegh Hedayat (2), il fut le premier suicidé de la littérature per-sane; de là la haine que les bonnêtes gens de tous bords lui nnt vnuée et lui vouent toujours!

A défaut d'être accueilli au paradis, il le sera toujours au Cabaret du néant, là où de faux prêtres et de vrais écrivains sapent les bases mêmes de l'existence avec un bumour si ravageur qu'on n'a plus qu'un désir : les rejoindre au plus vite. Le livre de Farzaneh est une invitation unique pour assister au grand spectacle de la dérision. Ne le ratons surtout pas.

Roland Jaccard

(1) La Chouette aveugle, Enterrè vivant et l'Abime sont publiès chez José Corti; Troit gouttes de sang a paru sux éditions Phébus. M. F. Farzanch est l'auteur d'un roman, la Maison d'exil, édité également aux éditions Phébus. (2) Ed. Fourbis, 1991.

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

Le petit cousin de la comtesse

19

Il est mort à vingt ens, quelques mois eprès la parution du Diable au corps. ∢ Je me hâtais comme les gens qui doivent mourir jeune », evait écrit Raymond Radiguet, qui aimait tant faire l'école buissonnière avec M™ de La Fayette et sa Princesse de Clèves. Il occupe, sans doute, la première place dens le littérature du pressentiment. Page 26

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

La rencontre de l'ichtyosaure

tout l'espace, dans un roman, pour faire ce que vous voulez. C'est la forme dans laquelle vous pouvez traiter de grandes plages de temps, vous pouvez traiter de l'histoire, des générations. Le roman, c'est mon monde. » Ecoutez et lisez Graham Swift, quarante-trois ans, considéré comme l'un des meilleurs romanciers englais d'aujourd'hui. Page 26

LE FEUILLETON

de Pierre Lepape

Pour une poésie du savoir

Voilà trente ans que certaine ennoncent, è son de trompe, la mort du « nouveau roman ». Trente ans, c'est beaucoup pour une prétendue inexistence que suffirait à démentir l'étonnante santé littéreire d'un MIchel Butor. L'auteur de la Modification publie aujourd'hui Transit A, Transit B. Où s'impose, une fois encore, la vision, à la fois minutieuse et grendiose, de son embition d'écrivain modeme : réconcilier le savoir et la poéeie, l'encyclopédieme et l'émotion, l'expérience de soi et l'eppréhension du monde.

Montolieu, royaume du livre

Le village du pays cathare compte quatorze librairies spécialisées dans l'occasion et l'ancien. Un pari culturel. Une renaissance

dire, parlant de Montolieu, un petit village tout en pente, en plein pays cathare, au pied de la Montagne Noire, à 17 kilomètres de Carcassonne. De quoi faire perdre le nord au plus entêté des rationalistes : 850 habitants, une épicerie, une boulangerie, une boucherie, un bureau de tabac, une église et... quatorze librai-ries. Le livre va mal, dit-on? Les librairies ferment leurs portes, en France? Montolieu, dans l'Aude, relève le gant : ici, depuis trois ans, «faire libraire» est un métier qui rapporte.

Si les Montolivains n'evaient eu la sagesse de refuser d'être raisonnables, on ne donnerait sans doute pas cher, aujourd'hui, de leur village. Ancien fief de moulins à eau, d'industries textiles et papetières dont la tradition remontait au Moyen Age et qui connut sa fierté au XIX siècle, Montolieu ne béné- pays de Galles, créé en 1963, celui un ébéniste, un agent d'assurances,

Vous avez dit bizarre? C'est peu ficiait plus, depuis les dernières de Redu, en Belgique, et, plus un vigneron, une bibliothécaire, un récemment, celui de Bécherel en professeur, un directeur financier, se liege tout en pente, en plein pays son site et à la proximité de Carcassonne. Essentiellement peuplé d'agriculteurs, d'éleveurs, de finnctionnaires ou de retraités, le village voyait les jeunes s'exiler, les activités s'ankyloser et son centre se vider au profit des maisons plus spacieuses de la périphérie. L'an dernier, une classe de maternelle fer-

> Mais il n'y aurait pas de Belle au bois dormant sans le baiser du Prince, En 1989, un relieur de Carcassonne, Michel Braibant, tombe à ses habitants une reconversion inédite : fabriquer, ex nihilo, un

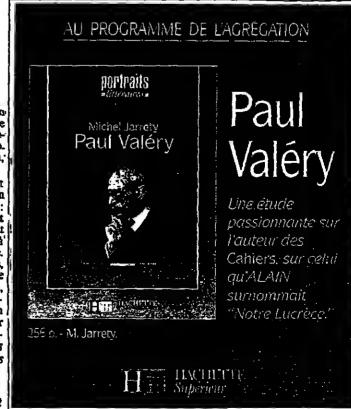
preuves. L'assemblée des Montolivains, d'abord plus soucieuse du village que du livre, décide de mettre en œuvre ce qui hii inspirait confusément l'espoir d'un «tourisme proprez, per lequel le village pourrait puiser une nouvelle énergie sans perdre son ame: «Un tourisme intelligent, sans Disneyland, sans

buvette-frites.» Du village du livre, on evait déjà le village. Restait à trouver les libraires : des appels d'offres sont lancés, et certains professionnels ne amoureux de Montolieu et propose tardent pas à se déclarer prêts à s'expatrier, accompagnés de leur famille et de leur stock de livres, pour tenter avillage du livre » - du livre ancien, l'aventure. D'autres, montolivains plus précisément. Les précédents ou étrangers, totalement novices étaient là pour convaincre : le vil- dans le métier du livre, se convenislage du livre de Hay-on-Wye, au sent sans transition : un banquier,

professeur, un directeur financier, se laissent tenter par cette bonne occasion de tout recommencer à zéro. Les voilà, du jour au lendemain; professionnels à Montolieu. Les premiers «coinns», ce sont

les pères fondateurs des villages du livre d'Angleterre et de Belgique : Richard Booth, de Hay-on-Wye, et Noël Anselot, de Redu, qui achètent chacun un espace pour mangurer à Montolieu leur première filiale. Quant à la constitution des stocks elle fit événement au village. Claude Lasserre, Montolivain de souche, conseiller municipal pendant dixhuit ans et président de l'association Village du livre, rappelle sa stupeur en voyant arriver un camion transportant 30 tonnes de hivres: « Dans mon village, le petit village où j'étais

Marion Van Renterghem Lire la suite page 32



Supplied the state of the state The state of the s

A CONTRACTOR OF THE CONTRACTOR

4

47.204

LE DIABLE AU CORPS

de Raymond Radiguet. Postface de Christiane Blot-Labarrère, Le Seuil, coll. « l'Ecole des lettres », 214 p., 34 F.

ART des commencements. Gustave Flaubert donnait des informetions météorologiques : « Comme il faisait une chaleur de trente-trois degrés, le boulevard Bourdon se trouvait ebsolument désert. Marcel Prouet parlait de son genre d'existence : «Longtemps, je me suis couché de bonne heure. > Et Raymond Rediguet leissait deviner ce qu'on eppelle une « erreur de leunesse », comme si le vocation de cet âge était de se tromper ou de s'égerer : «Je vais courir bien des reproches. Mais qu'y puis-je? Est-ce ma faute si j'eus douze ens quelues mois evant la déclaration de la guerre?» En l'occurrence, Radiquet se vieillissait, comme ces jeunes garçons qui protes-tent et se rebellent contre la lenteur des années. Il est vrai qu'il ne s'egissait pas de lui-même. mais de son « double » romanesque ou de son «émissaire», le narrateur du Diable au corps.

Né le 18 juin 1903, à Saint-Maur, Raymond Radiguet aveit confirmé, pendent son edolescence, que les bords de la Mame étaient l'un des meilleurs endroits pour réver. Cela valait bien le Mississippi, le Potomac ou le Danube. Sur les bords de cette rivière départementale, Radiguet faisait l'école buissonnière avec Mr. de La Fayette. Je veux dire qu'il lisait la Princesse de Clèves, eu lieu de réviser sa «physique-chimie». Les rivières sont les miroirs du temps qui passe, et la littérature est toujours une école buissonnière. Mais, lorsqu'il se mit à écrire, Radiguet se rattacha, tout de suite, à la grande école du dixseptième siècle. Il « revendique » le classicisme, comme d'autres droit de rentrer à

des heures tardives. Il exprima

HISTOIRES LITTÉRAIRES par François Bott

Le petit cousin de la comtesse

le couvert de le désuétude. C'était sa façon d'être moderne. Et, dans les gelaxies, la com-tesse de La Fayette fut étonnée et ravie de suivre la belle (maie très brève) carrière de son petit cousin du vingtième siècle.

Quelques événements avaient traversé l'adolescence de Raymond Radiguet. Il y eut le suicide d'une « bonne », l'accident mortel d'une «jeune fille en robe blanche», le guerre de 14 et la rencontre d'Alice. Le 13 juillet 1913, la servante des voisins « devenue folle », ee promenait eur le toit. Elle espérait sans doute échepper à l'irréparable tristesse de son existence. Elle se jeta dans le vide, sous les regards de la foule, et Radiguet ressentit « le poésie des choses». L'année d'après, dans une île de le Meme, il vit une jeune fille tomber d'une balançoire avec son fiancé. La demoiselle mourut. Elle aveit sans doute trop rêvé. Il y e des images comme cela, qui s'impriment et ne s'effacent pas. Elles résistent à l'usure et ne prennent eucune ride. Elles ne se voilent pas comme les souvenirs heureux...

Au début de l'été 1914, on parlait déjà de Sarajevo. C'est à croire que les siècles manquent parfois d'imaginetion, pour se terminer comme ils ont commencé, L'assassinat, dans cette ville, de François-Ferdinand, l'archiduc d'Autriche, déclencha la première guerre mondiale. Ce fut « quatre ens de grandes vacances » pour Raymond Radiguet, «Les mauvais élèves profitalent du déserroi des familles», ton, faisait le guerre. Elle devienécrivait-il... Alice fut l'héroine de drait Marthe dans le Diable eu



en 1917, dans le train qui les remenait de Paris, márita sûrement d'être appelée «fulgurante». Certaines vies réhabilitent les adjectifs, et d'autres n'y parviennent jamals. Alice evait vingt-quatre ans (dix de plus que Radiguet). Et son mari, Gas-

cette époque. Leur rencontre, coms, et Geston (le mari trompé) s'appellerait Jacques, Il faut bien déguiser les gens,...

RAYMOND RADIGUET n'evait pas encore quinze ans lorsqu'il débuta dans la République des lettres. «Son apperition date de 1918, raconte Jean Cocteau, Nous le était myope, et toute sa per-sonne fragile, sérieuse, absente, samblait nager maladroitement à la traîne de ce regard qu'il approchait des choses. » Quand i se présenta chez Cocteau, la femme de chambre amonça : «Monsieur, c'est un enfant evec une canne. > Entre l'auteur du Potomak et l'adolescent « très en avance sur son age », on ne savait lequel était le disciple de l'autre. Leurs affinités électives occupèrent très vite la troisième place dane la littérature francaise, après calles de Montaigne et de La Boétie, de Verlaine et de Rimbaud. La France voulait se venger de la guerre. Elle donna le dépert des ennées folles. Radiguet passait par là. Cocteau l'entraîne dens les diners, les bars, les salons et les mondanités. L'époque se dépêchait, et l'on courait d'une cattraction » à l'autre : Montpernasse, Montmartre, l'elcool, le jazz ou le mode... Mais Raymond Radiguet regardait tout ce remue-ménage avec « une tacitume arrogance», comme le dit

Paul Morand. Il commença d'écrire le Diable au corps en 1919. L'ennée d'eprès, il eut une eutre maîtresse, Béatrice, l'un des modàles de Modigliani. Et le souvenir d'Alice fut annexé définitivement par l'imaginaire. Le jeune homme continue son roman durant l'été 1921, alors qu'il séjoumait, evec Jean Cocteau, sur le bassin d'Arcachon. Il considérait cele comme des adevoirs de vacences ». Et Cocteau devait «l'enformer dans sa chambre». Le 22 novembre vimes pour le première fois :1922, ils allèrent ensemble à dans une galarie de tableaux. Il l'enterrement de Protist. La litté-

rature rendait la politesse... à la littérature. En France, elle le fait (presque) toujours. Le Diable au corps parut à la veille du printemps 1923. Le livre avait un caractère scandeleux, malgré la transparance et l'honnêteté du style. Car le héros de Radiguet faisait l'emour avec une jeune femme dont le meri se trouvait à le guerre. Selon Morand, cette peinture affrontée de grandes vacances au milieu des croix de bois » semblait «une atteinte eu moral de l'Etat». Mais il ajoutait que « la forme faisait passer le fond ». Pae sûr... La tenue, l'élégance et la perfection du style evaient, le plus souvent, l'effet contraire. Elles amenaient à ressentir daventage l'immoralisme du sujet. Rien de pire que l'audace tranquille et la cruauté masquée...

Marthe mourait à la fin du livre, et le narrateur « souhaitait qu'il n'y eût rien après la mort», ne pouvant tolérer que la jeune femme prît part à «une fête» où lui-même ne se trouvait pas. Il désirait «le néant» pour sa maîtresse. Et la France s'interrogea sur les (étranges) sentiments de Raymond Radiguet, tandis que celui-ci (pour se distraire) fumait les cigares de Paul

ENSUITE, le destin se montre impatient. Il eccélére le cours des choses. Atteint de la fiàvre typhoïde en novembre 1923, elors qu'il regardeit les épreuves de son deuxième romen, le Bal du comte d'Orgel, Rediguet rendit l'âme le 12 décembre, dans une clinique, rue Piccini, Coco Chanel régla les frais de l'éternité... « Je me hâtais comme les gens qui doivent mourir jeunes», evait écrit le petit cousin de Mª de La Fayette. Il occupe, sans doute, la première place dans la littérature du pressentiment. La plupart des écrivains remuent des souvenirs. D'autres, comme lui, remuent des avenirs. Et les cartes qu'ils tirent ne sont jamais bonnes... Comme si le futur se vexait et se vengeait de leur indiscrétion.

A TOUT JAMAIS

(Ever After)

Traduit de l'anglais par Robert Davreu, Gallimard, 306 p., 150 F.

UEST-CE qu'un roman pour moi? C'est une musique. Il s'agit de trouver les mots les meilleurs, leur sonorité, leur rythme, pour exprimer ce qu'on veut dire...» A quarante-trois ens, Graham Swift ressemble encore à l'adolescent qu'il a été. Considéré depuis le Pays des eaux (Waterland) comme l'un des meilleurs romanciers englais d'aujourd'hui, se signalant par une Imagination de la mémoire qui hésite constamment entre passé et présent, evec une langue qui est comme une poésie de le prose. Depuis 1980, il e publié cinq romans (1), unanimement célébrés par la critique, traduits en une vingtaine de langues, étudiés à l'université (Waterland est devenu un film avec Jeremy Irons, et a été au programme de l'agrégation). Grand amateur de pêche, il a publié aussi une anthologie de textes sur ce sujet cher à son cœur, The Magic Wheel (ale Moulinet magique »). Son dernier roman, A tout jamais, qui vient de paraître chez Gallimard, ramarquablement traduit par Robert Davreu, son traducteur habituel, est une fiction surprenante, profondément ancrée dans la littérature anglaise, d'une prodigieuse subtilité. Pour la sortie du livre, Graham Swift est passé par Paris.

«Je suis un Londonien, se présente-t-il. Je suis né à Londres et j'y ai vécu toute ma vie. Cela surprend souvent, surtout à cause du fait que dans le Pays des eaux, j'ai écrit sur une région éloignée, à l'est de l'Angleterre, et on croit que je viens de là-bas. Les gens du Fenland ont, c'est vrai, trouvé la façon dont je représentais leur pays # tout à fait authentique, mais il ne e'agit pas d'authenticité; c'est un monde imaginaire, pas un document. A vingt ans, j'ai décidé d'être écrivain. Pendant plusieurs années j'ai écrit des nouvelles, que je préfère ne pas relire ; cele m'e pris longtemps avant d'en envoyer à un éditeur. La première a été publiée en 1976, j'avais mis au moins six ans à l'écrire. Cela a pris encore quatre ens pour que mon premier roman, The Sweet Shop Owner, soit publié. Il n'e pas été traduit en français. Je suis anglais. Mais mon escendance ne l'est pas entièrement. Il y e une partie de ma famille, du côté de ma mère, qui est venue de Russie vers la fin du XIX siècle et qui s'est établie dans l'est de Londres. C'étaient des tailleurs juifs. Je ne sais pas d'où ils venaient exactement. Lublin, comme dans The Watch (2), peut-être?»

DOURTANT, Graham Swift, qui met dans tous ses livres des montres anciennes, ces cadeaux qu'on se transmet de génération en génération, n'est pas un écrivain qui se sert de son autobiographie. « Ce sont ici, je dois vous en evertir, les paroles d'un hornme morta, commence Bill Unwin, la narrateur da A tout jamais, qui s'est suicidé douze mois plus tôt. Et qui s'est raté. Comment pourra-t-il survivre à son suicide? Nous ne le saurons pas, et l'auteur non plus n'e pas de réponse (« Mais sans lui, il n'y aurait pas de livre») ... En tout cas, il e survécu à la mort de tous ses proches : se mère, son père, son beau-père, sa femme. A cinquante ans, après la mort de sa femme, une actrice célèbre qu'il e beaucoup aimée, Bill est revenu à l'université. Il bénéficle d'une confortable bourse de recherche grâce à l'aide de son beau-père, l'Oncle Sam, le «roi du plastique», que, hanté par Hamlet, il prend volontiers pour Claudius. tout an tentant d'élucider le mystère de la vie et de la mort de son père. Mais qui est son vrai père? ... Une fois encore, Graham Swift se penche sur la transmission, sur la façon dont les générations se

MONDES D'AUTRES

par Nicole Zand



La rencontre de l'ichtyosaure

succèdent, e'interpénètrant, finissent par e ignorer, tout en méditant

«Mon sujet, ce sont les relations entre les générations. Tous, nous venons de parents, nous evons tous été enfant... Si vous écrivez sur les parents et les enfants, vous écrivez sur quelque chose que tout le monde a éprouvé et vous touchez à l'universel. C'est ce que je veux faire. Ensuite, l'autre avantage de suivre des familles sur plusieurs générations, c'est la perspective de l'histoire qu'on acquiert d'une façon personnelle, immédiate. Ainsi, on a affaire à des vies véritables plutôt qu'à des manuels, des idées toutes faites sur l'histoire. L'histoire vue par les yeux de gens ordinaires m'a toujours fasciné. Je me suie toujours demandé ce que

c'est que d'avoir vécu il y e cinq cents ans comme une personne ordinaire, pas comme un personnage historique. Le passé est très ce n'est ni le passé ni le présent, mais ce qui est éternel. Je suis sûr que les gens du passé n'étaient pas essentiellement différents et que la nature humaine, bonne ou mauvaise, n'appartient pas à une époque particulière. Cela me donne une sorte de réconfort, une

solidarité, de savoir que les gens du passé étaient comme moi. » Grahem Swift dresse une satire plutôt féroce de l'Université, qui pourtant, ne cesse de faire sa gloire. «Je ne nie pas toutes les qualités de l'Université, mais je suis sceptique sur les prétentions des intellectuels qui pensent «je suis plus savant que vous». Devenu un grand ponte un peu bidon, Bill est conscient de l'ironie de sa situation, face aux autres professeurs, à leur patitesse d'esprit, un mélange d'égotisme, d'égotisme, d'intérêt personnel, même quand ils sont au centre de la civilisation. Bill ne fait pas carrière. » Il va, soudain, se découvrir un double, un père du XIX siècle en étudiant les manuscrits des Carnets de Matthew Pearce. Un encêtre victorien, fils d'un horloger, passionné par les origines de l'homme, dont la vie e basculé le jour où il a vu, quinze ans avant la publication par Derwin de ses travaux sur le transformisme, la bête préhistorique, un ichtyosaure, dans les rochers de Lyme Regis I

E spectacle de ce fossile déclenchera une crise spirituelle qui sera La une vraie tragédie : «Matthew était prêt à admettre «l'horrible possibilité » que le temps était une chose infiniment plus vaste que les gens supposaient d'après la seule lecture de la Bible et que la création de l'homme n'était pas l'unique dessein de Dieu. C'est seulement quand il e vu cette créature, même si c'était un fossile. qu'il a eu immédiatement le sensation physique d'être en face de quelque chose qui veneit de millions d'années. Il s'est senti tomber dans un immense gouffre, parce qu'une notion intellectuelle devenait soudain pour lui une réalité physique. Son univers s'écroule. Il reprend vie quand il rencontre Elizabeth, sa ferrime, avec la possibiîté de vivre un amour, un bonheur privé. Mais dix ans plus tard, son petit garçon meurt, Darwin publie l'Origine des espèces en 1859, et ces deux événements ne lai laissent d'autre voie que de suivre sa pente pessimiste, de détruire son couple et tout le reste. Je ne sais pes si le mot «tragédie» est le mot exact, parce que si vous deman-dez à Matthew, il dire qu'il répond seulement à ce qu'exige se

On admirera les strates de la construction non linéaire de ce roman, dont les beautés apparaissent vraiment à la seconde lecture. Un roman qui raconte des histoires troublantes, qui nous interroge sur la fiction et la réalité. Un roman qui croit au pouvoir du roman. «Je ne me dis jernais : je veux écrire un livre sur cala. Je n'ai jamais une grande idée, même quand j'écris sur de grandes idées. Ce sont des images fragmentaires qui me viennent et qui suggèrent qualque sur les événements – la découverte de l'amour, la mort d'un être chose de plus important. Je ne euis pas le genre d'écrivain qui cher – qui ont marqué sa vie. livre... Le roman, c'est une expérience. C'est quelque chose que vous vivez. Vous pouvez faire se rencontrer les idées et le concret. Le roman, c'est si grand, si élastique, si souple! Vous avez toute la place, tout l'espace, dans un roman pour faire ce que vous voulez. C'est la forme dans laquelle vous pouvez traiter de grandes plages de temps, vous pouvez traiter de l'histoire, des générations. C'est une forme merveilleuse. Le roman, c'est mon monde.»

> (1) Out para en français : le Pays des eaux (Laffont, 1985), Hors de ce monde (Laffont, 1985), l'Affaire Shundecoek (Laffont, 1992). (2) The Watch est l'une des nouvelles du recueil Learning to Swim and Other Storie [Picador, Londres]. A parafire chez Gallimard



La poésie constitua l'un des axaa da le manifestation du Grand Pelais, qui s'est ouverte au public marcradi 17 mers (la Mande du 18 mars). Malgré les prestiges qu'elle conserve, ella ne cesse d'être un théâtre d'affrontemants et da contredic-

Margaret ...

No. of the second

Périndiquement, d'une manière lancinante, la untion de crise est mise en avant pour décrire l'état actuel de la poésie en France. L'idée, on le sait, n'est pas nouvelle. Mallarmé, il y a un siècle, parlait déjà d'une « exquise crise, fondamentale », touchant la littérature et le vers. Il prenait acte d'une mutatinn profunde, marquée intamment par l'affranchissement des contraintes formelles, et ouvrait ainsi de nuvelles portes à la modernité. Mais ce geste ne fut pas isole. D'autres l'accomplirent - Baudclaire, Rimbaud, Verlaine... de moindres poètes

aussi, - frayant également de nouvelles voies, tant spirituelles que stylistiques. Mais tout poète ayant quelque intelligence de son art, qu'il cherche à le penser nu l'ignnre, à le théoriser nu simplement à le mettre en œuvre, ne pose-t-il pas un acte inaugural, n'invente-t-il pas, à son propre usage, nue furme inédite de modernité?

Le mnt de crise s'est usé et, à force d'être répété, a perdu de ses possibles significations. Car de quelle crise parle-t-on? De celle qui affecterait la diffusinn, l'audience de la poésie et de l'édition qui en est le support? De celle qui s'inscrit, à sa place, dans la crise plus générale de la lecture, considérée comme une «pratique culturelle»? Vent-on appliquer ee mot à la poésie elle-même, à son incertain statut en tant que genre littéraire, nu. même à sa caducité? Ou bien encore, évoque-t-on, dans le sillage de Mallarmé, une crise formelle et conceptuelle qu diviserait le paysage poétique en régions, avec les bons d'un côté et de l'autre les mauvais, à droite les «aneiens» et à gauche les « modernes »?

Comme on le voit, la notion de crise se conjugue sur des plans divers, se décline en fonction de réalités multiples. Reprennns. Pour ce qui est de l'audience, il est temps d'avancer des appréciations simples, des faits



d'évidence : beaucoup de poésie se publie (1), plus qu'il ne s'en lit. Des éditeurs - de Gallimard à Flammarion, de POL à La Différence, pour ne eiter que ceux-là parmi les grands et les moyens - font en ce domaine les efforts qui leur semblent nécessaires et dont on ne peut que les inner. It n'y a, par ailleurs, rien de eboquant à reconuaître à d'autres, comme par exemple Grasset et Le Seuil, le droit, au regard d'une eonjoncture glubalement défavorable, de ne publier que très occasionnellement de la... poésie - presque exclusivement

Les aides publiques, à l'échelm national (Centre national des lettres, ministère des relations extérienres...) nu local, se révèlent vitales, notamment pour numbre de petits éditeurs dant le travail, dans les damaines difficiles et qualité, demeure exemplaire.
Quant aux npératinns sait dire ». Plus grave spectaculaires d'incitatinn à la apparemment, plus complexe aussi, nbjet de discussinns et de peu rentables de la littérature de

initiatives dans les salans et festivals du fivre), elles n'ant de sens que si elles relaient une pulitique d'éducation qui ne négligerait ni ne nnierait les humanités littéraires. Bref, la «visibilité» de la poésie en France est proportinnelle à l'écho qu'elle rencontre auprès de ses lecteurs, souvent - mais pas toujours - les poètes eux-mêmes.

Au rang des évidences, il en est une autre qu'il eonvient d'affirmer : la place et l'importance de la poésie parmi les genres littéraires ne peuvent en aucune manière se mesurer à cette audience. Serait-elle encore requite invisible, qu'elle demeurerait, telle qu'en elle-même et en son bistoire, un mode irremplaçable d'expression et de connaissance de soi et du monde, « une façon moins & corrompue v. selnn Didier Cahen, de parler, de dire ce que la langue courante, dans

pnlémiques, d'analyses et d'anathèmes, la crisc que traverse, nu traverserait, la poésie clie-même, dans ses chaix et aptions farmels, intellectuels, et jusque dans son existence.

Depuis le début des années 80, une cassure nette se dessine, qui partage grossièrement le domaine poétique en deux camps, presque deux clans. Largement alimentée par l'esprit d'affrontement et d'exclusing, cette divising est évidemment împuissante à rendre compte de la diversité réelle des expériences qu'elle prétend ranger dans deux catégories simplistes; nén-lyriques, chantres du sentiment subjectif et de l'effusion intime, et traditionalistes de la modernité, héritiers du formalisme, tenants de la matérialité du langage qui cherchent en lui le salut de la

poésie. Largement arbitraire et caricaturale, cette appruebe enuflictuelle de la puesie moderne laisse à l'écart des poétes impurtants, André Frénaud, Lorand Gaspar, ou bien encore André da Bouchet pour ne citer que ceux-là. Les éditeurs sont eux aussi, avec ce même simplisme, enrôlés dans le conflit : Gallimard du côté des lyriques, POL en éclaireur de l'avant-garde.

Réductrice, aiguisée par la tentation sectaire, cette énième versinn de le querelle des «anciens» et des «modernes» n'est cependant pas sans signification. Elle met en lumière des pôles nécessaires de tensinn, mesure pour ainsi dire la largeur. la bauteur et la profondeur de l'espace intellectuel et spirituel. existentiel et linguistique, auquel la poésie donne accès. Il serait vain, et bors de propos, de chercher en ce domaine un consensus. La tensinn dont nous parlions manifeste une vitalité, témoigne d'enjeux réels. On peut simplement parfnis s'étonner ou se désoler de la forme dans iaquelle ces querelles se

(i) Le Syndicat national de l'édition ne distingue pas, dans ses statistiques, poésie et thélitre : dans cette catégorie, partiellement significative donc, ont paru, en 1991, 503 litres, dont 253 nouveutets, 31 nouvelles éditions et 219 réimpressions, soit une baisse, par rapport à 1990 (542 titres), de 2,6 %.

Une promotion nationale

L'ennée demière, l'apérating décidée par le ministère de la culture et intitulée « Pour la poésie » s'était tenue en juin. Il e été décidé de la faire coîncider cette ennée avec le Salon du livre. Le Grand Palaie lui-même, nutre des lectures dans l'auditorium et une librairie poétique, accueillera d'eilleurs un etelier pnétique ouvert aux élèves des collèges d'Ile-de-Frence, orgenisé par Brunn Grégnire.

A Peris, plusieurs musées, l'Institut Goethe, le Centre national dee lettres, la Maison de le poésie, permi beaucaup d'eutres institutions - ainsi que les librairies du Divan, Les Mots à la bouche, La Hune et La Terrasse de Gulenberg... - sernnt le cadre de menifestations diverses en faveur de le poésie. France-Culture, de son côté, e programmé plusieurs émissions littérairas autour de poètes.

La province, les instituts français à l'étranger, perticipent également à l'apération, Enfin France-Loisirs e décidé d'affrir à trutes les biblinthèques centrales de prêts et aux instituts culturele une collection compiète das seize volumes de sa Bibliothèque de « pnésle » dirlgée par Jean Orizet. A ce jour, 500 000 volumes de cette eérie ont été vendus par France-Loisirs.

Daux publications récentee intéressent la situation actuella de la présie en France : les

poésie, qui se sont tenus è Marseille en juin 1992, sont publiés par l'instance organisatrice, le Centre internetional de poésie Merseille et les Musées da la ville. Ce volume inaugure la collection « Archives », qui publiera les treveux des colloques et rencontres qui se tiennent à l'initiative ou avec l'aide des musées de Marseille (CIPM, Couvent du Refuga, 1, rue des Honneurs, 13002 Maraeille, 348 p.,

19

Par eilleurs, la Snciété des Gens de Lettres publie un élégant Petir Guida des puètas, regroupant des ranseignements utiles sur les prix l'ittéraires, la législation sur les contrats d'éditinn, et les edresses des cercles, académies et fondations, revues, organismes publics d'aide (cet npuscule de 48 pages eat dispunible gratuitement au siège de la SGDL, Hôtel de Massa, 38, rue du Faubourg Saint-Jacques, 75014).

Rappelans, dens le même nrdra d'idées, la volume publié en 1990 per Brunn Grégnira (evec Jean-Marie Gleize at Bernard Vargaftig) sous le titre Poésies aujourd'hui, qui fournit eussi, d'une manièra beeucnup plus détaillée, le même type de ransaignaments (Saghars, 326 p, 98 F).

* Pour tous reaseignements; par minitel 3615 ARTS, on 48-04-96-95.

Trois poètes en quête du lecteur

Philippe Delaveau, Jean-Marie Gleize, Jean-Michel Maulpoix: état critique d'une génération

poètes de la génération actuelle de définir ce que représente, pour eux, la notinn de modernité en poésie. Jean-Marie Gleize est l'auteur d'un essai récent sur les tensions et les questions qui traversent ce champ littéraire (1). Jean-Michel Maulpoix avait, en 1989, publié une étude sur le lyrisme (2). Quant à Philippe Delaveau, son article dans la revue le Débat (3) et sa présentation d'un recueil collectif sur la Poésie fran-caise au tournant des années 80 (4) en nnt fait l'un des chefs de file d'une écolc qui existe surtout dans l'esprit de ses adversaires : le « nou-

Jean-Michel Manipoix. - Il me semble que la génération des années 50, celle d'Yves Bonnefoy, d'André du Bouchet, de Jacques Dupin, de Philippe Jaccottet, qui unt tous publié en même temps leurs premiers livres et qui se sont démarqués nettement du surréalisme, a été, avant tout, préoccupée par la question de l'«habiter» – si je peux me permettre un infinitif ponr caractériser chacune, - par la question du lieu, de la présence, du rap-port à l'élémentaire, qu'il soit celui du paysage ou de la parole. . .

La génération des années 60, en plein âge des sciences humaines, des sciences du texte, fut celle du « figurer» ou du «figural» - pour repren-dre l'expression de Laurent Jenny (1), - illustrée notamment par Michel Deguy. L'ère de la subver-sion succède à l'ère du sonpçon. L'attention se concentre, se déporte sur le langage, fût-ce au prix d'une certaine obscurité ou d'une coupure evec des lecteurs potentiels. Ainsi

l'OULIPO, etc.

Dans les années 70 - pour contile « décanter » du langage : on coupe les ailes à la métaphore, un va chercher à écrire le plus sèchement, le plus abjectivement possible. On peut citer là Anne-Marie Albiach. Claude Royet-Journnud, Jean Daive, Emmanuel Hocquard. La génération que je vois maintenant, même si le terme de «génération» n'est pas tout à fait juste et même s'il y a nombre de passerelles possi-bles, est celle de l' «articuler». Le langage cherche à renouer avec la prosodie, avec la phrase, le phrasé, et à redistribuer, à réarticuler tout ce qui était plus ou moins en jen auparavant. C'est une génération de «synthèse», que certains diront « post-moderne » en croyant y percevoir une absence de tensions et de conflits... Elle est représentée par des poètes comme James Sacre, Guy Goffette, Benoît Connrt, Bernard Chambaz, Richard Rognet, Jean-Pierre Lemaire, Gérard Nniret nu Philippe Delaveau, dunt les écritures très différentes renouent avec la voix. Et si je devais chercher un point commun aux successives familles nu tendances que j'ai grossièrement dégagées, il consisterait dans le souci partagé d'un juste rapport au réel, ct dans le sentiment que la poésie constitue une expérience radicale du sujet mettant en cause sa relation au monde et à la

la agénération de synthèse ». Puis- pas si naïfs ou simplistes que cela.

Nous avons demandé à trois du travail de la revue TXT ou de que des noms ont été proconcés... A part Chambaz, je verrais là plutôt une génération-régressinn. Et qui le Dans les années 70 – pour conti-nuer à délimiter grossièrement les choses par décennie, – est apparu ce que j'appellerai le «déchanter», nu le «décanter» du langage : on coupe comment un pourrait assimiler une génération à un courant. Les années 80 et 90 sont contradictoires; la « synthèse » n'est pas pour aujnur-d'bui ni demain, et je n'en suis pas vraiment désolé. Sinon, oui, la ques-tion du réel est cruciale. Chacun la définit à sa façon. Je suis convaincu que la poésic est le seul art (verbal) réaliste, réellement réaliste. Mais vnus avez eu l'air de dire que cette génération-là (le groupe néolyrique) tentait de renouer un fil, un dialogue perdu, parce que le fossé s'était de plus en plus creusé entre la poésie et le lecteur. Retrouver l'adresse à l'au-tre, retrouver l'autre, cesser d'écrire intransitivement : je veux bien. Mais que signifie vraiment pour vous (ou pour eux) ce « retrouver le lecteur», parler des choses de la vie, des choses les plus simples, etc.? Ponge - l'anti-poète, et pas très lyrique - visait ça aussi, non? Et certain «bermétisme» contemporain ne l'est-il pas par extrémisme de l'évidence? Il y aurait sans doute beaucoup à expliciter à propos de ce renouveau «simpliste»_

Jean-Michel Manipoix. - Synthèse ne veut pas dire achèvement de l'histoire. Ce serait stupide! Mais plutôt l'incorporation par des écritures nouvelles de ce qui les a précédées. Les «néolyriques» d'aujourd'hui n'ont guère à vnir avec Jean-Marie Gleize. - Un mot sur Lamartine. Us sont très divers, et

Ils savent ce qu'ils unt perdu, mais la défaite du chant ne paralyse pas pour autant leur voix. Ils composent plutôt sur un clavier plus étenda que leur prédécesseurs immédiats. Philippe Delaveau. - Retrouver le

lecteur? Oui, retrouver l'autre en parlant son langage. Je pourrais allé-guer ici Claudel (« Ce sont les mots de tous les jours ») ou Jacques Réda (« Ce que j'ai voulu garder, ce sont les mots de tout le monde »). Mais il s'agit surt nut de rejnindre l'autre dans sa souffrance; de «s'emparer de la douleur de l'homme, comme dit Bernanos, par un prodige de compassion infinie». Ces deux aspiratinns épurent et ordonnent aussi bien la visinn qui préexiste au poème que les mots qui le constituent. Peut-être la véritable réussite de la poésie, comme de tout art, tient-elle dans son aptitude à communiquer une impression de présence. Claudel disait qu'avec Mallarmé la poésie avait abouti à l'absence réelle. Ces poètes que vous incriminez s'efforcent de saisir la présence réelle, aussi bien de l'objet que de la personne, par des moyens qui vont de l'extrême simplicité à la profusina luxuriante, en refusant le processus dialectique qui nie l'objet,

> Propos recueillis par Patrick Kéchichian

(1) A noir, Poesie et littéralité [Seuil, 1992, voir « le Monde des livres » du 18 décembre 1992). (2) La Voix d'Orphèe (José Corti, 1989).

(3) No 54, mars-avril 1989.



Le sixième concours « Plume en herbe »

Drôle d'Afrique

«Plume en herbe» prend de k bouteille. Pour la eixième ennée consécutive, ce concoure de nouvelles e été ouvert eux enfants âgés de neuf à treize ens. La société Waterman e'est jointe aux organisateurs tradi-tionnele, le Monde et Nathen pour récompenser des lauréats en culottes courtee. Les jeunes écrivains devaient s'inspirer d'un cahier de dix illustrations deesinées par Zsū, sur le thème de

Leurs couvres ont tout d'abord été examinées par un comité de lecture composé d'étudiants de l'Institut des hautes études de l'information et de la communi-cation (CELSA), qui a sélectionné vingt manuscrits. Ce fut ensuite eu tour d'un jury, préeidé par M. Jecquee Lesourne, directeur du Monde, de désigner quatre gegnents (eu lieu d'un seul les années précédentes) pour la qualité de leur narration.

Les lauréate n'ont pas manqué d'imegination, de verve, de drôlerie. Loin de l'écriture compassée qui caractérise perfoie les adultee, lee récits primée projettent le lecteur dens une Afrique imeginalre, peuplée d'enfants qui parient le langage des enimaux, de crocodiles qui ne tiennent pae leurs promess et de grands-mères qui sautent

Un mercredi dans la jungle, de Rapheël Audoln-Rouzeau, est ainsi une mine de trouvailles d'un comique Irrésistible. L'auteur, âgé de dix ans, vit à Paris et fréquente une classe musicale où il pratique le chant. Il eime le vélo, le ski, la gymnastique et il écrit des poésies pour sa

Pauline Belvàze, onze ans, originaire de Guingamp, dans les



Côtes-d'Armor, a intitulé son récit le Grand Subterfuge, Passionnée de sport et surtout d'équitation, elle n'en est pas à son premier e prix littéraire », puisqu'elle e récemment gagné un concours départemental de rédaction. Lectrice assidue, elle eimerait bien connaître l'Afrique, blen qu'elle redoute « certains

Agée de dix ans, Véronique Triboulet, pour sa part, habite La Seyne, dans le Var, et invente, en attendent de devenir un « vrai » écrivain, des contes de fées. Dens Menace sur la savane, il est question - « quelle abomination (> - d'un multimitliardaire capricleux qui souhaite

Dédié à tous ceux qui font de "Plume en herbe" une belle histoire

faire construire un complexe touristique dans une réserve neturelle... L'écologie n'est jamais très loin des préoccupations des jeunes rédacteurs.

Quant à Psuline Bernard, elle vit en Belgique, à Rhode-Saint-Genàse. Agée de treize ene, l'auteur de Raconte-nous encore une histoire se plaît, depuie toute petite, à composer des livres illustrés, sur fond d'aventure et de magie.

Elle apprécie auesi le piano et les promenades en forêt. Son récit, comme ceux des trois autres lauréats, est publié chez Nathen eous le titre Quatre aventures africaines, dans la collection «Histoires à raconter».

Raphaëlle Rérolle

Le phénix science-fiction

Après le passage à vide des années 80, les éditeurs sont unanimes : le genre renaît. Grâce, notamment, aux succès de la « fantasy »

« La science-fiction et sa petite sœur, la fantasy, vont bien. On pourrait même dire qu'il y a une sorte de renaissance », affirme Jacques Goimard, directeur de la collection SF des éditions Presses Pocket. Après le boom des années 70 qui avaient vu la mul-tiplication des collections et des lecteurs, puis le passage à vide du milieu des années 80, les littératures de l'imaginaire on retrouvé la faveur du public, et une faveur grandissante : dans le contexte difficile de l'édition, la collectico que dirige Jacques Goimard a enregistré, en deux ans, un doublement de ses ventes, « Mais, ejoute-t-il, comme souvent dans les renaissances, le nouvel oiseau n'est pas exactement l'oiseau qui était tombé en cendres. » C'est qu'en effet, les dernières années oot vu l'acclimatation en France d'un genre auquel le public s'était longtemps montré réfractaire : la

fantasy. Après avoir assuré le succès d'écrivaius qui se situent à michemin de la SF et de la fantasy, comme Marioo Zimmer Bradley ou Ann Mc Caffrey, Jacques Goimard a inscrit à son catalogue des écrivains et des cycles romanesques qui relèvent entièrement de cette dernière : la Belgariade, de David Eddings, Xanth, de Piers Anthony ou, plus récemment, les Portes de la mort, de Weis et Hickman... Cette politique a ren-coutré l'edhésico d'un lectorat cune à dominante mascoline. L'engouement pour la fantasy ne peut être dissocié de la vogue des jeux de rôles doot l'univers est extrêmement proche. «Il y a une corrélation manifeste. Le public des jeux de rôles, qui, de surcroît, lit, est un public d'élite : il est constitué par ceux que l'on appelle les maîtres de jeu, qui ont besoin de beaucoup de documentation pour établir leurs scenarios et se réferent souvent aux livres de SF ou de fantasy. Ces gens-là rayonnent autour d'eux et fonctionnent comme leaders d'opinion », précise Jacques Goimard, qui o'en continue pas moins à publier des rééditions d'anteurs de SF et même à miser sur des jeunes outeurs comme David Brinff.

« Vers une situation à l'américaine»

Jacques Sadoul, directeur littéraire des éditions l'ai lu, constate lui aussi une très forte hausse des ventes de ses collections SF, qoi out dépassé, en 1992, le million de volumes. « Cette forte hausse est essentiellement due à l'essor de la fautasy. Sur dix livres publiés aux Etats-Unis, sept appartiennent à la fautasy et trois seulement à la science-fiction. En France, où l'on a été longtemps réticent à la notion de fantasy, on se dirige vers une situation à l'américaine. J'avoue d'ailleurs que la barrière entre les deux genres me paraît souvent floue et arbitraire. Nombre de chefs-d'œu-vre patentés de la SF incorporent des éléments de fantasy...» Jac-ques Sadoul souligne, d'ailleurs, que les jeunes auteurs de science-fiction qu'il a choisi de publier – James Blaylock, Tim Powers, James Morrow – sont souvent à la limite de la fantasy (d'ailleurs exemplairement représentée chez l'ai lu par les étonnantes Chronil'ai lu par les étonnantes Chroniques du vagabond, de Tom de Haven). La collection se partage moitié-moitié eutre publication d'inédits et rééditions. Dans cette eatégorie, Jacques Sadoul constate qu'à l'exception d'Isaac Asimov, il o'y a plus vraiment de verlettes

Au Fleove Noir, Philippe Hupp, qui dirige la collection « Anticipation », note également une augmentation très nette des veutes. Mais celle-ci est sans doute plutôt due à l'impact de la ocoveile présentation et à la remise en ordre effectuée dans une collection tombée depuis plusieurs années eu déshéreuce. « l'ai voulu rester fidèle à l'esprit du déins de la collection. Je dis à mes auteurs : « Je veux de bons livres d'aventures et d'action, des histoires bien construites qui fassent preuve d'imagination. Faites-moi de bonnes séries B! » Mais en même temps, cela ne m'empêche pas d'essayer de faire bouger un peu la collection, de mener une politique de découverte de jeunes auteurs comme Laurent Genefort. « Anticipation » a. en effet, un lec-torat très diversifié : il y a peu de points communs entre les lecteurs de J-P. Garen et ceux d'Ayer-dahl...»

Au Livre de Poche, Gérard Klein, qui ne publie que des réé-ditions, à l'exception de quelques anthologies, et qui ne cache pas son ambition d'en faire une sorte de bibliothèque de référence d'une science-fiction assez «haut de gamme», oe constate pas de grand bouleversement mais plutôt un sensible raffermisse-ment. Il puise la plus grande part de ses titres dans le catalogue d'une autre collection - grand format, celle-là – qu'il dirige chez Robert Laffont : la prestigieuse «Ailleurs et Demain».

L'impact de Dan Simmons

Le constat qu'il pourrait faire à propos de cette dernière – et compte teou de la conjoncture éditoriale – serait celui d'une grande stabilité, s'il o'y evait en grande stabilité, s'il o'y evant en le phénomèue marquant et assez inattendu du doublé Hypérion-la Chute d'Hypérion qui ont, checun, dépassé les 20 000 exemplaires. L'impact des romans de Dan Simmons le rend optimiste pour l'evenir, « Quand il y a un texte un peu emblématique, il y a un public qui se manifeste, plus important que d'ordinaire, mais important que d'ordinaire, mais plus dispersé. J'ai l'impression que nous sommes à la veille d'un redémarrage de la SF. Après une période ronronnante, nous sommes entres dans une nouvelle période de créativité. De nouveaux auteurs remarquables sont apparus ; Ian Mac Donald, Greg Bear, Orson Scott Card. »

donné asile aux ouvrages brillants mais assez ioclassables de Pat Murphy, Lisa Goldsteiu ou Robert Holdstock. Quant a «Presences», elle est née de la volonté d'élargir le cercle des amateurs de littérature de l'imaginaire, en choisissant des ouvrages ne réclamant pas du lectorat la connaissance des codes du genre. Cette démarche paraît avoir trouvé sa cible, confortée, il est vrai, par le formidable succès de l'Echiquier du mal, de Dan Simmons, qui fut bien, en 1992, l'auteur de l'an-

Dens le domaine do roman d'horreur, Jacques Sadoul note aussi une forte hausse des ventes de la collection « Epouvante », mais constate que face à Stephen King, l'écrivain vedette de la série qui écrase tout, les autres outeurs ne fout pas le poids et n'ont pas creusé le trou...

Ce u'est pas le cas dans la collectioo «Terreur», des éditions Presses Pocket, où malgré l'indé-niable « effet Thomas Harris » (250 000 exemplaires vendus du Silence des agneaux...), les antres outeurs de la collection - Dean R. Koontz, Graham Masterton, Ano Rice, Frank Herbert - out trouvé un public fidèle. Patrice Duvic se réjouit de cet effet de collection qui explique le doublement de ses ventes en 1992. Malgré le tassement actuel du roman d'horreur aux USA, où beaucoup d'aoteurs se tournent vers le serial killer à la mode, il poursuit soo travail de propagateur du genre aussi bien dans le format poche que dans les séries grand format qu'il anime aux Presses de ia Cité ou chez Olivier Orban.

Chez Albio Michel, haut-lieu du roman d'horreur, Nina Salter public en grand format, et avec



Une scène de Brazii : « Le nouvel ciseau n'est pas l'oiseau qui était tombé en cendres. »

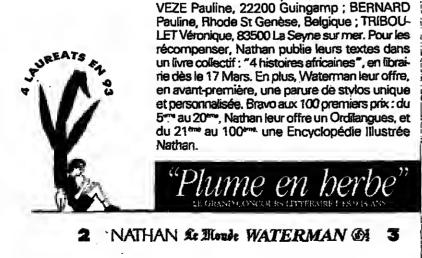
Jacques Chambon, qui dirige les collections « Présences », «Présence du futur» et «Présences», «Présence du fautastique» chez Denoël, trouve, lui, qu'aux Etats-Ums règne un certain marasme éditorial qui fait la part belle à la fantasy au détriment de la bonne SF. Toutefois, un certain nombre de francs-tireurs poursuivent leur chemin : ce sont ces auteurs-là -Bruce Sterling, Mike Resnick, Walter Jou Williams, George Alex Effinger – qu'il souhaite aeeueillir en «Préseuce du futur», dont il entend préserver l'éclectisme et le caractère : une collection publiant une SF intelligente, astucieuse, qui jongle avec les idées... Comme il avait été amené à refuser des livres qu'il aimait beaucoup mais qui n'au-raient pu prendre place en « Pré-sence du faura », il o créé « Pré-sence du faura », il o créé « Pré-

grand succès, les trois stars du genre : les Américains Stephen King et Dean R. Kooutz, l'Anglais Clive Barker, qui sont désormais, à des degrés divers, des auteurs bien établis, et elle annonce la parution de plusieurs romans de Dan Simmons. Son seul regret est de o'evoir pas réussi à imposer en France Jona-than Carroll, doot elle a édité trois romans remarquables mais

d'une trop grande singularité. Dans ce bilan économiquement positif mais littérairement plus contrasté, cet exemple montre bien qu'un certain chemin reste à accomplir avant que la voix la plus originale qui se soit révélée ces deraières années dans le champ des littératures de l'imaginaire atteigne à sa juste renom-

Jacques Bandou

sence du fantastique», où il a Pour ses nouvelles collections littéraires important éditeur recherche
MANUSCRITS INEDITS
Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre
Les cauves recenus seron publiée et déhades
et bénéficient d'une vériable promotion surprès de fous les médies
Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraires
Tout ouvrage publié sera sélectionné de droit à noire Prix littéraire annuel
dois de 50 000 trans
(contra leg par l'article 49 de la loi du 11 mars 1957)
L'ACADÉ MIF - EL INCOMETAINE DU LE MARE L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE 17, rue Gallée - 75116 PARIS - Tél. : (1) 47 80 11 08 - Minitel : 3617 AF



Organisé par Nathan, Le Monde et Waterman, "Plume en herbe" a réuni 21142 enfants autour du même plaisir : écrire. Un grand bravo à tous nos petits candidats pour leur enthousiasme et leur ima-

gination, et merci aux parents, professeurs, libraires,

AUDOIN-ROUZEAU Raphaël, 75014 Paris; BEL-

bibliothécaires...qui les ont encouragés.

Félicitations à nos 4 lauréats :

19

A.

Entrée dans la danse

Les publications sur l'art chorégraphique contemporain prennent un essor tardif rattrapant — en partie — un retard historique sur les Anglo-Saxons

Depuis einq ans, les éditeurs français ont pris le risque de ren-dre compte du développement de la danse contemporaine. Ils ont ainsi rattrapé partiellement un retard historique sur les Anglo-Saxons. Un éditeur comme Actes-Sud, don! la collection «danse», créée en 1990, est dirigée par Sooia Schoonejans, s'est fait une spécialité de la traduction et de la réédition des textes essentiels du passé: ceux des critiques André Levinson et John Martin, par exemple.

ll aura fallu attendre 1986 pour que les Editions Papiers proposent la traduction par Jacqueline Robinson d'un livre essentiel, paru en 1963 : le Langage de la danse de l'Allemande Mary Wigman, pioonière de la danse moderne dans les années 20, eo même temps que l'Américaioe Martha

Le vide aujourd'hui se comhle. La danse contemporaine construit sa mémoire : hiographies, textes, mais aussi essais théoriques voient le jour. La danse a droit de cité dans certaioes uoiversités. Des catalogues d'exposition font référence. Le milieu chorégraphique abandonne - il était temps - ce sentiment d'infériorité intellectuel et masochiste qui, il y a encore peu, le caractérisait.

Comme si seuls les mots avaient le pouvoir, au bout du compte, de faire exister vraimeot un art qui, avec uo unique geste, peut résumer uo livre!... Bref, l'important est qu'on puisse, en cette fin de siècle, établir une hibliothèque dont les seuls ouvrages ne sont plus exclusivement ceux du ballet classique.

Passage en revue, con exhaustif. des éditeurs et de leur production.

 Bernard Contaz, l'initiateur. --Le pionnier de l'édition chorégraphique, Maurice Fleuret, fut l'instigateur de la collection en 1988. Elle ouvre sur un livre prémoci-toire, Bagouet, écrit par la journa-liste Chantal Aubry; le seul témoi-- il date de 1989 - que l'on possède sur ce chorégraphe mort dans un texte intitule l'Amour des tour, possèdé (224 p. 180 F).

du sida à quarante et un ans, le 9 surfaces, arpente en douze points, décembre dernier. Cet ouvrage est douze pas légers et graves de géoà la fois une hiographie et une étude stylistique d'une œuvre en cours de gestation, ce qui ne ren-dait pas l'exercice facile.

Gérard Mannoni a ensuite écrit un Jiri Kylian: ce chorégraphe tchèque de grand talent, réfugié en 1968 aux Pays-Bas, y dirige depuis le Nederlaods Dans Theater. Raphaël de Gubernatis a livré un Merce Cunningham fort hien documenté sur les anoées héroïques du chorégraphe quand, entraîné par les théories avant-gardistes de John Cage, il mettait à feu et à sang les codes et les rites de la danse. Daniel Dobbels préfère l'essai à la hiographie pour honorer Martha Graham : e'est brillant, psychanalytique, toujours suave, malgré quelques acrobaties déductives.

Ces quatre livres n'ont pas eu, à ce jour, de descendance.

 Pujade-Renand chez Manya. - Livre féminin, féministe, amou-reux : Claude Pujade-Renaud, qui fut une élève de la chorégraphe, se glisse dans la peau de Martha Gra-ham, décédée le 1" avril 1991. Martho ou le mensonge, écrit à la première personne, sorte de monologue iotérieur post mortem où le «je» s'avere troublant, oscillant entre la réalité des faits hiographiques connus, les citations et la fiotioo, «Je» presque iodéceot, mémoire d'outre-tomhe, qui permet d'aborder sans ordre apparent, mais oco sans réussite, l'œuvre et sa technique, les démèlés avec les hommes, la crillque, la vicillesse, l'alcool et les pilules, toutes ces merveilleuses oevroses qui rendent Martha Graham unique (120 p.

• Lascault, chez Dis Voir. Deux ouvrages ont été publiés :
l'an sur Daniel Larrieu, l'autre sur
Jean-Claude Gallotta, Le principe
de cette collection est d'entourer l'entretien central du enorégraphe de la pensée d'intellectuels. Gilbert Lascault, critique d'art et écrivain

douze pas légers et graves de géo-mètre, le «champ» chorégraphique de Daniel Larrieu.

Il ne s'embarrasse ni de technique ni de discours interprétatif : il examine les matières, les rythmes, les éléments, l'espace, le jeu des articulations, coude, épaule, genou. Un regard décalé, une écriture qui fait surgir devant nos yeux l'essence de la danse de Larrieu. Le chorégraphe, qui a aussi un beau coup de crayon, a conçu visuellement l'ouvrage. Jolis croquis, livre réussi (Daniel Larrieu. 128 p. 220 F).

• Chez Armand Colin, «Arts chorégraphiques ». - Une collec-lion dirigée par Lorrina Niclas, l'organisatrice des Rencontres de Bagnolet, un concours dont la vocation est de repérer les chorégraphes de demaio. Uoe ligne proche de celle des Editions Dis Voir, à savoir rénnir des «signa-tures» : choisir Héléne Cixous pour parler de Karioe Saporta, créatrice féminissimme, s'avère un choix pertinent. Roman Polanski et Ismail Kadaré ont été coovoqués pour dialoguer avec Angelio Preljocaj, d'origine alhanaise : un livre très slave, donc très nostalgique. Il arrive que la rencontre entre ces célébrités tourne court ou, à l'inverse, prenoe le ton d'une cooversation de spécialistes pour hoppy few. Aulres parutions : Odile Duboc, Régine Chopinot.

Le dernier ouvrage publié ne porte pas sur uo chorégraphe : il s'appelle le Corps provisoire. Il s'agit du corps et de sa représen-tation au cinéma (Bernard Rémy), eo peinture (Christian Delacam pagne), dans la poésie (Michèle Finck) et, bieo sûr, dans la danse cootemporaine (Isabelle Ginot). L'introductioo, écrite par Jean Rouch, est inattendue: il parle de son désir de danse, de camera danse. sante pour saisir les rituels, et de la tentation permanente de vouloir entrer dans la danse, de passer de l'autre côté du miroir, d'être, à son

• Nina Tikanova à L'Age d'homme. – Rappelons le livre de Nina Tikanova, la Jeune Fille en bleu; un siècle de souvenirs, un itinéraire hiographique des milieux littéraires de Saint-Pétersbourg son père était éditeur et ami de Gordi – jusqu'à Paris et son micro-cosme de danseurs et de chorégraphes russes en exil, autour de la trinité: Nijinski, Diaghilev, Balan-chine. Nina Tikanova a été danseuse ehez Bronislava Nijinska, la sœur du très célèbre danseur, puis professeur. Un temoignage qui vaut par le don de l'observation, bean-coup d'intelligence et de cœur (207 p, 130 F).

· Satie et les autres aux éditions Plume. - Jeunes arrivés sur le marché de l'édition, Catherine Lauthère et Jacques-François Marchandise ont choisi des valeurs sûres pour lancer leurs livres de danse, largement illustrés. Deux livres consacrés à Maurice Béjart, dont l'un, avec des photos de Mireille Darc, Gilles Tapie et Richard Melloul, rend compte de la nouvelle compagnie, Rudra (160 p. 145 F). L'ari de la danse, en deux volumes : l'un consacré aux hailets, l'autre aux danseurs, avec des textes de Gérard Mannoni (140 p. 195 F). Plume possède le privilége d'avoir publié le livre de l'année 92, Satie et la danse, d'Ornella Volta (176 p. 395 F). A paraître le 7 avril 1993 ; Parade, uo livre de croquis, de notes et de photos sur la relecture que le chorégraphe Angelin Preljo-caj et le peintre Aki Kuroda oot donnée du fameux ballet, créé eo 1917 par Picasso, Cocteau, Massine et Satie. (146 p. 245 F).

· Editions Films d'Angle d'Ailes. - La compagnie de l'Esquisse, une des plus importantes aujourd'hui eo France, a préféré créer sa propre maison d'édition et publié deux livres, l'Esquisse et la peinture (1986), l'Esquisse et le cinéma, de Joëlle Bouvier et Régis Obadia. Editions Films d'Aogle d'Ailes, Distribution Distique. 189 p. 200 F).

Dominique Frétard

L'histoire saisie par le roman

Marc Paillet, Dimitri Davidenko, Yves-Marie Choupaut inaugurent une nouvelle collection chez Plon, mariant l'imaginaire et l'érudition

LE REMORDS DE DIEU de Marc Paillet. Plon, 596 p., 149 F.

LE PAPE DE L'AN MIL de Dimitri Davidenko. Plon. 331 p., 120 F.

LES AMANTS DU PONT DU GARD d'Yves-Marie Choupaut. Plon, 393 p., 120 F.

Parmi les manières de dire ou de raconter l'histoire, celle qui fuit appel à l'imagioaire du roman n'est pas la moins fertile - dès lors que l'auteur la revendique clairement. La liberté d'écriture qui est le propre du genre autonse à privi-légier fructueusement l'éclairage de tel ou tel aspect d'une période historique donnée. Trois volumes, qui inaugurent une nouvelle collec-tion publiée chez Plon, illustrent, sur des modes différents, les mérites de cette approche.

Marc Paillet a délibérément placé son gros livre sous le signe du merveilleux. Pris, nous suggèret-on, de quelque remords pour avoir laisse aux hommes toute liberté de conduite, Dieu choisil d'accorder à quelques êtres d'exception le don d'immortalité, « comme une chance de plus don-née au bien contre le mai ». Longévité serait un terme plus exact, car ces rares élus savent mourir quand ils estiment eux-mêmes le moment venu. Mais après avoir vécu chacuo plusieurs siècles et s'être - avec la grace de Dieu, bien sûr - choisi un successeur qu'ils se chargent d'initier à la missioo qu'impose cet extraordinaire privi-lège. Ainsi se forme une « chaîne d'immortolité (...) qui unit le passé ou présent, le présent à l'avenir ».

Cette chaine trouve soo origine dans la nuit des temps, mais les «maillons» que sont les person-

nages dont Marc Paillet oous rapporte les « témoignages » s'échelonnent, eo gros, entre le tout début du Ve siècle et l'aube du IXe. La scène historique sur laquelle ils se succèdent est celle d'uo monde, celui de l'Empire romain, qui s'est déjà effondré et ne sera pas rebâti de sitôt - ni autour de Constantinople, ni même sous l'autorité de l'islam conquérant, moins encore l'islam conquérant, moins encore sous le règne sans lendemain d'un Charlemagne nouvel empereur. Vague après vague, les vandales de toutes sortes déferient sur des royanmes qui se délitent, d'autant plus fragiles que minés par les dissensions et rivalités internes. D'Altila aux Vikings, oous assistons à uoe suite de destructions qui sement le malheur et la désolation. Quand ils ne sont pas à la pointe du combat – protégés qu'ils sont par leur doo d'invulnérabilité, les héros de cette longue saga trou-vent refuge en Bourgogne, auprès des moines de Luxeuil.

Mais on les suit entre-temps à travers de périlleuses aventures, de Thessalonique à Rome, à Damas, à Alexandrie, à Bagdad et à Cordone, en Irlande enfin, d'où vient l'un des premiers mitiés dont oous apparente le récit Mongael Inévientendons le récit, Moengal. Inévi-tablement, dans ce monde de violence, le rapport de l'homme avec la mort est constamment present mais aussi – paradoxe ou invita-tion à une lecture plus humaniste? - le rêve d'un esprit de tolérance.

Le Pape de l'an mil prend, pour ainsi dire, le relais, puisque le des-tin du moine Gerbert, qu'il nous fait suivre, nous conduit du pre-mier quart du X^a siècle au début de notre propre millénaire. Époque traversée de guerres, de complots, d'assassinats et, surtout, de fléaux comme la redoutable peste noire dont les survivants préféraient achever les victimes à coups de gourdin. L'heure de la reconstruction est eocore lointaine, et si l'oo voit passer on certain Hugues

Capet, sacré, le 3 juillel 987 à Reims, « roi des Gaulois, des Bre-tons, des Normands, des Aquitains, des Goths, des Espagnols et des Gascons », les pouvoirs politiques brillent surtout par leur incapacité à exercer durablement leur autorité, sicon simplement par leur absence. De là le rôle croissant joué par des sociétés que protège un secret sévèrement gardé - la Sainte-Vehme, la Cabale.

> « Hommes de l'ombre »

Enfant trouve de la région d'Aurillac, Gerbert sera le plus puissant de ces « hommes de l'ombre » qui détienment alors la réalité du pouvoir. Deveno l'un des personnages les plus érudits de son temps, il accèdera, eo 999, au trône de Saint-Pierre – premier pape d'ori-gioe gauloise dans l'histoire de l'Eglise catholique – pour être dénoncé, après sa mort, comme « très méchant négromoneien, trompette de toutes les méchancetes (...), convaincu de magie et de simonie par l'or alchimique », etc. On reviendra après lui à un ordre plus... orthodoxe qui voulait qu'un Romain de bonne famille regnat à

Si vivant que soit son récit, Dimitri Davidenko propose ici beaucoup plus une chronique his-torique qu'un roman. Il s'appuie sur une solide documentation et, comme Marc Paillet, sur beaucoup d'érudition. Est-ce par modestie on par souci qu'on ne soit pas tenté de confondre les genres qu'il s'abstient d'en dire plus sur les sources

dont il s'inspire? C'est à une tout autre époque que nous transportent ces Amants du Gard, qui ont bel et bien existe, la «fiction romanesque», nous dil l'auteur, o'iotervenant, là encore, que pour a prendre quelque dis-tance avec la sèche vérité historique ». Ce récit d'amours longtemps

contrariées se déroule en un siècle que les Lumières n'éclairaient eocore que très imparfaitement puisque l'octroi, à la demande, de lettres de cachet permettait encore à un père de faire enfermer - pour douze années! - une fille dont il o'approuvait pas les projets de

mariage. De hautes figures traversent cette histoire - de Jean-Jacques Rousseau au due de Richelieu en passant par le marquis de La Fayette, - qui, suivant une sorte de halancement, fait alterner les scènes de la vie de Provence avec celles du quartier parisien de la place Saint-Michel, où l'on cultivait encore des potagers.

« Mon propos, écrit Yves-Marie Choupaut, était de montrer l'envers d'une belle époque (...) et de foire entendre lo voix de ses femmes punies. » Il y a pourtant plus de sourires que de pleurs au fil de ce récit. Le devons-nous au caractère aussi ferme que clément de l'héroine ou à l'étonnante liberté avec laquelle elle choisit de croire, suivant (peut-être?) M. de Voltaire, que les hommes ayant « reçu le don de perfectionner tout ce que la nature leur accorde, ils ont aussi perfectionne l'amour ».

Alain Jacob

* A signaler également, dans la même collection, l'Etrange rentrée de 1843, de Fableane Reboul-Scherrer. Un roman pur cette fols, mais écrit par une historienne qui explere, à cette occasion, le monde de la province et des établissements d'enseignement au milleu de siècle dernier. Elle y place une intrigue qui fait de ce livre un vrai roman policier, tout à fait palpitant (Plon, 250 p., 120 F).

Et encore, de Georges Coulonges, la qua-trième volume de la série « les Chemins de nos pères », les Boulets ronges de la Com-mune. Des leudemains de la défaite de Sedan à la sangiante répression des con-monards, en passant par l'enthousiasme républicain et fébrile de journées héroiques (Fixot, 280 p., 109 F.).



Bibliothèque

Cosmopolite 120 TURES

AÚ 🗎

CATALOGUE

Pendant la durée de la campagne, un ouvrage de D.H. Lawrence, L'Amazone fugitive, est offert pour l'achat de 3 volumes de la collection. PASCAL LAINÉ

Pascal

LAINE

L'Incertaine

'roman

Un roman d'amour qui est

Il faut prendre garde à ces

un petit chef-d'œuvre de

deur et de charme.

en est.

poésie, de vérité, de profon-

petits romans qui n'ont l'air

de grandes œuvres. Dans sa

subtile ambiguïté et ses

de rien. Ils cachent parfois

multiples résonances, celui-ci

FAYARD

Jacqueline Piatier, Le Monde

Fayard

Bilan d'un quinquennat pour deux grands éditeurs

à l'époque) et Christien Brégou (quarante-six des livres » du 15 avril 1988). M. Gallimard, sur son désir de «relancer la créativité éditoans) deveneient, respectivement, PDG de nommé par son père Claude, parlait de «gar-Gallimard et PDG du Groupe de la Cité, der le cap et dynamiser l'équipage», mais ne deuxième groupe d'édition français derrière savait pas qu'il était à la veille d'une terrible est-il aujourd'hui, pour chacun d'eux?

Il y e tout juste cinq ans, au printemps de 1988, MM. Antoine Gallimard (quarante ans, les interroger sur leurs projets (« le Monde structure de son capital. M. Brégou insistait

GALLIMARD

Le maintien de l'indépendance

« Noire indépendance est le garant de la qualité de notre pro-gramme. Et inversement », disait, voilà cinq années, Antoine Gallimard. Il en reste persuade, après la tempête qu'il a traversée en 1990 - sa sœur aînée, Françoise, ayant décidé de vendre ses parts (12,5 %), ce qui a conduit à une redistribution du capital (le Monde du 24 juillet 1990) – et après le règlement de la succession ouverte par la mort de son père, Claude, en avril 1991. Voyons d'abord « la qualité ».

le dynamisme de cette entreprise de quelque mille personnes, et sa nouvelle organisation hiérarchique. A une structure - installée au printemps de 1988 - qui com-prenait un PDG (lui-même) et un comité directeur, M. Gallimard a substitué une biérarchie plus classique: un PDG, un directeur général, M. Pierre Cohen-Ta-ruggi, arrivé à la fin de 1991, et « un bras droit éditorial », précise M. Gallimard, M^{ue} Teresa Cremisi, venue d'Italie au printemps de 1989. M∞ Cremisi ne possède aucun titre précis. Serait-ce une réticence liée à son sexe? « Pas du tout, proteste M. Gallimard. Outre le fait qu'elle ne le souhaite pas, il n'est pas nécessaire d'avoir put litre grand en onle sur des un titre quand on ogit sur des relations humaines. En revanche, pour agir sur des appareils, il en faut un, absolument...»

M. Gallimard est, au fond. assez fier de son travail pendant ces cinq ans, même s'il manifeste. à l'excès, un goût du secret, un art de la litote, une propension à la prudence, à la discrétion, hérités de son père et de son grandpère Gaston, le fondateur, en 1911, de la prestigieuse maison au sigle mythique, NRF. «J'al

fait venir beaucoup de nouveaux éditeurs, précise-t-il, parmi lesquels Severo Sarduy pour le domaine hispanique, Bernard Lortholary pour le damaine ger-manique, Christine Jordis pour le domaine anglo-saxon, Potrick Raynal pour lo «Série noire». Eric Vigne pour les essuis, Fran-coise Cibiel, qui va lancer de nou-velles collections de livres de réfèrence, Jean-Loup Champion pour les livres d'art, Jacques Dars pour « Connaissance de l'Orient ». Jean-Yves Tadié pour « Folio clas-sique » et « Folio théâtre », Patrick Mauriès avec « le Promeneur ». Coline Faure-Poiré, qui vient de Hațier. Nous avons filialisé, en 1991, le secteur jeunesse et les « Nouvenux loisirs », pour les guides de voyage. Je ne crois pas que nous ayons à rougir de notre production littéraire ni du Gon-court que nous avons obtenu en 1992 (1). »

Mais l'indépendance, qu'en est-il? On était arrivé, en juillet 1990, à une redistribution du capital qui permettait à Antoine. Gallimard de conserver, seul, la minorité de blocage (33,5 %), son père Claude possédant toujours 11,90 % et M. Muriel Toso, autre actionnaire historique, 15 %. Les nouveaux actionnaires étaient principalement la BNP, l'éditeur italien Einaudi, Havas, la Financière Saint-Dominique, la Financière Rothschild. Une personne privée, M. Francis Arbousset, avait pris, par passion pour Gallimard — et notamment pour la «Bibliothèque de la Plélade» —, I % du capital. Aujourd'hui, la situation est différente. Antoine Gallimard a dû, après la mort de son père, régler

après la mort de son père, régler la succession de celui-ci, et, sans

rité de blocage. Mais il dit ferme-ment « vouloir garder une certaine confidentialité sur ce qui a été mis en place».

« J'ai mis fin au contentieux familial, qui a été réglé à l'amia-ble, affirme-t-il. Il fallait, évidemmment, reclasser les actions de la succession. Je ne tiens pas à don-ner tous les détoils. J'ai lo moitrise du capital, orec un «noyau dur» d'actionnaires histo-riques. Il me paraît important d'insister sur le fait que je suis, pour la maîtrise de mon capital, entouré de personnes physiques privées. J'ai d'excellentes relations avec mes actionnaires. Parmi eux. je citerai, blen sûr, la BNP, avec MM, René Thomas et Bernard Gaucher-Piola, mais aussi Havas, Einaudi, le Crédit national, la Financière Rothschild, le Comptoir des entrepreneurs, la MACIF, la famille Duval-Fleury, l'indivi-sion Odon Vallet et d'autres persion Odom vatiel et à dutres per-sonnes privées, dont ma sœur Isa-belle, qui a gardé les actions reçues de la succession et est mon-tée légèrement en puissance. Je n'en dirai pas plus, il suffit que l'on sache que je suis libre et indé-

> Le fantasme du « programme blanc »

Dans le milieu de l'édition, toujours agité de rumenrs, on est passé, en cinq ans. d'an gour-passé, en cinq ans. d'an gour-mand «attendos que Gallimard fombe » à «Gallimard s'en tire bien » (les listes des meilleures ventes semblent le montrer). Antoine cette « fuctuation des calme cette «fluctuation des images»: «A l'époque où j'avais

ne se portait pas si mai que ça. Aujourd'hui, elle va bien. mais, dans ce genre d'entreprise, il ne faut jamais relâcher la vigilance. La maison proprement dite se porte bien, mais nous rencontrons, à cause de la crise, des pro-blèmes sur le plan de lo diffusion, avec les faillites de Ramsay, Messidor, Alinéa et quelques autres. Nous sommes donc un peu fra-giles sur notre périphèrie - diffusion et certaines filiales.»

Toujours avec sa légendaire prudence, Antoine Gallimard conclut tout de même sur sa confiance en la vitalité de sa mai-son : «Si nous sommes soucieux de bien cadrer notre production, de ne pas cèder à la tentation de trop publier - l'éditeur est trop souvent angoissé par le fantasme d'un « progromme blanc », comme l'auteur devant lo seuille blanche, - nous ne sommes pas, on l'a vu, dépourvus de projets. Nos auteurs confirmes sont toujours avec nous, et nous sommes heureux - et fiers, - de leur succès grandissant; nous sommes touiours un vivier de jeunes auteurs; les collections lancées au cours de ces cinq ans. - comme « le Débat », «l'Un et l'autre», «l'Aube des peuples» - s'affirment. Bref, je peux consirmet ce que je disais en prenant mes fonctions : nous avens porté le cap et dynamisė l'équipage.» 🗵

Raphaelle Rérolle et Josyane Savigneau

(1) Pour Texaco, de l'écrivain martini-

GROUPE DE LA CITÉ

La recherche de l'identité

Le discours de M. Christian Brégou, PDG du Groupe de la Cité, ne porte pas la trace de la prudence familiale des Gallimard, mais il est celui d'un homme habitué à la «communication », qui, on le sait, entretient parfois des rapports incertains et flottants avec la réalité.

On imagine mal ce qui pourrait lui faire perdre sa placidité et sa courtoisie. Aucune question ne semble le déranger. Pas même celle sur l'importance grandissante de France Loisirs, qui serait passé, depuis son arrivée, de 50 à 75 %, dans les résultats du groupe. M Brégou répond seule-ment que le poids de France Loi-sirs - autour de 60 %, selon lui, il y a quatre ans - a, en effet, aug-menté : d'une part, parce que ce club de livres « marche bien » et que le taux des impôts sur les sociétés a baissé, d'autre part, parce que, dans le reste du groupe, la restructuration des maisons de littérature générale a entraîné des dépenses.

Que s'est-il passé depuis la nomination de M. Brégou, singu-lièrement chez Laffont et dans les maisons rassemblées au sein des anciennes Presses de la Cité? Dans ces dernières, serait-on passé d'une politique de «trans-versalité » éditoriale, avec M. Christian Bourgois, à une politique d'identification claire

« J'ai toujours pensé, et dit, qu'il falloit allier les deux, assirme M. Brègou. Le groupe permet une meilleure efficacité économique, notamment dans les fonctions de commercialisation et de distribution des livres. En outre, il possede un club de livres - France Loisirs - et assure, grace aux col-lections de poche, une meilleure « deuxième vie du livre ». En revanche, sur le plan éditorial, chaque maison doit avoir une forte identité. Là, en effet, on a

rature générale. Désormais, tout est clair : les quatre maisons de littérature générale - Plon, Laf-font, Julliard et les Presses de la Cité (la maison d'édition, non l'entité globale) – seront indépen-dantes les unes des autres. Quant au secteur poche, il va également devenir indépendant.

» Après des annèes de centralisation excessive, on va pouvoir, grace à cet «éclatement» en plusieurs maisons, mettre réellement en œuvre ce que j'ai toujours sou-haité: libérer des talents et attirer des auteurs; faire naître des mai-sons de création qui aient vraiment une ame et une identité; donner à de nouveaux éditeurs, d'une nouvelle génération, des moyens de s'exprimer; reloncer une politique d'auteurs, trop faible jusqu'ici, en sélectionnant les textes avec une plus grande exi-gence, dans le domaine des essais comme dans celui de la fiction. Je souhaite qu'on publie moins, ce qui ne veut pas dire s'en tenir à des ouvrages susceptibles d'attein-dre un large public. Enfin, nous devons renjorcer notre action dans le domaine du «faire savoir», de

Des propos peu différents de ceux tenus en 1988, quand M. Brégou déplorait « le manque de créativité éditoriale » des maisons de littérature générale du groupe. Mais, au cours de cette periode, le « pouvoir d'attraction» de ces maisons (en auteurs comme en éditeurs) n'a pas été exceptionnel. En revanche, on a vu partir des éditeurs réputés littéraires, de Christian Bourgois à Elisabeth Gille et Paul Fournel, et arriver des éditeurs de « coups » plus médiatiques et commerciaux que littéraires, comme Olivier Orban et Bernard Fixot. Y aurait-il un certain écart entre la réalité et le discours? Quant au vieux rève de faire cohabiter l'éditeur de Jamais

la promotion. *

futur Proust..., n'est-il pas irréali-

«On ne peut pas affirmer cela. Mais il faut certainement, pour réussir, un très fort degré d'exigence, Robert Laffont a su faire coexister des best-sellers, comme Papillon, et la prestigieuse collec-tion de littérature étrangère « Pavillons ». Il serait vain de vouloir résumer une maison d'édition en une seule personne. Bernard Fixot, qui, à mes yeux, est tout à fait en mesure de publier des textes littéraires, va s'entourer d'éditeurs. Ollvier Orban a comme objectif de retrouver les « racines » de la maison Plon; etc. En outre, si le « pouvoir d'attraction » est, certes, encore trop fai-ble, ce qui est mis en place a pour but de paltier cette carence-là, et correspond à ce que, depuis le début, j'ai roulu - mais pas encore réussi partout.»

« Un métier complexe »

Finalement, ne faudrait-il pas admettre qu'il est illusoire de vouloir «gagner de l'argent», au sens où les financiers l'entendent, en publiant des livres, de « vrais »

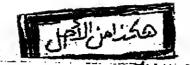
« Je ne le crois pas. Mais il faut savoir que le métier d'éditeur est extrêmement complexe. C'est le plus difficile de tous ceux que j'ai connus. A lo fois sur le plan intel-lectuel et sur le plan économique. Laissons un instant le terrain littéraire, qui est en soi un vaste champ. Prenons le domaine du management. L'édition, contrairement à lo presse par exemple, dott gérer des stocks et s'inscrire dans des cycles longs. C'est aussi une industrie de prototypes qui se renouvellent chaque année. Une bonne année ne permet pas de se dire: « Ma maison se porte bien. » Et il faut ajouter à cela une certaine difficulté, compréhensible,

de l'édition à entrer dans son siècle, à épouser les désirs et les comportements des nouveaux lecteurs et à assumer la transformation profonde de la filière livre. »

Au moment de sa nomination, M. Brégou soutenait que les livres réputés « difficiles » pou-vaient être rentables. L'expérience l'a-t-elle conduit à d'autres conclusions? « Non. Mais il ne faut pas procéder comme on le fait encore trop souvent actuellemens. Prenons un exemple : celui d'un texte « difficile » de littérature étrangère dont, raisonnable ment, on pourrait espérer vendre mille exemplaires à un public spé-cialisé. On tire à quinze mille pour commercialiser le livre dans pour commercialiser le livre dans un réseau conçu pour du roman à grand tirage. Résultat : le titre est mis en place sans discernement dans tous les points de vente, et, après un certain temps, il revient. On s'aperçoit alors qu'on o perdu de l'argent. Il ne s'agit pas de dire qu'on ne peut pas publier ce genre de livre. Pour trouver un équilibre, il faut seulement éviter de faire il faut seulement éviter de faire une erreur d'analyse au départ.

» Par oilleurs, il fout se garde de «publier pour publier», ce qui est trop souvent le cas. Celo per-met parfois nux structures internes aux maisons d'édition de s'autojustifier. Il faut réduire les structures fixes et installer le plus souvent possible des structures souples. Cela conduit à une réduc-tion apparente des effectifs, qu'il ne faut cependant pas interpréter comme un signe de mouvaise santé. La « course à la quantité » est un problème structurel, qui si un provième structuret, qui s'inscrit dans lo psychologie des maisons d'édition. Il est plus diffi-clie de défendre longiemps un livre que d'accumuler des nouveautės.» Alors, un nouvezu départ? Exigence et qualité, enfin? Après le discours, c'est à la réalité de parler.

19



LE MONDE DES LIVRES

TÉMOINS,

de Jean Nortun Cru. Presses universitoires de Nancy, 727 p., 180 F.

RÉMOIS EN GUEDDE 1914-1918

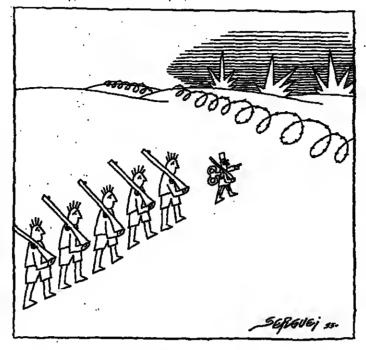
de François Cochet. Presses universitaires de Nancy, 168 p., 98 F.

LA GUERRE DES ENFANTS 1914-1918 Essai d'histoire culturelle

de Stéphane Audoin-Ruszeau. Armand Calin. 186 p., 120 F.

grand, un très grand livre, à la hauteur de la eatastruphe dont il procède. Témoins a paru quasiment à compte d'anteur en 1929, juste après les fastes du dixième anniversaire de la tuerie. Repris, l'année snivante, sous une forme abrégée et financièrement accessible aux hommes de bonne volonté sous le titre Du témoignage, cet « Essai d'analyse et de critique des souvenirs de combattants édités en français de 1915 à 1928 » sit l'effet d'une petite





Son seul ennemi est donc le Fabrice de Stendhal à Waterloo. Parce que la guerre, selon lui, gagne toujours à être vue de pres, par des êtres que l'uniforme ne dispense pas de penser et de juger tnut en souffrant. Et parce que cette guerre-là ne participait d'aucune humanité.

ES héritiers de Témoins n'ont pas été si nombreux. Il y eut certes, et encore tnut récemment, d'honnêtes récits scientifique-ment argumentés (2). Mais, à la différence de leurs confrères attirés par la guerre de 1939-1945, trop peu d'historiens de 1914-1918 nnt puisé généreuse-ment dans ce vécu exceptionnel. Les témnignages envahissaient tnut, mais leur verdeur effraya longtemps l'histoire dite militaire. Oo en a publié quantité d'autres depuis 1929, mais sans qu'on ait admis vraiment leur singularité. Nous sortons enfin de l'impasse avec quelques cher-cheurs qui dnnnent désormais une forte charge culturelle à l'his-toire de ce conflit, plongent dans les sensibilités au quntidieo et rejoignent ainsi le vivant cn guerre à travers la mémoire et les représentations collectives.

En voici deux, de grand talent, qui méritent d'être entendus. Français Cnehet, après une

La Très Grande Guerre

A l'heure où l'on ne jurait à gauche que par le Feu d'Henri Barbusse, où le durable succès des Croix de bois faisait entrer Roland Dorgelès à l'Académie Goncourt, voilà qu'un ancien combattant lucide, de surcroît obscur professeur perdu dans un collège de Nouvelle-Angleterre, se permettait de cracber dans la soupe du souvenir morbide et des bestialités béroïques à vocation pacifico-progressiste!

Rassurez-vous, il ne fut pas entendu, et le livre a sommeillé jusqu'à ce jour, tenu pour un grand classique par les seuls bistoriens du premier conflit mon-dial et récoute à petite dose, en 1967, par Jean-François Revel dans cette collection «Libertés» chez Panvert qui diffusait si joyeusement le poil à gratter. C'est dire la reconnaissance qu'il faut avoir pour les Presses de Nancy et le secrétariat d'Etat aux anciens combattants, qui nous l'offrent, toujours neuf et plein de souffle, dans une collection où Jean-Charles Jauffret, Serge Bar-cellini et Gérard Canini rafraîchissent tant de témoignages (1). Tandis qu'on s'étripe derechef à Sarajevo et que s'est ouvert à Péronne le mémorial de la Grande Gnerre, ces sept cents pages disent comment affronter l'indicible de la guerre.

EAN NORTON CRU, né en 1879 (il mourra en 1949, parfaitement inconnn), était le fils d'un pasteur ardéchois et d'une Anglaise sage. Une petite enfance chez les Canaques, au large de la Nouvelle-Calédonie, où son papa tenait mission, avait fait de lui un « primitif irréductible ». Bachelier quasi autodidacte, le voilà qui passe le brevet pour devenir instituteur et s'enflamme pour Dreyfus; grand marcheur devant l'Eternel, il échoue finalement, tout content, aux Amériques

après avoir pris la précaution de convoler à Aubenas. Un parpaillot de cette trempe ne pouvait pas s'en laisser conter quant il monta au front : le sergent puis adjudant Cru y a tenu plus que solidement sa place, à Verdun comme ailleurs. Et dès 1915, il commence à engranger, entre deux mitraillages, tout ce que ses camarades publient sur le drame. Pour « ne pas permettre que lo guerre l'écrase ».

Des 1923, rentré au bercail américain, il saute le pas, écœuré qu'on fasse de la httérature avec tant de sang et tant d'angoisse : en sélectionnant impitoyable-ment dans tous les témoignages publiés les seuls authentiques à dat au capitaine, qui diseut ce qu'ils ont vu et ressenti, il décide de faire à ses frères morts et vivants l'hommage de cette véri-té-là, précise et nette, jamais courte, la seule qui fut à la proportion de cette guerre inouïe, En 1929, après un labeur écrasant de collation et de recoupement de milliers de carnets, de journaux intimes, d'œuvres romanesques, ponr aboutir à une sélection de trois cents titres soigneusement épinglés, il public Témoins.

Une longue préface méthodique et frémissante, des notices bio-bibliographiques passées au peigne fin, le tout lancé dans une constante allégresse d'écriture : c'est « un portrait unique où tout s'harmonise», tiré de « la gangue de la littérature de guerre». Halte à l'histoire héroïsante dans le style « Debont les morts » d'un Barrès, arrière le pacifisme excité par l'odenr du cadavre, fi de l'histoire militaire concoctée sur documents d'état-major : Cru, le combattant, devenu érudit positif, ne cède jamais sur la moindre allusion fautive au mouvement

d'un corps d'armée, sur la transcription du sifflement calibré de tel obus, sur la vraisemblance commune d'un sentiment particulier. Il dénonce ainsi, pour cause d'invraisemblances, d'inexactitudes à répétition et donc d'injures aux morts, le Songe, de Montherlant, le Guerrier opplique, de Paulhan, Gaspard, de René Benjamin, ou Bouru, de Jean des Vignes Rouges. Il prend la main dans le sac les best-sellers de Bordeaux, Dorgelès, Duhamel ou Barbusse. Par contre, il partage l'hnmilité d'un Genevoix, il repère la véra-cité d'un Léon Werth dans Clavel soldat (qu'on ferait bien, par parenthèse, de rééditer, à l'instar de sa Déposition sur la guerre suivante), il dit la verdeur et la sérénité des chefs de bataillon et des sergents, soldats-citovens que leur franchise de plume a sauvés du

Surtout, dans un chapitre féroce, il débusque les légendes, contées à chaud depuis l'arrière, qui pourrissent déjà la mémoire authentique et que les anciens combattants eux-mêmes se complaisent à nourrir après coup : «La légende, avoue-t-il, o peut-être regagné tout le terrain qu'elle ovait perdu dans la tranchée. » Non, crie-t-il, la guerre n'est pas une lutte qui tient au cœur de l'homme, la charge n'est jamais porteuse de lauriers, on n'attaque jamais « en rongs serrés », ct « Rosalie », la baïonnette, fut de très pietre usage. De fait, « tous les soldats sons exception ont peur» ct, pis encore, «si les ordres ovaient toujours été obéis. à lo lettre, on ourait massacré toute l'armée française avant août 1915 ». Car les chefs de l'arrière « persistaient à faire ce que tout poilu trouvait absurde des ovant

sévère confrootation d'archives écrites classiques, de journaux intimes et d'archives orales recueillies auprès des derniers survivants, décrit Reims la mar-tyre, la ville aux ruines tant exhi-bées, décorée de la Légion d'honneur par la République après l'incendie de sa cathédrale le 19 septembre 1914 et les mille cinquante et un jours de bombardement qu'elle subit sans broncher. Et il retrouve, sous cette gloire si flatteuse, un vécu de guerre passible d'un autre héroïsme, celui des civils accrochés à leurs plâtras, cohabitant avec les militaires et pas si mécontents d'être déjà cités en exemple par toute la France. Une analyse impeccable, beaucoup de prudence et un zeste d'humour sur fond de désolation : le livre de Cochet brille comme un sou

Stéphane Audoin-Rouzeau, lui, s'attache à ce qui heurte le plus, rétrospectivement, nos sensibilités : la mobilisation des enfants pour la bonne cause, en Europe et en France. Il le fait sans sensiblerie, avec tact et finesse, en brassant des sources multiformes, journanx pour la jeunesse – où surgissent les Pieds-Nickeles anti-Boches de l'Epatant et Bécassine enrégimentée, - livres roses, cahiers et dessins d'écoliers, éructatinns des éducateurs et des bien-pensants. Il déconvre la pré-eocité de l'embrigadement des petits par l'école de la République et les forces religieuses, mais aussi par les inisirs ou les jouets : la graine de héros éclate partout sous le feu de la propagande. La brutalité de la guerre totale, conclut-il, justifiait ce jeu de la mort appliqué aux plus jeunes. Pourtant, l'effet de ce code patriotique fut, semble-t-il, assez bref et l'enfance a su parfois reprendre ses droits. Le temps le plus chaud de ce livre exceptionnel est in extremis, quand Audoin-Rouzeau part à la recherche de ce que l'enfant pensait. En quelques pages d'un rare bunheur, il décrit les revanches gamines sur les fusils de bois et emprunte à une enseignante lucide, Jeanne Galzy, le mot qui console: « L'irremplaçable, insouciante et insensible enfonce, ils l'auront eue.»

Un mot enenre, puisque le témoignage est à l'hnnneur aujourd'hui. Sachez que Mnshé Zalcman, qui nous émut tant avec snn Histoire véridique de Moshé, ouvrier juif et communiste au temps de Stoline, public chez Encres-Recherches en 1977, récidive à quatre-vingt-cinq ans, du fond de son cher dix-hnitième arrondissement, avec Sur le chemin de ma vie, avant et après le goulog (Editions La Digitale, Bourg de Baye, 29300 Quim-perlé). Cru aurait aimé cette voix du shtetl.

(1) Elle a notamment publié, en 1990, le « modèle du document » scion Cru, les Tranchées de Verdun, de Daniel Moroet, souzante-deux pages inoubliables.

(2) Ainsi le tome 3 (de 1871 à 1940) de l'Histoire militaire de la France, dirigée par André Corvisier (PUF, 522 p., 550 F), où Jules Maurin et Jean-Charles Jeauffret, notamment, brossent un bon portrait des combattants de 1870, de 1914 et de 1940. Et où le maître d'œuvre tient curieuse-ment Cru pour un « universitaire améri-cain» (p. 309) l

Le nouveau roman de MAX GALLO L'amour au temps des solitudes Comment vivre et s'oimer oujourd'hui

quond on est ò mi-vie et que, por métier, on voit le monde tel qu'il est? Les héros de Mox Gallo, une femme médecin, un journoliste, sont témoins et octeurs de lo comédie humoine contemporoine. S'ils en dénoncent l'imposture, c'est que l'un et l'outre tentent de s'oimer, d'être vrois! Ils orrachent les masques, dévoilent notre réolité : les jeux du Poris d'aujourd'hui, comme la misère du Sud ou lo guerre à nos portes.

Avec L'amour au temps des solitudes, Mox Gollo o écrit un livre qui nous empoigne et qui prolonge l'exploration et lo peinture de nos mœurs et sensibilités commencées ovec La Fontaine des Innocents, son précédent romon.

FAYARD

Dans les arcanes de l'édition : l'itinéraire du manuscrit vers son lecteur.

Titres parus dans la collection : • SADE ET L'ÉCRITURE · OE L'ORGIE Lucienne Frappier-Mazur • LES IDÉES RECLES Sémiologie du stéréotype Ruth Amossy • LE ROMAN POLICIER OU LA MOOERNITE Jacques Dubois . • RECITS DU NOUVEAU MONDE Dominique Jullien • LA MÉMOIRE OES ŒUVRES Judith Schlauger • LA SCÈNE PROUSTIENNE

> Collection LE TEXTE À L'ŒUVRE, dirigée par Henri Mitterand

NATHAN



NTRE 1955 et 1962. TRANSIT A entre l'agonie de la TRANSIT B IV• République et la fin da la guerre d'Al-géne, la France s'in-Gallimard, 414 p., 350 F. vente du nouveau. En politique, una « nouvelle geucha »; au cinéma, une « nouvelle

vague»; en littératura, la « nouveau roman ». Nul besoin d'être socioloque pour refuser d'y voir de simples coîncidences. Una génération revendique le droit da ne plus habiter las aspaces périmés. Ni celui d'una gauche asphyxiée par le stalinisma et la moliétisma, ni celui d'un cinéma melthusian - entre 1959 et 1963, soixantedix réalisateurs français tournent leur premier film. - ni celui d'un art romanesque soumis aux dogmes de l'engegement et du réalisme. Ca sont d'ailleurs les mêmes journaux, l'Express, France Observateur, le Monde, qui accueillent avec sympathie les initiatives poli-

On s'est mêma empressé d'écrire que tout cela n'était qu'una invention de la presse. Le nouveau roman en particulier, qui aurait, selon ses pugnaces advarseirea, une doubla caractéristique, cella de n'avoir jamais axisté et - tant pis pour la contradiction - celle d'être irrévocablement « dépassé ». Le jeu dure dapuis trente ans ; c'est beaucoup pour une inexistance, même malfaisanta. Trante ans qu'on annonce à sons de trompe que la non-être est anfin mort. Il est vrai qu'on lui consacre, an France et, surtout, à l'étranger, un nombre toujours croissant de thèses universitaires qui rassemblent à des extrêmesonctions (1), Mais l'enthousiasme des ambaumeurs ne suffit pas à mesurer la santé de leurs victimes.

tiques dee uns at les œuvres des autres.

Certas, Alain Robbe-Grillat n'écrit plus quare; mais l'autaur des Gommes s'est touiours voulu un jubilant dynamitaur plutôt qu'un écrivain attaché à la construction d'une œuvre. Certes, encore, Robert Pingat doit affrontar una exigence intérieure d'eustérité et de contrôla qui raréfie son écriture jusqu'à le limite du ailence (2). Mais Claude Simon, mais Nathalia Sarrauta, meis Claude Ollier,

mais Duras mêma... Et Michal Butor | Paut-on souheiter une maillaura santé littéraira à un écrivein ? Bon an mal en, il publia quatre ou cinq livras. Pour ne compter que les ouvrages présents dans toutes les bonnes libraines, cer il y en a d'autres qui ne sont édités qu'à tirage limité, ou

comptes-rendus da colloquas ou das publications étrangèras. A New-York, à Tokyo, de Michel Butor. à Prague, à Sydney, à Mexico, damain à Pékin. La profuaion ast telle que Butor lui-même est incapable d'établir sa propre bibliographie. Plus de trois cents titres sans doute...

Cetta générosité n'a pes que des evantages. Sans doute est-elle nuisible à la bonne gestion d'une carrière d'homme de lettres. Dans la société d'échangas merchands qui est la nôtre, il est de bon ton que la littératura entretianne un certain sens da la rareté. On dira donc de Butor qu'il se disperse; on lui fera grief de l'impossibilité de parler de tous ses livres et on l'en punira en na parlant d'aucun. Privé de l'occasion de vanter le « nouveau Butor » comme on le fait du beaujoleis nouveau, on affectera de le prandre est pira, pour un febricant fébrila de boissons expérimen-

Il faut reconneître aux adversaires du « nouveeu roman » une réusaita dens l'invention mythologique, celle d'avoir fait essocier durablement la pretique littéraira des Butor, Simon at autres à l'image du laboratoira. Au contreira des vrais écrivsins qui écrivent naturellemant, comme un arbre fait des pommes et M. Jourdain de le prose, les « nouveaux

romanciers », dépourvus da ces heurauses qualités neturelles, sereient contraints da pallier leurs insuffisances par le recours à des artifices techniques, à das complications savantes, à des élaborations intellectualles sophistiquéas, à des constructions d'ingé-

RENEZ, par axemple, la dernier prototype sorti des eteliers Butor, Transit. Ouvrez-le au hasard; vous avez une chance sur deux qu'il soit à l'envers. Il y a, an effet, deux livres en un. Le premier, Transit A, qui occupa les daux cents premières pages, et un second, Trensit B, da même volume, mais imprimé en symétrie inverse du premier. Vous pouvez d'aillaurs commencer indifféremment votre lecture par A ou B, à condition de retoumer le voluma quand vous dans das cetalogues d'expositions, des l serez errivés au milieu du voyaga. N'est-ca l

sena? Encore Butor avoue-t-il dans son livre n'être pas ellé jusqu'eu bout de son projet : « Impossibla à cause da la crise actualle de redemander à mon éditeur les spiendeurs chrometiques de Boomerang [qui était imprimé dana das encres de couleurs différentes]. Donc, je me contenterai du noir et, surtout sans dépasser certaina longuaur. » Ces raffinements typographiques - il y a en bien d'autres dans Transit - feront haussar

Cependant, quoi de plue légitime pour un écrivain que de a'intéresser à tous les effets produits par un livre; pas seulement à ceux des mots, des phrases, des paragraphes, mais ancora à leura dispositions dans la paga, à le manière dont les pages jouent entre elles dans le volume, à la façon même dont ce livre se situe à l'intérieur d'un ansemble en parpétuelle évolution qui est pour un producteur de piquette. Ou, ce qui l'œuvre da Butor, inscrite elle-même dans un littéraires, dont Butor explore les discours,

des épaules et grincer des dents.

pas, si on ose dire, une provocation au bon | da soi et l'appréhension du monde. C'est pourquoi le voyage n'est pas pour lui un thème, mais le signe de toute son œuvre, le principe unificateur de son incessante disper-

OYAGES de régions du monde à d'autres comme dans Transit où e'orgeniaent des réseaux faits de contrastea, de correspondances, de glisaamants, d'écarts, de contagions, antre le Canade, Egypte, la Japon et le Mexique - avec escales dans le tourbillon parisien et lectures dans le calme genevois. Voyages dans les livres, traversées des littératuras. Voyagae dans les autres arts, dens la peinture, la sculpture, l'architecture, le musique, solitaires ou bien en compagnie de guides choisis. Voyages dans les rêves, voyages dans les sciences et les techniques, voyages dans les religions. Voyages, enfin, dans les genres.

> les rhétoriques, les couleurs et las contraintes, du théâtre à l'ode, de l'opéra à l'essai, du dielogue à l'envoi. Butor se donne mēma le droit d'« errer ». Joli doublon de la langua: à la fols diveguer. merchar eu hasard, et être dens l'arraur. Se perdre n'ast pas toujours la plus mauvaise façon de voyager. «Je suis moi-même plu-

sieurs voyageurs », dit Butor. Autant qua des résonencas trajets, Transit trouve l'ampleur de sa musique dans la résonance de plusieurs voix, venues de régions et de temps éloignés. Le moins étonnant n'ast pes, dans ca jau d'échos, qu'on reconnaisse malgré tout la voix propre de Butor, feite da toutes les autres, changeante, infiniment modulabla et pourtant uniqua. Caché darrièra ses comues. sa chaudière et ses elambics, l'alchimiste ne sa borne pas à refaire inlassablement la création du monda, il s'axplique son propre mystère. Et ca n'ast certes pas le moins émou-

E 1977 4

271

:20 - 0

F\$2.7"

. .

4.7.71

Article San B

ter . . .

Z 2 225- 1

3 E - 20 M

150 mm 150

 i_{i_1, \dots, i_n}

A Company of the second

A COLUMN TO SERVE

A R MIN

Town is

S. 3. 3. 1.

FI's MANAGES

(1) La dernière en date, Profils du personnage ches Claude Simon, de Bernard Andrès, éditions de Minuit. (2) Au point qu'il accepte, par contrecoup, de cosigner un livre d'interviews, Robert Pinget à la lettre. Entretiens avec

Pour une poésie du savoir

ensemble plus vaste et plus complexe, la lit- I réciproques de plusiaurs lieux, da plusieurs térature? La doubla entrée de Transit est un procédé? Soit : comme toute mise en forme, comme toute écritura, comme touta production. Ce qui choque, ce qu'on reprocha le plus vivement an fin de compte au nouveau roman, c'est que ces procédés s'affichent au lieu de se tenir cachés; qu'en place da nous montrer un corps décemment recouvert de sa peau, il nous propose un écorché, avec ses viscères et ses nerfs, sas agancements et ses jointures, ses graissas, ses viandes at ses liquides. La roi ne se contanta pas d'êtra nu, il est transparent.

Cetta fonction da critique d'elle-même que s'adjoint le littératura s'allia chez Michal Butor à une vision à la fois minutiausa at grandiosa de son embition d'écrivain moderna : réconcilier le savoir et le poésle, l'encyclopédisma et l'émotion, l'axpérience | Madeleine Renou

Montolieu, royaume du livre

Suite de la page 25

Voyez Montolieu quatre ans plus tard: il n'est pas une ruelle qui n'ait sa librairie et pas une librairie qui o'ait sa marque particulière. Ne cherchez pas de logique à la promenade, elle s'imposera d'elle-même. comme une sorte de jeu de piste ioitiatique où l'uo des plaisirs consiste à deviner de quoi est fait chacun des antres. Petit labyrinthe sans Minotaure et sans fil d'Ariane, le village vous embarque dans ses impasses, toutes prétextes à une nouveile découverte.

Les singularités n'oot pas tou-

jours en le temps de s'affirmer, et la plupart des librairies (toutes d'occasion et d'ancien, à l'exception d'une scule) demeurent «généralistes» dans le choix qu'elles proposent. Mais chacune tend à se spécialiser. Allez faire un tour à la librairie Le Ferradou, située à l'emplacement de l'ancienne saile du Bal des Rouges, et qui jouera bientôt le rôle de cabaret-poésie. Vous y trouverez un peu de tout, comme au Veilleur, à Horizon-livres ou encore au Dilettante, géré par le copiste du village, et dont les propriétaires sont les éditions parisiennes du même nom; mais les chineurs plus exigeants pourront dénicher chez Booth-books (la librairie du fondateur du village du livre, édifiée sur le lieu de l'ancienne salle du Bai des Blanes) des journaux du XVIII-et du XIX-siècle, toutes sortes de raretés anglo-saxonnes et d'autres venues pour la plopart des bibliothèques d'universités américaines, dont, ootamment, importée de làbas en vertu du merveilleux hasard des allées et venues, une Histoire générale du Languedoc écrite par uo maine du XVII siècle!

Anselot, l'autre fondateur, se slatte, lui, d'être le seul libraire bibliophile du village, par opposi-tion aux bouquinistes, qui ne s'aventurent pas dans une évaluation des ouvrages d'après leur expertise technique. On trouvera donc chez lui des livres anciens plus que de simples livres d'occasion, de cent à plusieurs dizaines de milliers de francs : un code pénal de 1780 annoté de la main de Fouquier-Tinville, alors procureur au Châtelet, un manuscrit enlumioé du XIV siècle, des ouvrages historiques datant de la guerre de 1914 et de la période Empire, ou des livres d'art anciens.

Il y aura à la librairie du Contrefort, bâtie autour de la ruine restaurée d'un vieux contresort d'église, des livres neufs et régionaux; à La Hotte, l'une des premières à se spé-cialiser, des ouvrages de viticulture et d'enologie; à La Clef du temps, des polars et de la science-fiction; à La Chouette, outre les pièces de «bouquinerie», un choix de cartes postales d'époque; à L'Ile lettrée, des livres plutôt centrés sur l'épo-que de la seconde guerre mondiale; à L'île aux trésors, des « ouvrages d'Afrique et des trois Orients». Ne manquez pas non plus d'aller voir travailler le copiste ou le relieur.

> Un moulin à papier

Mais la curiosité conduisant par priorité à ce qui refuse de se montrer, vos pas vous meneront tout naturellemeot au Bibliotaphe converti - ce qui signifie, au sens propre, «cacheur de livres», à moins qu'il ne s'agisse de « livres dont le sens est caché ». Spécialisé dans les ouvrages consacrés au protestantisme, ce libraire-là se proclame avec arrogance « manvais vendeur », cacheur de livres : car quoi de plus douloureux que de se séparer de ce qui vous intéresse? C'est seulement à force d'insistance que vous pourrez lui arracher quel-ques traités calvinistes venus d'un greoier de Genève et introuvables

Paralièlement à l'activité commerciale - implantation de librairies et d'auberges ou de « cafés litté-raires » - et à l'action culturelle animations diverses, stages d'éco-liers, ateliers de reliure et de typographie, séjours organisés, - les Montolivains resteut fidèles au pro-jet initial de faire revivre la tradition industrielle ancienne de leur village: c'est ainsi qu'un moulin à papier du XVII siècle est réaménagé, et qu'un musée-conservatoire des arts graphiques – installé sur le



Devant l'église, l'enseigne de L'ile lettrée.

site de la manufacture du dernier moulin à eau, sur la Dure - offre une sorte de réservoir historique du village du livre, où l'on voit se dérouler les progrès techniques de la fabrication du papier. Une question reste au bord des lèvres : comment tout cela est-il possible? Aujourd'hui, au bout de trois ans, le pari culturel de Mootolieu est gagné : les quatorze librairies drainent autour d'elles toutes sortes de reocootres (audition d'un «conteur» traditionnel, signatures d'écrivains, ateliers de création divers), et le village du livre dépasse son rôle de simple mat-

chand pour jouer celui d'on lieu de rassemblement culturel. La classe de maternelle, fermée pour cause de désaffection du village, vient de rouvrir ses portes. Quant à la réassite économique, la jeunesse de

De fait, plus de dix mille visi-teurs, a-t-on estimé pour l'an der-nier, ont conforté la conviction des libraires, qui se félicitent de la rapi-dité de l'évolution. Certains d'entre eux révèlent un chiffre d'affaires de 15 000 à 20 000 francs par mois, en forte saison, pour des frais fixes minimes et un faible coût de la vie. Il ne se passe pas une semaine sans de nouveaux arrivages de livres, et tous les libraires semblent confiants concernant l'amortissement de

tés liées au livre contribuent à

oourrir d'autres secteurs, de la

En plus de cette règle commer-

ciale selon laquelle plusieurs librai-

ries voisines oe réduisent pas le

marché mais en ouvreot au

contraire les possibilités, créant, par leur cumulation même, une sorte

la vente du livre d'occasion - où la

surproduction ne joue pas négative-

ment puisque l'ancienneté ajoute infiniment de la valeur - est le plus

sur moyen pour contourner la crise

neuf dépérit de sa saturation tandis

que celui de l'ancien s'enrichit tou-jours de nouvelles trouvailles.

Une solidarité

sans faille

maconnerie à l'hébergement.

leurs investissements. Le plus singulier reste encore l'étonnante énergie qui anime les habitants du village. Deux associa-tions se sont créées, Mémoire du livre et Village du livre, qui se répartissent les taches, entre organisite économique, la jeunesse de saiion structurelle et promotion. l'expérience ne permet pas encore Leurs présidents o'en finissent plus

Centre Georges Pompidou 25, 26 mars 93 à 21 h espace semenante percosophie dirigé par C. Descourse "ARTISTES ET PHILOSOPHES : EDUCATEURS?"

OVEC N. ARAMBASIN, A. BADROU, J. BALSO, J.C. BONNE, D. BUYSSENS, D. LEVY, N. MICHEL, F. NECOLAS, C. RABANT, F. WAHL

d'en juger avec exactitude, mais les de se battre pour réunir des fonds premières aonées sont déjà et imaginer de nouvelles activités conchuantes, d'aotant que les activiliées an livre, en y croyant si sincèrement qu'oo ne sait plus distinguer, à les entendre, ce qui relève du projet on de la réalité. Les Montolivains ne sont pas peu fiers - et pour cause - de l'ampleur des résultats. Même s'ils attendent davantage des institutions régionale ou municipale, encore trop avares, scion eux, des subventions dont le de lieu de pélerinage obligé pour bibliophiles, le village du livre bénéficie d'un état de fait culturel : village du livre aurait besoin pour s'épanouir, rien ne semble pouvoir arrêter leur extraordinaire enthousiasme. Rien ne semble oon plus pouvoir porter atteinte à la solidarité, apparemment sans faille, des libraires entre cux et des habitants, qui conjuguent leurs gentillesses pour donner vie au village. Non, vous n'avez pas trop bu, c'est bien le libraire des Jardins d'Épicure qui vient servir les plats, le soir, à l'au-berge l Car les Montolivains tienoent à ce que leur village reste celui qu'ils ont toujours connu : pas de completes hôteliers, ont-ils décidé, mais des chambres d'hôtes et des fermes-auberges conviviales, où chacun est le bienvenu pour mettre

ia main à la pâte. Cette solidarité interne, qui n'exclut pas l'interaction des rôles, est l'une des grandes forces du village du livre. Après Hay-on-Wye, Redu et Becherel, Montolieu prend le chemin d'une réussite qui entérine chemm d'une réussite qui entérine le projet d'une chaîne européenne des villages du livre. Plusieurs sont déjà en train de se créer: l'un à la frontière germano-hollandaise, un autre en Italie, un troisième en Suisse. La fédération de ces villages aurait pour avantage de redoubler le marché du livre en créant une mise en commun des fonde on mise en commun des fonds qui élargirait le circuit économique et culturei. Qu'en sera-t-il alors du petit Mootolieu, centre d'un oou-veau carrefour du livre, de la Hollande à la Méditerranée?

Marion Van Renterghem Montolien organise un « festiva n item over ta des libraires extéries de litre » ouvert à des libraires extérieurs et où seront invités des écrivaires français et belges, pour le week-end de Pfaques, les 10, 11 et 12 avril (tél.: (16) 68-24-80-04 ou 68-24-84-11; fax